

*LES EGLISES, LES ASSOCIATIONS CHRETIENNES  
ET LE VIH SIDA A MADAGASCAR*

**RAPPORT DEFINITIF  
COMMISSION DE RECHERCHE  
MADAGASCAR**

REDIGE PAR L'INSTITUT DE MANAGEMENT  
ET DE GESTION APPLIQUES  
( IMAGE APPLI)

REF CONTRAT :

Janvier 2008

**REMERCIEMENTS**

Nous tenons à remercier PACANET AFRO de l'appui technique et financier qu'il a apporté dans la réalisation de cette recherche.

Nous remercions également tous les membres de la commission de recherche des Eglises et Associations de Madagascar pour leur persévérance dans les différentes réunions de coordination, de supervision.

Nous remercions les différents responsables des églises et des associations qui nous ont accueillis dans les districts et les communes d'enquête, sans lesquels cette étude n'aurait pu avoir lieu.

Puisse ce rapport nous apporter un meilleur éclairage sur le rôle des organisations chrétiennes contre le VIH SIDA à Madagascar, afin de mieux comprendre les problèmes et les actions à mener pour la gloire du Seigneur Jésus Christ.

## **ABREVIATIONS**

AIM : African Inland Mission

AMCM : Association des Médecins Catholiques de Madagascar

AMIS : Anglikana Miady amin'ny SIDA

AWR : Adventist World Relief

CCLS : Comité Catholique de Lutte contre le SIDA  
COE : Conseil Œcuménique des Eglises  
CRS : Catholic Relief Service  
CTV : Centre de Testing Volontaire  
EEM : Eklezia Episkopaly Malagasy  
EKAR : Eglizy Katolika sy Apostolika Romanina  
FFKM : Fiombonan'ny Fiangonana Kristianina eto Madagasikara  
FFPM : Fiombonan'ny Fiangonana Protestanta eto Madagasikara  
FJKM : Fiangonan'I Jesoa Kristy eto Madagasikara  
FLM : Fiangonana Loterana Malagasy  
FMBM : Fikambanana Mampiely Baiboly Malagasy  
FMMB : Fikambanan'ny Mpiara-Mamaky ny Baiboly  
GPC : Gestion Prévisionnelle et Contrôlée  
KPMS : Komitim-Pirenena Miady amin'ny SIDA  
METM : Missiona Evanjelika Teratany Malagasy  
MSH APPROPOP PF : Management Science for Health / Appui aux programmes des populations  
Planning Familial  
PC – USA : Presbyterian Church in the United States of America  
PLEROC : Plate forme des Entités Religieuses et des Organisations Confessionnelles  
PMPS : Projet Multisectoriel pour la Promotion de la Santé  
UGBM : Union des Groupes Bibliques de Madagascar

## **LISTE DES FIGURES DANS L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE NATIONAL**

**Figure 1 : Pourcentage d'entités chrétiennes travaillant dans des axes antisida**  
**Figure 2 : importance des activités décrites par les entités à activités**  
**Figure 3: Pourcentage d'entités chrétiennes présentant des actions de management enregistrées par écrit**  
**Figure 4: Importance des entités chrétiennes ayant enregistré la gestion des ressources**  
**Figure 5 : Importance des entités accomplissant les tâches de Gestion de référence**  
**Figure 6: importance des entités chrétiennes pratiquant la gestion financière**  
**Figure 7: Importance des entités chrétiennes pratiquant les tâches d'analyse financière**  
**Figure 8: Les décisions et idées positives des entités chrétiennes**  
**Figure 9: Répartition des entités bénéficiaires de financement par source**  
**Figure10 : Pratique de Gestion du financement par les entités chrétiennes**

**Figure 11: Entités à gestion financière acceptable**  
**Figure12: les Supports de communication utilisés**  
**Figure 13: Opinions et disponibilité de ressources humaines**  
**Figure 14: Pratique du management**  
**Figure 15: Pratique de Gestion des Ressources humaines (intervention/SIDA)**  
**Figure 16 : Savoir sur le management et la Gestion rationnelle**  
**Figure17: Opinions sur les étapes de management**  
**Figure18: Etat des habiletés dans les étapes de Management**  
**Figure19: Les opinions des entités chrétiennes sur les étapes de gestion**  
**Figure 20: Etat de la pratique des étapes de gestion par les entités chrétiennes**  
**Figure 21: Enregistrement de la gestion des ressources dans les axes de lutte contre le VIH et SIDA**

Figure 22: Etat de la pratique de la GPC et de la Gestion du Matériel et Fourniture de bureau  
 Figure 23: Etat de possession d'immobilisations et de matériels roulants  
 Figure 24: Appréciation de la pratique et des opinions de formation IEC  
 Figure 25: Importance du partenariat et du réseautage des entités chrétiennes dans la lutte contre le VIH et SIDA  
 Figure 26: Pratiques des Techniques de supervision évaluation et des Supports matériels de communication  
 Figure 27: Appréciation de l'application d'une procédure de formation par les entités chrétiennes  
 Figure 28: Importance des entités chrétiennes pratiquant une gestion de qualité  
 Figure 29: Etat de l'administration de la comptabilité et de la gestion financière par les entités chrétiennes  
 Figure 30: Appréciation des actions des entités chrétiennes sur les axes de lutte contre le VIH et SIDA  
 Figure 31: Importance des manifestations discriminatoire et état de la perception des entités chrétiennes sur le VIH et SIDA  
 Figure 32: Attitudes des entités chrétiennes vis-à-vis des PPVIH et Sidéens et des personnes affectées  
 Figure 33: Expressions des limites et difficultés des entités chrétiennes et appréciation de la satisfaction des bénéficiaires  
 Figure 34: Niveau d'indicateurs de gestion chez les entités chrétiennes  
 Figure 35: Prestations offertes par les Entités et Impact sur les bénéficiaires  
 Figure 36: Appréciation des prestations et des structures par les bénéficiaires  
 Figure 37: Appréciations des interventions des partenaires par les entités chrétiennes

## **LISTE DES FIGURES ANTANANARIVO CAPITALE**

Figure 5 : Pourcentage d'entités chrétiennes travaillant dans des axes antisida  
 Figure 6 : importance des activités décrites par les entités à activités  
 Figure 7: Pourcentage d'entités chrétiennes présentant des actions de management enregistrées par écrit  
 Figure 8: Importance des entités chrétiennes ayant enregistré la gestion des ressources  
 Figure 5 : Importance des entités accomplissant les tâches de Gestion de référence  
 Figure 6: Les décisions et idées positives des entités chrétiennes  
 Figure 7: Répartition des entités bénéficiaires de financement par source  
 Figure 8: importance des entités chrétiennes pratiquant la gestion financière  
 Figure 9: Entités à gestion financière acceptable  
 Figure10 : Importance des entités chrétiennes pratiquant les tâches d'analyse financière  
 Figure11: les Supports de communication utilisés  
 Figure 12: Opinions et disponibilité de ressources humaines  
 Figure 13: Pratique du management  
 Figure 14: Pratique de Gestion des Ressources humaines (intervention/SIDA)  
 Figure 15 : Savoir sur le management et la Gestion rationnelle  
 Figure16: Opinions sur les étapes de management  
 Figure17: Etat des habiletés dans les étapes de Management  
 Figure18: Les opinions des entités chrétiennes sur les étapes de gestion  
 Figure 19: Etat de la pratique des étapes de gestion par les entités chrétiennes  
 Figure 20: Enregistrement de la gestion des ressources dans les axes de lutte contre le VIH et SIDA  
 Figure 21: Etat de la pratique de la GPC et de la Gestion du Matériel et Fourniture de bureau  
 Figure 22: Etat de possession d'immobilisations et de matériels roulants  
 Figure 23: Appréciation de la pratique et des opinions de formation IEC  
 Figure 24: Importance du partenariat et du réseautage des entités chrétiennes dans la lutte contre le VIH et SIDA  
 Figure 25 : Importance des liaisons des partenaires aux entités et leurs axes d'intervention  
 Figure 26: Pratiques des Techniques de supervision évaluation et des Supports matériels de communication  
 Figure 27: Appréciation de l'application d'une procédure de formation par les entités chrétiennes  
 Figure 28: Importance des entités chrétiennes pratiquant une gestion de qualité  
 Figure 29: Etat de l'administration de la comptabilité et de la gestion financière par les entités chrétiennes  
 Figure 30: Appréciation des actions des entités chrétiennes sur les axes de lutte contre le VIH et SIDA  
 Figure 31: Importance des manifestations discriminatoire et état de la perception des entités chrétiennes sur le VIH et SIDA  
 Figure 32: Attitudes des entités chrétiennes vis-à-vis des PPVIH et Sidéens et des personnes affectées

**Figure 33: Expressions des limites et difficultés des entités chrétiennes et appréciation de la satisfaction des bénéficiaires**

**Figure 34: Appréciations des interventions des partenaires par les entités chrétiennes**

## INTRODUCTION

Après la réunion de PACANET en Ouganda en 2005, les quelques responsables chrétiens malgaches qui y ont assisté, ont eu pour mission de réaliser une analyse de situation du réseau chrétien de lutte antisida à Madagascar. Les objectifs tracés dans les TDR sont :

1. Identifier les interventions de l'église et des organisations chrétiennes en matière de VIH/SIDA
  - a. Classer les interventions par thème, niveau et type
  - b. Identifier et décrire les savoir faire appliqués dans les thèmes / standard courants
2. Identifier et décrire les ressources existantes et disponibles, accessibles dans les églises et organisations chrétiennes
  - a. Opportunités de financement, limites
  - b. Outils de communications pour un changement de comportement et lacunes
  - c. Ressources matérielles et médicamenteuses
  - d. Ressources humaines impliquées
  - e. Infrastructure et support logistique
3. Evaluer la capacité de l'église sur la base des réponses en matière de
  - a. Gouvernance et leadership
  - b. Gestion des ressources
  - c. Aptitudes et formation
  - d. Partenariat et réseautage
  - e. Approches (modèles utilisés), Politiques et procédures
4. Recommander des stratégies et des mécanismes de résolution des problèmes actuels, mécanismes susceptibles de faciliter la visualisation d'un réseau chrétien de lutte contre le VIH/SIDA

Madagascar se présente comme un pays à faible prévalence d'infection VIH/SIDA située à 1,1 % en 2003, à 0,5% en 2005. Des cas de SIDA maladies sont mentionnés par les responsables, mais le principe de l'anonymat est toujours gardé jusqu'à ce stade. Les services de maladies infectieuses à Madagascar n'ont pas de cas de SIDA maladies avec leurs affections opportunistes entraînant des ré/hospitalisations fréquentes. Beaucoup de pays africains ont ces services bondés

de cas de SIDA maladies à 70 ou 80 % de leurs malades hospitalisés. Madagascar est appelé à travailler fortement la prévention pour ne pas tomber dans le cas d'autres pays qui ont présenté le même taux de prévalence il y a dix ou 15 ans et qui en sont à plus de 30 % actuellement.

Un pays dont toutes les entités arrivent à se retrouver en termes de lutte contre des fléaux, est capable de vaincre ces fléaux ou du moins de les atténuer considérablement. Chaque entité doit s'intégrer dans un système bien institutionnalisé qui possède des personnes ressources avec des habiletés à toute épreuve, et capables, à leur tour, de qualifier les autres. Les églises et les organisations chrétiennes figurent parmi ces entités.

L'importance de pouvoir répondre à l'infection VIH / SIDA fait appel à une mobilisation sociale nationale et ne doit laisser aucune entité indifférente. Des efforts ont sans doute été fournis par chacun. Mais les questions suivantes se posent :

- y a-t-il une cohérence des interventions dans leur organisation, leurs interrelations et leurs différences,
- observe-t-on leur pertinence par rapport aux causes du SIDA telles que les Infections sexuellement transmissibles, les causes comportementales, celles psychosociales, et leur logique par rapport à l'infection VIH/SIDA même comme l'épidémiologie, la prise en charge des personnes vivant avec le VIH...,
- y a-t-il une justesse dans les plans d'actions qu'on mène pour la collecte des informations par rubrique d'intervention, la confection d'indicateurs, les questionnaires et les observations à relever dans les enquêtes, l'analyse des problèmes, les objectifs et les stratégies conséquentes,
- toutes ces interventions sont-elles claires pour tous les acteurs, y compris l'église et les organisations chrétiennes,
- tient-on compte du niveau de champ de conscience de la population aussi bien en termes de lutte de pertinence par rapport au problème direct de l'infection VIH/SIDA, que de lutte de logique par rapport aux différentes causes probables de problèmes relevés au cours de cette étude. Ces différents aspects doivent se dérouler dans un réseau précis, avec des structures, des relations hiérarchiques, fonctionnelles, en ligne avec des qualifications, comme nous le disions, à toute épreuve. Il faut, en outre, des lois et des règlements adéquats répondant à la cohérence, la pertinence et une logique, la justesse, la clarté et la sagesse demandées à tout le système, et, parmi ces règles doivent se trouver les règles

d'organisation de toutes les interventions comprenant les acteurs, les organigrammes opérationnels, les descriptions de poste, les normes de performance, les systèmes de coordination et de suivi ainsi qu'un système continu d'évaluation.

Ils vont dicter la présentation synthétique des problèmes, le plan des commentaires et des stratégies.

Pour parvenir à cet état des lieux, il nous faut présenter :

1. première partie : l'approche méthodologique
2. deuxième partie : les résultats de l'enquête qui comprendront les valeurs des indicateurs prévus, l'identification des problèmes correspondants, l'arrangement de ces problèmes selon les objectifs de l'enquête et conformes aux TDR,
3. troisième partie : les points positifs nationaux et dans la capitale Antananarivo, et les commentaires des problèmes selon les trois objectifs ayant dicté l'arrangement des problèmes particulièrement en matière de :
  - i. état actuel de traçabilité des interventions chrétiennes antisida
  - ii. inventaire des ressources actuelles et leurs problèmes
  - iii. évaluation de la capacité de l'église sur la base des réponses et des vérifications
4. quatrième partie : propositions de stratégies et d'opérations pour résoudre les problèmes à partir des causes probables et les commentaires, et proposition d'un programme triennal prévisionnel.

# I. METHODOLOGIE

## 1. Echantillonnage, Enquêteurs et limites de l'enquête

Madagascar est divisé en 22 régions depuis 2004. Chaque région contient plusieurs districts eux-mêmes divisés en communes urbaines et communes rurales. IL existe actuellement 111 districts au total. Le Ministère de la Santé a communiqué une liste des districts et communes vulnérables compte tenu des travaux antérieurs réalisés par le Comité National de Lutte contre le SIDA dirigé par le Secrétariat Exécutif, et des travaux réalisés par la Direction Générale de la Lutte Contre le SIDA et ses différents équivalents successifs au Ministère de la Santé, du Planning Familial et de la Protection Sociale. Il en est sorti 119 districts et communes vulnérables. C'est parmi ces zones que IMAGE APPLI a fait la sélection de 26 districts et communes en respectant la répartition d'au moins une zone par région. Certaines régions ont eu deux zones désignées d'après l'importance de la population comme Analamanga où se trouve la Capitale Antananarivo, ou d'autres régions qui sont très éloignées et difficilement accessibles, risquant de ne pas encore posséder d'informations fiables.

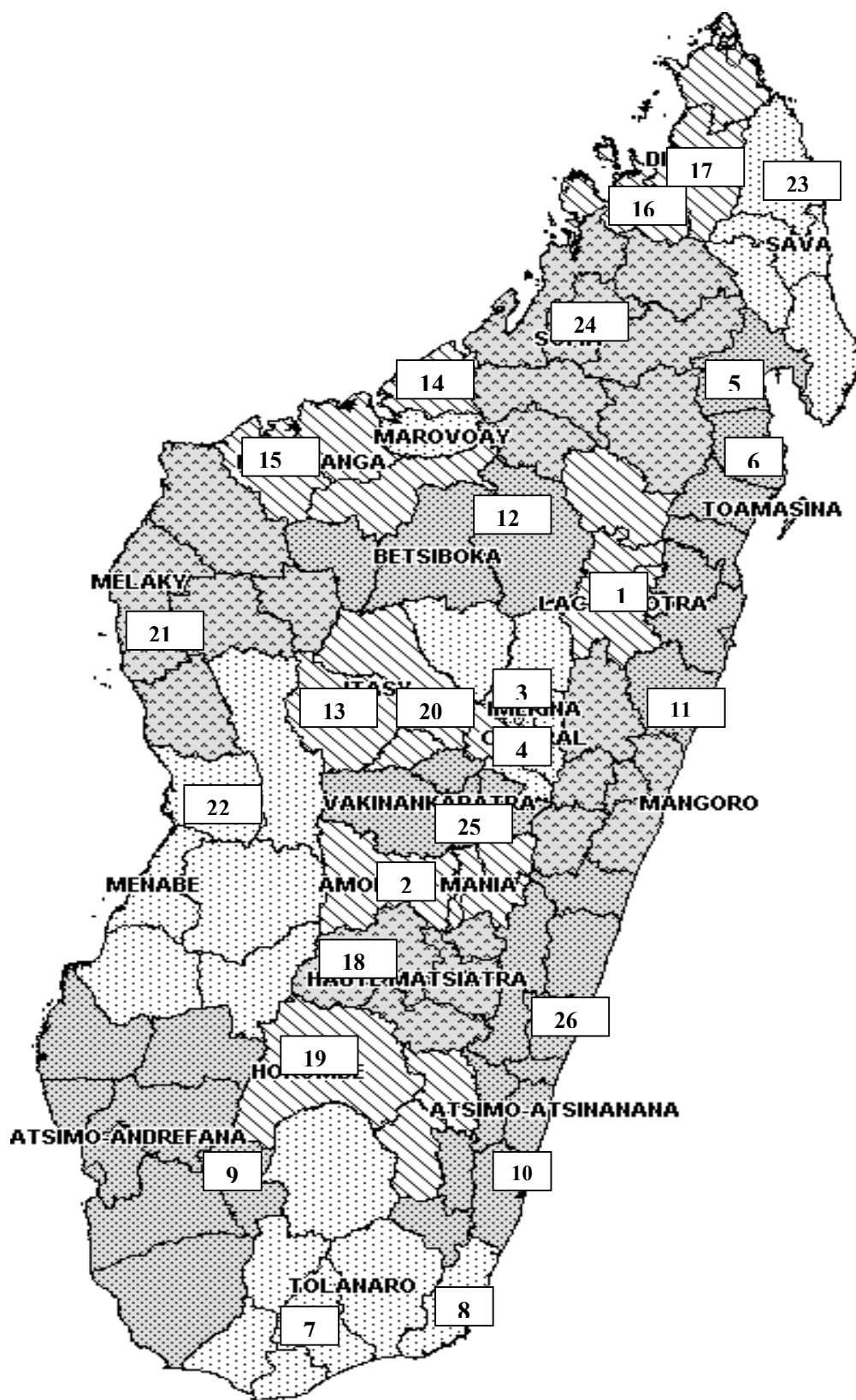
### LISTE DES REGIONS ET DISTRICTS D'ENQUETE PAR ORDRE ALPHABETIQUE

<b>REGION</b>	<b>LIEU D'ENQUETE DISTRICT – COMMUNE</b>
1) ALAOTRA MANGORO	1) Ambatondrazaka
2) AMORON'I MANIA	2) Amboitra
3) ANALAMANGA	3) Antananarivo 4) Alatsinainy Bakaro
4) ANALANJIROFO	5) Maroantsetra 6) Mananara Nord
5) ANDROY	7) Ambovombe



6) ANOSY	8) Taolagnaro
7) ATSIMO ANDREFANA	9) Ankazoabo
8) ATSIMO ATSINANANA	10) Farafangana
9) ATSINANANA	11) Brickaville
10) BETSIBOKA	12) Maevatanana
11) BONGOLAVA	13) Tsiroanomandidy
12) BOINA	14) Ambato Boeny 15) Soalala
13) DIANA	16) Ambanja 17) Ambilobe
14) HAUTE MATSIATRA	18) Ikalamavony
15) IHOROMBE	19) Ihosy
16) ITASY	20) Miarinarivo
17) MELAKY	21) Bekopaky
18) MENABE	22) Belo Amin'ny Tsiribihina
19) SAVA	23) Vohémar
20) SOFIA	24) Antsohihy
21) VAKINANKARATRA	25) Antsirabe
22) VATOVAVY FITOVINANY	26) Mananjary

**LES DISTRICTS D'ENQUETE SUR CARTE**



Les enquêteurs sont des jeunes de l'ONG Andri Afo Fiombonana, organe mère de IMAGE APPLI. Ce sont des personnes ressources étudiants dans leur statut, et qui font leurs

études à IMAGE APPLI pour 70% et à l'Université d'Antananarivo, dans la Faculté de Médecine et de Droit pour 30 %. Ils ont tous reçu des formations approfondies de Management, de Gestion et de Qualification du personnel. Ils étaient au nombre de 20, et ont reçu une ré-imprégnation du 10 au 13 novembre 2007, sur la façon de comprendre et de remplir le questionnaire et de faire les observations pendant trois jours avant leur départ. Chaque enquêteur est originaire de la région d'enquête ou au moins y a vécu pendant un certain temps. Ils ont eu chacun une semaine pour la réalisation effective de l'enquête sur terrain sans les délais de route.

Les outils de collecte sont :

- le questionnaire comprenant 63 questions et observations présentées en annexes
- les documents demandés aux enquêtés et présentés aux enquêteurs suivant les questions qui en nécessitent
- les observations de tâches effectuées dans les archives ou selon les habiletés constatées

Les résultats de l'enquête montrent la situation actuelle en termes de savoirs, opinions et savoirs faire dans les différents domaines circonscrits par les trois premiers points des objectifs mentionnés dans les TDR. Il existe donc des références techniques qui ont été adoptées par IMAGE APPLI concernant les différentes définitions, opinions et tâches dans ces différents domaines. Ces références se trouvent dans les réponses références aux questions et aux observations en annexes, et ont servi aux enquêteurs pour se rappeler les notions théoriques et pratiques auxquels ils ont été déjà initiés. Les lecteurs et les différents responsables qui auront l'occasion de voir ce rapport, peuvent avoir d'autres références personnelles qui ne peuvent qu'enrichir l'essai d'approche rationnelle que nous avons adopté. Les réponses et relevés obtenus dans chaque entité ont été donnés par les actuels responsables, qu'ils aient déjà un pied dans la lutte contre le SIDA ou non. Chaque fiche d'enquête rend compte du champ de conscience individuel de ces responsables, mais l'ensemble permet aussi un diagnostic de champ de conscience collectif concernant l'état actuel de la lutte dans l'ensemble des régions à Madagascar. L'inexistence d'une préparation de sensibilisation véritable sur terrain peut avoir généré certaines réticences, et une ouverture incomplète chez les responsables enquêtés. Mais, l'existence de questions à recoupements multiples nous permet de contourner cette éventualité sans risque de fausse interprétation.

## 2. Collecte d'informations

Les étapes suivies sont les suivantes :

- précision des informations utiles à recueillir dans la revue documentaire, dans l'enquête proprement dite, dans les vérifications
- détermination des indicateurs qui vont permettre de mesurer l'importance d'un problème
- la confection de questions pour les connaissances et les opinions et la confection d'observations de tâches pour la pratique
- le pré-test des questionnaires fait à Antsiranana en fin octobre 2007
- la validation des questionnaires avec l'équipe de recherche le 7 novembre 2007 avec les correspondances Numéro de question / objectifs
- La collecte a commencé le 7 novembre 2007 et s'est terminée le 4 janvier 2008. 20 enquêteurs membres de l'ONG Andri Afo Fiombonana, organisation mère de l'Institut de Management et de Gestion Appliqués.
- la réalisation proprement dite de l'enquête dans 26 endroits qui sont dans les 22 régions de Madagascar désignés dans la liste des régions les plus vulnérables communiquée par le Ministère de la Santé, du Planning Familial et de la Protection Sociale. Une liste des associations et Eglises à enquêter a été communiquée par le Comité de Coordination de l'Enquête. Ce sont :
  - Associations : Balsama Fanantenana, Ligue pour la Lecture de la Bible, Fikambanana Mampiely Baiboly (Société Biblique Malgache), Union des Groupes Bibliques de Madagascar
  - Eglises Chrétiennes : Eglizy Katolika Apostolika Romana, Eklezia Episkopaly Malagasy, Fiombonanan'ny Fiangonana Protestanta Malagasy, Fiombonanan'ny Fiangonana Kristiana Malagasy, Fiangonana Loterana Malagasy, Fiangonan'i Jesoa Kristy eto Madagasikara, Misiona Evanjelika Teratany Malagasy, Jesosy Mamonjy, Fiangonana Advantista Mitandrina ny Andro Fahafito
- ⇒ Soit 13 entités en tout.
- le dépouillement des fiches d'enquête suivant les stades de mesures proposées pour pouvoir déterminer les niveaux d'indicateurs

Les activités effectuées sont :

- Détermination des informations à recueillir par thème et par niveau
- Elaboration d'indicateurs d'opinion et de pratiques par thème et par niveau
- Questionnaires Réponses Références correspondants

- Détermination des informations sur les ressources et l'équipement selon des références à relever
  1. en matière de financement
  2. de supports matériels et humains
  3. de ressources matérielles et humaines dans chaque thème
- Elaboration d'indicateurs sur 1, 2, 3 (ci-dessus) et Questionnaires Réponses Références
- Détermination des informations, des Opinions et Pratiques sur la Capacité managériale selon le management IMAGE. La qualification, le matériel et l'équipement utilisés seront approfondis à part. La Capacité managériale porte alors sur les opinions et la façon de planifier, d'organiser, de coordonner et de superviser, d'évaluer chaque action des thèmes. Ensuite, la qualification porte sur la manière de qualifier selon les thèmes, d'établir le réseau de travail et de communication des partenaires par thème et celle de déterminer et d'appliquer les méthodes choisies et utilisées par thème
- Détermination des informations sur les stratégies et leur organisation opérationnelle par thème
- Elaboration d'indicateurs et des Questionnaires incluant les Réponses Références sur chaque question en termes de capacité managériale
- Préparation des descentes, formation des formateurs membres de l'ONG pré-citée et originaire des régions, enquête sur terrain
- Coordination et supervision des descentes d'enquête
- Dépouillement et expression des niveaux d'indicateurs

### **3. Revue documentaire**

Lors des descentes, nous avons pu constater entre les mains des Responsables Centraux d'églises et les responsables nationaux d'organisations chrétiennes, l'existence de :

- documents techniques écrits sur les thèmes d'interventions choisis,
- types de sources de financement, de canaux de communication,
- d'administration des actions appliquées dans le district d'enquête, et relatées par les documents,
- types de gestion des ressources matérielles,
- méthodes de qualification des intervenants par thème et selon les régions,
- types de partenaires et leurs relations,
- stratégies utilisées et la manière de les organiser.

L'existence de ces mêmes éléments a été perçue dans les régions, dans les districts désignés ou les communes.

On a pu :

- Relever des sièges centraux des églises existantes et ceux des organisations chrétiennes menant déjà des actions contre le SIDA quel que soit le thème
- Etablir un contact avec leurs responsables respectifs (Cf. Annexe : liste des personnes contactées)
- Faire un relevé des thèmes d'interventions contre le SIDA selon les 5 axes de lutte qui sont :
  - Prévention de la transmission VIH
  - Prise en charge médicale et communautaire des Personnes Vivant avec le VIH et les personnes affectées
  - Protection et soutien aux personnes vivant avec le VIH et personnes affectées
  - Coordination/partenariat et mobilisation des ressources
  - Surveillance épidémiologique, évaluation et promotion de la recherche
- Faire un relevé particulier des actes ou pratiques effectués dans diverses régions à travers les documents de ces églises et de ces organisations chrétiennes
- Relever les types de sources de financement relatés dans ces documents, les supports de communication utilisés, les ressources humaines et leur qualification
- Relever le type de management appliqué et écrit dans les documents en termes de planification, d'organisation, de qualification des acteurs, de supervision et coordination et d'évaluation
- Relever le type de gestion utilisé pour les matériels et les équipements nécessaires
- Relever le type de qualification contenu dans ces documents selon les thèmes
- Relever les partenariats et les outils de communication
- Relever le résumé des stratégies et d'organisation pratiquées

#### **4. Analyse des problèmes,**

La méthode que nous avons appliquée comporte les étapes techniques suivantes :

- énoncé du problème à partir des indicateurs calculés
- spécification du problème par la méthode ILTA ou Identité, Lieu, Temps d'apparition, Ampleur
- détermination des causes probables par la méthode de Francis Bacon de VERULAM
- arrangement des problèmes par rapport aux objectifs

Ce dernier point a permis de les classer en trois grandes parties :

- ceux portant sur la traçabilité des interventions anti VIH/SIDA des entités et associations chrétiennes
- ceux portant sur les ressources disponibles et existantes

- ceux appartenant à la capacité d'actions de ces entités et associations

## **5. Commentaire des problèmes,**

Pour l'analyse et les commentaires, nous avons utilisé :

- les techniques et connaissances en gouvernance basées sur le management et le leadership, dans les entreprises et les communautés
- les techniques modernes de gestion prévisionnelle et contrôlée
- les techniques et raisonnement de psychologie et de psychologie sociale
- les approches d'économie générale et de micro-économie en particulier
- les techniques et méthodes de droit public et de sciences politiques
- les techniques de management rationnel
- les techniques et procédures de formation par l'Information Education et Communication sous son aspect andragogique

L'ensemble a permis de chercher les relations et les liaisons possibles entre les diverses manifestations des problèmes.

## **6. Stratégies et opérations,**

Après le classement des problèmes, et leur commentaire, nous avons déterminé des stratégies pour les résoudre. Chaque stratégie devient un objectif intermédiaire, et appelle la précision des opérations permettant sa concrétisation. Une brève description de chaque stratégie montre le contenu de ce qu'on veut obtenir. Les opérations seront alors déduites de cette description et des causes probables retenues et seront, par la suite, agencées dans un chronogramme triennal.

## **7. Etablissement d'un chronogramme prévisionnel triennal,**

C'est un chronogramme représentant un plan d'exécution sur trois ans. Il servira de tableau de bord pour les différentes équipes qui continueront le travail.

## **8. Rédaction du rapport**

Le rapport provisoire comprendra une introduction où seront énumérées les problématiques constatées, le corps même du rapport et une conclusion. Le corps du rapport sera composé de trois parties répondant aux objectifs à atteindre. La présentation séparera ce qui concerne Antananarivo, de l'ensemble des autres districts et communes, ensemble désigné à être enquêté. Les résultats pour Antananarivo sont présentés à part du fait de l'état actuel de développement des actions dans la ville, et de sa position de Capitale dans un système à coutume encore très centralisé.

Après les remarques venant des responsables de PACANet et des divers responsables dans la commission de recherche, ainsi que des différentes remarques et suggestions lors de la réunion des délégués des entités chrétiennes du 4 au 6 février 2008 à l'espace MAriazy Mirindra Ambohipo, en termes de vérification de conformité par rapport aux objectifs, on a procédé à la rédaction du rapport final.

## **DEUXIEME PARTIE : LES RESULTATS DE L'ENQUETE**

### **II.1. INDICATEURS NATIONAUX HORS ANALAMANGA, CALCULES A PARTIR DES RESULTATS DE L'ENQUETE**

#### **II.1.1. IDENTIFICATION DES INTERVENTIONS ECRITES DE L'EGLISE ET DES ORGANISATIONS CHRETIENNES CONTRE LE VIH SIDA**

A. Des indicateurs permettent de voir comment est actuellement la décision d'engagement dans les thèmes de lutte des cinq axes dans l'ensemble du territoire.

Selon les 5 axes de lutte adoptés au niveau international, il apparaît que :

1. 8 % des formations chrétiennes enquêtées ont enregistré leurs interventions dans deux à quatre axes de lutte
2. 96 % de ces formations chrétiennes ont décrit par écrit moins de 10 activités incluses dans les 37 des cinq axes

B. D'autres indicateurs rendent compte de l'identification de bonnes ou de meilleures pratiques par thème dans les cinq axes. Les bonnes ou meilleures pratiques proposées et relevées à l'enquête sont :

- l'enregistrement des actions, démarches et procédures sur les interventions antisida
- les actions enregistrées dans les documents en terme de management pour une bonne gouvernance
- l'enregistrement des tâches de gestion des ressources liées aux interventions antisida
- l'enregistrement ou l'auto reconnaissance des points forts par chaque entité, preuve d'une conscience sur les actions
- l'existence de mesures immédiates enregistrées dans les archives
- l'existence d'intention et de propositions d'améliorations de la lutte
- la proposition d'indicateurs mesurables et observables pour chaque intervention en vue d'une meilleure traçabilité des actions

Mais, ces pratiques ont une ampleur d'application très variable comme le montrent les indicateurs suivants :

3. 4,2 % des églises et organisations chrétiennes ont décrit plus de 11 interventions par écrit
4. 94,9 % d'entre elles ne présentent aucune action de management selon la définition adoptée du terme
5. sur 3% d'entre elles, on a relevé des activités de gestion des ressources liées aux interventions contre le VIH SIDA
6. 3 % ont des actions annuelles de re/planification sur ces interventions antisida



7. 3,6% ont des actes d'organisation de ces planifications rectificatives
8. 96,9 % pratiquent moins de deux tâches de gestion sur les sept de référence adoptées, avec 80 à 90 % ne pratiquant aucune gestion de matériel et médicaments antisida et 2,24% essayant d'accomplir les sept tâches
9. 95,4% pratiquent moins de deux tâches de gestion financière sur les sept requises avec 4,5 % pratiquant entre trois à six tâches
10. 0,8% des organisations chrétiennes essayent de pratiquer l'ensemble des quatre tâches d'analyse financière, avec 4,9 % entre une et trois tâches
11. 74,6 % d'entre elles n'ont soulevé aucun point fort dans leurs interventions contre le SIDA ou n'ont eu aucune opinion sur d'éventuels points forts ; pour le reste, les points forts mentionnés sont :
  - a. Mobilisation de la communauté entière de l'Eglise,
  - b. Animation de groupe
  - c. Efficacité de l'évangélisation :
    - Base biblique solide
    - Après la conversion, les résultats deviennent plus prometteurs, ce qui constitue alors une solution durable et radicale pour la lutte contre le VIH/SIDA
  - d. Pas de stigmatisation
  - e. Ceux qui sont en contact avec les SIDEENS sont des formateurs très proches d'eux
  - f. Crédibilité car ce sont des associations affiliées à l'Eglise
  - g. Eparpillement des agents à divers niveaux
  - h. confiance des personnes atteintes du VIH/SIDA ou par les interventions de lutte contre l'épidémie
  - i. Conviction de l'existence du SIDA
  - j. Animation médiatique intense
  - k. Litiges balisées par l'évangélisation,
  - l. Engagement pour le changement de comportement
  - m. Bonne information,
  - n. Préparation psychologique
  - o. Porte à porte
  - p. Conviction des membres acteurs dans la lutte antisida
  - q. Accès aux zones isolées
  - r. Equipe soudée, cohérente et efficace pour le peu qui ont une équipe
  - s. Existence de correspondance entre l'évangélisation par les versets bibliques et la lutte contre le VIH / SIDA
  - t. Formation de qualité
    - Favoriser le dialogue au niveau du couple, qui est la base communautaire
    - Les couples sortants devraient avoir une base solide pour pouvoir pratiquer ce qu'ils y ont appris pour pouvoir enseigner à leur tour
12. 69,4 % sont restés sans rien faire devant les informations sur l'existence de l'épidémie ; des mesures ont été prises par certaines entités :
  - a. Vulgarisation des informations
  - b. Multiplication des témoignages
  - c. Sensibilisation au niveau des fokontany
  - d. Promotion de la fidélité et pas de publicité pour le protector
  - e. Mobilisation de masse
  - f. Formation de leader
  - g. Centre de loisir
  - h. Education sexuelle précoce
  - i. Education de la famille
  - j. Recherche de financement
  - k. Dispatching rapide et contrôlé du matériel
  - l. Production de film et livres
  - m. Appui spirituel, psychologique et financier

- n. Rémunérer les travailleurs
- o. Recherche proactive pour l'amélioration de la réponse chrétienne

**13.** 73,9 % n'ont eu aucune idée d'amélioration de la lutte contre l'épidémie ; les idées d'amélioration portent sur :

- a. Vulgarisation des informations
- b. La promotion de l'abstinence et de la fidélité
- c. Politique contre le fast sex
- d. Recherche de partenaire
- e. Sensibilisation de dépistage et priorisation de l'éducation et de la prévention
- f. Visite à l'hôpital
- g. Aide à suivre la voie de Dieu
- h. Engagement des leaders
- i. Témoignage des PVVIH
- j. Formation en IEC
- k. Sensibilisation à outrance
- l. Renforcement de l'éducation sexuelle au sein de la famille
- m. Suivre les voies hiérarchiques pour le bon déroulement et la réussite des activités
- n. L'évangélisation est une solution radicale

**14.** Aucune formation chrétienne n'a avancé des idées sur les indicateurs à donner pour la traçabilité des interventions menées.

Une entité a cependant mentionné les points suivants :

- a. Renforcer les encadrements
- b. Renforcer la supervision pour vérifier les réalités sur terrain et leur correspondance avec les rapports livrés
- c. Encourager les responsables à envoyer des rapports d'activités des différentes branches
- d. Pour les localités sensibilisées, observer et enregistrer :
  - La formation de clubs ou de groupements à l'issue d'une sensibilisation
  - Les témoignages

## II.1.2. IDENTIFICATION ET DESCRIPTION DES RESSOURCES EXISTANTES

C. Cela concerne la liste suivante :

- les opportunités de financement avec les sources, les habiletés de gestion financière, les habiletés d'analyse financière
- les outils de communication existants et effectivement utilisés aussi bien en termes de matériels de communication que de personnes ressources de communication
- les ressources humaines impliquées comprenant ce que les agents de lutte pensent sur le SIDA et les personnes qui sont affectées par le VIH voire sidéennes, mais également leur nombre ; ce que pensent les personnes affectées elles-mêmes de leur engagement, et de leurs enfants vus par la société

Aussi, les indicateurs suivants ont été calculés après l'enquête et suivant les indicateurs prévisionnels :

**15.** 51,5 % des formations chrétiennes n'ont pas de source de financement VIH / SIDA et celles qui en ont sont réparties comme suit :

- a. 17,9 % venant de la communauté
- b. 14,9 % du Programme National de Lutte contre le SIDA ou de leur siège national
- c. 4,4 % provenant soit du gouvernement soit de sources internationales

- d. 2,9 % venant soit du district soit de la région
16. 92,3 % ont une ébauche de pratique de gestion de financement inférieure à deux éléments sur les sept requis, avec 6,7 % parvenant à une pratique subjective entre trois et six éléments sur sept
  17. 1,6 % parviennent à éviter des ruptures financières et 4,5 % réalisent une gestion sans retard en temps réel
  18. 1,7 % parviennent à présenter les quatre aspects comptables facilitant l'analyse financière et 3,4 % essaient de pratiquer l'une ou l'autre ou l'ensemble des trois opérations de journal, de grand livre et de balance
  19. 69,74 % ne parlent pas de l'utilisation ou ne voient pas l'utilité d'outils de communication notamment les émissions radiophoniques ou télévisées, les affiches, avec 23,8 % qui ont utilisé un à deux des supports mentionnés, et d'autres utilisations se font en intersection sans distinction d'entités comme les
    - a. prédications dans le culte,
    - b. les séminaires,
    - c. les sensibilisations,
    - d. les tee shirts,
    - e. les vidéo projections,
    - f. les cassettes vidéo,
    - g. les tracts,
    - h. les portes à portes,
    - i. les cartes rouges,
    - j. les films,
    - k. les banderoles
  20. 31,4 % utilisent des personnes ressources issues de la communauté même pour optimiser le niveau de changement de comportement. 7,2 % utilisent des personnes des programmes d'interventions et qui sont imposées à la communauté
  21. 48,46 % des entités chrétiennes n'ont pas de figure perceptive pour le VIH/SIDA, 32,3% lui donnent une signification de maladie comme les autres, 17,7% de conséquence de l'adultère et 11,5 % de punition divine, toutes les entités confondues
  22. 50% n'ont aucune opinion sur ce qu'il faut faire vis-à-vis des personnes affectées, 48,5 % estiment qu'elles ont droit au soutien, 1,5% pensent qu'elles ne doivent plus prêcher
  23. 26,77 % sont sensibles aux éventuels orphelins du SIDA et pensent aux types de traitement suivant :
    - a. Famille d'accueil avec aide maximale,
    - b. Création de structure pour les élever comme s'ils ont des parents
    - c. Des institutions comme le FIFAFI
    - d. Appui financier avec budget spécial, prise en charge matérielle car ils ont droit au soutien
    - e. Prise en charge scolaire, éducationnelle, sociale par des associations dans les églises
    - f. Assistance sociale selon l'âge et la décision de l'église
    - g. Droit à l'alimentation et la protection contre le VIH,
  24. 87,7 % des organisations chrétiennes n'ont pas de personnel spécial pour le VIH SIDA 6% d'entités où l'équilibre genre est respecté, et 6% où cet équilibre ne l'est pas
  25. 88 % d'entre elles mentionnent qu'il n'y a pas de participation des bénéficiaires aux actions ; celles qui en mentionnent sont de 2,4 % dans l'axe 2 et 6% dans l'axe 5 sous forme de groupe de parole

### II.1.3. EVALUATION DES CAPACITES DE L'EGLISE ET DES ORGANISATIONS CHRETIENNES

#### D. Il s'agit de situer les compétences et capacités de :

- leadership sur le SIDA avec l'état de désignation des responsables et l'importance des agents impliqués dans la lutte
- gouvernance basée sur le management en terme de connaissance pure du management, d'opinion ou d'idée sur les étapes du management, de pratiques sur ces étapes même si ces pratiques sont encore subjectives,

- gestion des ressources au service de la lutte contre le SIDA en terme de connaissance subjective de la gestion, d'opinions sur les étapes techniques de la gestion, d'essai de pratique de fait de ces étapes,
- formation sur les besoins de la lutte antisida en termes de connaissance subjective actuelle des aspects de cette qualification, des opinions sur les étapes et procédures nécessaires à toute formation
- refaire des re/planifications et de nouvelles organisations après des supervisions et des évaluations à mi parcours ou en fin d'exercice
- pratiquer les étapes de management comprenant la planification, l'organisation, la qualification du personnel, la coordination et supervision et l'évaluation

Voici alors les indicateurs correspondants issus de l'enquête :

- 26.** 76,9 % ne pratiquent pas du tout le management mais
  - a. 13,8 % des entités faisant une collecte d'informations
  - b. 10,7 % déterminent des objectifs et des stratégies
  - c. 8,4% font des analyses de problèmes
  - d. Entre 4,6 et 6,9 % une des six autres étapes notamment listing des intervenants, description de poste, performance, qualification, coordination suivi, évaluation
- 27.** 31,5 % des entités ont désigné leurs responsables de la lutte, 7,5% d'entre elles les ont qualifiés, et 12,5 % ont renforcé leur effectif ; avec une tendance des FJKM supérieure à celle des catholiques suivie des adventistes. Pour le reste, ces tendances sont infimes.
- 28.** 62,3 % n'ont pas de personnel propre à la lutte contre le VIH / SIDA, mais :
  - a. 20,8 % en ont plus de 6
  - b. 3% entre 3 et 6
  - c. 3 % inférieur à 2
- 29.** 93 % n'ont aucune notion de management et :
  - a. 4,3 % connaissent entre 1 et quatre étapes
  - b. 1,7 % connaissent les 5 étapes
- 30.** 6 % expliquent de façon appropriée les 3 étapes de planification et 7,5 % les expriment selon deux composantes
- 31.** 3,2 % comprennent l'ensemble des 3 ou 4 éléments de l'organisation, et entre 3,9 % et 5,5% sont limités à l'inventaire des acteurs et la description de poste
- 32.** 2,5 % ont assimilé les trois grandes parties de la qualification notamment la recherche-analyse des informations et la préparation du plan éducationnel, et de la mobilisation participative des partenaires et parmi elles 1,9 et 2,5 % concernant la procédure d'information ou la procédure d'éducation
- 33.** 1,6 % ont pensé à la nécessité de tableaux de suivi de la planification, de la gestion, de la supervision et de l'évaluation, 93,2 % n'ont aucune idée sur ces différents tableaux de bord requis par une bonne gouvernance
- 34.** 4,9 % sont convaincus de l'appel à des grilles dévaluation et 91,7 % refuse cette nécessité
- 35.** chez 83,9 % des entités, on n'a pas relevé d'essai de planification ; 12,7 % des entités le présentent au stade d'imitation où l'on observe des essais et un blocage de l'action en cours d'exécution, et 1,7 % au stade de contrôle
- 36.** logiquement de même, 83,9 % des entités chrétiennes ne pratiquent pas les techniques d'organisation ; 14,4% les font avec des erreurs techniques et des blocages en cours d'exécution
- 37.** 98,3% n'ont aucune notion de gestion rationnelle ; et 1,6% d'entre elles ont cité une à deux étapes techniques de gestion rationnelle
- 38.** 3,2 % de ces organisations et églises chrétiennes ont une partie juste dans l'explication de la prévision de gestion
- 39.** 0,8 % possèdent des explications en partie juste en matière de mécanisme d'acquisition et de suivi gestionnaire
- 40.** 100% des entités n'ont pas d'opinion ou des explications fausses en terme de contrôle gestionnaire

41. 85 % n'ont aucune habileté de prévision de gestion ou n'a jamais pratiqué de prévision ; 11,66 % d'entre elles présentent des activités de prévision mais comportant des erreurs techniques constatées et 3,33 % pratiquent la prévision de gestion en se corrigeant progressivement de façon expérientielle
42. 86,55 % n'ont pas d'habiletés dans le mécanisme d'acquisition et de suivi de l'acquisition des ressources ; 11,76% sont au stade d'imitation dans la pratique, et 1,7% au stade de capacité d'auto correction
43. 85,83 % n'ont pas appliqué ou n'ont pas eu d'occasion d'appliquer le contrôle de gestion des ressources ; 10% l'ont essayé sans le maîtriser et 2,8% ont pu le pratiquer en s'améliorant au cours du temps
44. 85 % des entités ne présentent aucune action de qualification ; 14,1 % sont au stade d'imitation et 0,8 % au stade de contrôle
45. 85 % ne font pas de coordination ; 12,6 % essaient de le faire sans y parvenir en termes de qualité de résultats, et 1,7 % le font en se corrigeant eux-mêmes plus ou moins correctement
46. 85,2 % ne présentent aucune habileté d'évaluation ; 16,52 % essaient d'évaluer mais pas selon les techniques requises et avec des erreurs non corrigées ; 1,7 % peuvent se corriger elles-mêmes
47. 97,5% des entités chrétiennes ne connaissent pas les aspects de qualification du personnel référée à la technique d'information éducation communication ; 0,8% ont évoqué les quatorze aspects en totalité
48. entre 0,8% et 1,6% des entités ont apporté des explications de conviction correcte pour chacune des quatre points de nécessité d'une procédure de formation portant sur la nécessité de posséder des informations éducationnelles, d'exprimer des problèmes éducationnels, de préparer le document de formation pour solutionner les problèmes, d'exprimer des objectifs éducationnels avec les supports d'appui adéquats ; 0,8 % ont pu bien expliquer le besoin d'avoir de telles procédures de formation
49. 3 % ont des actions annuelles de re/planification sur ces interventions antisida
50. 3,6% ont des actes d'organisation de ces planifications rectificatives
51. 93,9% n'ont pas de savoir faire de planification ; 3,5% sont au niveau d'apprentissage, 2,6% peuvent s'améliorer par expérience
52. 94,1 % n'ont pas ce savoir faire en terme d'organisation ; 3,36 % sont au stade d'imitation demandant des moniteurs et 2,52% peuvent se corriger seuls
53. 94,1% n'ont pas d'habiletés en coordination et supervision ; 3,33 % le font avec erreurs, laissant des traces d'enregistrement de tableaux non conformes, 2,5% font des erreurs qu'elles corrigent elles-mêmes
54. 93,38 % n'ont pas de techniques d'évaluation ni l'occasion d'appliquer ces habiletés ; 2,5% sont au stade d'imitation et 4,1% sont parvenus à s'auto rectifier

E. Il s'agit aussi de situer les infrastructures sous tendant les actions et les supports logistiques accompagnateurs.

Les indicateurs ci-après permettent de l'apprécier :

55. 74,07 % des entités n'ont pas d'archives de gestion des ressources ; celles qui en possèdent sont réparties de la sorte : 15,5% d'entités en possèdent pour l'axe 1 ; 2,8 % pour l'axe 2 ; 3,7 % pour l'axe 3 ; 2,9% pour l'axe 4 et 0,7 % pour l'axe 5
56. 89,23% n'ont aucune habitude d'enregistrer la gestion des ressources humaines ; 4,6% le réalisent pour l'axe 1 ; 1,5% pour l'axe 2 ; 2,3% pour l'axe 3 ; 1,5% pour l'axe 4 et 0,75% pour l'axe 5
57. 88,46 % n'ont rien d'enregistré en matière de gestion des articles de consommation ou n'ont rien enregistré à cause de l'absence d'activité ; la répartition des enregistrements de gestion pratiqués est de : 3,2% des entités pour l'axe 1 ; 1,6% pour chaque axe 2, 3 et 4
58. 96,15 % n'ont rien enregistré en matière de gestion financière ; celles qui l'ont fait représentent 3,8% dans l'axe 1, 1,5% pour chaque axe 2, 3 et 4

- 59. 96,6 % n'ont aucun document comportant les calendriers de chaque activité ; l'ont réalisé : 3,38% pour l'axe 1 ; 1,7 % pour chaque axe 2, 3 et 4
- 60. 94,66 % des entités ne pratiquent pas la gestion prévisionnelle et contrôlée en temps réel sur les articles de consommation ; 93,75% ne le font pas pour éviter les ruptures de stock ; 3,6% essaient de réaliser les 3 étapes techniques de la gestion prévisionnelle et contrôlée et 2,7% essaient une pratique de non rupture de stock
- 61. 10% des entités possèdent des immobilisations corporelles à type de terrain, de locaux de travail et de mobiliers de bureau ; 14,28 % n'en possèdent que deux d'entre ces types
- 62. 8,7 % des entités ont suffisamment de matériel bureautique et de fournitures de bureau ; 7,8 % déclarent qu'ils en ont mais en quantité insuffisante par rapport aux activités à réaliser
- 63. 96,5 % n'ont aucun matériel roulant ; 3,7 % en possèdent moins de deux notamment des automobiles ou une moto ou une bicyclette

F. Il s'agit aussi des ressources humaines et de leur qualification technique

Les indicateurs suivants en rendent compte :

- 64. 93,1 % n'ont aucune archive sur les qualifications par axe ; 6,8 % en possèdent pour l'axe 1
- 65. 88,79 % des entités ne montrent aucune activité IEC appliquée dans leurs interventions ; 10,34 % en présentent moins de 7 aspects de la formation par l'IEC et 0,86 % entre 7 et 14 aspects
- 66. 100% des entités ne connaissent pas les étapes techniques de référence de la formation par IEC
- 67. entre 0,8% et 1,6% des entités ont apporté des explications de conviction correcte pour chacune des quatre points de nécessité d'une procédure de formation portant sur la nécessité de posséder des informations éducationnelles, d'exprimer des problèmes éducationnels, de préparer le document de formation pour solutionner les problèmes, d'exprimer des objectifs éducationnels avec les supports d'appui adéquats ; 0,8 % ont pu bien expliquer le besoin d'avoir de telles procédures de formation

G. Il s'agit aussi de diagnostiquer le niveau du partenariat et de l'état actuel de réseautage

Les indicateurs suivants sont alors essentiels :

- 68. 79,2 % des entités chrétiennes n'ont aucun partenaire ; les interventions des partenaires existants portent surtout sur l'axe 1 concernant :
  - a. La fourniture de supports et des orientations sur les formations
  - b. L'appui aux éducateurs pairs
  - c. Les financements des formations
  - d. L'appui aux programmes diocésains et synodaux
  - e. Les moyens techniques, les équipements
  - f. Gestion de projet et formation des leaders
  - g. Préparation psychologique des leaders
  - h. Appui financier
  - i. Dépistage
  - j. Conseil et documentation
  - k. Sensibilisation

Des interventions ponctuelles existent pour les autres axes en matière de formation.

- 69. 77,7 % des entités n'ont pas de relation de gestion avec les partenaires ; celles qui en ont sont réparties de la façon suivante :
  - a. 4,6% ont des relations de gestion des ressources humaines
  - b. 1,5% dans la gestion de ressources matérielles
  - c. 2,3% dans la gestion financière

- d. 9,2 % dans les exécutions sur terrain
  - e. 10,8% dans la gestion des informations
- 70.** 15% des entités enquêtées possèdent une liste des districts ou des communes où elles agissent
- 71.** 67,5% des entités n'ont aucune action dans l'axe 1 ; entre 0,8 % à 1,6% ont des actions dans les axes 2, 3,
- H. Il faut aussi préciser les systèmes de suivi et d'évaluation utilisés, les types de canaux de transmission d'éducation utilisés, le niveau de pratique de formation, le système de gestion pratiqué, le système d'administration de la comptabilité en terme d'approches ou de modèles,**
- 72.** 94,9 % n'appliquent aucune technique de supervision ; deux ou trois entités qui en appliquent au niveau de l'EKAR et du FJKM, et surtout dans l'axe 1 à 42,8 % et le reste réparti dans les autres axes
- 73.** 94,7 % des entités n'ont aucune habileté d'évaluation ni de système d'évaluation ; une entité a mentionné les aspects d'évaluation ci-après qu'elle applique :
- a. Nombre de réponse aux questions
  - b. Identification des points à évaluer
  - c. Organisation de discussion
  - d. Enregistrement des demandes d'assistance et offre de bonnes pratiques
  - e. Evaluation de la pertinence
  - f. Suggestion d'amélioration
  - g. Reprise après 12 mois et mesurer les progrès
- 74.** 15,45 % des entités utilisent des affiches ; 11,8% des dépliants ; 6,3 % des manuels ; 9 % des CD DVD ; et 14,5% d'autres canaux de transmission comme :
- a. La radio à manivelle,
  - b. les cartes rouges,
  - c. les cassettes vidéo
  - d. les vidéo projecteurs
  - e. le vakodrazana
  - f. les tee-shirts
  - g. le sport
  - h. les films
  - i. les banderoles
- 75.** la pratique des procédures de formation constatées montre :
- a. 0,9% d'automatisme et 4,5 % d'exécution perfectible sur la détermination du sujet de formation
  - b. 2,7% d'entités au stade d'apprentissage phase de formation pour la recherche d'informations éducationnelles
  - c. 9% au stade d'apprentissage de la préparation de l'éducation
  - d. 3,5 % au stade de perfectionnement pour l'organisation du partenariat et de la participation
  - e. 4,5% également à ce stade pour l'évaluation
- 76.** des essais d'application de la gestion en temps réel s'observent dans :
- a. 5,1 % des entités pour la gestion, des ressources humaines
  - b. 3,4% d'entre elles pour les approvisionnements
  - c. 0,8% pour les équipements
  - d. 3,4% pour les investissements
  - e. 1,6% pour la gestion des informations
- 77.** un automatisme d'application de la non rupture de stock s'observe dans :
- a. 1,7% des entités pour la gestion des ressources humaines
  - b. 0,8 % pour chacune des autres types de gestion (approvisionnement, équipement, investissement, information)
- 78.** 91,7 % ne pratiquent pas les tâches d'administration de la comptabilité, bases d'une analyse financière en fin d'exercice ; l'état de pratique actuel montre :
- a. 3,3% des entités ont essayé de donner les numéros de compte utilisés

- b. 8,2% tiennent le journal
- c. 2,4% ont un grand livre
- d. 1,6 % établissent une balance
- e. 6,6 % présentent un bilan en fin d'exercice
- f. 3,3 % essaient de faire une analyse financière

I. La décision d'une politique et l'utilisation de procédures sont à établir, les aspects de stigmatisation ou de discrimination, la signification donnée à l'infection VIH SIDA, la considération de la personne affectée par le VIH SIDA, le cas des orphelins du SIDA, les opinions sur les propriétés et la place du sidéen dans la communauté chrétienne, les activités spécifiques offertes aux affectés, les raisons de l'absence de ces activités. Cela pourra faire comprendre les états de fait actuels montrés par les entités chrétiennes enquêtées.

Les indicateurs suivants en facilitent l'appréciation de leur état :

**79.** Les Choix de thèmes, les thèmes effectivement travaillés, les actions réelles dans le district des entités enquêtées dans les cinq axes se répartissent selon les pourcentages suivants :

THEMES	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4	Axe 5
Choix théorique d'intervention	30,9 %	6,5%	7,3%	3,2%	1,6%
Thèmes effectivement travaillés	25,2%	1,6%	3,2%		
Actions réelles vérifiées sur terrain	24,4%	1,6%	2,4%	0,8%	0,8%

**80.** 63% des entités ne pensent à aucune discrimination ou stigmatisation ; les entités ayant exprimé d'éventuelles discriminations stigmatisations sont réparties comme suit :

TYPE	Rejet apparent	Soutien inéquitable	Maltraitance	Violence verbale	Manque d'assistance	Refus de recrutement	Licenciement abusif	Autres
Pourcentage	13,8%	3,8%	4,6%	13,8%	3,8%	5,3%	3,8%	1,5%

**81.** 65,4% des entités ne donnent aucune signification perceptive pour le SIDA ; les entités ayant exprimé des perceptions sont réparties comme suit :

TYPE	Maladie comme les autres	Punition de Dieu	Maladie de l'adultère	Autres
Pourcentage	34%	10,7%	17,7%	4,6%

**82.** 48,5 % des entités expriment que les personnes affectées doivent être soutenues mais c'est encore au stade du désir d'aider ; 1,5 % pensent que la séropositivité d'une personne doit restée confidentielle entre elle est ceux auxquels elle a bien voulu le faire savoir et ne doit pas être révélée à n'importe qui.

**83.** 26,77 % des entités ont proposé des actions à faire pour les orphelins du SIDA

**84.** 87,7% des entités n'ont pas de personnes spécialement désignées pour lutter contre le VIH SIDA

**85.** 90 % se sont exprimés que les propriétés des SIDEENS doivent rester en leurs mains. Cette manifestation de la discrimination stigmatisation n'a pas encore lieu d'être à Madagascar.

**86.** 88,46 % n'ont pas d'activités spécifiques ou ne songent pas à des activités spécifiques pour les sidéens

**87.** 13,8 % d'entre elles ont avancé des raisons sur l'absence d'activités spécifiques selon la liste suivante :



- a. Il n'y a pas de membres sidéens dans la communauté
- b. Pas d'institution locale de lutte
- c. Pas entendu parler de l'existence de séropositif ou de sidéens
- d. Pas commencé de lutter seulement en projet
- e. Crainte de la famille
- f. Ignorance de l'entourage
- g. Trop peu de moyens

#### II.1.4. EVALUATION NON EXIGEE PAR LES TDR

J. Il s'agit de l'avis des bénéficiaires des interventions éventuelles sur leur satisfaction vis-à-vis des structures chrétiennes, il s'agit aussi d'apprécier les valeurs des interventions existantes en matière de traçabilité et d'impact

Les indicateurs calculés sont :

- 88.** 16,15 % des entités ont mentionné leurs limites résumées ci-dessous :
- a. La prise de conscience des chrétiens sur la gravité de la pandémie s'attarde
  - b. Actions autour des chrétiens seulement
  - c. Problème de l'emploi de préservatifs sur le comportement éventuel en tant que chrétien
  - d. Gestion financière et gestion du temps
  - e. Absence de centre de dépistage
  - f. Insuffisance de revues
  - g. Insuffisance de financement et de matériel pour les déplacements
  - h. Financement discontinu, limité, sporadique
  - i. Mauvaises conditions des routes
  - j. Incapacité à gérer les imprévus causés par le climat (saison de pluies => difficulté d'accès dans les zones reculées)
  - k. Manque de formateurs
  - l. Manque de ressources matérielles (locaux, matériels bureautiques,...)
- 89.** 17,7 % ont soulevé des difficultés du genre :
- a. Centralisme des décisions
  - b. Discrimination
  - c. Difficultés matérielles et financières
  - d. Pauvreté
  - e. Non conviction sur l'existence du SIDA
  - f. Politisation
  - g. Place réelle de la lutte dans les activités de l'église
  - h. Dépendance des sièges centraux
  - i. Non conviction des dépistés
  - j. Insuffisance des pièces comptables
  - k. Lourde procédure administrative pour le développement des partenariats
  - l. Communication défectueuse
  - m. Membre des associations de lutte comprennent des mineurs
  - n. Comportement sexuel à risque
  - o. Difficulté de la communication pour le changement de comportement
  - p. Absence d'aide, travaille seul

50 % des limites concernent les interventions dans l'axe 1 les difficultés portent sur

45% des interventions de l'axe 1

**90.** parmi le très peu de bénéficiaires que nous avons pu voir, la répartition est la suivante :

TYPE	Centre médical	Centre de santé	Dispensaire	Maternité
Pourcentage utilisé par le malade	10,56%	0,8%	0,8%	0,8%

77,27% des entités n'ont pu bénéficier d'appréciation faute d'avoir trouvé des personnes affectées, ou par absence de structure d'accueil.

**91.** parmi les entités où l'on a pu trouver des bénéficiaires :

- a. 14,6% des entités ont été jugées à structure insuffisante
  - b. 7,3 % ont des structures d'accueil suffisantes
- 92.** 50,4 % des entités n'ont pas donné de signification à ce que les interventions soient visibles ; 8,9% ont reconnu l'existence d'indicateurs pouvant assurer la traçabilité des actions et 4,06 % ont avancé que les problèmes trouvent leur origine dans le mode de collecte des informations pouvant donner des indicateurs, et les interventions à leur tout début
- 93.** 87,8 % des entités n'ont pas D'AntiRétroviraux ; 8,1% en ont
- 94.** 87,8 % n'ont pas de médicaments pour infections opportunistes ; 8,1% en ont
- 95.** 8,1% des entités ont affirmé que l'accessibilité financière est réelle
- 96.** les types de prestations reçues par le bénéficiaire via les églises et les organisations chrétiennes sont :

TYPE DE PRESTATION	REPARTITION DES ENTITES LES DISPENSANT AUX BENEFICIAIRES
Référence vers une autre structure	6,5%
Conseil VIH	4,06%
Dépistage VIH	4,06%
Soins médicaux	0,8%
Prise en charge sociale	0,8%
Prise ne charge matérielle	0,8%
Prise en charge spirituelle	3,2%
Plaidoyer IST et VIH SIDA	3,2%
Sensibilisation IST et VIH SIDA	8,9%
Formation IST VIH SIDA	10,56%
Education sexuelle	11,38%
Autres	1,6%

- 97.** les bénéficiaires ont reconnu des impacts des églises et associations chrétiennes dans 4,34 % de ces entités en terme de :
- a. formation de meilleure opinion
  - b. problèmes d'attitude et de conduite par l'imposition du condom
  - c. les actions des églises touchent l'homme dans toute sa dimension
- 98.** les bénéficiaires reconnaissent avoir des satisfactions par la présence des églises et des associations chrétiennes à type de :
- a. Prise en charge
  - b. Accueil des malades
  - c. Existence d'organisation spécifique
  - d. Ecoute offerte
  - e. Possibilité de participation
  - f. Peuvent devenir chrétiens
  - g. Parfois satisfaction incertaine
- 99.** les bénéficiaires expriment leur insatisfaction sur 2,4% des entités en matière de
- a. Imposition de préservatif
  - b. Manque de financement
- 100.** les bénéficiaires pensent que leur niveau de participation dans les actions des églises et autres entités dans la lutte contre le SIDA est :
- a. nul dans 35,77 % des entités
  - b. faible dans 3,2 % des entités
  - c. moyenne dans 21,13% des entités
  - d. grande dans 0,8% des entités

**K. Il s'agit aussi des partenaires sur leurs interventions et participation effective**

- 101.** 82,2 % des entités n'ont pas de partenaires ou n'ont pas encore fait de recherche ; les niveaux de partenariat sont répartis comme suit :

TYPE	Communautaire	Communale	District	Région	National	International
Pourcentage des entités concernées	6,5%	4,06%	4,06%	2,4%	6,5%	3,2%

Les types de partenaires cités sont :

- les paroissiens
- le personnel soignant
- la commune
- le Centre Hospitalier Régional de Référence
- le synode et le diocèse
- les autorités
- l'AWR
- le KApA EHAIA
- le CRS
- le Global Fund
- PC - USA
- ASFIDES
- KOFIFEN
- les opérateurs économiques
- l'Akamasoa
- PMPS
- Siège national des églises
- le PHPS....

**102.** dans 12,19% des entités, on a mentionné les forces des partenaires en terme de :

- a. bases bibliques bien fondées : parole de Dieu et prière
- b. enseignement
- c. formateurs de cadres
- d. accepté par les églises
- e. crédibilité
- f. courage
- g. CTV de proximité, mobiles, donc pouvant atteindre les zones assez reculées
- h. expérience confirmée
- i. Soutien mutuel des intervenants antisida

**103.** dans 13% des entités, on a relevé les difficultés des partenaires à type de

- a. combinaison de la lutte avec la mission de l'église
- b. financement
- c. refus psychologique du SIDA
- d. déplacement des jeunes lors de réunion
- e. transport à bicyclette
- f. temps de réunion
- g. blocage du gouvernement : lenteur et lourdeur des procédures administratives
- h. confusion sensibilisation évangélisation
- i. procédure financière non normalisée

**104.** dans 10,56% des entités, on a relevé les limites des partenaires à type de :

- a. moyen de financement et de déplacement
- b. longue procédure
- c. manque de personnel
- d. centralisation des décisions
- e. manque de revues
- f. retard de financement
- g. faiblesse des moyens par rapport à l'envergure du projet
- h. prise en charge partielle

**105.** dans 9,75 % des entités, on a relevé :

- a. faiblesse des effectifs des membres
- b. absence de financement
- c. sensibilisation de routine, non évaluée
- d. pas de moyen de locomotion
- e. limitation des moyens de déplacement

- f. beaucoup de personnes ne suivent pas la Parole de Dieu
- g. stigmatisation par les grandes Eglises

## II.2. INDICATEURS DANS LA CAPITALE

### II.2.1. SUR L'IDENTIFICATION DES INTERVENTIONS DE L'EGLISE ET DES ORGANISATIONS CHRETIENNES CONTRE LE VIH / SIDA

- A. Cela concerne la décision d'engagement actuelle dans les thèmes de lutte des cinq axes dans l'ensemble du territoire.

Selon les 5 axes de lutte adoptés au niveau international, il apparaît que :

INDICATEURS	CONSTATATIONS :
<p><b>106.</b> 69,23 % des formations chrétiennes enquêtées ont enregistré leurs interventions dans quatre à cinq axes de lutte, 30,16% n'ont pas d'activités</p> <p><b>107.</b> 30,16% de ces formations chrétiennes ont décrit par écrit entre 6 à 13 activités incluses dans les 37 des cinq axes 38,46% ont décrit par écrit entre 14 à 26 activités sur 37, l'Eglise Luthérienne et l'Eglise catholique en sont les premières</p>	<p>1. Taux moyen d'enregistrement des actions, avec présence d'archives</p> <p>La spécification du problème d'insuffisance en terme d'identité, de lieu d'apparition et le temps est le même que pour l'ensemble. L'absence frappe 4 entités sur 13, et l'insuffisance également.</p> <p>Les causes probables sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les habitants de la capitale bénéficient de moyens de formation pratique sur la traçabilité des interventions</li> <li>- Avec une conviction sur la nécessité d'enregistrer assez poussée</li> <li>- Le tapage médiatique est au sommet à Antananarivo</li> <li>- Absence d'activités antisida</li> <li>- Les entités désignent ou sont contraintes de désigner des responsables pour s'en occuper</li> </ul>

- B. Les points qui rendent compte de bonnes ou de meilleures pratiques par thème des cinq axes (cf. page 7)

Le tableau suivant rend compte de ce qui existe :

INDICATEURS	CONSTATATIONS :
<p><b>108.</b> 69,23 % d'entre elles présentent des actions de management selon la définition adoptée du terme, parmi lesquelles 33,33 % montrent le suivi des cinq étapes du processus managérial complet, 66,66% présentent entre 3 à 4 étapes avec des absences variant d'une entité à l'autre.</p> <p><b>109.</b> 69,23% des entités à enquêter ont tenu des documents de gestion dans les axes antisida, parmi elles, 22 % ont enregistré leur gestion sur deux axes à trois, et 77 % sur 4 à 5 axes,</p> <p><b>110.</b> 11% fait de la replanification tous les 3 ans, 4 % en font tous les ans, 85 % n'en font pas, mais il n'y a pas de nouvelle organisation. Pour ceux qui en font, il y a une nouvelle organisation, et les méthodes observées pour ce faire restent les mêmes, mais avec les rectifications correspondantes</p> <p><b>111.</b> sur 69,23 % d'entités à activités antisida, 66,66% de une à deux tâches de gestion des</p>	<p>2. plus des deux tiers (2/3) des entités pratiquent l'approche managériale dans l'esprit du processus complet</p> <p>3. les absences d'étapes sont variables parmi les entités à pratique incomplète avec 44 % pour la qualification, 55% pour la coordination et 33% pour l'évaluation</p> <p>4. les tâches de gestion faites se font par articles ou sur consommation passée.</p> <p>5. certains projets exigent une présentation de grand livre, d'autres entités utilisent le logiciel CIEL Compta</p> <p>6. La pratique du management est plus visible, celle de la gestion est encore brumeuse. Il y a un risque énorme de vivre une impression de déjà vu ou de déjà entendu, mais en fait, les habiletés ne sont pas passées par le stade de formation des habitudes ni par le stade de leur acquisition.</p>

<p>approvisionnements et matériel, médicaments, et 33 % aucune puisque cela n'est pas disponible au sein de leurs organisations ;</p> <p><b>112.</b> aucune entité ne pratique les quatre tâches de référence facilitant l'analyse financière</p>	
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

INDICATEURS	CONSTATATIONS :
<p><b>113.</b> 100 % des entités qui mènent des activités ont des points forts, et 100 % ont reconnu l'existence de difficultés et de limites</p> <p><b>114.</b> 61,5 % sont restés sans rien faire devant les informations sur l'existence de l'épidémie ; 30,76 % ont pris des mesures</p> <p><b>115.</b> 38,5 % n'ont eu aucune idée d'amélioration de la lutte contre l'épidémie ; 30,76 % ont proposé les idées d'amélioration</p> <p><b>116.</b> 22 % des entités ont avancé des idées pour une meilleure traçabilité des interventions menées dans la manière de les évaluer</p>	<p>7. Les points forts sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Confiance des bailleurs vu que c'est l'église qui agit</li> <li>- Structure bien organisée de l'église</li> <li>- Moins de dépenses car existence des antennes locales</li> <li>- Beaucoup de personnes bénévoles</li> <li>- Confiance des riverains aux structures sanitaires catholiques</li> <li>- Leaders religieux charismatiques</li> <li>- Personnel qualifié à tout niveau et dans tous les domaines</li> <li>- choix du personnel et des zones d'intervention reculées</li> <li>- Motivation du personnel non financière</li> <li>- Méthode d'approche non condamnateur mais éducative, compréhensive</li> <li>- Vision future optimiste sans sida</li> <li>- Cohérence de l'équipe</li> <li>- Réalisation des plans d'actions</li> <li>- Approche d'évangélisation</li> <li>- équipe compatible et motivée</li> <li>- Existence d'orphelinat</li> <li>- Intégration de la lutte dans l'évangélisation</li> <li>- Fidèles sérieux</li> <li>- Gestion sans gaspillage des ressources financières</li> <li>- Branches dans tout Madagascar et peut être implanté n'importe où</li> <li>- Pérennité des activités si la méthode est acquise</li> <li>- Correspondance avec la mission de l'Eglise</li> <li>- Structure de l'église rendant facile l'exécution et la rapidité des actions</li> <li>- Dynamisme des jeunes et facilitation de la mobilisation</li> <li>- Intégration de la lutte dans la vie de l'association, ce qui réduit en partie le budget alloué à la lutte.</li> <li>- Identité des membres grâce à leur appartenance à un groupement religieux. Cela facilite le développement des partenariats nationaux et internationaux</li> <li>- ressources humaines prêtes et effectives dans plusieurs localités</li> <li>- Efficacité de la parole de Dieu pour un changement</li> <li>- Disponibilité de supports bibliques relatifs à la lutte contre la propagation du VIH/SIDA</li> </ul>

**9 BIS** Les mesures prises mentionnées sont :

- a. Recherche de base d'évaluation autre que la distribution de préservatifs
- b. Encouragement à la formation et sensibilisation pour une conscientisation de masse
- c. Approche intégrée dans les activités
- d. Recherche intelligente des moyens de lutte en utilisant les actions déjà menées par l'entité

**10 BIS** Les améliorations proposées portent sur :

- a. Lutte basée sur l'éducation à la vie et à l'amour
- b. Mise en place d'un système fiable d'évaluation

- c. Fourniture de moyens appropriés financiers et matériels
- d. Adaptation des activités aux principes et éthiques des structures concernées
- e. Allègement des protocoles administratifs
- f. Plaidoyer aux entités que l'on veut atteindre
- g. Promotion de la recherche sur les théories théologiques liées à la sexualité en vue d'une amélioration des approches antérieurement utilisées
- h. Diversification des canaux de communication
- i. Recherche perpétuelle sur le choix des supports de communication les plus adaptés aux cibles visées

## II.2.2. SUR L'IDENTIFICATION ET LA DESCRIPTION DES RESSOURCES EXISTANTES

C. Ils touchent la liste de ressources (cf. page 8) :

INDICATEURS	CONSTATATIONS :
<p><b>117.</b> 77,77% des entités à Analamanga ayant des activités antisida ont des sources de financement internationales par le biais du CRS, PMPS, Santé BAD, Alliance Internationale, Alliance Biblique Universelle, 44 % ont obtenu des financements du Secrétariat Exécutif, 22% provenant de la communauté des fidèles, 11 % du Programme National de lutte contre le SIDA</p> <p><b>118.</b> 22% des entités ont une pratique de la gestion de financement : quatre éléments sur les sept requis, 55 % ont une ébauche de pratique pour deux à trois éléments sur sept, et 22 % n'en ont pas du tout ;</p> <p><b>119.</b> 66% essaient d'appliquer une gestion financière en temps réel et parviennent à éviter des ruptures financières, 22 % ont déclaré avoir eu des ruptures, et 22 % ne pratiquent pas la gestion du financement car financement épuisé ou pas encore de financement</p> <p><b>120.</b> 33 % essaient les quatre aspects comptables facilitant l'analyse financière selon la référence prise, avec utilisation du logiciel CIEL compta, 11 % selon deux des références, 33% ne suivent aucune des dispositions, 11% parlent de suivi financier exigé par les bailleurs de fonds,</p>	<p>8. C'est aussi un aspect de l'insuffisance de l'administration du financement.</p> <p>Les lacunes se portent sur l'absence d'habitudes de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. préciser les articles et matériels d'approvisionnement pour 55 %</li> <li>b. préciser les équipements avant l'établissement du budget pour 44 %</li> <li>c. préciser les investissements pour 33 %</li> <li>d. préciser le budget pour la gestion des informations pour 66 %</li> <li>e. faire des tableaux de financement pour 44 %</li> <li>f. présenter un plan de financement pour 66%</li> <li>g. Les causes de rupture sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>- approvisionnement en médicaments à la Direction Régionale de Santé ou le Comité Local de Lutte contre le SIDA</li> <li>- la production ne suit pas la demande</li> </ul> </li> </ul>

INDICATEURS	CONSTATATIONS :
<p><b>121.</b> 100 % utilisent un support matériel se répartissant comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 22 % utilisent la radio</li> <li>- 11% utilisent la télé</li> </ul>	<p>9. Les autres supports utilisés sont : livres, lettres des autorités religieuses, banderoles, boîtes à images, films sur VHS, VCD ou DVD, CD Audiogadget,</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- 22 % utilisent les affiches</li> <li>- 55 % autres supports que radio, télé, affiches</li> </ul> <p><b>122.</b> 100% utilisent des personnes ressources issues de la communauté même pour mieux changer les comportements, et 11 % emploient des personnes selon les programmes d'interventions qui sont imposées à la communauté</p>	<p>journaux, kits, pins.</p> <p>10. Le rôle et l'utilisation des supports ne tiennent pas compte des notions de pénétration mémorielle et d'usure. Les médias planning peuvent en souffrir et entraîner des dépenses inutiles par les entités et des lassitudes chez la population de tout le territoire national en général, et de la Capitale en particulier.</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

INDICATEURS	CONSTATATIONS :
<p><b>123.</b> 100% des entités chrétiennes se sont prononcées sur la signification du SIDA dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 77% lui donnent une signification de maladie comme les autres,</li> <li>- 33% de conséquence de l'adultère</li> <li>- 33% de punition divine</li> </ul> <p>la prise de position n'ayant un caractère sans remise</p> <p><b>124.</b> 100 % estiment qu'elles ont droit au soutien, 11% pensent qu'elles ne doivent plus prêcher, 33% pensent qu'ils ne doivent pas être révélés séropositifs</p> <p><b>125.</b> 100 % sont sensibles aux éventuels orphelins du SIDA et pensent aux types de traitement</p> <p><b>126.</b> 100 % des organisations chrétiennes ont un personnel spécial pour le VIH/SIDA, 11% des entités où l'équilibre genre est respecté, 77% où il y a plus de femmes que d'hommes, et 11% plus d'hommes que de femmes</p> <p><b>127.</b> 55% d'entre elles n'ont pu donner des chiffres exacts de personnel spécial dans la lutte</p> <p><b>128.</b> 33 % d'entre elles mentionnent qu'il n'y a pas de participation des bénéficiaires aux actions ; 44 % de participation dans l'axe 2 et 55 % dans l'axe 5 sous forme de groupe de parole</p>	<p>11. Les remarques rejoignent totalement les problèmes de l'ensemble en matière d'institutionnalisation, de discrimination, de culture de gestion et d'organisation, de qualification et de participation.</p>

- 15 BIS** Parmi le type d'actions proposées pour les orphelins du SIDA figurent les suivantes :
- a. Prise en charge spirituelle, psychosociale, alimentaire même sous forme de Centre d'accueil
  - b. Leur faire comprendre qu'ils sont toujours précieux devant de Dieu
  - c. Droit à l'éducation comme tous les orphelins
  - d. Orphelinat et traitement particulier
  - e. Traitement humain et non spécifique pour ne pas les mener à la stigmatisation
  - f. Prévoir leur insertion sociale
  - g. Chercher leurs besoins pour éviter un manque d'affection ou d'amour

### **II.2.3. SUR L'EVALUATION DES CAPACITES DE L'EGLISE ET DES ORGANISATIONS CHRETIENNES**

D. Les renseignements (cf. page 10) obtenus montrent :



INDICATEURS DE LEADERSHIP ET DE GOUVERNANCE	CONSTATATIONS :
<p><b>129.</b> 69,23 % d'entre elles présentent des actions de management selon la définition adoptée du terme, parmi lesquelles 33,33 % montrent de 3 à 6 activités références, 66,66% présentent entre 7 et 9 activités sur 9</p> <p><b>130.</b> 100% des entités ont désigné leurs responsables de la lutte, 66% d'entre elles les ont qualifiés, et 66% % ont renforcé leur effectif</p> <p><b>131.</b> 100% ont un effectif propre à la lutte contre le SIDA,  a. 44 % ont moins de 6  b. 44 % entre 7 et 14  c. 22 % supérieur à 30 avec existence et mention spéciale de 150 animateurs pour les AMIS de l'église anglicane</p> <p><b>132.</b> 11% n'ont aucune notion de management, 66 % connaissent entre 3 à quatre étapes, 11 % connaissent juste en tant que savoir les 5 étapes</p> <p><b>133.</b> 11 % expliquent de façon appropriée les 3 étapes de planification et 22 % les expriment selon deux composantes, 44% selon une composante, et 22% n'ont pas du tout expliqué</p> <p><b>134.</b> 55 % comprennent l'ensemble des 3 ou 4 éléments de l'organisation, 11% expliquent 3 éléments sauf la description de poste, 33 % ne comprennent rien</p> <p><b>135.</b> 77 % n'ont pas du tout expliqué ou n'ont rien expliqué selon les procédures que nous avons pris comme référence, 22 % ont pu expliqué 28 % des notions à comprendre dans la qualification des acteurs</p> <p><b>136.</b> 44 % ne pensent pas à l'utilité des tableaux de suivi du tout, 55% expliquent de façon substantielle entre trois et cinq des types de tableaux de bord à posséder, mais :  a. 55% ne pensent pas à des tableaux de bords de gestion  b. 33 % ne pensent pas aux tableaux de bord de qualification  c. 11 % ne pensent pas que les organigrammes sont des tableaux de bord, ni que la supervision et l'évaluation en nécessitent</p> <p><b>137.</b> 22 % sont convaincus qu'il faut un véritable système où toutes les entités participent à l'évaluation en s'aidant de grilles, 22% acceptent que tous doivent y être actifs en suivant une grille, 11% ne soulignent que la nécessité d'une grille, mais 44% n'ont aucune motivation ni compréhension d'avoir une évaluation</p> <p><b>138.</b> 100% des entités essaient de faire de la planification ; 11% seulement essaient de la réaliser comme un processus, 89 % des entités la présentent au stade d'imitation où l'on observe des essais et un blocage de l'action en cours d'exécution,</p> <p><b>139.</b> 88% des entités chrétiennes pratiquent les techniques d'organisation ;  - 55% font systématiquement l'inventaire des acteurs impliqués sans organigramme opérationnel automatique  - mais 22% sautent cette étape dans certaines interventions pour se jeter sur la description de poste  - 33% s'arrêtent à l'inventaire dans certaines interventions  - 11% présentent immédiatement les niveaux de</p>	<p>12. plus des 2/3 des entités à Antananarivo pratiquent les étapes de management mais c'est une application partielle. L'absence d'application porte sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la collecte d'informations pour 30,16% des entités qui la pratiquent</li> <li>- l'analyse des problèmes pour 11,11 %</li> <li>- la description de poste, la précision des performances, la qualification et la coordination-suivi, pour 22,22% des entités</li> <li>- l'évaluation pour 66,66% des entités</li> </ul> <p>13. Il existe une confusion entre leadership et management, dans 22% des entités, 22% connaissent la délimitation de FAYOL</p> <p><b>148.</b> Normalement tenir un poste dans l'exécutif est le rôle d'un manager, 33 % des entités chrétiennes s'engageant dans la lutte antisida ne le comprennent pas</p> <p>15. Il semble que les entités résidant à Antananarivo font un travail, forcé par la proximité des représentants de bailleurs et non par la possession d'une qualité de qualificateur.</p> <p>16. Le blocage des actions de planification apparaît sous forme de non obligation de la collecte ou de l'analyse de problème avant la définition de stratégie ou bien absence de détermination de stratégie après l'analyse des problèmes.</p> <p>17. C'est une pratique d'organisation par obligation, les techniques ne sont pas maîtrisées.</p> <p>Il apparaît une tendance à la routine sans vérification de qualité d'exécution de réalisation, pouvant être lié à la pression coercitive de la proximité des bailleurs qui pousse inconsciemment à</p>

<p>performances</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 11% ne font pas d'organisation</li> <li>- 77% les font avec des erreurs techniques et des blocages en cours d'exécution</li> </ul> <p><b>140.</b> 44% déterminent des sujets de formation mais sans suite de la procédure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 56% ne présentent aucune action de qualification</li> <li>- 22% sont au stade de contrôle pour la recherche d'informations sur les connaissances correspondantes aux sujets de formation</li> </ul> <p><b>141.</b> 11% présentent des habiletés de coordination sur les plans d'action et l'organisation ; 11 % présentent des plans de suivi et évaluation qui sont affichés sur terrain (AMCM, CCLS) ; 77 % n'ont pas de pratique de coordination vérifiable sur dossier</p> <p><b>142.</b> 22 % ne présentent aucune habileté d'évaluation ; 66 % essaient d'évaluer mais de façon incomplète sans indicateurs ni ratios ;</p> <p><b>143.</b> 55% essaient d'évaluer par des enquêtes, des fiches d'évaluation, des feed back venant des acteurs sur les forces et les faiblesses, des descentes sur terrain en début et en fin d'actions, d'études des statistiques, de suivi et de témoignage... ; 44% n'ont aucune action d'évaluation</p> <p><b>144.</b> 11% ne connaît pas de procédure de formation ; 88% en connaît de façon classique par l'identification des problèmes, la préparation de la formation, la formation proprement dite' par des experts et l'évaluation ; mais aucun ne s'est référé théoriquement aux quatorze aspects de la formation par IEC en totalité</p> <p><b>145.</b> 66% ont apporté des explications de conviction correcte pour l'ensemble des quatre points de nécessité d'une procédure de formation portant sur la nécessité de posséder des informations éducationnelles, d'exprimer des problèmes éducationnels, de préparer le document de formation pour solutionner les problèmes, d'exprimer des objectifs éducationnels avec les supports adéquats d'appui ; 11 % ont pu bien expliquer le besoin d'avoir de telles procédures de formation ; 33 % n'ont pas apporté de réponses</p> <p><b>146.</b> 11% ont des actions annuelles de re planification sur ces interventions antisida ; 11 % tous les trois ans ; 11 % travaillent en projet ; 77% ne re/planifient pas</p> <p><b>147.</b> aucune des entités qui re/planifient n'a des actes d'organisation de ces planifications rectificatives</p>	<p>l'exécution. Cet aspect est lié au non automatisme de l'établissement des performances au niveau organisationnel.</p> <p>18. Les notions de leadership, gouvernance et de management sont sur les lèvres et dans la mémoire mais la transformation en habitudes-habiletés manque d'apprentissage réel.</p>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

INDICATEURS DE GESTION	CONSTATATIONS :
<p><b>43.</b> 44 % n'ont aucune notion de gestion rationnelle ; 66% d'entre elles ont cité deux étapes techniques de gestion rationnelle</p> <p><b>149.</b> 55% de ces organisations et églises chrétiennes ont de un à trois points justes dans l'explication de la prévision de gestion</p> <p><b>150.</b> 55% possèdent des explications en partie juste en matière de mécanisme d'acquisition et de suivi gestionnaire</p> <p><b>151.</b> 44% des entités ont des opinions en partie juste en termes de contrôle gestionnaire</p> <p><b>152.</b> 33 % n'ont aucune habileté de prévision de gestion ou n'en a jamais pratiqué ; 33 % d'entre elles présentent des activités de prévision mais qui comportent des erreurs techniques constatées ; et 3,33 % pratiquent la prévision de gestion en en sautant parfois le suivi des consommations journalières, le cumul de consommation,</p>	<p>19. On retrouve l'insuffisance de culture gestionnaire et une grande limitation d'application de la gestion prévisionnelle et contrôlée.</p>

<p>les graphes de consommations, mais se corrigeant progressivement de façon expérimentale</p> <p><b>153.</b> 22 % n'ont pas d'habiletés dans le mécanisme d'acquisition et de suivi de l'acquisition des ressources ; 77 % au stade de capacité d'autocorrection mais sans tableau de suivi proprement dit</p> <p><b>154.</b> 44 % n'ont pas appliqué ou n'ont pas eu d'occasion d'appliquer le contrôle de gestion des ressources ; 33% l'ont essayé sans le maîtriser et se sont arrêtés au contrôle d'écart ; et 11% se sont précipités sur le réajustement des commandes sans avoir suivi régulièrement les écarts ; 11 % ont pu le pratiquer sans suivre les nouvelles livraisons</p>	
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

E. Pour les infrastructures sous tendant les actions et les supports logistiques accompagnateurs, ont été relevés :

INDICATEURS D'ARCHIVAGE ET DE SAVOIR FAIRE DE GESTION	CONSTATATIONS :
<p><b>155.</b> 11% n'ont aucune habitude d'enregistrement de la gestion des ressources</p> <p><b>156.</b> la répartition de la constatation d'enregistrement de la gestion des ressources est :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 55 à 88 % le réalisent pour l'axe 1,</li> <li>- 22 à 44% pour l'axe 2,</li> <li>- 11 à 22 % pour l'axe 3,</li> <li>- 11 à 66 % pour l'axe 4</li> <li>- et 22 à 33% pour l'axe 5</li> </ul> <p><b>157.</b> la répartition de l'enregistrement de la gestion des ressources humaines est :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 88 % pour l'axe 1</li> <li>- 44 % pour l'axe 2</li> <li>- 33 % pour le 3 et 5</li> <li>- 66 % pour le 4</li> </ul> <p><b>158.</b> 11% n'ont rien d'enregistré en matière de gestion des articles de consommation ou n'ont rien enregistré à cause de l'absence d'activité ; la répartition de l'enregistrement de la gestion des articles de consommation est de:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 88 % pour l'axe 1</li> <li>- 22 % axe 2, 4 et 5</li> <li>- 11 % axe 3</li> </ul> <p><b>159.</b> 22 % n'ont rien enregistré en matière de gestion financière ; celles qui l'ont fait représentent</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 55% dans l'axe 1 et 4</li> <li>- 22% pour chaque axe 2</li> <li>- 11 % dans l'axe 3</li> <li>- 33 % dans l'axe 5</li> </ul> <p><b>160.</b> 11 % n'ont aucun document comportant les calendriers de chaque activité ; l'ont réalisé</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 88% pour l'axe 1,</li> <li>- 22 % pour chaque axe 2 et 3</li> <li>- 55 % pour l'axe 4</li> </ul>	<p>20. Les entités siégeant dans la capitale enregistrent leurs gestions à degré variable par type de ressources. La conduite montre qu'il y a plus de réflexe pour l'enregistrement des ressources humaines et des calendriers. Les activités qui en bénéficient le plus sont celles de l'axe 1. L'archivage est donc plus poussé dans la capitale. Est-ce une compréhension de l'importance de la traçabilité, ou une exigence de proximité des bailleurs ?</p> <p>21. Les axes 1 et 4 sont les plus suivis en ressources humaines.</p> <p>22. L'enregistrement des articles de consommation montre que ces articles supportent surtout l'axe 1</p> <p>23. L'enregistrement de la gestion financière n'est pas systématique dans les entités.</p> <p>24. Toujours prédominance de l'axe 1 et 4 dans l'existence d'actions dont les chronogrammes sont enregistrés.</p> <p>25. Les articles de consommation sont tous</p>

<p>- 11 % pour le 5</p> <p><b>161.</b> 100 % des entités ne pratiquent pas la gestion prévisionnelle et contrôlée en temps réel sur les articles de consommation ;</p> <p><b>162.</b> 77% des entités possèdent des immobilisations corporelles à type de terrain, de locaux de travail et de mobiliers de bureau ; 55 % en possèdent un à deux types</p> <p><b>163.</b> 77 % des entités ont suffisamment de matériel bureautique et de fournitures de bureau ;</p> <p><b>164.</b> 44% n'ont pas de matériel roulant ; 55% en possèdent moins de deux ; 11% plus de 6</p>	<p>gérés à vue. N'existe-t-il pas un minimum où la gestion prévisionnelle doit être appliquée ?</p> <p>26. La possession d'immobilisations corporelles peut être un atout si c'est bien géré, de même que les matériels roulants existant. Mais on constate par comparaison un dénuement certain de la périphérie.</p> <p>Les entités à Analamanga semblent jouir d'une suffisance de matériel bureautique et informatique mais en cas d'application d'une gestion prévisionnelle, contrôlée et consolidée qu'elle en sera la valeur ?</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

F. Sur les ressources humaines et sur leur qualification technique :

INDICATEURS	CONSTATATIONS :
<p><b>165.</b> 22% n'ont aucune archive sur les qualifications par axe ; 77 % en possèdent avec 66 % pour l'axe 1, 22% pour l'axe 2, 33% pour l'axe 3, 66% pour l'axe 4 et 11% pour l'axe 5</p> <p><b>166.</b> 88,79 % des entités ne montrent aucune activité IEC appliquée dans leurs interventions ; 10,34 % en présentent moins de 7 aspects de la formation par l'IEC et 0,86 % entre 7 et 14 aspects</p> <p><b>167.</b> 11% ne connaissent pas de procédure de formation ; 88% en connaissent de façon classique par l'identification des problèmes, la préparation de la formation proprement dite par des experts et l'évaluation ; mais aucun ne s'est référé théoriquement aux quatorze aspects de la formation par IEC en totalité</p> <p><b>168.</b> 66% ont apporté des explications de conviction correcte pour l'ensemble des quatre points de nécessité d'une procédure de formation portant sur la nécessité de posséder des informations éducationnelles, d'exprimer des problèmes éducationnels, de préparer le document de formation pour solutionner les problèmes, d'exprimer des objectifs éducationnels avec les supports d'appui adéquats; 11 % ont pu bien expliquer le besoin d'avoir de telles procédures de formation ; 22 % n'ont pas apporté de réponses</p>	<p>27. Cela rejoint l'expression des indicateurs des régions périphériques.</p>

G. Sur le partenariat et de réseautage apparaissent :

INDICATEURS DE PARTENARIAT ET DE RESEAUTAGE	CONSTATATIONS :
<p><b>169.</b> 100 % des entités chrétiennes ont des partenaires ; les interventions des partenaires existants portent surtout dans</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % des entités sur l'axe 1 et 4</li> <li>- 11% chacun sur l'axe 2 et 5</li> <li>- 44 % sur l'axe 3</li> </ul> <p><b>170.</b> la répartition des relations de gestion se fait comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. 100% ont des relations de gestion des ressources humaines</li> <li>b. 77 % dans la gestion de ressources matérielles</li> <li>c. 66% dans la gestion financière</li> <li>d. 55% dans les exécutions sur terrain</li> <li>e. 66 % dans la gestion des informations</li> </ul> <p><b>171.</b> dans la région d'Analamanga le nombre de partenaires est réparti comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 15 pour les ressources humaines</li> <li>- 10 pour la gestion des ressources matérielles</li> </ul>	<p>28. Peut-on parler de pléiade de partenaires pour les entités chrétiennes de la Capitale ? C'est en quelque sorte un symptôme de centralisation, et d'actions ne bénéficiant pas d'un management national, un symptôme également du syndrome de proximité.</p> <p>29. Les ressources humaines sont placées au premier rang dans la gestion. Cela peut être un bon signe si c'est conforme à l'adage « il n'y a de ressources que d'hommes ». Mais cela peut être un signe de dépendance si le nombre de ressources humaines de partenaires hors</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- 14 pour la gestion financière</li> <li>- 10 pour l'exécution sur terrain</li> <li>- 14 pour la gestion des informations</li> </ul> <p><b>172.</b> 88% des entités enquêtées possèdent une liste des districts ou des communes où elles agissent</p>	<p>district ou commune est très élevé.</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------

**64 BIS.** La répartition d'interventions de gestion des partenaires est la suivante :

- 15 partenaires interviennent dans un axe seulement, parmi eux se trouvent des groupements dans l'entité même
- 11 partenaires interviennent dans deux axes à la fois
- 5 dans 3 axes à la fois
- 3 dans 4 axes en même temps

H. Sur les systèmes de suivi et d'évaluation, types de canaux de transmission d'éducation, niveau de pratique de formation, système de gestion pratiqué, système d'administration de la comptabilité en terme d'approches ou de modèles,

INDICATEURS D'APPLICATION DE PROCEDURES ET DE MODELES DE TRAVAIL	CONSTATATIONS :
<p><b>173.</b> 11% présentent des habiletés de coordination sur les plans d'action et d'organisation ; 11 % présentent des plans de suivi et évaluation qui sont affichés sur terrain (AMCM, CCLS) ; 77 % n'ont pas de pratique de coordination vérifiable sur dossier</p> <p><b>174.</b> 22 % ne présentent aucune habileté d'évaluation ; 66 % essaient d'évaluer mais de façon incomplète sans indicateurs ni ratios ;</p> <p><b>175.</b> 100 % utilisent un support matériel se répartissant comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 22 % utilisent la radio</li> <li>- 11% utilisent la télé</li> <li>- 22 % utilisent les affiches</li> <li>- 55 % d'autres supports</li> </ul> <p><b>176.</b> 44% déterminent des sujets de formation mais sans suite effective de la procédure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 56% ne présentent aucune action de qualification</li> <li>- 22% sont au stade de contrôle pour la recherche d'informations sur les connaissances correspondantes aux sujets de formation</li> </ul> <p><b>177.</b> des essais d'application de la gestion en temps réel s'observent dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. 88 % des entités pour la gestion, des ressources humaines</li> <li>b. 55% d'entre elles pour les approvisionnements</li> <li>c. 66% pour les équipements</li> <li>d. 44% pour les investissements</li> <li>e. 33% pour la gestion des informations</li> </ul> <p><b>178.</b> un automatisme d'application de la non rupture de stock s'observent dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. 88% des entités pour la gestion des ressources humaines</li> <li>b. 55% pour la gestion des approvisionnements,</li> </ul> <p><b>179.</b> des risques de rupture ou d'insuffisance dans 33% des entités pour la gestion des équipements, 55% pour la gestion des investissements, 66 % pour la gestion des informations</p> <p><b>180.</b> 100% pratiquent les tâches d'administration de la comptabilité, bases d'une analyse financière en fin d'exercice ; l'état de pratique actuel montre que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. 33 % des entités ont essayé de donner les numéros de compte utilisés</li> <li>b. 100% tiennent le journal</li> <li>c. 77 % ont un grand livre</li> <li>d. 44% établissent une balance</li> </ul>	<p>30. Les expressions des indicateurs de procédures rejoignent ceux de la périphérie. Une forte utilisation des canaux classiques des grandes villes fait la démarcation entre la Capitale et les autres régions. C'est pourtant une autre marque de centralisation de la perception et de l'utilisation des supports matériels</p>

- e. 55 % présentent un bilan en fin d'exercice  
 f. 44 % essaient de faire une analyse financière

i. Sur les décisions de politique et l'utilisation de procédures, les aspects de stigmatisation ou de discrimination, la signification donnée à l'infection VIH SIDA, la considération de la personne affectée par le VIH SIDA, le cas des orphelins du SIDA, les opinions sur les propriétés et la place du sidéen dans la communauté chrétienne, les activités spécifiques offertes aux affectés, les raisons de l'absence de ces activités.

INDICATEURS						CONSTATATIONS :		
<b>181.</b> Rapports entre choix des thèmes et activités réellement faites dans le district						31. la déperdition des thèmes choisis, traités sur table et réalisés sur terrain existe mais est moins importante dans l'axe 1. Cela peut être dû au nombre et à la multitude de formations, de conférences dans la capitale.  32. Une position commune se profile pour la discrimination stigmatisation, et pourrait être le fait du flux abondant de messages de connaissances et d'opinions par les médias, et le fait de la proximité et de la quasi obligation des réunions intergroupes 33. la disparité de perception des chrétiens du SIDA et de ses conséquences individuelles persiste, dans la famille et dans la société 34. L'expression des problèmes peut se faire de la même façon que pour l'ensemble.		
THEMES	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4	Axe 5			
Choix Théorique d'intervention	59,37 %	19,64%	26,56%	39,06%	10,41%			
Thèmes effectivement travaillés	57,81%	7,14%	10,93%	28,12	4,16%			
Actions réelles vérifiées sur terrain	57,81%	5,35%	6,25%	21,87%	2,08%			
<b>182.</b> 100% des entités ont exprimé d'éventuelles discriminations stigmatisations dont la répartition est :								
TYPE	Rejet apparent	Soutien inéquitable	Maltraitance	Violence verbale	Manque d'assistance	Refus de recrutement	Licenciement abusif	Autres
pourcentage	77 %	22 %	55 %	66 %	77 %	22 %	22 %	-
<b>183.</b> 100% des entités ont exprimé des perceptions comme suit :								
TYPE	Maladie comme les autres	Punition de Dieu	Maladie de l'adultère	Autres				
Pourcentage	66%	33%	33%	-				
<b>184.</b> 100 % estiment qu'elles ont droit au soutien, 11% pensent qu'elles ne doivent plus prêcher, 33% pensent qu'ils ne doivent pas être révélés séropositifs								
<b>185.</b> 100 % sont sensibles aux éventuels orphelins du SIDA et pensent aux types de traitement								
<b>186.</b> 100% des entités ont désigné leurs responsables de la lutte,								
<b>187.</b> 100% ont un effectif propre à la lutte contre le SIDA,								
a. 44 % ont moins de 6								
b. 44 % entre 7 et 14								
c. 22 % supérieur à 30 avec existence et mention spéciale de 150 animateurs pour les AMIS de l'église anglicane								
<b>188.</b> 100 % se sont exprimés que les propriétés des SIDEENS doivent rester en leurs mains tout en soulignant que les sidéens dans une église chrétienne ou une association, ce n'est pas à Madagascar qu'on en trouve								

<p><b>189.</b> 88 % n'ont pas d'activités spécifiques ou ne pensent pas à des activités spécifiques pour les sidéens et ont avancé des raisons sur l'absence d'activités spécifiques ; 11 % pensent à des activités comme la prise en charge spirituelle, matérielle, et psychosociale</p>	
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

**84 BIS.** Les raisons mentionnées sur l'absence d'activités antisida sont :

- a. Taux de séroprévalence ne paraît pas encore alarmant
- b. PVVIH se cachent, n'osent pas se montrer
  - ⇒ Culture malagasy, interdiction indirecte de se montrer
  - ⇒ Peur de rejet comme un lépreux à la malagasy
- c. Maladie sous entend une culpabilité quelque part
- d. Il n'y a pas de cas concrets
- e. Les gens ne se sentent pas touchés
- f. Manque de conviction de chacun face au SIDA

## II.2.4. SUR DES POINTS NON EXIGES PAR LES TDR

J. Soulevés par bénéficiaires éventuels des interventions vis-à-vis des structures chrétiennes, sur les valeurs des interventions existantes en matière de tracabilité, d'impact

INDICATEURS	CONSTATATIONS :
<p><b>85.</b> 11 % des entités ont affirmé qu'il ne devrait pas y avoir de limites car cela entre dans la mission d'évangélisation et d'édification ; 88 % ont mentionné leurs limites résumées ci-dessous :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a. Manque de moyens matériels, financiers</li> <li>b. Supports limités tout comme leur multiplication</li> <li>c. Manque d'expérience en matière de lutte antisida</li> <li>d. Actions limitées aux zones accessibles</li> <li>e. Présence et prédominance de certains us et coutumes</li> <li>f. Marginalisation de l'église par des points d'éthique devant des traitements antisida</li> </ol> <p><b>86.</b> 100 % ont soulevé des difficultés du genre :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a. Accessibilité des zones isolées</li> <li>b. Pas de bailleurs fixes</li> <li>c. Autofinancement difficile</li> <li>d. Lourdeur de procédures administratives exigées par les bailleurs</li> <li>e. Pérennisation et continuité des actions</li> <li>f. Non participation par manque de conviction de la communauté chrétienne</li> <li>g. Irrégularité des rapports d'activités</li> <li>h. Blocage par l'éthique de certaines églises</li> <li>i. Exclusion par rapport à certaines activités dues à leur non conformité aux principes et à l'éthique des églises</li> <li>j. Perception des limites financières</li> <li>k. Prédominance de la spiritualité           <ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Inacceptabilité de séropositifs chrétiens</li> </ul> </li> <li>l. Barrière de l'intégration du séropositif</li> </ol> <p><b>87.</b> 50 % des limites concernent les interventions dans l'axe 4 ; 33% ; l'axe 3 et 16,66 % l'axe 2</p> <p><b>88.</b> 53,8 % des difficultés portent des interventions de l'axe 4, 23 % sur l'axe 2 et 23 %</p>	<p>35. Les remarques suivantes peuvent expliquer l'expression de ces indicateurs au niveau national :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- si les éléments des entités et associations chrétiennes dans la Capitale sont appelés à pouvoir coordonner, à consolider, et à jouer un rôle de recours dans la formation, il y a une incapacité managériale rampante qui paralyse en fait tout le système tant au point de vue managérial proprement dit que leadership et gestionnaire. Des bases sont à poser en termes de maîtrise de ces aspects si l'on veut aller plus loin.</li> <li>- il faut appliquer sans distinction d'entités, non seulement un esprit entrepreneurial, mais également une partie des droits fondamentaux qui est la facette de la démocratie sous l'aspect de « l'autre devient le centre d'intérêt ».</li> <li>- L'existence de diocèses, de synodes ou de leur équivalent dans les associations serait alors une courroie de transmission réelle et non une figuration de présence pas tellement efficace pour la lutte contre le SIDA. Et même les partenaires sauront s'extraire du syndrome de proximité dans la Capitale en participant de façon cohérente, logique, claire et sage dans la véritable mise en place d'un réseau.</li> </ul>

sur l'axe 3

INDICATEURS COTE BENEFICIAIRE	CONSTATATIONS :
<p><b>89.</b> parmi le très peu de bénéficiaires que nous avons pu voir, la fréquence décroissante de l'utilisation des structures de soins est la suivante : TYPE ; Centre médical; Dispensaire; Infirmierie ; Maternité ; prise en charge des orphelins ; prise en charge des PVVIH</p> <p><b>90.</b> 88% des entités n'ont pu bénéficier d'appréciation faute d'avoir eu le temps de trouver des personnes affectées, le volume d'informations à Analamanga était trop important</p> <p><b>91.</b> parmi les entités où l'on a pu trouver des bénéficiaires :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>entités chrétiennes impliquées dans la lutte</li> <li>structures d'accueil moyennes</li> <li>les interventions n'ont pas été jugées observables de façon continue</li> <li>il existe des AntiRétroviraux</li> <li>il existe des médicaments pour infections opportunistes</li> <li>accessibilité financière jugée réelle</li> </ol> <p><b>92.</b> Les actes suivants ont été relevés pour le bénéficiaire</p> <p>TYPE DE PRESTATION</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Référence vers une autre Structure</li> <li>- Conseil VIH</li> <li>- Dépistage VIH SIDA</li> <li>- Soins médicaux</li> <li>- Prise en charge sociale</li> <li>- Prise en charge matérielle</li> <li>- Prise en charge spirituelle</li> <li>- Plaidoyer IST VIH SIDA</li> <li>- Sensibilisation IST VIH SIDA</li> <li>- Formation IST VIH SIDA</li> <li>- Education sexuelle</li> </ul> <p><b>93.</b> les bénéficiaires ont reconnu les impacts des églises et associations chrétiennes</p> <p><b>94.</b> les bénéficiaires reconnaissent être satisfaits par la présence et l'assistance des églises et des associations chrétiennes dans la lutte</p>	<p>36. Si les bénéficiaires semblent pouvoir jouir de structures plus satisfaisantes, l'inexistence de normes se fait encore sentir, et les entités agissent selon leurs points de vue acquis ici et là durant les séminaires et les conférences.</p>

K. Sur les partenaires, sur leurs interventions et participation :

INDICATEURS SUR LES PARTENAIRES	CONSTATATIONS :														
<p><b>95.</b> La liste des partenaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ECAR</li> <li>- PSI</li> <li>- CNLS</li> <li>- GBU Afrique Francophone</li> <li>- ANKOAY</li> <li>- USAID</li> <li>- COE</li> <li>- PLEROC</li> <li>- PC USA</li> <li>- CWM</li> <li>- FJKM</li> <li>- AGF</li> <li>- PMPS</li> <li>- Dispensaire EEM</li> <li>- FLM</li> <li>- USPG</li> <li>- Alliance Internationale</li> <li>- Alliance Biblique Universelle</li> <li>- FNUAP</li> <li>- Direction Régionale Santé</li> <li>- CMS</li> <li>- CRS</li> <li>- Santé Net</li> <li>- METM femme</li> <li>- Jeunesse Adventiste</li> <li>- APPRO PNLS</li> <li>- SAF</li> <li>- CARE</li> <li>- INSTAT</li> </ul> <p><b>96.</b> les niveaux de partenariat sont répartis comme suit :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>TYPE</th> <th>Communautaire</th> <th>Commune</th> <th>District</th> <th>Région</th> <th>National</th> <th>International</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Pourcentage des partenaires</td> <td>10,34%</td> <td>-</td> <td>3,44%</td> <td>3,44%</td> <td>37,93%</td> <td>44,82%</td> </tr> </tbody> </table>	TYPE	Communautaire	Commune	District	Région	National	International	Pourcentage des partenaires	10,34%	-	3,44%	3,44%	37,93%	44,82%	<p>37. Une insuffisance d'organisation dans la coordination des interventions des partenaires et des entités, se fait sentir. Les causes probables de l'ensemble concernent entièrement la région d'Analamanga en termes de :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Faiblesse de la capacité de négociation des entités</li> <li>Absence de décentralisation</li> <li>Inexistence de politique de contractualisation gouvernementale</li> <li>Insuffisance d'institutionnalisation de l'application des droits de l'homme</li> </ol>
TYPE	Communautaire	Commune	District	Région	National	International									
Pourcentage des partenaires	10,34%	-	3,44%	3,44%	37,93%	44,82%									



## II.3. ENONCES DES PROBLEMES ET CAUSES PROBABLES SUR LE PLAN NATIONAL

### II.3.1. PROBLEMES DANS L'IDENTIFICATION DES INTERVENTIONS DE L'EGLISE ET DES ORGANISATIONS CHRETIENNES CONTRE LE VIH SIDA

L. Les problèmes concernent la décision d'engagement dans les thèmes de lutte des cinq axes actuellement dans l'ensemble du territoire.

Selon les 5 axes de lutte adoptés au niveau international, il apparaît que :

INDICATEURS	PROBLEMES : ENONCE-SPECIFICATION- CAUSES PROBABLES
<p><b>190.</b> 8 % des formations chrétiennes enquêtées ont enregistré leurs interventions dans deux à quatre axes de lutte</p> <p><b>191.</b> 96 % de ces formations chrétiennes ont décrit par écrit moins de 10 activités incluses dans les 37 des cinq axes</p>	<p>8. Insuffisance de l'enregistrement des actions, absence d'archives.</p> <p>Cela concerne les activités d'accompagnement de la lutte antisida. C'est ce qui explique en grande partie l'insuffisance de traçabilité des interventions. Le lieu d'apparition est le bureau de travail des entités chrétiennes, et ceci apparaît tout au long de l'exécution des activités car l'enregistrement doit être fait de façon continue, systématique et au jour le jour. L'insuffisance frappe 115 entités sur 130.</p> <p>Les causes probables sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>absence de formation pratique sur la traçabilité des interventions</li> <li>manque de conviction sur la nécessité d'enregistrer</li> <li>absence d'activités antisida</li> <li>manque d'organisation se manifestant par la non désignation du responsable et absence de répartition des tâches</li> <li>absence de coordination supervision</li> </ol>

M. D'autres problèmes rendent compte de bonnes ou de meilleures pratiques par thème des cinq axes. Les bonnes ou meilleures pratiques proposées à l'enquête sont :

- l'enregistrement des actions démarches et procédures sur les interventions antisida
- les actions enregistrées dans les documents en termes de management pour une bonne gouvernance
- l'enregistrement des tâches de gestion des ressources liées aux interventions antisida
- l'enregistrement ou l'auto reconnaissance des points forts par chaque entité, preuve d'une conscience sur les actions
- l'existence de mesures immédiates enregistrées dans les archives
- l'existence d'intention et de propositions d'améliorations de la lutte
- la proposition d'indicateurs mesurables et observables pour chaque intervention pour une meilleure traçabilité des actions

Des insuffisances ont été relevées dans tous ces aspects selon le tableau suivant ;

INDICATEURS	PROBLEMES : ENONCE-SPECIFICATION- CAUSES PROBABLES
<p><b>192.</b> 4,2 % des églises et organisations chrétiennes ont décrit plus de 11 interventions par écrit</p> <p><b>193.</b> 94,9 % d'entre elles ne présentent aucune action de management selon la définition adoptée du terme</p> <p><b>194.</b> sur 3% d'entre elles, on a relevé des activités de gestion des ressources liées aux interventions contre le VIH/SIDA</p> <p><b>195.</b> 3 % ont des actions annuelles de re/planification sur ces interventions antisida</p>	<p>9. Insuffisance des entités pratiquant l'approche managériale en termes de planification et d'organisation</p> <p>10. insuffisance des entités pratiquant l'approche gestionnaire rationnelle et l'analyse comptable</p> <p>Cela concerne les activités d'accompagnement de la lutte antisida qui sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>La planification et l'organisation, ce sont les deux premières étapes managériales. Puisqu'il n'y a pas de plan d'actions, les tâches risquent de ne pas être cohérentes ;</li> <li>la gestion des ressources matérielles, médicamenteuses et financières ;</li> <li>l'analyse financière dans la lutte.</li> </ol>

<p><b>196.</b> 3,6% ont des actes d'organisation de ces planifications rectificatives</p> <p><b>197.</b> 96,9 % pratiquent moins de deux tâches de gestion sur les sept de référence adoptées avec 80 à 90 % ne pratiquant aucune gestion de matériel et médicaments antisida et 2,24% essayant d'accomplir les sept tâches</p> <p><b>198.</b> 95,4% pratiquent moins de deux tâches de gestion financière sur les sept requises avec 4,5 % pratiquant entre trois à six tâches</p> <p><b>199.</b> 0,8% des organisations chrétiennes essayent de pratiquer l'ensemble des quatre tâches d'analyse financière, avec 4,9 % entre une et trois tâches</p>	<p>Le lieu d'apparition est le bureau de travail des entités chrétiennes, et cela apparaît au début des activités, après les décisions d'agir sur tel ou tel thème.</p> <p>L'insuffisance frappe entre 95 à 126 entités sur l'échantillon de 130.</p> <p>Les causes probables sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>absence de culture de management et de gestion</li> <li>absence de formation pratique sur la planification, l'organisation et la gestion prévisionnelle et contrôlée</li> <li>absence de formation en comptabilité et analyse comptable et financière</li> <li>non conviction sur la nécessité de maîtriser la planification, l'organisation et la gestion du matériel, des médicaments et des besoins financiers</li> <li>non engagement dans la lutte antisida</li> </ol>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

INDICATEURS	PROBLEMES : ENONCE-SPECIFICATION- CAUSES PROBABLES
<p><b>200.</b> 74,6 % d'entre elles n'ont soulevé aucun point fort dans leurs interventions contre le SIDA ou n'ont eu aucune opinion sur d'éventuels points forts ;</p> <p><b>201.</b> 69,4 % sont restés sans rien faire devant les informations sur l'existence de l'épidémie ; des mesures ont été prises par certaines entités</p> <p><b>202.</b> 73,9 % n'ont eu aucune idée d'amélioration de la lutte contre l'épidémie</p> <p><b>203.</b> 100 % des formations chrétiennes n'ont pas d'idée sur les indicateurs à donner pour la traçabilité des interventions menées</p>	<p>11. Inconscience et nonchalance des entités sur la nécessité de lutter contre le VIH/SIDA.</p> <p>Cela concerne le domaine psychologique. C'est une expression d'insuffisance technique en matière de lutte. Ceci justifie l'insuffisance et l'absence d'interventions.</p> <p>Le lieu d'apparition est au sein des entités dans leur façon de penser et de concevoir. Le problème frappe entre 90 à 130 entités sur 130.</p> <p>Les causes probables sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Insuffisance de connaissance sur le VIH/SIDA et les axes de lutte</li> <li>Insuffisance de conviction sur la nécessité d'agir pour le bien des communautés, des foyers</li> <li>Absence de formation pratique sur les interventions dans les 5 axes</li> <li>Manque de conviction sur l'existence de séropositifs et de sidéens</li> <li>Erreurs de coordination des systèmes de supervision et d'évaluation continue</li> </ol>

**11 BIS.** Les points forts mentionnés sont :

- Mobilisation de la communauté entière de l'Eglise,
- Animation de groupe
- Efficacité de l'évangélisation :
  - Base biblique solide
  - Après la conversion, les résultats sont prometteurs, ce qui constitue alors une solution durable
- Pas de stigmatisation
- Ceux qui sont en contact avec les SIDEENS sont des formateurs très proches d'eux
- Crédibilité car ce sont des associations affiliées à l'Eglise
- Eparpillement des agents à divers niveaux
- Confiance des personnes atteintes par les interventions
- Conviction de l'existence du SIDA
- Animation médiatique intense
- Litiges balisées par l'évangélisation,
- Engagement pour le changement de comportement
- Bonne information,
- Préparation psychologique
- Porte à porte

- p. Conviction des membres acteurs dans la lutte antisida
- q. Accès aux zones isolées
- r. Equipe soudée, cohérente et efficace pour le peu qui ont une équipe
- s. Existence de correspondance entre l'évangélisation par les versets bibliques et la lutte contre le VIH / SIDA
- t. Formation de qualité
  - Favoriser le dialogue au niveau du couple, qui est la base communautaire
  - Les couples sortants devraient avoir une base solide pour pouvoir pratiquer ce qu'ils y ont appris et enseigner à leur tour

**12 BIS.** Les mesures prises mentionnées sont :

- Vulgarisation des informations, multiplication des témoignages
- Sensibilisation des fokontany
- Promotion de la fidélité et pas de publicité pour le protector
- Mobilisation de masse
- Formation de leaders
- Centre de loisirs, éducation sexuelle précoce
- Education de la famille
- Recherche de financement
- dispatching rapide et contrôlé du matériel
- Production de film et livres
- Appui spirituel, psychologique et financier
- Rémunérer les travailleurs dans la lutte
- Recherche perpétuelle sur les possibilités d'améliorer la réponse à l'épidémie

**13 BIS.** Les améliorations proposées portent sur :

- Vulgarisation des informations
- La promotion de l'abstinence et de la fidélité
- Politique contre le fast sex
- Recherche de partenaire
- Sensibilisation de dépistage et priorisation de l'éducation et de la prévention
- Visite à l'hôpital
- Aide à suivre la voie de Dieu
- Engagement des leaders
- Témoignage des PVVIH
- Formation en IEC
- Sensibilisation à outrance

**II.3.2. PROBLEMES DANS L'IDENTIFICATION ET LA DESCRIPTION DES RESSOURCES EXISTANTES**

N. Financement, Outils de Communication, Ressources Humaines :

INDICATEURS	PROBLEMES : ENONCE-SPECIFICATION- CAUSES PROBABLES
<p><b>204.</b> 51,5 % des formations chrétiennes n'ont pas de source de financement VIH/SIDA et en ont pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 17,9 %, venant de la communauté</li> <li>- 14,9 %, du Programme National de Lutte contre le SIDA ou de leur siège national</li> <li>- 4,4 %, provenant soit du gouvernement soit de sources internationales</li> <li>- 2,9 % venant soit du district soit de la région</li> </ul> <p><b>205.</b> 92,3 % ont une ébauche de pratique de gestion de financement</p>	<p><b>6.</b> Insuffisance de l'administration de la gestion du financement</p> <p><b>7.</b> Mauvaise répartition de gestion des éventuelles sources</p> <p>Cela concerne les activités d'accompagnement de la lutte antisida. Ceci peut être à l'origine de l'insuffisance des sources de financement.</p> <p>Le lieu d'apparition est le bureau de travail des entités chrétiennes pour l'administration du financement, et cela apparaît après l'étape d'organisation managériale après que la description de poste soit réalisée sous forme de précision des tâches et des performances à atteindre. La mauvaise répartition de la gestion se trouve dans le système de financement potentiel comprenant tous les échelons.</p> <p>L'insuffisance frappe 92 à 98 entités sur 130.</p>

<p>inférieure à deux éléments sur les sept requis, avec 6,7 % parvenant à une pratique subjective entre trois et six éléments sur sept</p> <p><b>206.</b> 1,6 % parviennent à éviter des ruptures financières et 4,5 % réalisent une gestion sans retard en temps réel</p> <p><b>207.</b> 1,7 % parviennent à présenter les quatre aspects comptables facilitant l'analyse financière et 3,4 % essaient de pratiquer l'une ou l'autre ou l'ensemble des trois opérations de journal, de grand livre et de balance</p>	<p>La mauvaise répartition frappe 63 entités sur 130.</p> <p>Les causes probables sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>absence de culture de gouvernance</li> <li>insuffisance de la culture de gestion des ressources</li> <li>non maîtrise des activités de financement</li> <li>absence de formation et d'apprentissage sur la gestion financière</li> <li>absence de formation et d'apprentissage sur la gestion des approvisionnements et des stocks</li> <li>absence de formation et d'apprentissage sur l'analyse financière</li> <li>insuffisance de la planification et de l'organisation de la politique financière</li> </ol>
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

INDICATEURS	PROBLEMES : ENONCE-SPECIFICATION- CAUSES PROBABLES
<p><b>208.</b> 69,74 % ne parlent pas de l'utilisation ou ne voient pas la nécessité des différents supports de communication, notamment les émissions radiophoniques ou télévisées, les affiches, avec 23,8 % qui ont utilisé un à deux des supports mentionnés, et d'autres utilisations se font en intersection sans distinction d'entités</p> <p><b>209.</b> 31,4 % utilisent des personnes ressources issues de la communauté même pour optimiser le niveau de changement de comportement à atteindre, et 7,2 % utilisent des personnes affiliées à des programmes d'interventions et qui sont imposées à la communauté</p>	<p><b>8.</b> Insuffisance des supports utilisés en quantité et en qualité</p> <p><b>9.</b> Insuffisance d'existence de personnes antennes actives dans les communautés d'intervention</p> <p>Ceci entre également dans les activités d'accompagnement de la lutte antisida. Aussi, est-ce une des causes de l'insuffisance du réseau d'éducation communication dans les interventions. Les lieux d'apparition sont le bureau de travail des entités chrétiennes, et sur le terrain au niveau des communautés où doivent se dérouler les interventions antisida. L'insuffisance de quantité de supports frappe 91 à 99 entités sur 130.</p> <p>L'insuffisance de qualité frappe entre 89 à 120</p> <p>Les causes probables sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>incompréhension du rôle des supports dans le réseau d'éducation communication</li> <li>absence de formation pratique sur les médias et la communication</li> <li>incapacité d'exploiter les supports humains potentiels au sein de la communauté</li> <li>dépendance en termes de production des supports</li> </ol>

**19 BIS** Les autres supports utilisés mentionnés sont :

- |                                       |                            |
|---------------------------------------|----------------------------|
| <b>a.</b> prédications dans le culte, | <b>f.</b> cassettes vidéo, |
| <b>b.</b> séminaires,                 | <b>g.</b> tracts,          |
| <b>c.</b> sensibilisations,           | <b>h.</b> portes à portes  |
| <b>d.</b> tee shirts,                 | <b>i.</b> cartes rouges,   |
| <b>e.</b> vidéo projections,          | <b>k.</b> films            |
|                                       | <b>l.</b> banderoles       |

INDICATEURS	PROBLEMES : ENONCE-SPECIFICATION- CAUSES PROBABLES
<p><b>210.</b> 48,46 % des entités chrétiennes n'ont pas de figure perceptive pour le VIH/SIDA, 32,3% lui donnent une signification de maladie comme les autres, 17,7% de conséquence de l'adultère et 11,5 % de punition divine, toutes les entités confondues</p> <p><b>211.</b> 50% n'ont aucune</p>	<p><b>10.</b> Insuffisance d'éducation de masse sur le SIDA</p> <p>Ceci touche le domaine psychologique mais pas seulement la communication de masse qui n'en est qu'une partie. C'est pourquoi l'on observe l'insuffisance de socialisation sur le SIDA. D'emblée, il s'ensuit une insuffisance d'institutionnalisation de la lutte.</p> <p>Le lieu d'apparition est dans chaque foyer même, dans les opinions de chaque individu, et au sein de chaque entité chrétienne ayant l'intention de lutter ou de ne pas lutter.</p> <p>L'insuffisance frappe 115 entités sur 130.</p>

<p>opinion sur ce qu'il faut faire vis-à-vis des personnes affectées, 48,5 % estiment qu'elles ont droit au soutien, 1,5% pensent qu'elles ne doivent plus prêcher</p> <p><b>212.</b> 26,77 % sont sensibles aux éventuels orphelins du SIDA et pensent aux types de traitement</p> <p><b>213.</b> 87,7 % des organisations chrétiennes n'ont pas de personnel spécial pour le VIH SIDA 6% des entités où l'équilibre genre est respecté, et 6% où cet équilibre ne l'est pas</p> <p><b>214.</b> 88 % d'entre elles mentionnent qu'il n'y a pas de participation des bénéficiaires aux actions avec 2,4 % de participation dans l'axe 2 et 6% dans l'axe 5 sous forme de groupe de parole</p>	<p>Les causes probables sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Incompréhension du processus d'institutionnalisation sociale</li> <li>b. Incapacité d'analyse des problèmes potentiels</li> <li>c. Discrimination rampante de genre et d'acteurs dans la lutte</li> <li>d. Absence de culture de gestion des ressources humaines</li> <li>e. Absence de culture d'organisation en termes d'acteurs et d'organigramme et de répartition de tâches</li> <li>f. Inconscience sur la nécessité d'un personnel qualifié dans la lutte</li> <li>g. Insuffisance d'habiletés sur l'organisation participative au changement</li> </ul>
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**23 BIS** Parmi le type d'actions proposées pour les orphelins du SIDA figurent les suivantes :

- h. Famille d'accueil avec aide maximale,
- i. Création de structure pour les élever comme s'ils ont des parents
- j. Des institutions comme le FIFAFI
- k. Appui financier avec budget spécial, prise en charge matérielle car ils ont droit au soutien
- l. Prise en charge scolaire, éducationnelle, sociale par des associations affiliées aux églises
- m. Assistance sociale selon l'âge et la décision de l'église
- n. Droit à l'alimentation et la protection contre le VIH,

### II.3.3. PROBLEMES SUR L'EVALUATION DES CAPACITES DE L'EGLISE ET DES ORGANISATIONS CHRETIENNES

O. Les problèmes concernent :

INDICATEURS DE LEADERSHIP ET DE GOUVERNANCE	PROBLEMES : ENONCE-SPECIFICATION- CAUSES PROBABLES
<p><b>215.</b> 76,9 % ne font pas de management du tout, mais</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. 13,8 % des entités faisant une collecte d'informations</li> <li>b. 10,7 % déterminent des objectifs et des stratégies</li> <li>c. 8,4% font des analyses de problèmes</li> <li>d. Entre 4,6 et 6,9 % les six autres étapes notamment listing des intervenants, description de poste, performance, qualification, coordination suivi, évaluation</li> </ul> <p><b>216.</b> 31,5 % des entités ont désigné leurs responsables de la lutte, 7,5% d'entre elles les ont qualifiés, et 12,5 % ont renforcé leur effectif ; avec une tendance des FJKM supérieure à celle des catholiques suivie des adventistes. Pour le reste, ces tendances sont infimes.</p> <p><b>217.</b> 62,3 % n'ont pas d'effectif propre à la lutte contre le SIDA, mais :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. 20,8 % en ont plus de 6</li> <li>b. 3% entre 3 et 6</li> </ul>	<p><b>11.</b> Insuffisance de culture managériale</p> <p><b>12.</b> Insuffisance d'application de la bonne gouvernance</p> <p>Cela concerne les activités d'accompagnement de la lutte antisida. C'est la principale cause de l'échec des interventions, beaucoup restent au stade d'intention et de solution de principe. Les lieux d'apparition sont le bureau de travail des entités chrétiennes, et sur le terrain au niveau des communautés où doivent se dérouler les interventions antisida.</p>

<p>c. 3 % inférieur à 2</p> <p><b>218.</b> 93 % n'ont aucune notion de management et :</p> <p>a. 4,3 % connaissent entre 1 et quatre étapes</p> <p>b. 1,7 % connaissent les 5 étapes</p> <p><b>219.</b> 6 % expliquent de façon appropriée les 3 étapes de planification et 7,5 % les expriment selon deux composantes</p> <p><b>220.</b> 3,2 % comprennent l'ensemble des 3 ou 4 éléments de l'organisation, et entre 3,9 % et 5,5% limitent leurs activités d'organisation à l'inventaire des acteurs et la description de poste</p> <p><b>221.</b> 2,5 % ont assimilé les trois grandes parties de la qualification, notamment la recherche-analyse des informations et la préparation du plan éducationnel et de la mobilisation participative des partenaires parmi lesquelles entre 1,9 à 2,5 % concernent la procédure d'information ou celle d'éducation</p> <p><b>222.</b> 1,6 % ont pensé à la nécessité de tableaux de suivi de la planification, de la gestion, de la supervision et de l'évaluation, 93,2 % n'ont aucune idée sur ces différents tableaux de bord requis pour une bonne gouvernance</p> <p><b>223.</b> 4,9 % sont convaincus de l'appel à des grilles d'évaluation et 91,7 % n'acceptent pas cette nécessité</p> <p><b>224.</b> chez 83,9 % des entités, on n'a pas relevé d'essai de planification ; 12,7 % des entités le présentent au stade d'imitation où l'on observe des essais et un blocage de l'action en cours d'exécution, et 1,7 % au stade de contrôle</p> <p><b>225.</b> logiquement de même 83,9 % des entités chrétiennes ne pratiquent pas les techniques d'organisation ; 14,4% les font avec des erreurs techniques et des blocages en cours d'exécution</p> <p><b>226.</b> 85 % des entités ne présentent aucune action de qualification ; 14,1 % sont au stade d'imitation et 0,8 % au stade de contrôle</p> <p><b>227.</b> 85 % ne font pas de coordination ; 12,6 % essaient de le faire sans y parvenir en termes de qualité de résultats, et 1,7 % le font en se corrigeant elles-mêmes plus ou moins correctement</p> <p><b>228.</b> 85,2 % ne présentent aucune habileté d'évaluation ; 16,52 % essaient d'évaluer mais pas selon les techniques requises et avec des erreurs non corrigées ; 1,7 % peuvent se corriger elles-mêmes</p> <p><b>229.</b> 97,5% des entités chrétiennes ne connaissent pas les aspects de qualification du personnel référée à la technique d'information éducation communication ; 0,8% ont évoqué les quatorze aspects en totalité</p> <p><b>230.</b> entre 0,8% et 1,6% des entités ont apporté des explications de conviction correcte pour chacun des quatre points sur la nécessité de respecter une procédure de formation portant sur l'utilité des informations éducationnelles, de l'expression des problèmes éducationnels, de la préparation des documents de formation pour les résoudre, de l'expression des objectifs éducationnels avec les supports d'appui adéquats; 0,8 % ont pu bien expliquer le besoin d'avoir de telles procédures de formation</p> <p><b>231.</b> 3% ont des actions annuelles de re planification sur ces interventions antisida</p> <p><b>232.</b> 3,6% ont des actes d'organisation de ces planifications rectificatives</p> <p><b>233.</b> 93,9% n'ont pas de savoir faire de planification ; 3,5% sont au niveau d'apprentissage, 2,6% peuvent s'améliorer par expérience</p> <p><b>234.</b> 94,1 % n'ont pas ce savoir faire en terme d'organisation ; 3,36 % sont au stade d'imitation nécessitant des moniteurs et 2,52% peuvent se corriger tout seuls</p> <p><b>235.</b> 94,1% n'ont pas d'habiletés en coordination supervision ; 3,33 % le font avec des erreurs qui laissent des traces, 2,5% font des erreurs qu'elles corrigent elles-mêmes</p> <p><b>236.</b> 93,38 % n'ont pas de techniques d'évaluation ni</p>	<p>L'insuffisance de culture managériale frappe 30 à 124 entités sur 130.</p> <p>L'insuffisance d'application frappe entre 80 à 126 entités sur 130</p> <p>Les causes probables sont :</p> <p>a. Ignorance des étapes du management</p> <p>b. Incompréhension de la correspondance entre management et gouvernance</p> <p>c. Non intériorisation des différentes sous étapes du management dans la planification, l'organisation, la qualification du personnel, la coordination supervision, l'évaluation</p> <p>d. Insuffisance d'apprentissage pour l'acquisition d'habiletés managériales dans ces différentes étapes</p> <p>e. Non intériorisation de la qualité de processus du management</p> <p>f. Non intériorisation de la qualité de processus à l'intérieur de chaque étape du management dans la planification, l'organisation, la qualification du personnel, la coordination supervision, l'évaluation</p>
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

l'occasion d'appliquer ces habiletés ; 2,5% sont au stade d'imitation et 4,1% sont parvenus à s'auto rectifier	
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

INDICATEURS DE GESTION	PROBLEMES : ENONCE-SPECIFICATION-CAUSES PROBABLES
<p><b>237.</b> 98,3% n'ont aucune notion de gestion rationnelle ; et 1,6% d'entre elles ont cité une à deux étapes techniques de gestion rationnelle</p> <p><b>238.</b> 3,2 % de ces organisations et églises chrétiennes ont mentionné une partie juste dans l'explication de la prévision de gestion</p> <p><b>239.</b> 0,8 % possèdent des explications en partie juste mais vague en matière de mécanisme d'acquisition et de suivi gestionnaire</p> <p><b>240.</b> 100% des entités n'ont pas d'opinion ou des explications fausses en termes de contrôle gestionnaire</p> <p><b>241.</b> 85 % n'ont aucune habileté de prévision de gestion ou n'ont jamais pratiqué de prévision ; 11,66 % d'entre elles présentent des activités de prévision qui, toutefois, comportent des erreurs techniques constatées et 3,33 % pratiquent la prévision de gestion en se corrigeant progressivement de façon expérientielle</p> <p><b>242.</b> 86,55 % n'ont pas d'habiletés dans le mécanisme d'acquisition et de suivi de l'acquisition des ressources ; 11,76% sont au stade d'imitation dans la pratique, et 1,7% au stade de capacité d'autocorrection</p> <p><b>243.</b> 85,83 % n'ont pas appliqué ou n'ont pas eu d'occasion d'appliquer le contrôle de gestion des ressources ; 10% l'ont essayé sans le maîtriser et 2,8% ont pu le pratiquer en s'améliorant au cours du temps</p>	<p><b>13.</b> Insuffisance de la culture gestionnaire</p> <p><b>14.</b> Insuffisance de l'application de la gestion prévisionnelle et contrôlée (GPC)</p> <p>Cela concerne les activités d'accompagnement de la lutte antisida. C'est la deuxième grande cause de l'échec des interventions, beaucoup de responsables considèrent les problèmes de gestion comme cause majeure. Pourtant, elles doivent seulement servir une bonne gouvernance.</p> <p>Les lieux d'apparition sont le bureau de travail des entités chrétiennes, et sur le terrain au niveau des communautés où doivent se dérouler les interventions antisida.</p> <p>L'insuffisance de culture gestionnaire frappe 30 à 130 entités sur 130.</p> <p>L'insuffisance d'application frappe entre 110 à 127 entités sur 130</p> <p>Les causes probables sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Ignorance des étapes de la Gestion Prévisionnelle et Contrôlée</li> <li>Incompréhension des liens dynamiques entre management et gestion, surtout aux niveaux organisation et gestion</li> <li>Non intériorisation des étapes techniques de la GPC</li> <li>Insuffisance d'apprentissage pour acquérir des habiletés gestionnaires dans ces différentes étapes</li> <li>Non intériorisation de la qualité du processus de gestion</li> </ol>

i. Pour les infrastructures sous-tendant les actions et les supports logistiques accompagnateurs, les problèmes ci-après ont été relevés :

INDICATEURS D'ARCHIVAGE ET DE SAVOIR FAIRE EN MATIERE DE GESTION	PROBLEMES : ENONCE-SPECIFICATION-CAUSES PROBABLES
<p><b>244.</b> 74,07 % des entités n'ont pas d'archives sur la gestion des ressources ; celles qui en possèdent sont réparties de la sorte</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>15,5% d'entités en ont pour l'axe 1, 2,</li> <li>8 % pour l'axe 2, 3,</li> <li>7 % pour l'axe 3, 2,9% pour l'axe 4</li> <li>et 0,7 % pour l'axe 5</li> </ol> <p><b>245.</b> 89,23% n'ont aucune habitude d'enregistrement de la gestion des ressources humaines ;</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>4,6% le réalisent pour l'axe 1,</li> <li>1,5% pour l'axe 2,</li> <li>2,3% pour l'axe 3,</li> <li>1,5% pour l'axe 4</li> </ol>	<p><b>15.</b> faiblesse extrême de l'archivage de la gestion des ressources humaines, des articles de consommation, des ressources financières, du temps,</p> <p><b>16.</b> La GPC est presque pas du tout appliquée</p> <p>Cela concerne les activités d'appui de la lutte. Ce qui explique le fait que les activités prévues ne sont souvent pas réalisées. Ceci est observable dans chaque entité chrétienne ayant l'intention de lutter ou de ne pas lutter.</p> <p>L'insuffisance frappe 96 à 129 entités sur</p>

<p>e. et 0,75% pour l'axe 5</p> <p><b>246.</b> 88,46 % n'ont rien enregistré en matière de gestion des articles de consommation ou n'ont rien enregistré à cause de l'absence d'activité ; la répartition des enregistrements de gestion pratiqués est de</p> <p>a. 3,2% des entités pour l'axe 1, b. 1,6% pour chaque axe 2, 3 et 4</p> <p><b>247.</b> 96,15 % n'ont rien enregistré en matière de gestion financière ; celles qui l'ont fait représentent :</p> <p>a. 3,8% dans l'axe 1, b. 1,5% respectivement pour les axes 2, 3 et 4</p> <p><b>248.</b> 96,6 % n'ont aucun document comportant les calendriers de chaque activité ; l'ont réalisé</p> <p>a. 3,38% pour l'axe 1, b. 1,7 % pour chaque axe 2, 3 et 4</p> <p><b>249.</b> 94,66 % des entités ne pratiquent pas la gestion prévisionnelle et contrôlée en temps réel sur les articles de consommation ;</p> <p>a. 93,75% ne le font pas pour éviter les ruptures de stock ; b. 3,6% essaient de réaliser les 3 étapes techniques de la gestion prévisionnelle et contrôlée c. et 2,7% essaient une pratique de non rupture de stock</p> <p><b>250.</b> 10% des entités possèdent des immobilisations corporelles à type de terrain, de locaux de travail et de mobiliers de bureau ; 14,28 % n'en possèdent que deux d'entre ces types</p> <p><b>251.</b> 8,7 % des entités possèdent suffisamment de matériel bureautique et de fournitures de bureau ; 7,8 % déclarent en avoir mais en quantité insuffisante par rapport aux travaux à faire</p> <p><b>252.</b> 96,5 % n'ont pas de matériel roulant ; 3,7 % en ont moins de deux</p>	<p>130.</p> <p>Les causes probables sont :</p> <p>a. Incompréhension de l'importance de l'archivage sur la traçabilité des interventions</p> <p>b. Absence de formation en archivage</p> <p>c. Absence de culture de gestion prévisionnelle et contrôlée en temps réel</p> <p>d. Incompétence en termes de planification et d'organisation selon les axes d'intervention dans la lutte antisida</p> <p>e. Gestion subjective et non administrée des ressources humaines, des articles de consommation, des ressources financières, du temps, des immobilisations, des équipements bureautiques, du matériel roulant</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

F. Des problèmes sur les ressources humaines et sur leur qualification technique :

INDICATEURS	PROBLEMES : ENONCE-SPECIFICATION- CAUSES PROBABLES
<p><b>253.</b> 93,1 % n'ont aucune archive sur les qualifications par axe ; 6,8 % en possèdent pour l'axe 1</p> <p><b>254.</b> 88,79 % des entités ne montrent aucune activité IEC appliquée dans leurs interventions ; 10,34 % en présentent moins de 7 aspects de la formation par l'IEC et 0,86 % entre 7 et 14 aspects</p> <p><b>255.</b> 100% des entités ne connaissent pas les étapes techniques de référence de la formation par IEC</p> <p><b>256.</b> entre 0,8% et 1,6% des entités ont apporté des explications de conviction correcte pour chacune des quatre points de la nécessité d'une procédure de formation portant sur la nécessité de posséder des informations éducationnelles, d'exprimer des problèmes éducationnels, de préparer le document de formation pour les résoudre, d'exprimer des objectifs éducationnels avec les supports d'appui adéquats ; 0,8 % ont pu bien expliquer le besoin d'avoir de telles procédures de formation</p>	<p><b>17.</b> Insuffisance de l'administration de l'éducation de masse sur le SIDA</p> <p><b>18.</b> non application de l'IEC en tant que procédure de formation</p> <p>Cela concerne les activités d'appui éducationnel. C'est une des causes d'insuffisance de socialisation de la lutte contre le SIDA. Il s'ensuit une insuffisance d'habiletés dans la lutte à tous les niveaux.</p> <p>Le lieu d'apparition est dans chaque foyer, chez chaque bénéficiaire et dans chaque entité chrétienne ayant l'intention de lutter.</p> <p>L'insuffisance frappe 115 à 130 entités sur 130.</p> <p>Les causes probables sont :</p> <p>a. Ignorance des étapes de la qualification des acteurs par les procédures techniques IEC</p> <p>b. Incompréhension de la place de la qualification dans le processus managérial</p> <p>c. Non intériorisation des ateliers de qualification des acteurs</p> <p>d. Insuffisance d'apprentissage pour l'acquisition d'habiletés de qualification dans ces ateliers</p> <p>e. Non intériorisation de la qualité de processus de la qualification</p>



G. Des problèmes de partenariat et de réseautage apparaissent:

INDICATEURS DE PARTENARIAT ET DE RESEAUTAGE	PROBLEMES : ENONCE-SPECIFICATION- CAUSES PROBABLES
<p><b>257.</b> 79,2 % des entités chrétiennes n'ont aucun partenaire ; les interventions des partenaires existants portent surtout sur l'axe 1</p> <p><b>258.</b> 77,7 % des entités n'ont pas de relations de gestion avec les partenaires ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. 4,6% ont des relations de gestion des ressources humaines</li> <li>b. 1,5% dans la gestion de ressources matérielles</li> <li>c. 2,3% dans la gestion financière</li> <li>d. 9,2 % dans les exécutions sur terrain</li> <li>e. 10,8% dans la gestion des informations</li> </ul> <p><b>259.</b> 15% des entités enquêtées possèdent une liste des districts ou des communes où elles agissent</p> <p><b>260.</b> 67,5% des entités n'ont aucune action dans l'axe 1; entre 0,8 % à 1,6% ont des actions dans les axes 2, 3,</p>	<p><b>19.</b> Insuffisance de partenaires dans la lutte</p> <p><b>20.</b> insuffisance d'approche systémique dans les communes et districts</p> <p>Cela concerne le domaine du plaidoyer et de l'organisation dans la lutte. C'est une grande cause d'insuffisance de mobilisation sociale efficace.</p> <p>Le lieu d'apparition est chez chaque entité chrétienne ayant l'intention de lutter.</p> <p>L'insuffisance de plaidoyer frappe 101 à 127 entités sur 130</p> <p>L'insuffisance d'approche systémique décentralisée frappe 87 à 128 entités sur 130.</p> <p>Les causes probables sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Incompréhension du système de partenariat</li> <li>b. Incapacité de négociation</li> <li>c. Incompréhension de l'approche systémique</li> <li>d. Insuffisance de la culture de décentralisation</li> <li>e. Incapacité de gestion des partenaires ressources</li> <li>f. Inconscience sur la nécessité d'une mobilisation sociale totale dans la lutte</li> <li>g. Insuffisance d'habiletés de planification et d'organisation</li> </ul>

**69 BIS.** Les relations avec les partenaires existants sont :

- a. fourniture de supports et des orientations sur les formations
- b. appui aux éducateurs pairs
- c. financements des formations
- d. appui aux programmes diocésains et synodaux
- e. moyens techniques, les équipements
- f. Gestion de projet et formation des leaders
- g. Préparation psychologique des leaders
- h. Appui financier
- i. Dépistage
- j. Conseil et documentation
- k. Sensibilisation

Des interventions ponctuelles existent pour les autres axes en matière de formation.

H. Des problèmes existent en matière de systèmes de suivi et d'évaluation, types de canaux de transmission d'éducation, niveau de pratique de formation, système de gestion pratiqué, système d'administration de la comptabilité en termes d'approches ou de modèles.

INDICATEURS D'APPLICATION DE PROCEDURES ET DE MODELES DE TRAVAIL	PROBLEMES : ENONCE-SPECIFICATION- CAUSES PROBABLES
------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------

<p><b>261.</b> 94,9 % n'appliquent aucune des techniques de supervision proposées ; deux ou trois entités en appliquent au niveau de l'Eglise Catholique Romaine et du FJKM et surtout dans l'axe 1 à 42,8 % et le reste réparti dans les autres axes</p> <p><b>262.</b> 94,7 % des entités n'ont aucune habileté d'évaluation, ni de système d'évaluation</p> <p><b>263.</b> 15,45 % des entités utilisent des affiches ; 11,8% des dépliantes ; 6,3 % des manuels ; 9 % des CD ou DVD ; et 14,5% d'autres canaux de transmission</p> <p><b>264.</b> la pratique des procédures de formation constatées montre :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>0,9% d'automatisme et 4,5 % d'exécution perfectible sur la détermination du sujet de formation</li> <li>2,7% d'entités au stade d'apprentissage de la phase de formation pour la recherche d'informations éducationnelles</li> <li>9% au stade d'apprentissage de la préparation de l'éducation</li> <li>3,5 % au stade de perfectionnement pour l'organisation du partenariat et de la participation</li> <li>4,5% également au stade mentionné ci-dessus pour l'évaluation</li> </ol> <p><b>265.</b> des essais d'application de la gestion en temps réel s'observent dans :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>5,1 % des entités pour la gestion des ressources humaines</li> <li>3,4% d'entre elles pour les approvisionnements</li> <li>0,8% pour les équipements</li> <li>3,4% pour les investissements</li> <li>1,6% pour la gestion des informations</li> </ol> <p><b>266.</b> un automatisme d'application de la non rupture de stock s'observent dans :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1,7% des entités pour la gestion des ressources humaines</li> <li>0,8 % pour chacune des autres gestions (approvisionnement, équipement, investissement, information)</li> </ol> <p><b>267.</b> 91,7 % ne pratiquent pas les tâches d'administration de la comptabilité, bases d'une analyse financière en fin d'exercice ; l'état de pratique actuel montre que :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>3,3% des entités ont essayé de donner les numéros de compte utilisés</li> <li>8,2% tiennent le journal</li> <li>2,4% ont un grand livre</li> <li>1,6 % établissent une balance</li> <li>6,6 % présentent un bilan en fin d'exercice</li> <li>3,3 % essaient de faire une analyse financière</li> </ol>	<p><b>21.</b> Insuffisance d'adoption des procédures et modèles de suivi, de marketing social et d'établissement d'état d'avancement des activités</p> <p><b>22.</b> Insuffisance d'adoption des procédures techniques de qualification des acteurs de lutte</p> <p><b>23.</b> Insuffisance d'adoption des procédures d'administration gestion comptable</p> <p>Ceci fait également partie des mesures d'accompagnement de la lutte. Ce sont des causes d'actions ponctuelles et de tâtonnement. Une insuffisance de performances, d'efficacité et d'efficience s'ensuit inéluctablement.</p> <p>Le lieu d'apparition est au sein de chaque entité chrétienne ayant l'intention de lutter. L'insuffisance de procédures de suivi, de marketing et d'évaluation frappe 118 à 123 entités sur 130,</p> <p>L'insuffisance de procédures de formation allant de la détermination du sujet jusqu' à l'évaluation frappe 118 à 129 entités sur 130,</p> <p>L'insuffisance de procédures d'administration comptable frappe 119 à 129 entités sur 130</p> <p>Les causes probables sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Incompréhension du caractère impératif des procédures dans l'atteinte ou le maintien des performances en termes de procédures de suivi, marketing social, évaluation, préparation de la formation, gestion comptable</li> <li>Incapacité d'application des procédures de supervision et de suivi</li> <li>Insuffisance d'apprentissage en marketing social</li> <li>Insuffisance d'apprentissage en procédures de formation</li> <li>Absence d'habiletés en administration de la gestion comptable et de la gestion en temps réel</li> </ol>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**73 BIS** Une entité a mentionné les aspects d'évaluation qu'elle applique, ci-après:

- Nombre de réponse aux questions
- Identification
- Organisation de discussion
- Enregistrement des demandes d'assistance et offre de bonnes pratiques
- Evaluation de la pertinence

- f. Suggestion d'amélioration
- g. Reprise après 12 mois et mesurer les progrès

**74 BIS.** Les autres types de canaux de transmission ou supports matériels de communication sont notamment :

- a. La radio à manivelle,
- b. les cartes rouges,
- c. les cassettes vidéo,
- d. les vidéo projecteurs,
- e. le vakodrazana,
- f. les tee-shirts,
- g. le sport,
- h. les films,
- i. les banderoles,
- j. les contes adaptés

l. Des problèmes existent dans la décision de politique et l'utilisation de procédures, les aspects de stigmatisation ou de discrimination, la signification donnée à l'infection VIH/SIDA, la considération de la personne affectée par le VIH SIDA, le cas des orphelins du SIDA, les opinions sur les propriétés et la place du sidéen dans la communauté chrétienne, les activités spécifiques offertes aux affectés, et dans les raisons de l'absence de ces activités.

INDICATEURS						PROBLEMES : ENONCE-SPECIFICATION- CAUSES PROBABLES																									
<p><b>268.</b> Rapports entre choix des thèmes et activités réellement faites dans le district</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>THEMES</th> <th>Axe 1</th> <th>Axe 2</th> <th>Axe 3</th> <th>Axe 4</th> <th>Axe 5</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Choix Théorique d'intervention</td> <td>30,9 %</td> <td>6,5%</td> <td>7,3%</td> <td>3,2%</td> <td>1,6%</td> </tr> <tr> <td>Thèmes effectivement travaillés</td> <td>25,2%</td> <td>1,6%</td> <td>3,2%</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Actions réelles vérifiées sur terrain</td> <td>24,4%</td> <td>1,6%</td> <td>2,4%</td> <td>0,8%</td> <td>0,8%</td> </tr> </tbody> </table>						THEMES	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4	Axe 5	Choix Théorique d'intervention	30,9 %	6,5%	7,3%	3,2%	1,6%	Thèmes effectivement travaillés	25,2%	1,6%	3,2%			Actions réelles vérifiées sur terrain	24,4%	1,6%	2,4%	0,8%	0,8%	<p><b>24.</b> Désir de lutte au stade d'intention se manifestant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- par la déperdition des thèmes choisis, traités sur table et réalisés sur terrain</li> <li>- par l'absence de position commune chez les entités de même appartenance en termes de discrimination stigmatisation</li> <li>- par la disparité de perception des chrétiens sur le SIDA et de ses conséquences individuelles, dans la famille et dans la société</li> </ul> <p>Cela relève du domaine psychosocial vis-à-vis du SIDA et de personnes affectées par le VIH/SIDA.</p> <p>Le lieu d'apparition est dans la communauté qui comprend l'église, les diverses associations, les sidéens et leur famille. C'est un des raisons de l'absence d'activités permanentes antisida. Le temps d'apparition est toute l'année. Par conséquent, une nonchalance et une inconscience du danger et des mesures à prendre prévalent.</p> <p>Le problème de déperdition des thèmes touche 8 entités sur 40 dans l'axe 1, 6 entités sur 8 dans l'axe 2, 6 entités sur 10 dans l'axe 3, 3 entités sur 4 dans l'axe 4, et 1 entité sur 2 dans l'axe 5</p> <p>Pour le problème d'absence de position commune chez les entités de même appartenance en termes de discrimination stigmatisation, cela frappe 112 à 128 entités sur 130</p>	
THEMES	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4	Axe 5																										
Choix Théorique d'intervention	30,9 %	6,5%	7,3%	3,2%	1,6%																										
Thèmes effectivement travaillés	25,2%	1,6%	3,2%																												
Actions réelles vérifiées sur terrain	24,4%	1,6%	2,4%	0,8%	0,8%																										
<p><b>269.</b> 63% des entités ne pensent à aucune discrimination ou stigmatisation ; les entités ayant exprimé d'éventuelles discriminations stigmatisations sont réparties comme suit :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>TYPE</th> <th>Rejet apparent</th> <th>Soutien inéquitable</th> <th>Mal Traittance</th> <th>Violence verbale</th> <th>Manque d'assistance</th> <th>Refus de recrutement</th> <th>Licenciement abusif</th> <th>Autres</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>pourcentage</td> <td>13,8 %</td> <td>3,8 %</td> <td>4,6 %</td> <td>13,8 %</td> <td>3,8 %</td> <td>5,3 %</td> <td>3,8 %</td> <td>1,5 %</td> </tr> </tbody> </table>						TYPE	Rejet apparent	Soutien inéquitable	Mal Traittance	Violence verbale	Manque d'assistance	Refus de recrutement	Licenciement abusif	Autres	pourcentage	13,8 %	3,8 %	4,6 %	13,8 %	3,8 %	5,3 %	3,8 %	1,5 %								
TYPE	Rejet apparent	Soutien inéquitable	Mal Traittance	Violence verbale	Manque d'assistance	Refus de recrutement	Licenciement abusif	Autres																							
pourcentage	13,8 %	3,8 %	4,6 %	13,8 %	3,8 %	5,3 %	3,8 %	1,5 %																							
<p><b>270.</b> 65,4% des entités ne donnent aucune signification perceptible pour le SIDA ; les entités ayant exprimé des perceptions sont réparties comme suit :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>TYPE</th> <th>Maladie comme les autres</th> <th>Punition de Dieu</th> <th>Maladie de l'adultère</th> <th>Autres</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Pourcentage</td> <td>34%</td> <td>10,7%</td> <td>17,7%</td> <td>4,6%</td> </tr> </tbody> </table>						TYPE	Maladie comme les autres	Punition de Dieu	Maladie de l'adultère	Autres	Pourcentage	34%	10,7%	17,7%	4,6%																
TYPE	Maladie comme les autres	Punition de Dieu	Maladie de l'adultère	Autres																											
Pourcentage	34%	10,7%	17,7%	4,6%																											
<p><b>271.</b> 48,5 % des entités expriment que les personnes affectées doivent être soutenues mais c'est encore au stade</p>																															

<p>de désir d'aider ; 1,5 % pensent que les séropositifs ne doivent pas être révélés à la communauté</p> <p><b>272.</b> 26,77 % des entités ont proposé des actions à faire pour les orphelins affectés par le VIH/SIDA</p> <p><b>273.</b> 87,7% des entités n'ont pas de personnes spécialement désignées pour lutter contre le VIH/SIDA</p> <p><b>274.</b> 90 % ont exprimé que les propriétés des SIDEENS doivent rester en leurs mains</p> <p><b>275.</b> 88,46 % n'ont pas d'activités spécifiques ou ne songent pas à des activités spécifiques pour les sidéens 13,8 % d'entre elles ont avancé des raisons de l'absence d'activités spécifiques</p>	<p>Pour la disparité de perception des chrétiens du SIDA et de ses conséquences individuelles, dans la famille et dans la société, l'ampleur est de 13 à 115 sur 130</p> <p>Les causes probables sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. incompétence de planification</li> <li>b. incapacité d'analyse des problèmes potentiels</li> <li>c. lacunes dans les outils d'approche psychosociale</li> </ul>
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**86 BIS.** Les raisons mentionnées de l'absence d'activités antisida sont :

- a. Il n'y a pas de membres sidéens dans la communauté
- b. Pas d'institution locale de lutte
- c. Pas entendu parler de l'existence de séropositif ou de sidéens
- d. Pas commencé de lutter seulement en projet
- e. Crainte de la famille
- f. Ignorance de l'entourage
- g. Trop peu de moyens

### II.3.4. PROBLEMES SUR DES POINTS NON EXIGES PAR LES TDR

J. Ce sont des problèmes soulevés par les bénéficiaires éventuels des interventions vis-à-vis des structures chrétiennes, sur les valeurs des interventions existantes en matière de tracabilité et d'impact

INDICATEURS	PROBLEMES : ENONCE-SPECIFICATION- CAUSES PROBABLES
<p><b>276.</b> 16,15 % des entités ont mentionné leurs limites résumées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>g. Actions autour des chrétiens seulement</li> <li>h. Problème de l'emploi de préservatifs sur le comportement éventuel en tant que chrétien</li> <li>i. Gestion financière et du temps</li> <li>j. Absence de centre de dépistage</li> <li>k. Insuffisance de revues</li> <li>l. Insuffisance de financement et de matériel pour les déplacements</li> <li>m. Financement discontinu, limité</li> </ul> <p><b>277.</b> 17,7 % ont soulevé des difficultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Centralisme des décisions</li> <li>b. Discrimination</li> <li>c. Difficultés matérielles et financières</li> <li>d. Pauvreté</li> <li>e. Manque voire absence de conviction sur l'existence du VIH/SIDA</li> </ul>	<p><b>25.</b> insuffisance de mobilisation sociale dans le SIDA</p> <p><b>26.</b> Impact de l'utilisation du condom sur les opinions et la conduite sexuelle</p> <p><b>27.</b> Limite de production de manuel d'éducation</p> <p><b>28.</b> Faiblesse de l'habileté de gestion financière et matérielle</p> <p><b>29.</b> Décentralisation embryonnaire de la lutte antisida</p> <p><b>30.</b> Résolution de la satisfaction des besoins fondamentaux de conditions de vie et de travail non institutionnalisée</p> <p><b>31.</b> Insuffisance de l'approche psychosociale pour le sidéen dans la communauté</p> <p><b>32.</b> Non intériorisation de l'existence réelle du danger du sida</p> <p><b>33.</b> Absence de réseau d'éducation communication dans la lutte</p> <p>Ces problèmes sont du domaine des activités d'accompagnement en termes d'habiletés psychosociales, de gestion pour la recherche de financement, d'approche de résolution par les droits fondamentaux, de production de manuels efficaces et suffisants.</p> <p>Ils se posent chez les individus travaillant actuellement ou ultérieurement, dans les entités mêmes et dans les relations de partenariat, dans les équipes d'éducation communication, dans les équipes de management et de gestion, dans les équipes</p>

<p>f. Politisation</p> <p>g. Place réelle dans les activités de l'église</p> <p>h. Dépendance des sièges centraux</p> <p>i. Non conviction des dépistés</p> <p>j. Insuffisance des pièces comptables</p> <p>k. Longue procédure de partenariat</p> <p>l. Communication défectueuse</p> <p>m. Membre des associations de lutte comprenant des mineurs</p> <p>n. Comportement sexuel à risque</p> <p>o. Difficulté de la communication pour le changement de comportement</p> <p>p. Pas de supporter, travaille seul</p> <p><b>278.</b> 50 % des limites concernent les interventions dans l'axe 1, les difficultés portent sur 75% des interventions de l'axe 1</p>	<p>dirigeantes des sièges d'églises, de diocèses ou de synode, d'association.</p> <p>ils apparaissent tout au long de l'année, actuellement avec une ampleur de 21 à 23 entités sur 130 et 107 à 109 sur 130 dont les attitudes et les conduites sont indéfinies car ne mènent pas encore à des activités antisida.</p> <p>Les causes probables sont :</p> <p>a. Absence de formation en psychologie sociale dans le SIDA</p> <p>b. Absence de système de qualification continue des acteurs</p> <p>c. Non adoption de la GPC du financement et des manuels</p> <p>d. Centralisme des décisions et des actions des entités chrétiennes</p> <p>e. Incohérence de l'approche besoins et planification</p> <p>f. Insuffisance de la formation d'opinions sur le danger du sida</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

INDICATEURS COTE BENEFICIAIRE OU CIBLE	PROBLEMES : ENONCE-SPECIFICATION- CAUSES PROBABLES												
<p><b>279.</b> parmi le très peu de bénéficiaires que nous avons pu voir, la répartition de l'utilisation des structures de soins est la suivante :</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 20%;">TYPE</th> <th style="width: 15%;">Centre médical</th> <th style="width: 15%;">Centre de santé</th> <th style="width: 15%;">Dispensaire</th> <th style="width: 15%;">Maternité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Pourcentage utilisé par le malade</td> <td style="text-align: center;">10,56%</td> <td style="text-align: center;">0,8%</td> <td style="text-align: center;">0,8%</td> <td style="text-align: center;">0,8%</td> </tr> </tbody> </table> <p><b>280.</b> 77,27% des entités n'ont pu bénéficier d'appréciation faute d'avoir trouvé des personnes affectées, ou par absence de structure d'accueil.</p> <p><b>281.</b> parmi les entités où l'on a pu trouver des bénéficiaires :</p> <p><b>g.</b> 14,6% des entités ont été jugées à structure insuffisante</p> <p><b>h.</b> 7,3 % ont des structures d'accueil suffisantes</p> <p><b>282.</b> 50,4 % des entités n'ont pas donné de signification qualifiant les interventions de visibles ; 8,9% ont reconnu l'existence d'indicateurs pouvant assurer la traçabilité des actions et 4,06 % ont avancé que les causes de problèmes sont le mode de collecte des informations pouvant donner des indicateurs, et les interventions à leur tout début</p> <p><b>283.</b> 87,8 % des entités n'ont pas d'AntiRétroviraux ; 8,1% en ont</p> <p><b>284.</b> 87,8 % n'ont pas de médicaments pour infections opportunistes ; 8,1% en ont</p> <p><b>285.</b> 8,1% des entités ont affirmé que l'accessibilité financière est réelle</p> <p><b>286.</b> Les actes suivants ont été relevés pour le bénéficiaire</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%;">TYPE DE PRESTATION</td> <td>Répartition des entités</td> </tr> </table>	TYPE	Centre médical	Centre de santé	Dispensaire	Maternité	Pourcentage utilisé par le malade	10,56%	0,8%	0,8%	0,8%	TYPE DE PRESTATION	Répartition des entités	<p><b>34.</b> limitation des structures d'accueil des bénéficiaires aux structures de santé existantes</p> <p><b>35.</b> Faiblesse de fréquentation des centres d'accueil existants par les bénéficiaires</p> <p><b>36.</b> Faiblesse de l'ampleur des bénéficiaires apparents</p> <p><b>37.</b> Faible traçabilité des interventions antisida des entités chrétiennes</p> <p><b>38.</b> Disponibilité actuelle faible d'ARV et de médicaments contre les infections opportunistes</p> <p><b>39.</b> Disponibilité financière brumeuse pour la lutte</p> <p><b>40.</b> Extrême faiblesse de l'engagement antisida des structures d'accueil actuelles</p> <p>Ils appartiennent aux mesures d'accompagnement de la lutte proprement dite dans leurs aspects institutionnalisation, planification, supervision et évaluation continue, gestion des approvisionnements médicamenteux, gestion</p>
TYPE	Centre médical	Centre de santé	Dispensaire	Maternité									
Pourcentage utilisé par le malade	10,56%	0,8%	0,8%	0,8%									
TYPE DE PRESTATION	Répartition des entités												

	les dispensant aux bénéficiaires	
Référence vers une autre Structure	6,5%	financière. Ces problèmes se passent dans les districts d'implantation des entités chrétiennes. L'importance de leur expression est variable : - L'insuffisance d'Institutionnalisation concerne 116 à 129 entités sur 130, les dispositions psychosociales ne sont pas du tout prêtes - L'absence de planification, de supervision et d'évaluation concerne 65 à 118 entités sur 130 sur le total des enquêtés, 1 entité sur 65 et 7 à 13 entités sur 118 des structures d'accueil recevant les bénéficiaires - L'insuffisance de gestion des approvisionnements médicamenteux, et de gestion financière frappe 114 entités sur 130 - L'insuffisance de la participation des bénéficiaires touche 102 entités sur 130  Les causes probables sont : a. Insuffisance d'éducation de masse en matière de VIH/SIDA et de socialisation b. Absence de culture managériale, surtout la planification, la supervision et l'évaluation c. Absence de culture de GPC
Conseil VIH	4,06%	
Dépistage VIH	4,06%	
Soins médicaux	0,8%	
Prise en charge sociale	0,8%	
Prise en charge matérielle	0,8%	
Prise en charge spirituelle	3,2%	
Plaidoyer IST VIH SIDA	3,2%	
Sensibilisation IST VIH SIDA	8,9%	
Formation IST VIH SIDA	10,56%	
Education sexuelle	11,38%	
Autres	1,6%	
<p><b>287.</b> les bénéficiaires ont reconnu des impacts des églises et associations chrétiennes dans 4, 34 % de ces entités en terme de :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. formation de meilleure opinion</li> <li>2. problèmes d'attitude et de conduite par l'imposition du condom</li> <li>3. les actions des églises touchent l'homme total</li> </ol> <p><b>288.</b> les bénéficiaires reconnaissent avoir des satisfactions par la présence des églises et des associations chrétiennes à type de :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a. Prise en charge</li> <li>b. Accueil des malades</li> <li>c. Existence d'organisation spécifique</li> <li>d. Ecoute offerte</li> <li>e. Possibilité de participation</li> <li>f. Peuvent devenir chrétiens</li> <li>g. Parfois satisfaction incertaine</li> </ol> <p><b>289.</b> les bénéficiaires expriment leur insatisfaction sur 2,4% des entités en matière de</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Imposition de préservatif</li> <li>2. Manque de financement</li> </ol> <p><b>290.</b> les bénéficiaires pensent que leur niveau de participation dans les actions des églises et autres entités dans la lutte contre le SIDA est :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. nul dans 35,77 % des entités</li> <li>2. faible dans 3,2 % des entités</li> <li>3. moyenne dans 21,13% des entités</li> <li>4. grande dans 0,8% des entités</li> </ol>		

K. Les problèmes concernant les partenaires sur leurs interventions et participation sont :

INDICATEURS SUR LES PARTENAIRES	PROBLEMES : ENONCE-SPECIFICATION- CAUSES PROBABLES
<p><b>291.</b> 82,2 % des entités n'ont pas de partenaires ou n'ont pas encore fait de recherche ; les niveaux de partenariat sont répartis comme suit :</p>	<p><b>41.</b> Opportunisme des partenaires dans les interventions  <b>42.</b> Insuffisance de partenaires            En principe, c'est intégré dans les activités d'appui.            Les partenaires sont</p>

TYPE	Communautaire	Communale	District	Région	National	International
Pourcentage des entités concernées	6,5%	4,06%	4,06%	2,4%	6,5%	3,2%
<p><b>292.</b> dans 12,19% des entités, on a mentionné des forces des partenaires en termes de :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. parole de Dieu et prière</li> <li>2. enseignement</li> <li>3. formateurs de cadres</li> <li>4. accepté par les églises</li> <li>5. crédibilité</li> <li>6. courage</li> </ol> <p><b>293.</b> dans 13% des entités on a relevé des difficultés des partenaires à type de :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. combinaison de la lutte avec la mission de l'église</li> <li>2. financement</li> <li>3. refus psychologique du SIDA</li> <li>4. transport à bicyclette</li> <li>5. temps de réunion</li> <li>6. entrave du gouvernement</li> <li>7. confusion sensibilisation évangélisation</li> <li>8. longue procédure</li> <li>9. procédure financière</li> </ol> <p><b>294.</b> dans 10,56% des entités on a relevé des limites des partenaires à type de :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. moyen de financement et de déplacement</li> <li>2. longue procédure</li> <li>3. manque de personnel</li> <li>4. centralisation des décisions</li> <li>5. manque de revues</li> <li>6. retard de financement</li> <li>7. faiblesse des moyens par rapport à l'envergure du projet</li> <li>8. prise en charge partielle</li> </ol> <p><b>295.</b> dans 9,75 % des entités, on a relevé :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. faiblesse des effectifs des membres</li> <li>2. pas de financement</li> <li>3. sensibilisation de routine</li> <li>4. pas de moyen de locomotion</li> <li>5. limitation des moyens de déplacement</li> <li>6. beaucoup de personnes ne suivent pas la Parole de Dieu</li> <li>7. stigmatisation par les grandes Eglises</li> </ol>						

sensés être des recours techniquement prêts quel que soit l'aspect de leurs interventions. Ils sont là pour faciliter l'avancement des interventions et non pour ressentir eux-mêmes des limites et des difficultés dans leurs spécificités. Le problème d'opportunisme apparaît pendant les interventions. il frappe actuellement 3 partenaires sur 24 existants. Le problème d'insuffisance apparaît tout au long de l'année, et frappe 102 entités sur 130. Les causes probables sont

- e. Faiblesse de la capacité de négociation des entités
- f. Insuffisance de décentralisation
- g. Inexistence de politique de contractualisation gouvernementale
- h. Insuffisance d'institutionnalisation de l'application des droits de l'homme

**102 BIS.** Les partenaires mentionnés sont : Les types de partenaires cités sont :

- les paroissiens
- le personnel soignant
- la commune
- le Centre Hospitalier Régional
- le synode et le diocèse
- autorités
- l'AWR
- le KAPA EHAIA
- le CRS
- le Global Fund
- PC USA
- ASFIDES
- KOFIFEN
- Opérateurs
- l'Akamasoa
- PMPS
- Siège national des églises
- le PHPS....

## II.4. ARRANGEMENT DES PROBLEMES SUR LE PLAN NATIONAL SELON LES OBJECTIFS

### II.4.1. ANALYSE DES PROBLEMES CONCERNANT LA TRAÇABILITE DES ACTIONS DES EGLISES ET ASSOCIATIONS CHRETIENNES EN MATIERE DE VIH SIDA

**1.** Insuffisance de l'enregistrement des actions, absence d'archives.

Ce premier point fait partie des activités d'accompagnement de la lutte antisida. C'est une des causes de l'insuffisance de la traçabilité des interventions.

Le lieu d'apparition est le bureau de travail des entités chrétiennes, et cela apparaît tout au long de l'exécution des activités car l'enregistrement doit être fait de façon continue et au jour le jour. L'insuffisance frappe 115 entités sur 130.

Les causes probables sont :

- b. absence de formation pratique sur la traçabilité des interventions
- c. non conviction sur la nécessité d'enregistrer
- d. absence d'activités antisida
- e. manque d'organisation sous forme de non désignation du responsable et absence de répartition des tâches
- f. absence de coordination supervision
- g. accomplissement partiel des tâches du responsable désigné

**296.** Faiblesse extrême de l'archivage des gestions de ressources humaines, des articles de consommation, des ressources financières, du temps,

Ceci est inclu dans les activités d'appui de la lutte. Ce qui explique en partie la non réalisation des activités prévues.

Le lieu d'apparition est dans chaque entité chrétienne ayant l'intention de lutter ou de ne pas lutter.

L'insuffisance frappe 96 à 129 entités sur 130.

Les causes probables sont :

- a. Incompréhension de l'importance de l'archivage sur la traçabilité des interventions
- b. Absence de formation en archivage
- c. Archivage sans normes

**II.4.2. ANALYSE DES PROBLEMES CONCERNANT LES RESSOURCES DISPONIBLES ET EXISTANTES**



## **A. EN MATIERE DE FINANCEMENT**

**297.** insuffisance de l'administration de la gestion du financement

**298.** mauvaise répartition de gestion des éventuelles sources

C'est aussi une des activités d'accompagnement de la lutte antisida. C'est pourquoi les sources de financement sont insuffisantes.

Le lieu d'apparition est le bureau de travail des entités chrétiennes pour l'administration du financement, et cela apparaît après l'étape d'organisation managériale après que la description de poste soit réalisée sous forme de précision des tâches et des performances à atteindre. La mauvaise répartition de la gestion se trouve dans le système de financement potentiel comprenant tous les échelons.

L'insuffisance frappe 92 à 98 entités sur 130.

La mauvaise répartition frappe 63 entités sur 130.

Les causes probables sont :

- a. absence de culture de gouvernance
- b. insuffisance de la culture de gestion des sources de financement
- c. non maîtrise des activités de financement
- d. absence de formation et apprentissage de la gestion financière
- e. absence de formation et apprentissage de l'analyse financière
- f. insuffisance de planification et d'organisation dans la politique de recherche des sources de financement
- g. Disponibilité financière brumeuse pour la lutte

## **B. EQUIPEMENTS, SUPPORTS MATERIELS**

**299.** Extrême faiblesse de l'engagement antisida des structures d'accueil actuelles

Ils appartiennent aux mesures d'accompagnement de la lutte proprement dite dans leurs aspects institutionnalisation, planification, supervision et évaluation continue, gestion des approvisionnements médicamenteux, gestion financière.

Ces problèmes se passent dans les districts d'implantation des entités chrétiennes.

L'importance de leur expression est variable :

- L'insuffisance d'Institutionnalisation concerne 116 à 129 entités sur 130, les dispositions psychosociales ne sont pas du tout prêtes
- L'absence de planification, de supervision et d'évaluation concerne 65 à 118 entités sur 130 sur le total des enquêtés, 1 entité sur 65 et 7 à 13 entités sur 118 des structures d'accueil recevant les bénéficiaires
- L'insuffisance de gestion des approvisionnements médicamenteux, gestion financière frappe 114 entités sur 130
- L'insuffisance de participation des bénéficiaires touche 102 entités sur 130

Les causes probables sont :

- d. Insuffisance d'éducation de masse en matière de VIH/SIDA et de socialisation
- e. Absence de culture managériale surtout la planification, la supervision et l'évaluation
- f. Absence de culture de gestion prévisionnelle et contrôlée
- g. Insuffisance de sensibilisation des leaders d'opinions locaux

### **C. RESSOURCES HUMAINES DANS CHAQUE AXE**

**300.** Insuffisance de partenaires dans la lutte

**301.** Opportunisme des partenaires dans les interventions

C'est dans le domaine des activités d'appui. Les partenaires sont sensés être des recours techniquement prêts quel que soit l'aspect de leurs interventions. Ils sont là pour faciliter l'avancement des interventions et non pour ressentir eux-mêmes des limites et des difficultés dans leurs spécificités.

Le problème d'opportunisme apparaît pendant les interventions.

Il frappe actuellement 3 partenaires sur 24 existants.

Le problème d'insuffisance apparaît tout au long de l'année, et frappe 102 entités sur 130.

Les causes probables sont

- i. Faiblesse de la capacité de négociation des entités
- j. Absence de décentralisation
- k. Inexistence de politique de contractualisation gouvernementale
- l. Insuffisance d'institutionnalisation de l'application des Droits de l'Homme

**302.** insuffisance d'approche systémique dans les communes et districts

Cela concerne le domaine du plaidoyer et de l'organisation dans la lutte. Ce qui explique essentiellement l'insuffisance de la mobilisation sociale efficace et efficiente.

Ceci est observable au sein de chaque entité chrétienne ayant l'intention de lutter.

L'insuffisance de plaidoyer frappe 101 à 127 entités sur 130.

L'insuffisance d'approche systémique décentralisée frappe 87 à 128 entités sur 130.

Les causes probables sont :

- a. Incompréhension du système de partenariat
- b. Incapacité de négociation
- c. Incompréhension de l'approche systémique
- d. Absence de la culture de décentralisation
- e. Incapacité de gestion des partenaires ressources
- f. Inconscience sur la nécessité d'une mobilisation sociale totale dans la lutte

g. Insuffisance d'habiletés de planification et d'organisation

**303.** Insuffisance des effectifs de lutte antisida en quantité et en qualité

Les églises et associations chrétiennes sont informées sur le SIDA et reconnaissent à 34 % que c'est une maladie. Cela relève du domaine de la gestion des ressources humaines. C'est la raison pour laquelle certaines activités ne sont pas effectivement accomplies.

Le problème apparaît dans les lieux d'implantation des différentes entités tout au long de l'année tant que le management de la lutte et la gestion des ressources ne sont pas encore appliqués.

Il frappe 68 organisations chrétiennes sur 130 et se manifeste par l'inexistence de personnel spécial pour le VIH/SIDA avec absence d'observation de l'équilibre genre.

Les causes probables sont :

- a. non intériorisation de l'importance d'agir contre le SIDA
- b. incompetence des personnes ressources désignées
- c. inexistence de responsables
- d. ponctualité de la volonté d'intervenir ou opportunisme

**D. SUPPORTS DE COMMUNICATION ET MEDICAMENTS,**

**304.** Insuffisance de culture gestionnaire

**305.** Insuffisance des supports utilisés en quantité et en qualité

**306.** Manque de curiosité et de créativité alors que les supports de communication pouvant faire l'objet d'adaptations diverses, sont disponibles dans des centres de documentation

**307.** Limitation des structures d'accueil des bénéficiaires aux structures de santé existantes

**308.** Faiblesse de fréquentation des centres d'accueil existants par les bénéficiaires

**309.** Faiblesse de l'ampleur des bénéficiaires apparents

**310.** Disponibilité actuelle faible d'AntiRétroviraux et de médicaments contre les infections opportunistes

Cela concerne les activités d'accompagnement de la lutte antisida. C'est la deuxième raison de l'échec des interventions, beaucoup de responsables posent les problèmes de gestion comme des causes majeures. Pourtant, elles doivent seulement servir une bonne gouvernance.

Les lieux d'apparition sont le bureau de travail des entités chrétiennes, et sur le terrain au niveau des communautés où doivent se dérouler les interventions antisida.

L'insuffisance de culture gestionnaire frappe 30 à 130 entités sur 130.

L'insuffisance d'application frappe entre 110 à 127 entités sur 130.

Les causes probables sont :

- a. Ignorance des étapes de la GPC

- b. Incompréhension des liens dynamiques entre management et gestion surtout aux niveaux organisation et gestion
- c. Non intériorisation des étapes techniques de la GPC
- d. Insuffisance d'apprentissage pour l'acquisition d'habiletés gestionnaires dans ces différentes étapes
- e. Non intériorisation de la qualité de processus de la gestion

### **II.4.3. ANALYSE DES PROBLEMES CONCERNANT LA CAPACITE DE GOUVERNANCE ET DE LEADERSHIP**

#### **A. CAPACITE MANAGERIALE**

**311.** Insuffisance de culture managériale

**312.** Insuffisance d'application de la bonne gouvernance

Cela concerne les activités d'accompagnement de la lutte antisida. Ce qui constitue la principale cause de l'échec des interventions car beaucoup restent au stade d'intention et de solution de principe.

Les lieux d'apparition sont le bureau de travail des entités chrétiennes, et sur le terrain au niveau des communautés où doivent se dérouler les interventions antisida.

L'insuffisance de culture managériale frappe 30 à 124 entités sur 130.

L'insuffisance d'application frappe entre 80 à 126 entités sur 130

Les causes probables sont :

- a. Ignorance des étapes du management
- b. Incompréhension de la correspondance entre management et gouvernance
- c. Non intériorisation des différentes sous étapes du management dans la planification, l'organisation, la qualification du personnel, la coordination supervision, l'évaluation
- d. Insuffisance d'apprentissage pour l'acquisition d'habiletés managériales dans ces différentes étapes
- e. Non intériorisation de la qualité de processus du management
- f. Non intériorisation de la qualité de processus à l'intérieur de chaque étape du management dans la planification, l'organisation, la qualification du personnel, la coordination supervision, l'évaluation

**313.** Insuffisance de l'administration de l'éducation de masse sur le SIDA

**314.** non application de l'IEC en tant que procédure de formation

Cela concerne les activités d'appui éducationnel. C'est une des causes d'insuffisance de socialisation de la lutte contre le SIDA. Il s'ensuit une insuffisance d'habiletés dans la lutte à tous les niveaux.

Le lieu d'apparition est dans chaque foyer, chez chaque bénéficiaire et dans chaque entité chrétienne ayant l'intention de lutter.

L'insuffisance frappe 115 à 130 entités sur 130.

Les causes probables sont :

- a. Ignorance des étapes de la Qualification des acteurs par l'IEC
- b. Incompréhension de la place de la qualification dans le processus managérial
- c. Non intériorisation des ateliers de la qualification des acteurs
- d. Insuffisance d'apprentissage pour l'acquisition d'habiletés de qualification dans ces ateliers
- e. Non intériorisation de la qualité de processus de la qualification

**315.** insuffisance de la gestion du personnel affecté à la lutte contre le VIH SIDA  
C'est un aspect de leadership, des hommes et des femmes qu'il faut aux places qu'il faut. Il y a insuffisance dès l'étape de l'existence, par la désignation, le recrutement. Mais en plus très peu de ceux qui travaillent dans la lutte sont qualifiés. Les effectifs des équipes de lutte contre le SIDA sont faibles.

Le lieu d'apparition est au sein des entités dans leur façon de gérer les ressources humaines. Le problème frappe 89 à 120 entités sur 130.

Les causes probables sont :

- a. Non initiation à la Gestion des Ressources humaines
- b. Non intériorisation de l'importance de la qualification

#### **I.CAPACITES GESTIONNAIRE ET COMPTABLE,**

**316.** absence d'application de gestion prévisionnelle et contrôlée et de compétences comptables

Cela concerne les activités d'appui de la lutte. C'est une des causes de non réalisation des activités prévues.

Le lieu d'apparition est dans chaque entité chrétienne ayant l'intention de lutter ou de ne pas lutter.

L'insuffisance frappe 96 à 129 entités sur 130.

Les causes probables sont :

- a. Absence de culture de gestion prévisionnelle et contrôlée en temps réel
- b. Incompétence de planification et d'organisation selon les axes d'intervention dans la lutte antisida
- c. Gestion subjective non administrée des ressources humaines, des articles de consommation, des ressources financières, du temps, des immobilisations, des équipements bureautiques, du matériel roulant
- d. Très faibles Connaissances Attitudes et pratiques sur le Plan Comptable Général
- e. Absence d'une tenue de comptabilité au service de la Gestion des ressources

### **C. APTITUDES ET QUALIFICATIONS SELON LES 5 AXES DE LUTTE,**

- 317.** Inconscience et nonchalance des entités sur la nécessité de lutter contre le VIH SIDA.

Cela concerne le domaine psychologique. C'est une expression d'insuffisance technique en matière de lutte. C'est une des causes d'insuffisance ou d'absence réelles des interventions.

Le lieu d'apparition est au sein des entités dans leur façon de penser et de concevoir. Le problème frappe entre 90 à 130 entités sur 130.

Les causes probables sont :

- a. Insuffisance de connaissance sur le VIH SIDA et les axes de lutte
- b. Insuffisance de conviction sur la nécessité d'agir pour le bien des communautés, des foyers
- c. Absence de formation pratique sur les interventions dans les 5 axes
- d. Non conviction de l'existence de séropositifs et de sidéens
- e. manque de coordination, de système de supervision et de système d'évaluation continue
- f. Non intériorisation de l'existence du danger du sida

- 318.** Insuffisance des entités pratiquant l'approche managériale en termes de planification et d'organisation

- 319.** insuffisance des entités pratiquant l'approche gestionnaire rationnelle et l'analyse comptable

Cela concerne les activités d'accompagnement de la lutte antisida qui sont :

- La planification et l'organisation sont les deux premières étapes managériales. Il n'y a pas de plan d'actions. Les tâches risquent de ne pas être cohérentes.
- la gestion des ressources matérielles, médicamenteuses et financières.

- l'analyse financière dans la lutte.

Le lieu d'apparition est le bureau de travail des entités chrétiennes, et cela apparaît au début des activités, après les décisions d'agir sur tel ou tel thème.

L'insuffisance frappe entre 95 à 126 entités de l'échantillon de 130.

Les causes probables sont :

- a. absence de culture de management et de gestion
- b. absence de formation pratique sur la planification, l'organisation et la gestion prévisionnelle et contrôlée
- c. absence de formation en comptabilité et analyse comptable et financière
- d. non conviction sur la nécessité de maîtriser la planification, l'organisation et la gestion du matériel, des médicaments et des besoins financiers
- e. non engagement dans la lutte antisida



## **D. RESEAU DE TRAVAIL ET DE COMMUNICATION,**

### **320.** Insuffisance d'antennes actives communautaires

Cela concerne les activités d'accompagnement de la lutte antisida. C'est une des causes d'insuffisance du réseau d'éducation communication dans les interventions.

Les lieux d'apparition sont le bureau de travail des entités chrétiennes, et sur le terrain au niveau des communautés où doivent se dérouler les interventions antisida.

L'insuffisance de quantité de support frappe 91 à 99 entités sur 130.

L'insuffisance de qualité frappe entre 89 à 120

Les causes probables sont :

- a. Incompréhension du rôle des supports dans le réseau d'éducation communication
- b. absence de formation pratique sur les médias et la communication
- c. incapacité d'exploiter les supports potentiels communautaires
- d. dépendance de production des supports

### **321.** Insuffisance d'éducation de masse sur le SIDA

Cela concerne le domaine psychologique. Ce n'est pas seulement la communication de masse qui n'en est qu'une partie. C'est une des causes d'insuffisance de socialisation le SIDA. Il s'ensuit une insuffisance d'institutionnalisation de la lutte.

Le lieu d'apparition est dans chaque foyer même, dans les opinions de chaque individu, et chez chaque entité chrétienne ayant l'intention de lutter ou de ne pas lutter.

L'insuffisance frappe 115 entités sur 130.

Les causes probables sont :

- a. Incompréhension du processus d'institutionnalisation sociale
- b. Incapacité d'analyse de problème potentiel
- c. Discrimination rampante de genre et d'acteurs dans la lutte
- d. Absence de culture de gestion des ressources humaines
- e. Absence de culture d'organisation en termes d'acteurs et d'organigramme et de répartition de tâches
- f. Inconscience sur la nécessité de personnel qualifié dans la lutte
- g. Insuffisance d'habiletés sur l'organisation participative au changement

### **322.** Insuffisance de l'approche psychosociale pour le sidéen dans la communauté

### **323.** Absence de réseau d'éducation communication dans la lutte

Ces problèmes sont du domaine des activités d'accompagnement en termes d'habiletés psychosociales, de gestion pour la recherche de financement, d'approche de résolution par les droits fondamentaux, de production de manuels efficaces et suffisants.

Ils se posent chez les individus travaillant actuellement ou dans le futur, chez les entités elles mêmes et dans les relations de partenariat, dans les équipes d'éducation communication, dans les équipes de management et de gestion, dans les équipes dirigeantes des sièges d'églises, de diocèses ou de synode, d'association.

Ils apparaissent tout au long de l'année, actuellement avec une ampleur de 21 à 23 entités sur 130 et 107 à 109 sur 130 dont les attitudes et les conduites sont indéfinies car ne conduisent pas encore d'activités antisida.

Les causes probables sont :

- a. Absence de formation en psychologie sociale dans le SIDA
- b. Absence de système de qualification continue des acteurs
- c. Non adoption de la GPC du financement, des manuels
- d. Centralisme des décisions et des actions des entités chrétiennes
- e. Incohérence de l'approche besoins et planification
- f. Insuffisance de la formation d'opinions sur le danger du sida

#### **E. METHODES UTILISEES, STRATEGIES ET ORGANISATIONS,**

**324.** Désir de lutte, au stade d'intention, se manifestant :

- par la déperdition des thèmes choisis, traités sur table et réalisés sur terrain
- par l'absence de position commune chez les entités de même appartenance en termes de discrimination stigmatisation
- par la disparité de perception des chrétiens du SIDA et de ses conséquences individuelles, dans la famille et dans la société

C'est dans le domaine psychosocial vis-à-vis du SIDA et de la famille de sidéens.

Le lieu d'apparition est dans la communauté qui comprend les églises, les associations, les sidéens et leur famille. Ce sont des causes de l'absence d'activités permanentes antisida.

Le temps d'apparition est toute l'année, une nonchalance et une inconscience du danger et des mesures à prendre prévalent.

Le problème de déperdition des thèmes touche 8 entités sur 40 dans l'axe 1, 6 entités sur 8 dans l'axe 2, 6 entités sur 10 dans l'axe 3, 3 entités sur 4 dans l'axe 4, et 1 entité sur 2 dans l'axe 5

Pour le problème d'absence de position commune chez les entités de même appartenance en termes de discrimination stigmatisation, cela frappe 112 à 128 entités sur 130

Pour la disparité de perception des chrétiens du SIDA et de ses conséquences individuelles, dans la famille et dans la société, l'ampleur est de 13 à 115 sur 130

Les causes probables sont :

- d. incompétence de planification
- e. incapacité d'analyse de problèmes potentiels
- f. lacunes d'outils d'approche psychosociale
- g. Insuffisance d'adoption des procédures et modèles de suivi, de marketing social et d'établissement d'état d'avancement

**325.** insuffisance d'adoption des procédures techniques de qualification des acteurs de lutte

**326.** insuffisance d'adoption des procédures d'administration gestion comptable

**327.** Faible traçabilité des interventions antisida des entités chrétiennes

Cela concerne encore les mesures d'accompagnement de la lutte. Ce sont des causes d'actions ponctuelles et de tâtonnement. Il s'ensuit une insuffisance de performances, d'efficacité et d'efficience.

Le lieu d'apparition est dans chaque entité chrétienne ayant l'intention de lutter.

L'insuffisance de procédures de suivi, de marketing et d'évaluation frappe 118 à 123 entités sur 130,

L'insuffisance de procédures de formation de la détermination du sujet à l'évaluation frappe 118 à 129 entités sur 130,

L'insuffisance de procédures d'administration comptable frappe 119 à 129 entités sur 130

Les causes probables sont :

- a. Incompréhension du caractère impératif des procédures dans l'atteinte ou le maintien des performances en termes de procédures de suivi, marketing social, évaluation, préparation de la formation, gestion comptable
- b. Incapacité d'application des procédures de supervision et de suivi
- c. Insuffisance d'apprentissage en marketing social
- d. Insuffisance d'apprentissage en procédures de formation
- e. Insuffisance d'habiletés en administration de la gestion comptabilité et de la gestion en temps réel

**328.** Insuffisance de mobilisation sociale dans la lutte contre le VIH/SIDA

**329.** Impact de l'utilisation du condom sur les opinions et la conduite sexuelle

- 330.** Limite dans la production de manuels d'éducation
- 331.** Faiblesse de l'habileté de gestion financière et matérielle
- 332.** Décentralisation embryonnaire de la lutte antisida
- 333.** Résolution de la satisfaction des besoins fondamentaux de conditions de vie et de travail non institutionnalisée
- 334.** Insuffisance de l'approche psychosociale pour le sidéen dans la communauté
- 335.** Absence de réseau d'éducation communication dans la lutte

Ces problèmes sont du domaine des activités d'accompagnement en termes d'habiletés psychosociales, de gestion pour la recherche de financement, d'approche de résolution par les droits fondamentaux, de production de manuels efficaces et suffisants.

Ils se posent chez les individus travaillant actuellement ou dans le futur, chez les entités elles mêmes et dans les relations de partenariat, dans les équipes d'éducation communication, dans les équipes de management et de gestion, dans les équipes dirigeantes des sièges d'églises, de diocèses ou de synode, d'association.

ils apparaissent tout au long de l'année, actuellement avec une ampleur de 21 à 23 entités sur 130 et 107 à 109 sur 130 dont les attitudes et les conduites sont indéfinies car ne mènent pas encore d'activités antisida.

Les causes probables sont :

- a.** Absence de formation en psychologie sociale dans le SIDA
- b.** Absence de système de qualification continue des acteurs
- c.** Non adoption de la Gestion prévisionnelle et contrôlée du financement, des manuels
- d.** Centralisme des décisions et des actions des entités chrétiennes
- e.** Incohérence de l'approche besoins et planification
- f.** Insuffisance de la formation d'opinion sur le danger du SIDA

## **TROISIEME PARTIE :**

### **POINTS POSITIFS, COMMENTAIRES- REFLEXIONS**

#### **III.1. POINTS POSITIFS**

### III.1.1. POINTS POSITIFS NATIONAUX HORS ANALAMANGA,

#### III.1.1.1. IDENTIFICATION DES INTERVENTIONS ECRITES DE L'EGLISE ET DES ORGANISATIONS CHRETIENNES CONTRE LE VIH SIDA

#### J. Points positifs sur la décision d'engagement dans les thèmes de lutte des cinq axes dans l'ensemble du territoire.

Selon les 5 axes de lutte adoptés au niveau international, il apparaît que :

**336.** 8 % des formations chrétiennes enquêtées ont enregistré leurs interventions dans deux à quatre axes de lutte

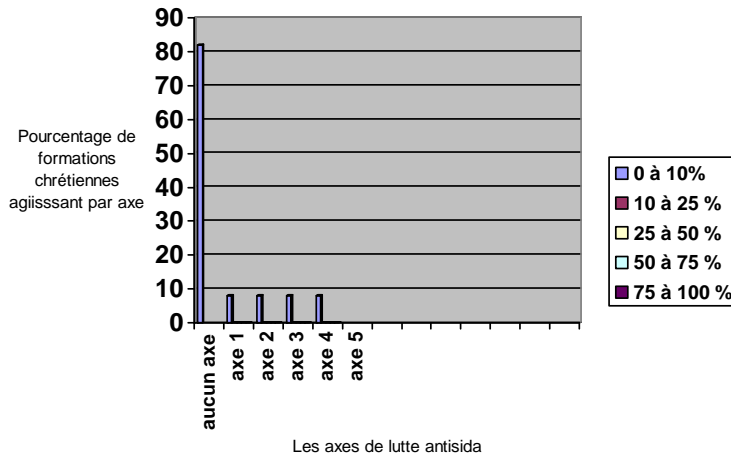


Figure 9 : Pourcentage d'entités chrétiennes travaillant dans des axes antisida

**337.** 96 % de ces formations chrétiennes ont décrit par écrit moins de 10 activités incluses dans les 37 des cinq axes

**338.** 4,2 % des églises et organisations chrétiennes ont décrit plus de 11 interventions par écrit

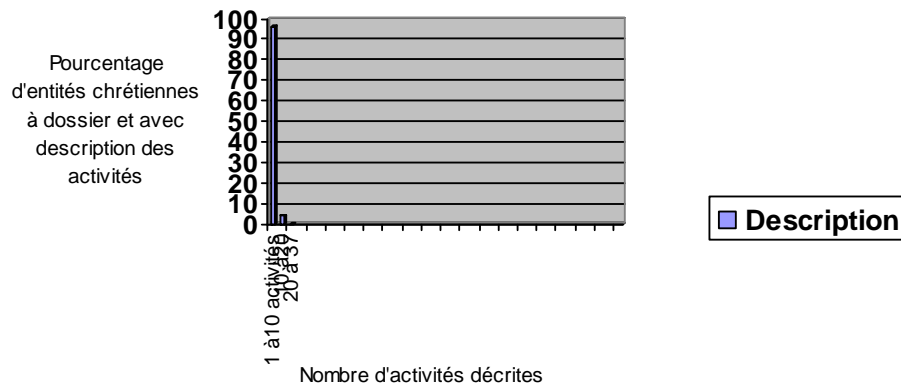


Figure 10 : importance des activités décrites par les entités à activités

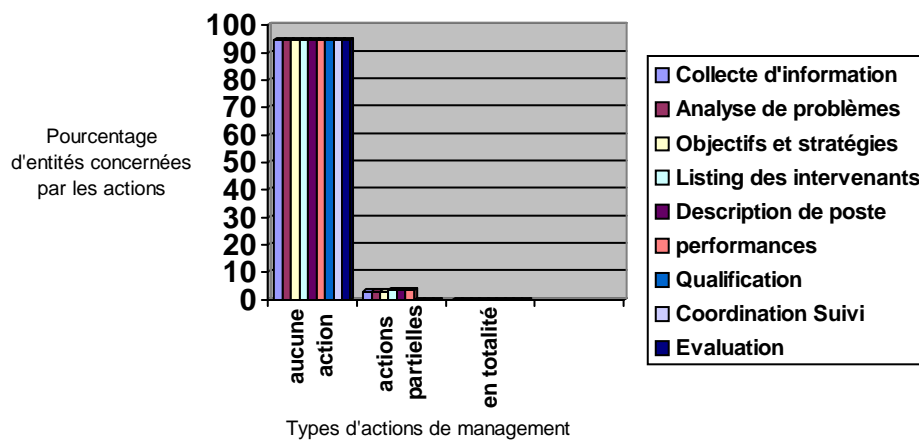
**K. Points positifs sur les bonnes ou meilleures pratiques proposées et relevées à l'enquête sont :**

- les actions enregistrées dans les documents en terme de management pour une bonne gouvernance

**339.** 5,1 % d'entre elles présentent des actions de management selon la définition adoptée du terme

**340.** 3 % ont des actions annuelles de re/planification sur ces interventions antisida

**341.** 3,6% ont des actes d'organisation de ces planifications rectificatives



**Figure 11: Pourcentage d'entités chrétiennes présentant des actions de management enregistrées par écrit**

- l'enregistrement des tâches de gestion des ressources liées aux interventions antisida

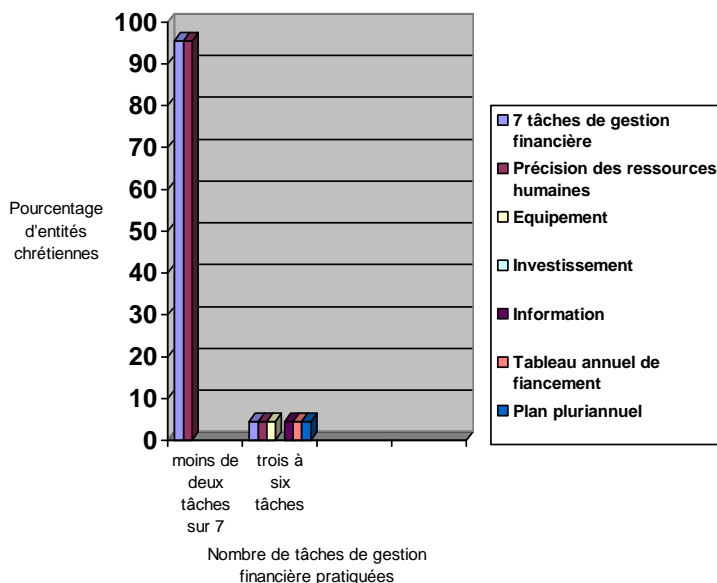
**342.** sur 3% d'entre elles, on a relevé des activités de gestion des ressources liées aux interventions contre le VIH SIDA



**Figure 5 : Importance des entités accomplissant les tâches de Gestion de référence**

- l'observation des tâches de gestion financière :

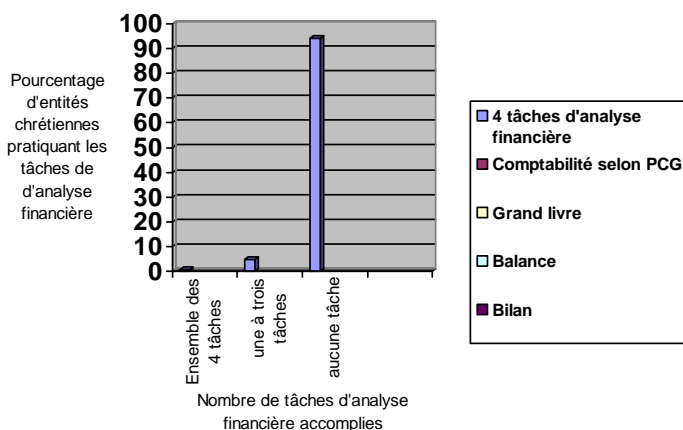
**344.** 95,4% pratiquent moins de deux tâches de gestion financière sur les sept requises avec 4,5 % pratiquant entre trois à six tâches



**Figure 6: importance des entités chrétiennes pratiquant la gestion financière**

- l'observation de la pratique des tâches d'analyse financière :

**345.** 0,8% des organisations chrétiennes essayent de pratiquer l'ensemble des quatre tâches d'analyse financière, avec 4,9 % entre une et trois tâches



**Figure 7: Importance des entités chrétiennes pratiquant les tâches d'analyse financière**

- les points forts, les mesures prises et les idées d'amélioration relevées :

**346.** 35,4 % d'entre elles ont mentionné des points forts



347. 30,6 % ont pris des mesures immédiates  
 348. 26,1 % ont eu des idées d'amélioration de la lutte  
 349. Une entité a mentionné des points pour améliorer l'élaboration d'indicateurs de traçabilité des interventions :

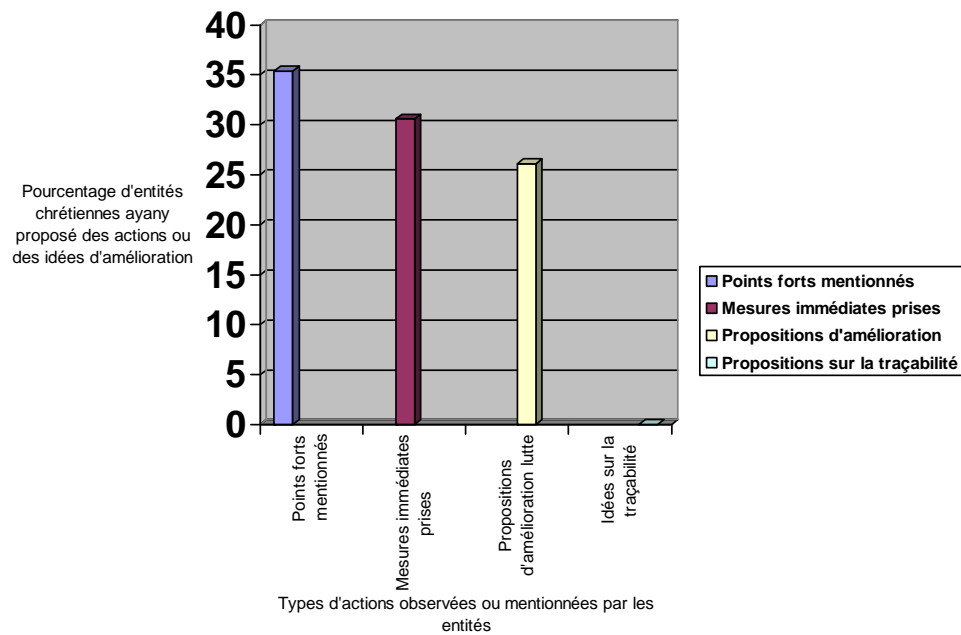


Figure 8: Les décisions et idées positives des entités chrétiennes

### III.1.1.2. POINTS POSITIFS SUR LA DESCRIPTION DES RESSOURCES EXISTANTES

#### L. les opportunités de financement avec les sources, les habiletés de gestion financière, les habiletés d'analyse financière

350. 48,5 % des formations chrétiennes ont des sources de financement VIH / SIDA réparties comme suit :
- 17,9 % venant de la communauté
  - 14,9 % du Programme National de Lutte contre le SIDA ou de leur siège national
  - 4,4 % provenant soit du gouvernement soit de sources internationales
  - 2,9 % venant soit du district soit de la région

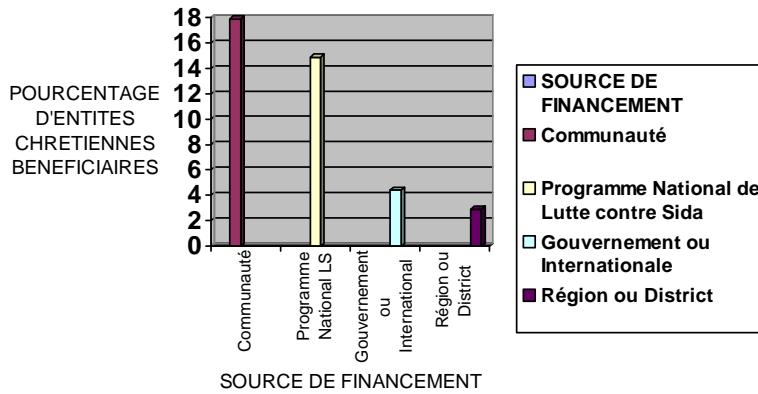


Figure 9: Répartition des entités bénéficiaires de financement par source

351. 92,3 % ont une ébauche de pratique de gestion de financement inférieure à deux éléments sur les sept requis, avec 6,7 % parvenant à une pratique subjective entre trois et six éléments sur sept

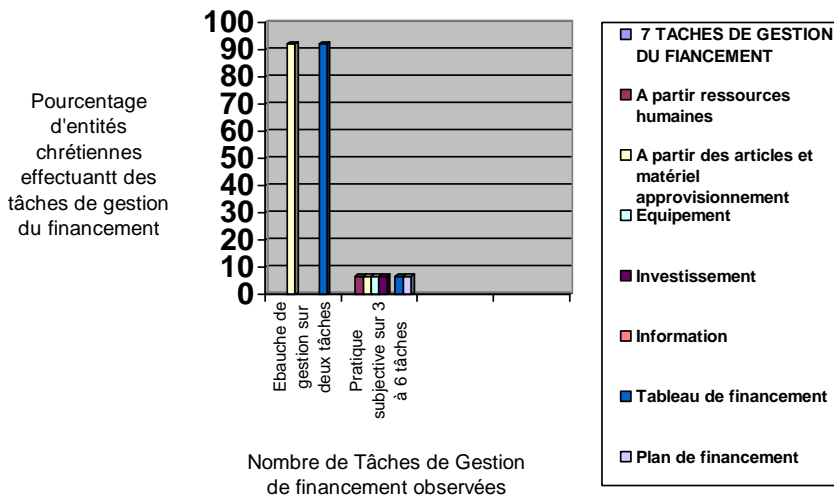


Figure10 : Pratique de Gestion du financement par les entités chrétiennes

352. 1,6 % parviennent à éviter des ruptures financières et 4,5 % réalisent une gestion sans retard en temps réel

353. 1,7 % parviennent à présenter les quatre aspects comptables facilitant l'analyse financière et 3,4 % essaient de pratiquer l'une ou l'autre ou l'ensemble des trois opérations de journal, de grand livre et de balance

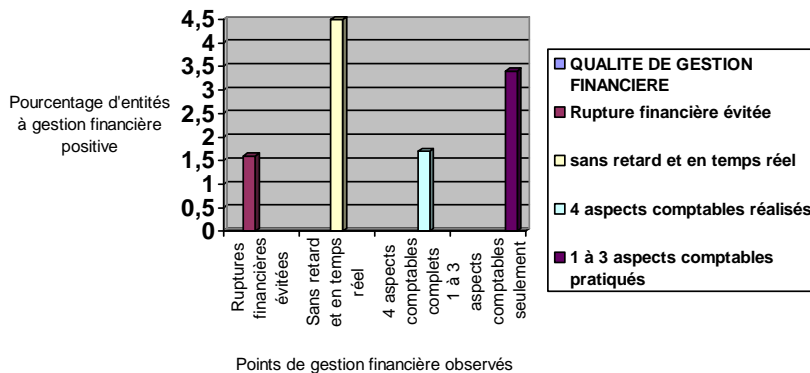


Figure 11: Entités à gestion financière acceptable

**M. les outils de communication existants et effectivement utilisés aussi bien en termes de matériels de communication que de personnes ressources de communication**

354. 23,8 % qui ont utilisé un à deux des supports mentionnés, et 30,26 utilisent en intersection sans distinction onze autres types de supports de communication
- a. prédications dans le culte,
  - b. les séminaires,
  - c. les sensibilisations,
  - d. les tee shirts,
  - e. les vidéo projections,
  - f. les cassettes vidéo,
  - g. les tracts,
  - h. les portes à portes,
  - i. les cartes rouges,
  - j. les films,
  - k. les banderoles
355. 31,4 % utilisent des personnes ressources issues de la communauté même pour optimiser le niveau de changement de comportement. 7,2 % utilisent des personnes des programmes d'interventions et qui sont imposées à la communauté

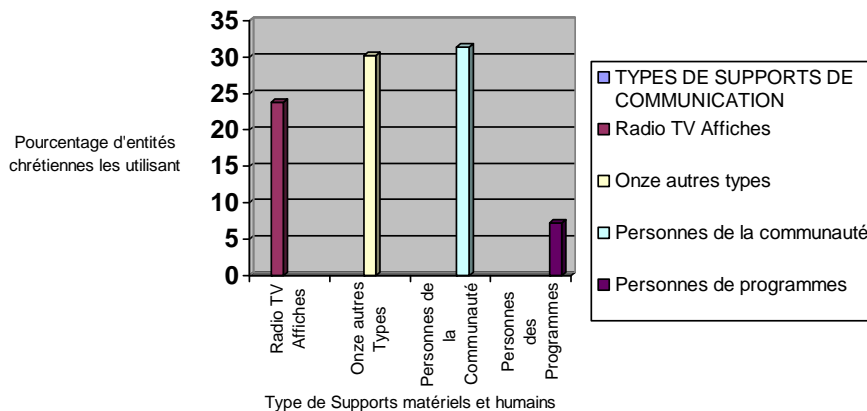
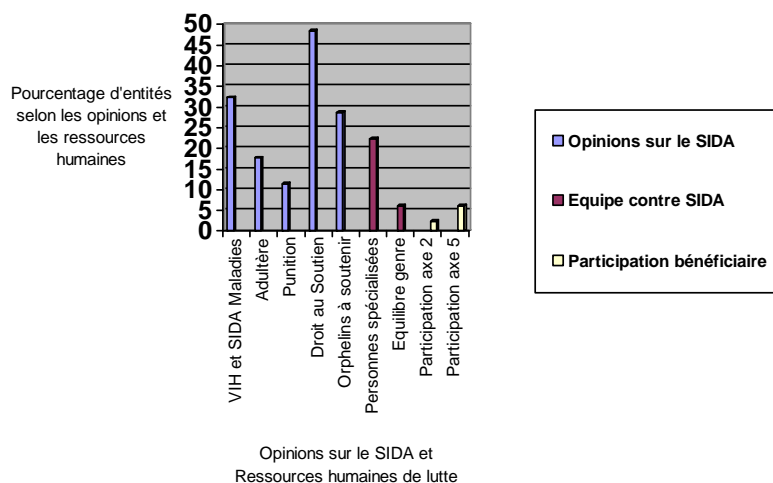


Figure12: les Supports de communication utilisés

**N. Ce que les ressources humaines impliquées pensent sur le SIDA et les personnes qui sont affectées par le VIH voire sidéennes ; le nombre des agents de lutte ; ce que pensent les personnes affectées elles-mêmes de leur engagement, et de leurs enfants vus par la société**

356. 32,3% lui donnent une signification de maladie pour le VIH et SIDA, 17,7% le classent de conséquence de l'adultère et 11,5 % de punition divine, toutes les entités confondues
357. 48,5 % estiment que les personnes affectées par le SIDA ont droit au soutien
358. 26,77 % sont sensibles aux éventuels orphelins du SIDA et pensent à certains types de traitement
359. 22,3 % des organisations chrétiennes ont un personnel spécial pour le VIH SIDA, 6% d'entités où l'équilibre genre est respecté
360. 2,4 % des entités parlent de la participation des bénéficiaires dans l'axe 2, et 6% dans l'axe 5 sous forme de groupe de parole



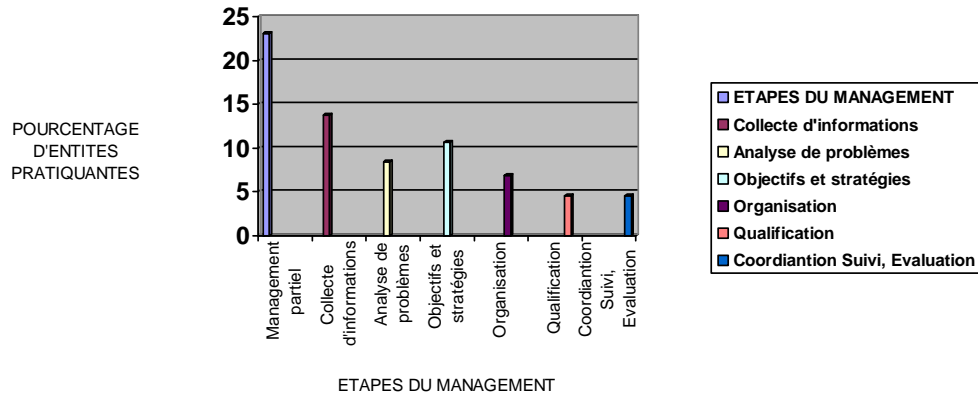
**Figure 13: Opinions et disponibilité de ressources humaines**

**III.1.1.3. POINTS POSITIFS SUR LES CAPACITES DE L'EGLISE ET DES ORGANISATIONS CHRETIENNES**

**O. Il s'agit de situer les compétences et capacités de l'ensemble des entités chrétiennes dans la lutte antisida :**

Il existe un essai de gouvernance de la lutte où :

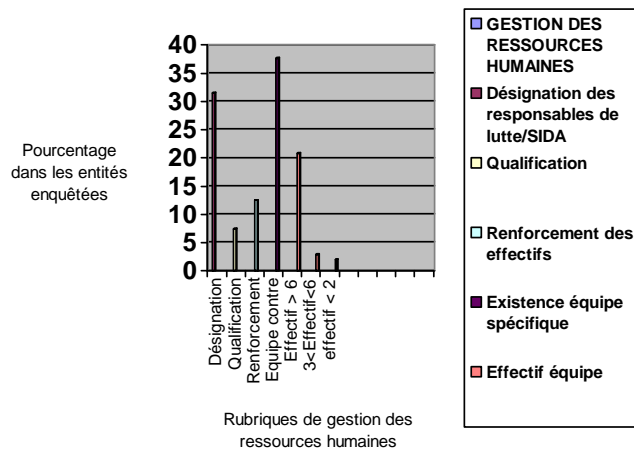
361. 23,1% pratiquent partiellement le management
- a. 13,8 % des entités faisant une collecte d'informations
  - b. 10,7 % déterminent des objectifs et des stratégies
  - c. 8,4% font des analyses de problèmes
  - d. Entre 4,6 et 6,9 % une des six autres étapes notamment listing des intervenants, description de poste, performance, qualification, coordination suivi, évaluation



**Figure 14: Pratique du management**

Le leadership dans la lutte montre que parmi les entités chrétiennes enquêtées,

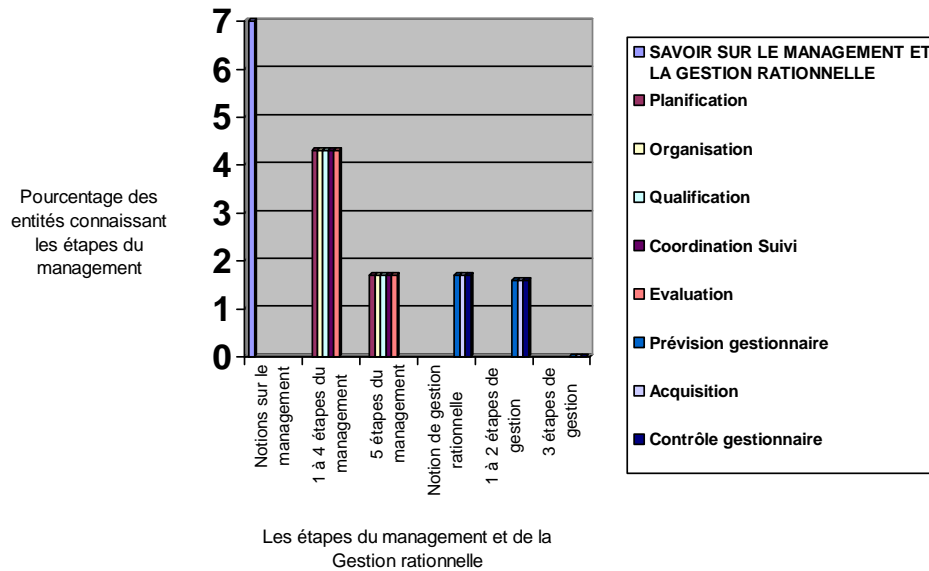
- 362.** 31,5 % des entités ont désigné leurs responsables de la lutte, 7,5% d'entre elles les ont qualifiés, et 12,5 % ont renforcé leur effectif ; avec une tendance des FJKM supérieure à celle des catholiques suivie des adventistes. Pour le reste, ces tendances sont infimes.
- 363.** 37,7 % ont du personnel propre à la lutte contre le VIH / SIDA, avec :
- 20,8 % en ont plus de 6
  - 3% entre 3 et 6
  - 3 % inférieur à 2



**Figure 15: Pratique de Gestion des Ressources humaines (intervention/SIDA)**

La Connaissance en matière de Management et de Gestion rationnelle a montré que

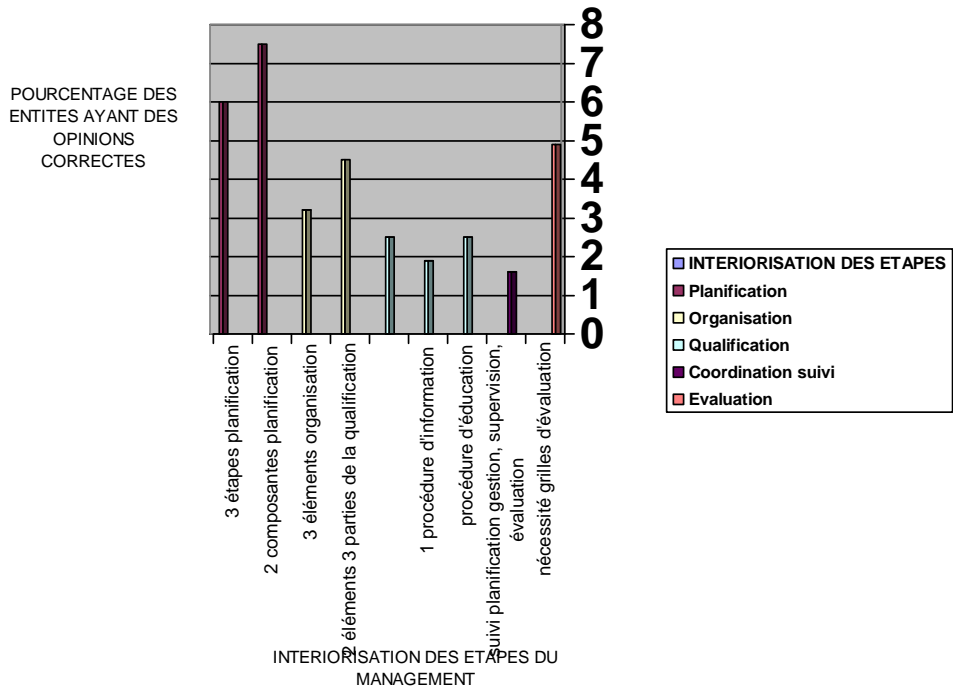
- 364.** 7% ont des notions de management et :
- 4,3 % connaissent entre 1 et quatre étapes
  - 1,7 % connaissent les 5 étapes
- 365.** 1,7% ont des notions de gestion rationnelle ; et 1,6% d'entre elles ont cité une à deux étapes techniques de gestion rationnelle



**Figure 16 : Savoir sur le management et la Gestion rationnelle**

Les opinions sur les étapes du Management montrent que :

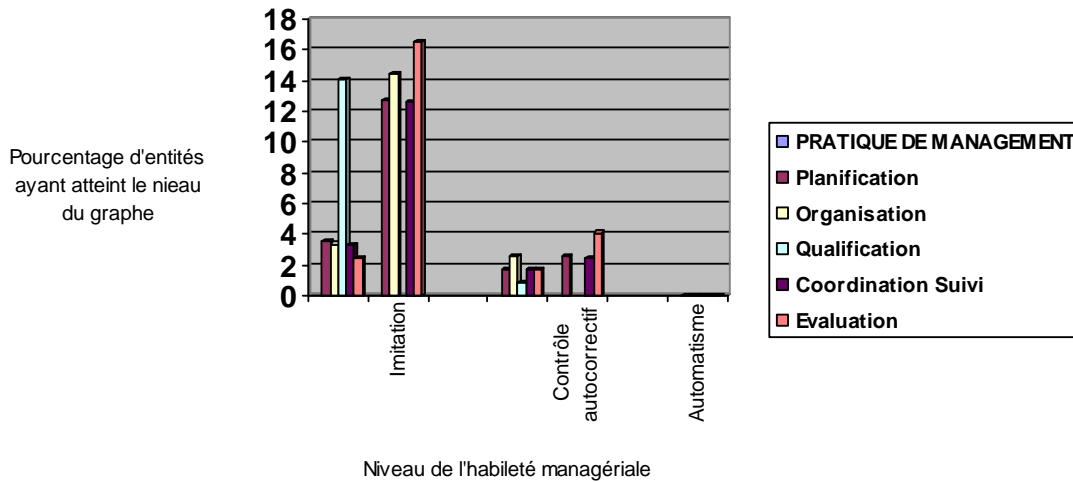
- 366.** 6 % expliquent de façon appropriée les 3 étapes de planification et 7,5 % les expriment selon deux composantes
- 367.** 3,2 % comprennent l'ensemble des 3 ou 4 éléments de l'organisation, et entre 3,9 % et 5,5% sont limités à l'inventaire des acteurs et la description de poste
- 368.** 2,5 % ont assimilé les trois grandes parties de la qualification notamment la recherche-analyse des informations et la préparation du plan éducationnel, et de la mobilisation participative des partenaires et parmi elles 1,9 et 2,5 % concernant la procédure d'information ou la procédure d'éducation
- 369.** entre 0,8% et 1,6% des entités ont apporté des explications de conviction correcte pour chacune des quatre points de nécessité d'une procédure de formation portant sur la nécessité de posséder des informations éducationnelles, d'exprimer des problèmes éducationnels, de préparer le document de formation pour solutionner les problèmes, d'exprimer des objectifs éducationnels avec les supports d'appui adéquats; 0,8 % ont pu bien expliquer le besoin d'avoir de telles procédures de formation
- 370.** 1,6 % ont pensé à la nécessité de tableaux de suivi de la planification, de la gestion, de la supervision et de l'évaluation,
- 371.** 4,9 % sont convaincus de l'appel à des grilles d'évaluation



**Figure17: Opinions sur les étapes de management**

Les habiletés sur le Management :

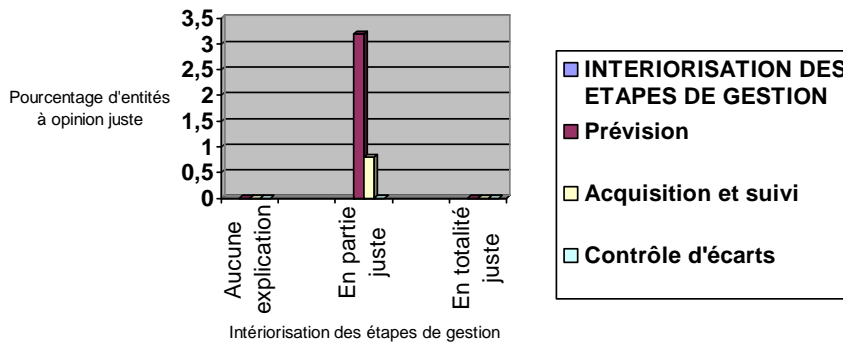
- 372.** 3,5% à 12,7 % des entités présentent une pratique de planification au niveau d'apprentissage où l'on observe des essais et un blocage de l'action en cours d'exécution, et 1,7 % à 2,6 % peuvent s'améliorer par expérience
- 373.** 3,36 % à 14,4% pratiquent l'organisation avec des erreurs techniques et des blocages en cours d'exécution et 2,52% peuvent se corriger seuls
- 374.** 14,1 % présentent des actions de qualification au stade d'imitation et 0,8 % au stade de contrôle
- 375.** 3,33 % à 12,6 % font la coordination et la supervision avec erreurs, laissant des traces d'enregistrement de tableaux non conformes, et 1,7 % à 2,5% font des erreurs qu'elles corrigent elles-mêmes
- 376.** 2,5% à 16,52 % essaient d'évaluer et 1,7 % à 4,1% sont parvenus à s'auto rectifier



**Figure18: Etat des habiletés dans les étapes de Management**

Les opinions sur les étapes techniques et rationnelles d'une gestion

- 377.** 3,2 % de ces organisations et églises chrétiennes ont une partie juste dans l'explication de la prévision de gestion
- 378.** 0,8 % possèdent des explications en partie juste en matière de mécanisme d'acquisition et de suivi gestionnaire
- 379.** pas de contrôle gestionnaire



**Figure19: Les opinions des entités chrétiennes sur les étapes de gestion**

Les Habiletés des entités en terme d'étapes de gestion :

- 380.** 15 % ont montré une certaine pratique de prévision de gestion ; 11,66 % d'entre elles présentent des activités de prévision comportant des erreurs techniques constatées et 3,33 % pratiquent la prévision de gestion en se corrigeant progressivement de façon expérientielle



- 381.** 13,45% ont présenté de l'habileté dans le mécanisme d'acquisition et de suivi de l'acquisition des ressources ; 11,76% sont au stade d'imitation dans la pratique, et 1,7% au stade de capacité d'auto correction
- 382.** 14,17 % ont eu l'occasion d'appliquer le contrôle de gestion des ressources ; 10% l'ont essayé sans le maîtriser et 2,8% ont pu le pratiquer en s'améliorant au cours du temps

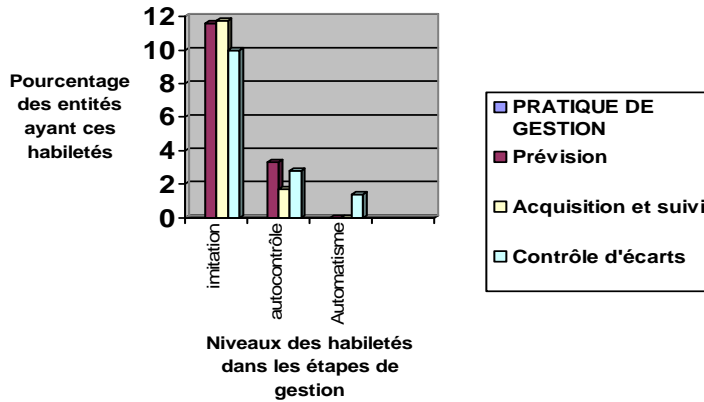


Figure 20: Etat de la pratique des étapes de gestion par les entités chrétiennes

**P. Points positifs sur les infrastructures sous tendant les actions et les supports logistiques accompagnateurs.**

- 383.** 25,93 % possèdent des archives de gestion des ressources réparties en 15,5% d'entités pour l'axe 1 ; 2,8 % pour l'axe 2 ; 3,7 % pour l'axe 3 ; 2,9% pour l'axe 4 et 0,7 % pour l'axe 5
- 384.** 10,77% ont l'habitude d'enregistrer la gestion des ressources humaines ; 4,6% le réalisent pour l'axe 1 ; 1,5% pour l'axe 2 ; 2,3% pour l'axe 3 ; 1,5% pour l'axe 4 et 0,75% pour l'axe 5
- 385.** 11,54 % ont enregistré leur gestion des articles de consommation avec : 3,2% des entités pour l'axe 1 ; 1,6% pour chaque axe 2, 3 et 4
- 386.** 3,85 % ont enregistré en matière de gestion financière avec 3,8% dans l'axe 1, 1,5% pour chaque axe 2, 3 et 4
- 387.** 3,4 % ont des documents comportant les calendriers de chaque activité avec 3,38% pour l'axe 1 ; 1,7 % pour chaque axe 2, 3 et 4

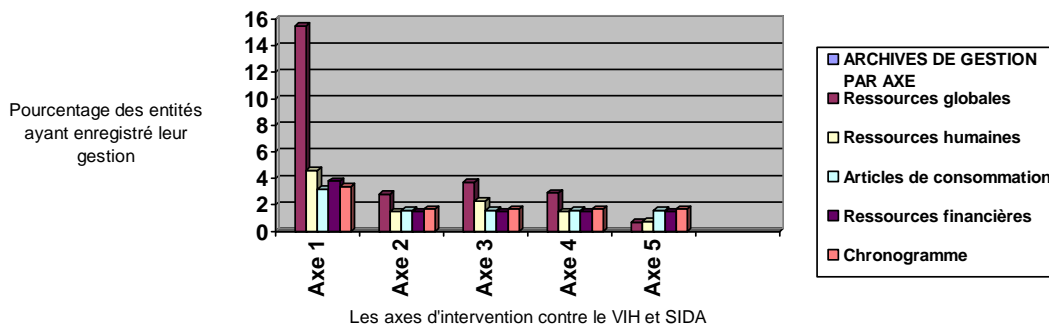
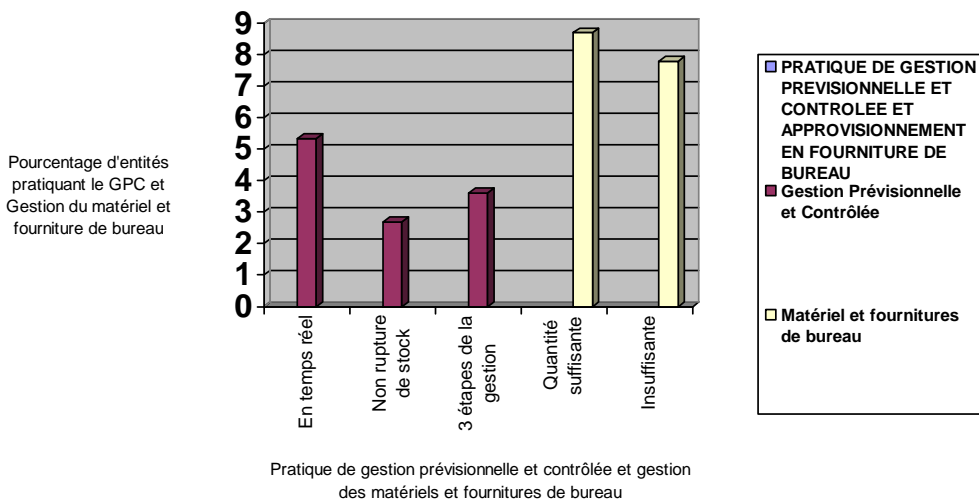


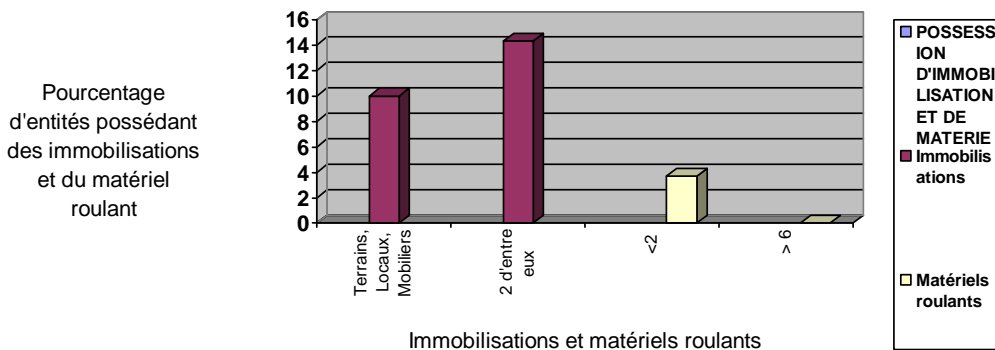
Figure 21: Enregistrement de la gestion des ressources dans les axes de lutte contre le VIH et SIDA

- 388.** 5,34 % des entités pratiquent la gestion prévisionnelle et contrôlée en temps réel sur les articles de consommation ; 3,6% essaient de réaliser les 3 étapes techniques de la gestion prévisionnelle et contrôlée et 2,7% essaient une pratique de non rupture de stock
- 389.** 8,7 % des entités ont suffisamment de matériel bureautique et de fournitures de bureau ; 7,8 % déclarent qu'ils en ont mais en quantité insuffisante par rapport aux activités à réaliser



**Figure 22: Etat de la pratique de la GPC et de la Gestion du Matériel et Fourniture de bureau**

- 390.** 10% des entités possèdent des immobilisations corporelles à la fois à type de terrain, de locaux de travail et de mobiliers de bureau ; 14,28 % en possèdent deux d'entre ces types
- 391.** 3,7 % possèdent moins de deux matériels roulant notamment des automobiles ou une moto ou une bicyclette



**Figure 23: Etat de possession d'immobilisations et de matériels roulants**

## Q. Points positifs sur la qualification technique des ressources humaines

- 392.** 6,8 % possèdent des archives sur les qualifications pour l'axe 1
- 393.** 10,34 % présentent moins de 7 aspects de la formation par l'IEC appliquée dans leurs interventions, et 0,86 % entre 7 et 14 aspects
- 394.** entre 0,8% et 1,6% des entités ont apporté des explications de conviction correcte pour chacune des quatre points de nécessité d'une procédure de formation portant sur la nécessité de posséder des informations éducationnelles, d'exprimer des problèmes éducationnels, de préparer le document de formation pour solutionner les problèmes, d'exprimer des objectifs éducationnels avec les supports d'appui adéquats ; 0,8 % ont pu bien expliquer le besoin d'avoir de telles procédures de formation

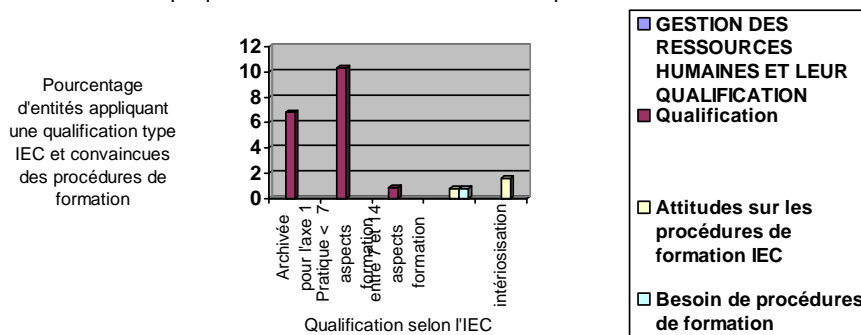


Figure 24: Appréciation de la pratique et des opinions de formation IEC

## R. Points positifs sur le niveau du partenariat et de l'état actuel de réseautage

- 395.** 20,8 % des entités chrétiennes ont des partenaires surtout pour l'axe 1  
Des interventions ponctuelles existent pour les autres axes en matière de formation.
- 396.** 22,23 % des entités ont des relations de gestion avec les partenaires avec
- 4,6% de relations de gestion des ressources humaines
  - 1,5% dans la gestion de ressources matérielles
  - 2,3% dans la gestion financière
  - 9,2 % dans les exécutions sur terrain
  - 10,8% dans la gestion des informations
- 397.** 15% des entités enquêtées possèdent une liste des districts ou des communes où elles agissent
- 398.** 32,5% des entités ont des actions dans l'axe 1 ; entre 0,8 % à 1,6% ont des actions dans les axes 2, 3,

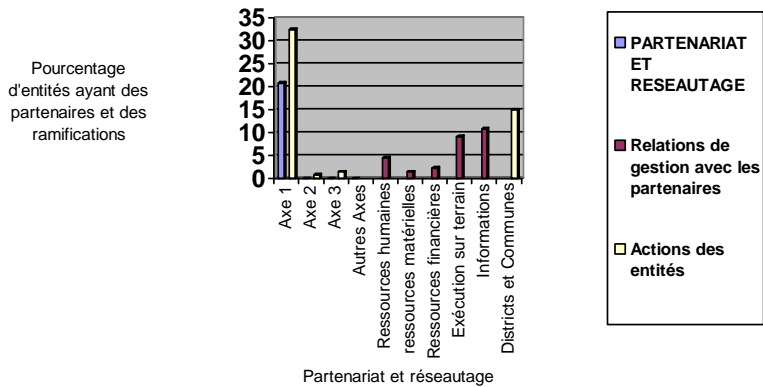


Figure 25: Importance du partenariat et du réseautage des entités chrétiennes dans la lutte contre le VIH et SIDA

S. Points positifs sur les systèmes de suivi et d'évaluation utilisés, les types de canaux de transmission d'éducation utilisés, le niveau de pratique de formation, le système de gestion pratiqué, le système d'administration de la comptabilité en terme d'approches ou de modèles.

- 399. 5,1 % des entités appliquent des techniques de supervision dont 2,2 % dans l'axe 1 et 2,9 % dans les autres axes
- 400. 5,3 % des entités ont des habiletés d'évaluation
- 401. 15,45 % des entités utilisent des affiches ; 11,8% des dépliants ; 6,3 % des manuels ; 9 % des CD DVD ; et 14,5% d'autres canaux de transmission

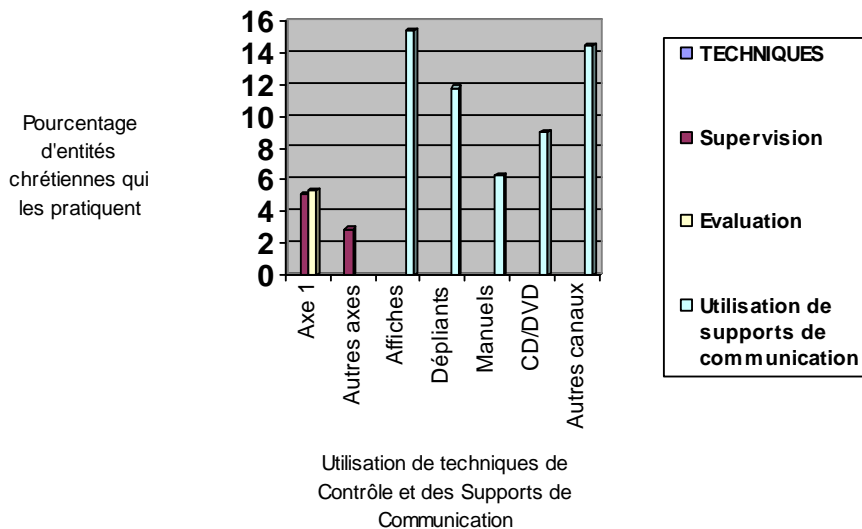


Figure 26: Pratiques des Techniques de supervision évaluation et des Supports matériels de communication

- 402. la pratique des procédures de formation constatées montre :
  - a. 0,9% d'automatisme et 4,5 % d'exécution perfectible sur la détermination du sujet de formation
  - b. 2,7% d'entités au stade d'apprentissage phase de formation pour la recherche d'informations éducationnelles

- c. 9% au stade d'apprentissage de la préparation de l'éducation
- d. 3,5 % au stade de perfectionnement pour l'organisation du partenariat et de la participation
- e. 4,5% également à ce stade pour l'évaluation

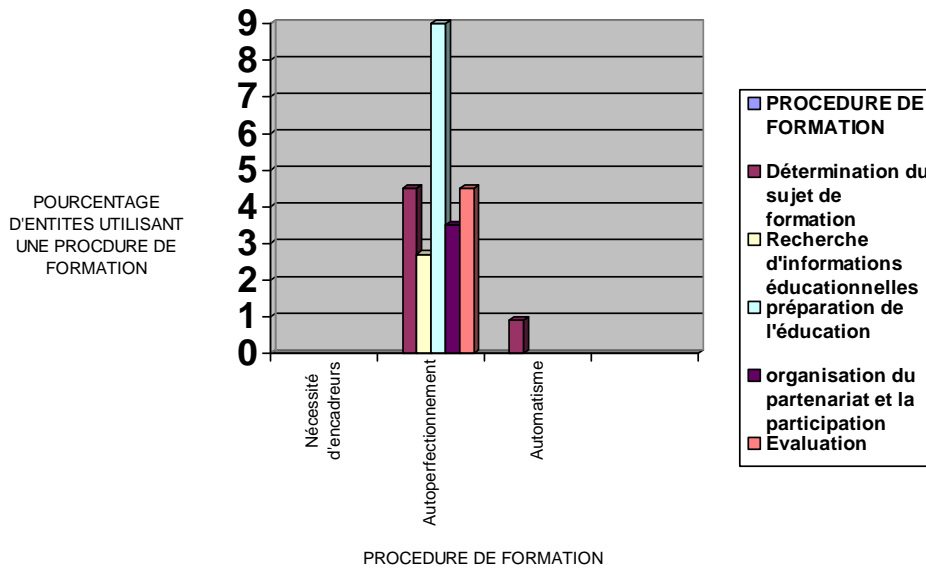


Figure 27: Appréciation de l'application d'une procédure de formation par les entités chrétiennes

- 403. des essais d'application de la gestion en temps réel s'observent dans :
  - a. 5,1 % des entités pour la gestion, des ressources humaines
  - b. 3,4% d'entre elles pour les approvisionnements
  - c. 0,8% pour les équipements
  - d. 3,4% pour les investissements
  - e. 1,6% pour la gestion des informations
- 404. un automatisme d'application de la non rupture de stock s'observe dans :
  - a. 1,7% des entités pour la gestion des ressources humaines
  - b. 0,8 % pour chacune des autres types de gestion (approvisionnement, équipement, investissement, information)

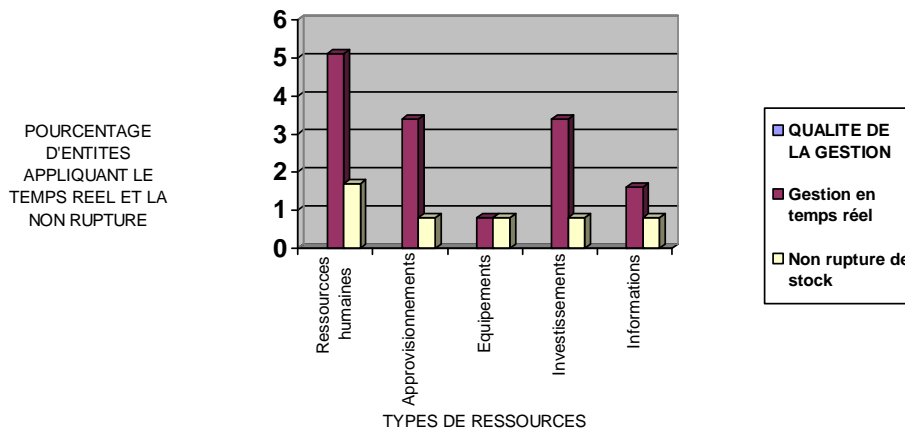


Figure 28: Importance des entités chrétiennes pratiquant une gestion de qualité

405. 8,3 % pratiquent des tâches d'administration de la comptabilité, bases d'une analyse financière en fin d'exercice avec un état de pratique actuel à :
- 3,3% des entités ont essayé de donner les numéros de compte utilisés
  - 8,2% tiennent le journal
  - 2,4% ont un grand livre
  - 1,6 % établissent une balance
  - 6,6 % présentent un bilan en fin d'exercice
  - 3,3 % essaient de faire une analyse financière

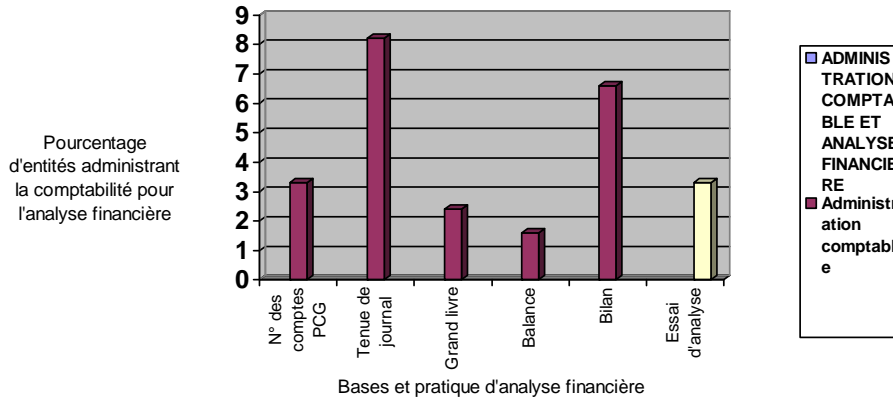


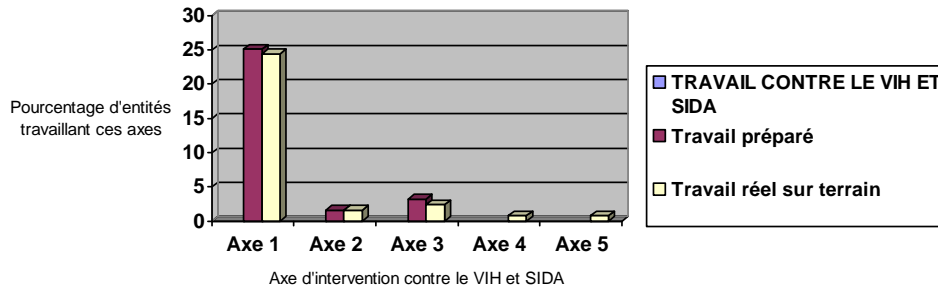
Figure 29: Etat de l'administration de la comptabilité et de la gestion financière par les entités chrétiennes

T. Points positifs sur

- La décision d'une politique et l'utilisation de procédures,
- les aspects de stigmatisation ou de discrimination,
- la signification donnée à l'infection VIH SIDA,
- la considération de la personne affectée par le VIH SIDA,
- le cas des orphelins du SIDA,
- les opinions sur les propriétés et la place du sidéen dans la communauté chrétienne,
- les activités spécifiques offertes aux affectés,
- les raisons de l'absence de ces activités.

406. Les entités ont préparé du travail pour 25,2 % sur l'axe 1, 1,6 % sur l'Axe 2 et 3,2 % sur l'Axe 3

407. des actions sur terrain ont été relevées pour 24,4 % des entités sur l'Axe 1, 1,6 % sur l'Axe 2, 2,4 % sur l'Axe 3, 0,8 % sur l'axe 4 et 0,8 % sur l'Axe 5 Les Choix de thèmes, les thèmes effectivement travaillés, les actions réelles dans le district des entités enquêtées dans les cinq axes se répartissent selon les pourcentages suivants :

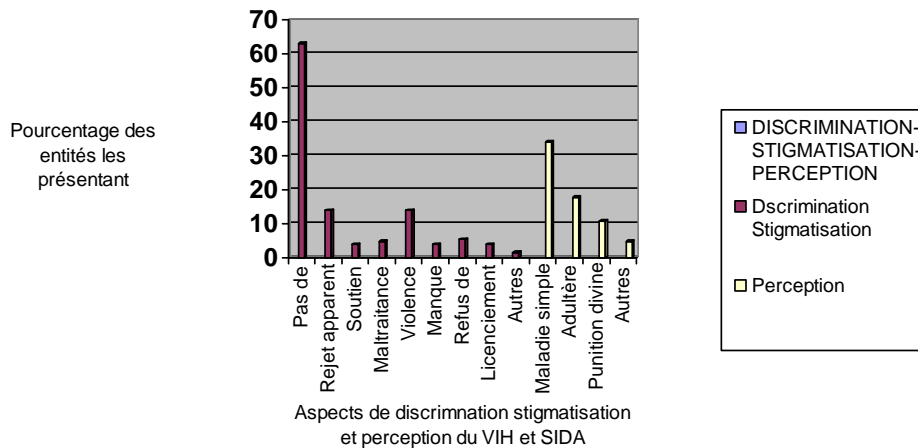


**Figure 30: Appréciation des actions des entités chrétiennes sur les axes de lutte contre le VIH et SIDA**

**408.** 63% des entités ne pensent à aucune discrimination ou stigmatisation ; les entités ayant exprimé d'éventuelles discriminations stigmatisations sont réparties comme suit :

- Rejet apparent 13,8 %
- Soutien inéquitable 3,8 %
- Maltraitance 4,6 %
- Violence verbale 13,8 %
- Manque d'assistance 3,8 %
- Refus de recrutement 5,3 %
- Licenciement abusif 3,8 %
- Autres discrimination 1,5 %

**409.** 34,6% des entités donnent une signification perceptive pour le SIDA avec des intersections d'opinions telles que 34 % le prennent comme une maladie simple, 17,7 % venant de l'adultère, 10,7 % comme une punition de Dieu et 4,6 % autres causes



**Figure 31: Importance des manifestations discriminatoire et état de la perception des entités chrétiennes sur le VIH et SIDA**

**410.** 48,5 % des entités expriment que les personnes affectées doivent être soutenues ; 1,5 % pensent que la séropositivité d'une personne doit rester confidentielle entre elle est ceux auxquels elle a bien voulu le faire savoir et ne doit pas être révélée à n'importe qui.

**411.** 26,77 % des entités ont proposé des actions à faire pour les orphelins du SIDA

**412.** 12,3 % des entités ont des personnes spécialement désignées pour lutter contre le VIH SIDA

**413.** 90 % pensent que les propriétés des SIDEENS doivent rester en leurs mains

**414.** 11,54 % ont des activités spécifiques pour les PVVIH et les sidéens

415. 13,8 % d'entre elles ont avancé des raisons sur l'absence d'activités spécifiques

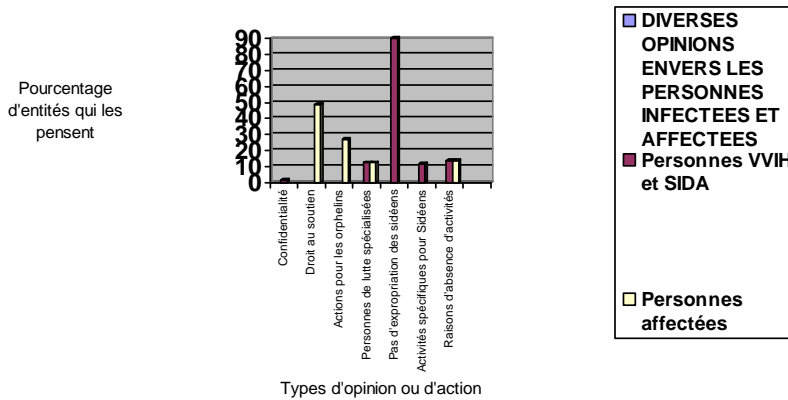


Figure 32: Attitudes des entités chrétiennes vis-à-vis des PPVIH et Sidéens et des personnes affectées

### III.1.1.4. EVALUATION NON EXIGEE PAR LES TDR

#### L. Points positifs sur l'avis des bénéficiaires concernant les interventions éventuelles, sur leur satisfaction vis-à-vis des structures chrétiennes, et sur les valeurs des interventions existantes en matière de traçabilité et d'impact

416. 16,15 % des entités ont mentionné leurs limites résumées ci-dessous :
417. 17,7 % ont soulevé des difficultés
418. parmi le très peu de bénéficiaires que nous avons pu voir, la répartition d'utilisation est la suivante :
- Centre médical 10,56 %
  - Centre de Santé 0,8 %
  - Dispensaire 0,8 %
  - Maternité 0,8 %
419. parmi les entités où l'on a pu trouver des bénéficiaires :
- a. 14,6% des entités ont été jugées à structure insuffisante
  - b. 7,3 % ont des structures d'accueil suffisantes

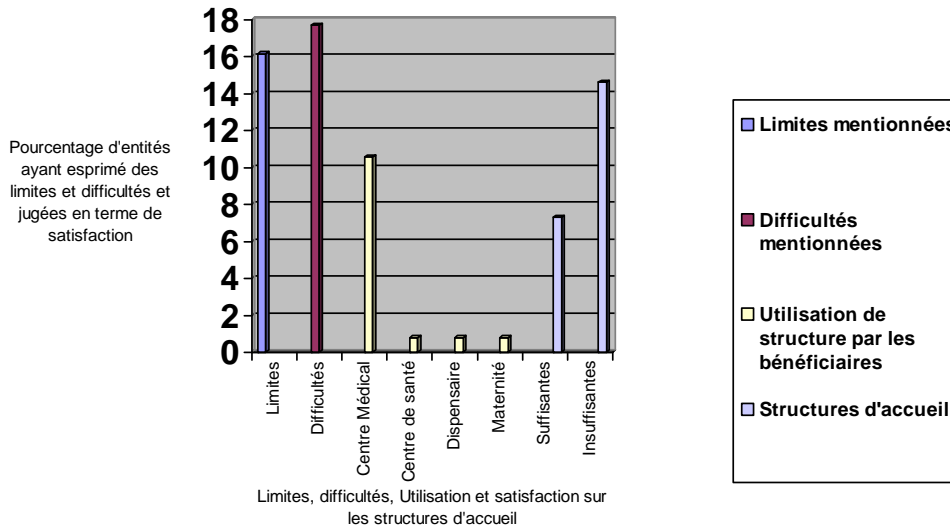


Figure 33: Expressions des limites et difficultés des entités chrétiennes et appréciation de la satisfaction des bénéficiaires



420. 8,9% ont reconnu l'existence d'indicateurs pouvant assurer la traçabilité des actions
421. 8,1% ont des AntiRétroviraux
422. 8,1% ont des médicaments pour les infections opportunistes
423. 8,1% des entités ont affirmé que l'accessibilité financière est réelle

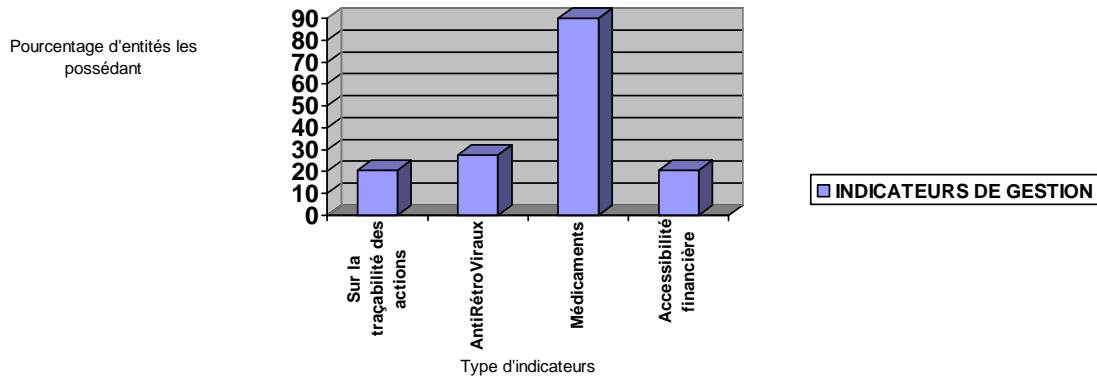
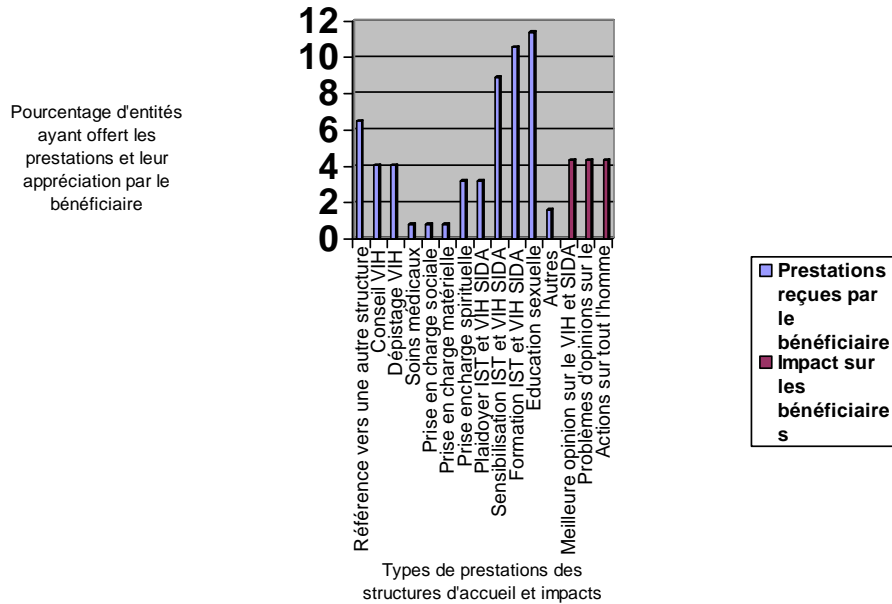


Figure 34: Niveau d'indicateurs de gestion chez les entités chrétiennes

424. les types de prestations reçues par le bénéficiaire via les églises et les organisations chrétiennes sont :

- Référence vers une autre structure	6,5%
- Conseil VIH	4,06%
- Dépistage VIH	4,06%
- Soins médicaux	0,8%
- Prise en charge sociale	0,8%
- Prise en charge matérielle	0,8%
- Prise en charge spirituelle	3,2%
- Plaidoyer IST et VIH SIDA	3,2%
- Sensibilisation IST et VIH SIDA	8,9%
- Formation IST VIH SIDA	10,56%
- Education sexuelle	11,38%
- Autres	1,6%

425. les bénéficiaires ont reconnu des impacts des églises et associations chrétiennes dans 4,34 % de ces entités en terme de :
- o formation de meilleure opinion
  - o problèmes d'attitude et de conduite par l'imposition du condom
  - o les actions des églises touchent l'homme dans toute sa dimension



**Figure 35: Prestations offertes par les Entités et Impact sur les bénéficiaires**

- 426.** les bénéficiaires reconnaissent sur 4 % des entités avoir des satisfactions par la présence des églises et des associations chrétiennes à type de :
- Prise en charge
  - Accueil des malades
  - Existence d'organisation spécifique
  - Ecoute offerte
  - Possibilité de participation
  - Peuvent devenir chrétiens
  - Parfois satisfaction incertaine
- 427.** les bénéficiaires expriment leur insatisfaction sur 2,4% des entités en matière de
- Imposition de préservatif
  - Manque de financement
- 428.** les bénéficiaires pensent que leur niveau de participation dans les actions des églises et autres entités dans la lutte contre le SIDA est :
- nul dans 35,77 % des entités
  - faible dans 3,2 % des entités
  - moyenne dans 21,13% des entités
  - grande dans 0,8% des entités

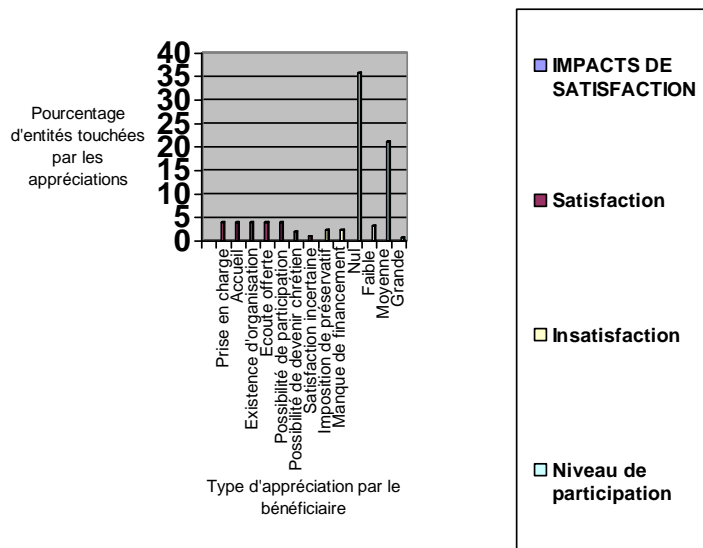


Figure 36: Appréciation des prestations et des structures par les bénéficiaires

**M. Points positifs sur les partenaires et sur leurs interventions et participation effective**

429. 17,8 % des entités ont des partenaires dont les niveaux de localisation sont répartis comme suit :
- Communautaire dans l'église ou l'association même 6,5% (les paroissiens, le personnel soignant)
  - Commune 4,06% (la commune ; les opérateurs économiques ; les autorités)
  - District 4,06%( les opérateurs économiques ; les autorités)
  - Région 2,4% (le Centre Hospitalier Régional de Référence ; le synode et le diocèse ; les opérateurs économiques ; les autorités ; l'Akamasoa)
  - National 6,5% (le Kapa EHAIA ; PMPS ; Siège national des églises et des associations)
  - International 3,2% (le Global Fund ; PC – USA ; ASFIDES ; KOFIFEN ; l'AWR ; le CRS)
  - dans 12,19% des entités, on a mentionné les forces des partenaires en terme de :
    - a. bases bibliques bien fondées : parole de Dieu et prière
    - b. enseignement
    - c. formateurs de cadres
    - d. accepté par les églises
    - e. crédibilité
    - f. courage
    - g. CTV de proximité, mobiles, donc pouvant atteindre les zones assez reculées
    - h. expérience confirmée
    - i. Soutien mutuel des intervenants antisida

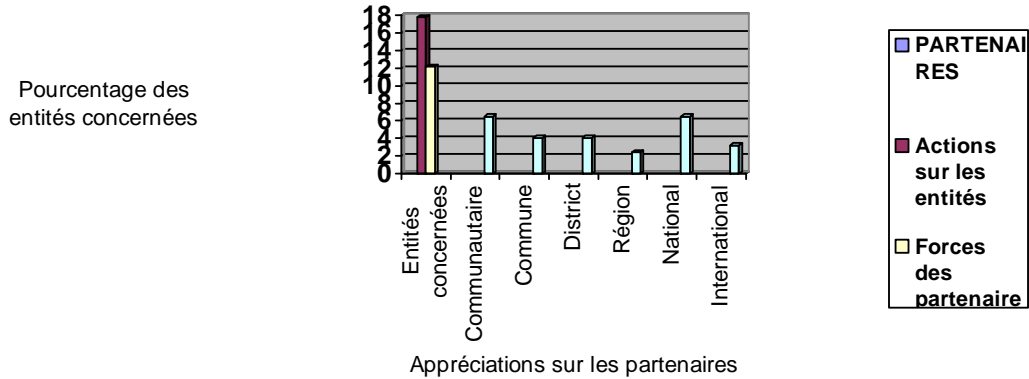


Figure 37: Appréciations des interventions des partenaires par les entités chrétiennes

### III.2. POINTS POSITIFS DANS LA CAPITALE

#### III.2.1. SUR L'IDENTIFICATION DES INTERVENTIONS DE L'EGLISE ET DES ORGANISATIONS CHRETIENNES CONTRE LE VIH / SIDA

**P. Points positifs sur la décision d'engagement actuelle dans les thèmes de lutte des cinq axes dans l'ensemble du territoire.**

- 430. 69,23 % des formations chrétiennes enquêtées ont enregistré leurs interventions dans quatre à cinq axes de lutte, 30,16% n'ont pas d'activités
- 431. 30,16% de ces formations chrétiennes ont décrit par écrit entre 6 à 13 activités incluses dans les 37 des cinq axes  
38,46% ont décrit par écrit entre 14 à 26 activités sur 37, l'Eglise Luthérienne et l'Eglise catholique en sont les premières

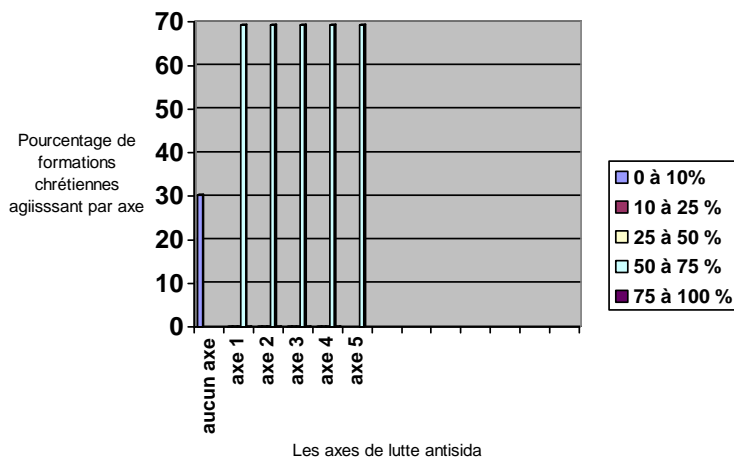


Figure 13 : Pourcentage d'entités chrétiennes travaillant dans des axes antisida

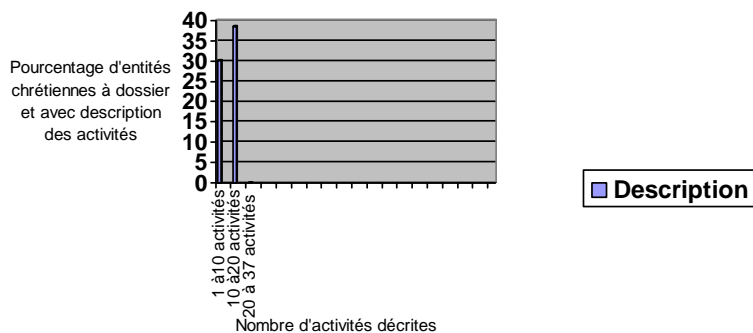


Figure 14 : importance des activités décrites par les entités à activités

**Q. Les points qui rendent compte de bonnes ou de meilleures pratiques par thème des cinq axes (cf. page 7)**

**432.** 69,23 % d'entre elles présentent des actions de management selon la définition adoptée du terme, parmi lesquelles 33,33 % montrent le suivi des cinq étapes du processus managérial complet, 66,66% présentent entre 3 à 4 étapes avec des absences variant d'une entité à l'autre.

**433.** 11% fait de la replanification tous les 3 ans, 4 % en font tous les ans, Pour ceux qui en font, il y a une nouvelle organisation, et les méthodes observées pour ce faire restent les mêmes, mais avec les rectifications correspondantes

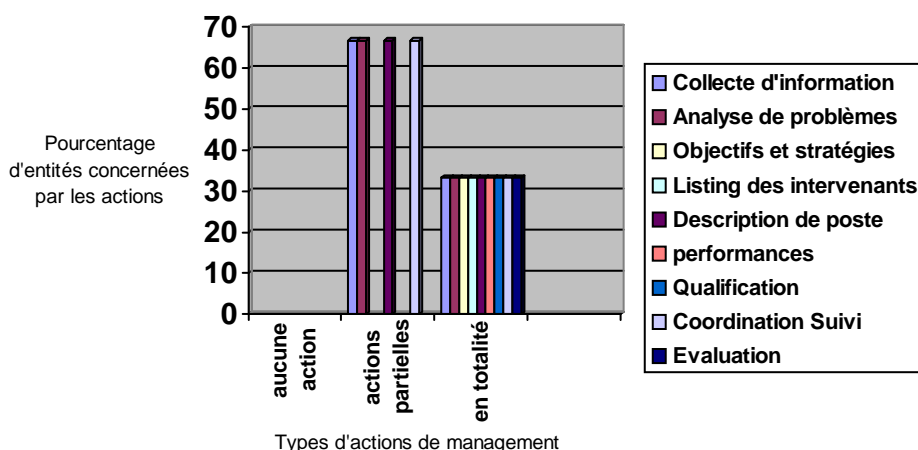
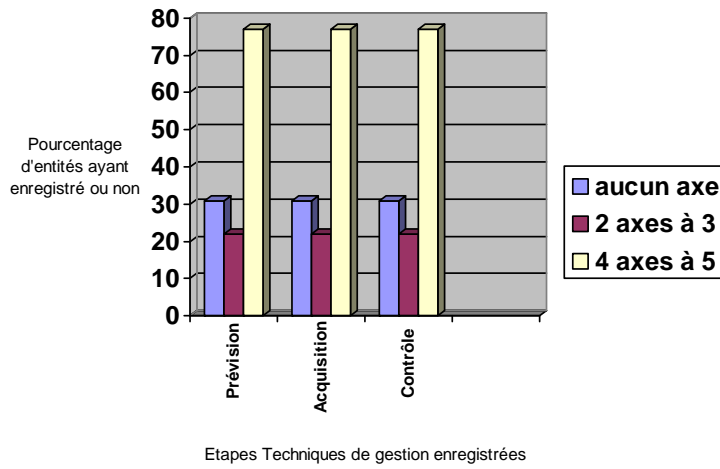


Figure 15: Pourcentage d'entités chrétiennes présentant des actions de management enregistrées par écrit

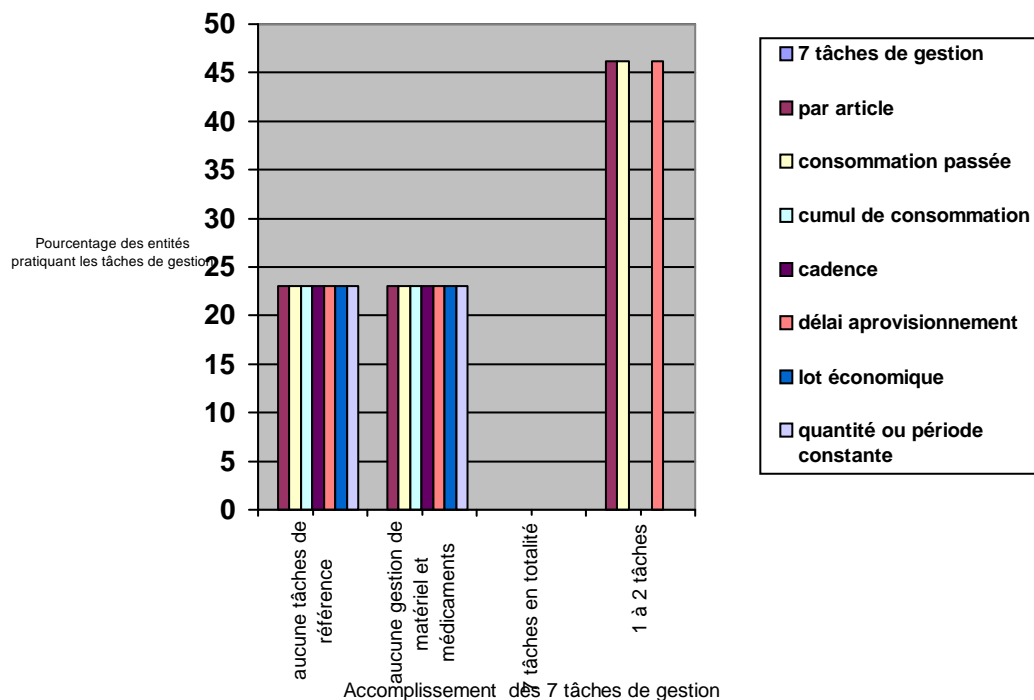
**434.** 69,23% des entités à enquêter ont tenu des documents de gestion dans les axes antisida, parmi elles, 22 % ont enregistré leur gestion sur deux axes à trois, et 77 % sur 4 à 5 axes,



**Figure 16: Importance des entités chrétiennes ayant enregistré la gestion des ressources**

**435.** sur 69,23 % d'entités à activités antisida, 66,66% de une à deux tâches de gestion des approvisionnements et matériel, médicaments,

**Figure 5 : Importance des entités accomplissant les tâches de Gestion de référence**



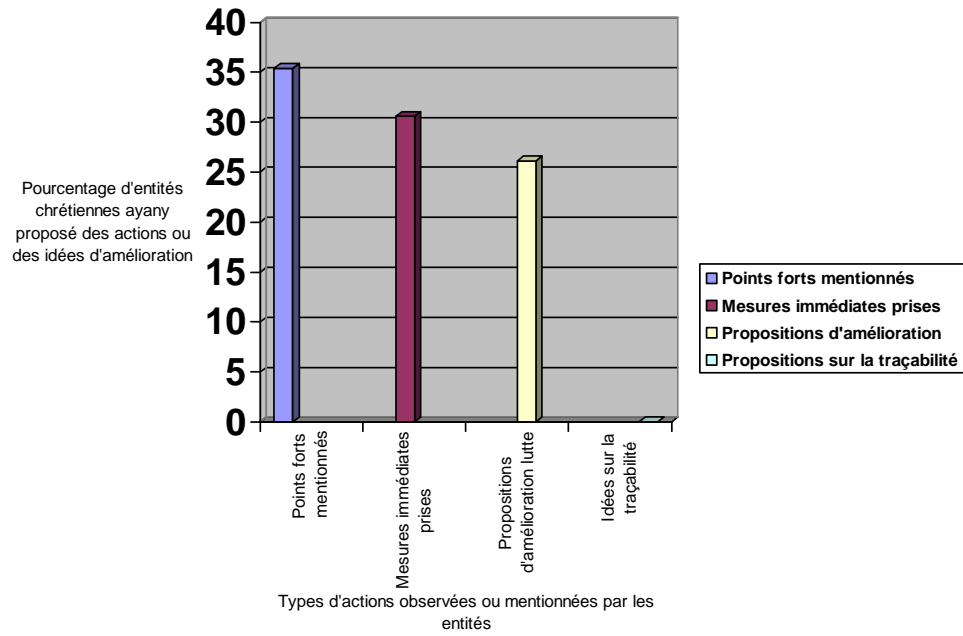
- 436.** 100 % des entités qui mènent des activités ont des points forts, et 100 % ont reconnu l'existence de difficultés et de limites  
30,76 % ont pris des mesures contre l'épidémie
- 437.** 30,76 % ont proposé les idées d'amélioration de la lutte
- 438.** 22 % des entités ont avancé des idées pour une meilleure traçabilité des interventions menées dans la manière de les évaluer

**9 BIS** Les mesures prises mentionnées sont :

- Recherche de base d'évaluation autre que la distribution de préservatifs
- Encouragement à la formation et sensibilisation pour une conscientisation de masse
- Approche intégrée dans les activités
- Recherche intelligente des moyens de lutte en utilisant les actions déjà menées par l'entité

**10 BIS** Les améliorations proposées portent sur :

- Lutte basée sur l'éducation à la vie et à l'amour
- Mise en place d'un système fiable d'évaluation
- Fourniture de moyens appropriés financiers et matériels
- Adaptation des activités aux principes et éthiques des structures concernées
- Allègement des protocoles administratifs
- Plaidoyer aux entités que l'on veut atteindre
- Promotion de la recherche sur les théories théologiques liées à la sexualité en vue d'une amélioration des approches antérieurement utilisées
- Diversification des canaux de communication
- Recherche perpétuelle sur le choix des supports de communication les plus adaptés aux cibles visées



**Figure 6: Les décisions et idées positives des entités chrétiennes**



### III.2.2. SUR L'IDENTIFICATION ET LA DESCRIPTION DES RESSOURCES EXISTANTES

#### R. Points positifs sur la liste de ressources (cf. page 8) :

439. 77,77% des entités à Analamanga ayant des activités antisida ont des sources de financement internationales par le biais du CRS, PMPS, Santé BAD, Alliance Internationale, Alliance Biblique Universelle, 44 % ont obtenu des financements du Secrétariat Exécutif, 22% provenant de la communauté des fidèles, 11 % du Programme National de lutte contre le SIDA

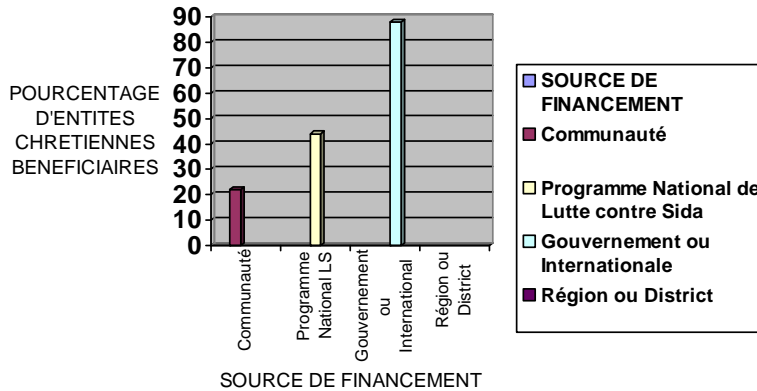


Figure 7: Répartition des entités bénéficiaires de financement par source

440. 22% des entités ont une pratique de la gestion de financement : quatre éléments sur les sept requis, 55 % ont une ébauche de pratique pour deux à trois éléments sur sept, et 22 % n'en ont pas du tout ;

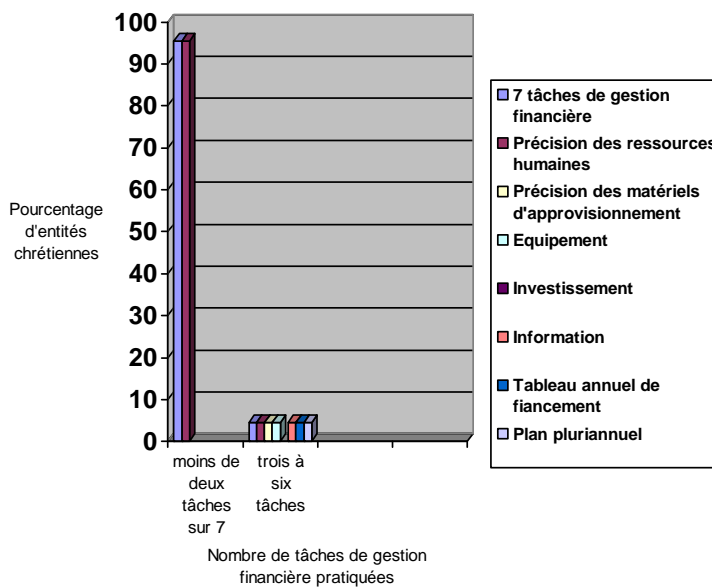


Figure 8: importance des entités chrétiennes pratiquant la gestion financière

441. 66% essaient d'appliquer une gestion financière en temps réel et parviennent à éviter des ruptures financières, 22 % ont déclaré avoir eu des ruptures, et 22 % ne pratiquent pas la gestion du financement car financement épuisé ou pas encore de financement
442. 33 % essaient les quatre aspects comptables facilitant l'analyse financière selon la référence prise, avec utilisation du logiciel CIEL compta, 11 % selon deux des références, 33% ne suivent aucune des dispositions, 11% parlent de suivi financier exigé par les bailleurs de fonds,

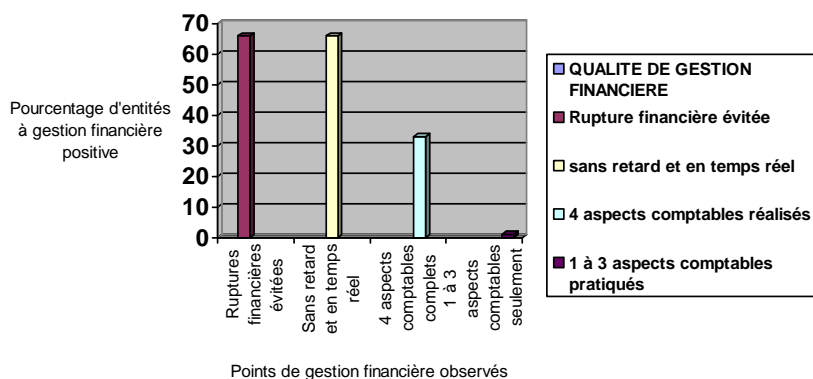


Figure 9: Entités à gestion financière acceptable

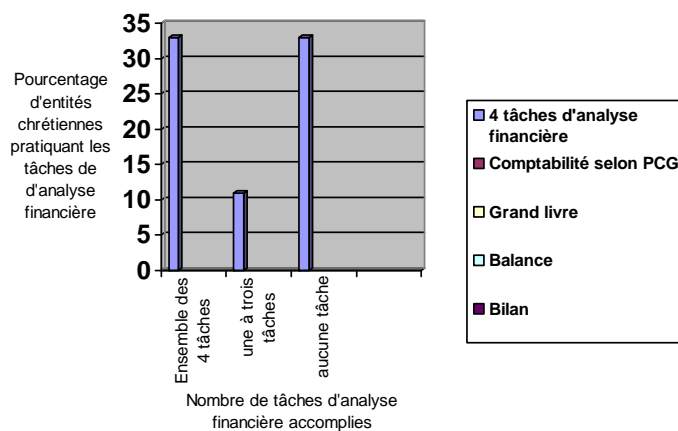
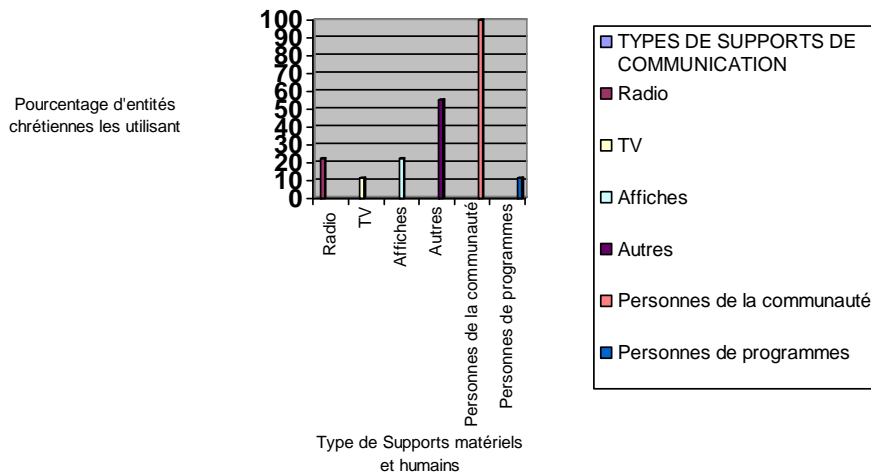


Figure 10 : Importance des entités chrétiennes pratiquant les tâches d'analyse financière

- 443.** 100 % utilisent un support matériel se répartissant comme suit :
- 22 % utilisent la radio
  - 11% utilisent la télé
  - 22 % utilisent les affiches
  - 55 % autres supports que radio, télé, affiches
- 444.** 100% utilisent des personnes ressources issues de la communauté même pour mieux changer les comportements, et 11 % emploient des personnes selon les programmes d'interventions qui sont imposées à la communauté



**Figure11: les Supports de communication utilisés**

- 445.** 100% des entités chrétiennes se sont prononcées sur la signification du SIDA dont :
- 77% lui donnent une signification de maladie comme les autres,
  - 33% de conséquence de l'adultère
  - 33% de punition divine
- la prise de position n'ayant un caractère sans remise
- 446.** 100 % estiment qu'elles ont droit au soutien,
- 447.** 100 % sont sensibles aux éventuels orphelins du SIDA et pensent aux types de traitement
- 448.** 100 % des organisations chrétiennes ont un personnel spécial pour le VIH/SIDA, 11% des entités où l'équilibre genre est respecté, 77% où il y a plus de femmes que d'hommes, et 11% plus d'hommes que de femmes
- 449.** 55% d'entre elles n'ont pu donner des chiffres exacts de personnel spécial dans la lutte
- 450.** 33 % d'entre elles mentionnent qu'il n'y a pas de participation des bénéficiaires aux actions ; 44 % de participation dans l'axe 2 et 55 % dans l'axe 5 sous forme de groupe de parole

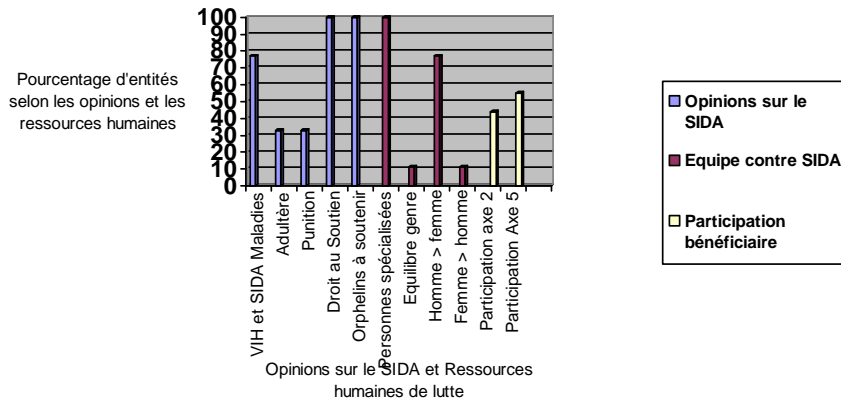


Figure 12: Opinions et disponibilité de ressources humaines

- 15 BIS** Parmi le type d'actions proposées pour les orphelins du SIDA figurent les suivantes :
- o. Prise en charge spirituelle, psychosociale, alimentaire même sous forme de Centre d'accueil
  - p. Leur faire comprendre qu'ils sont toujours précieux devant de Dieu
  - q. Droit à l'éducation comme tous les orphelins
  - r. Orphelinat et traitement particulier
  - s. Traitement humain et non spécifique pour ne pas les mener à la stigmatisation
  - t. Prévoir leur insertion sociale
  - u. Chercher leurs besoins pour éviter un manque d'affection ou d'amour

### III.2.3. SUR L'EVALUATION DES CAPACITES DE L'EGLISE ET DES ORGANISATIONS CHRETIENNES

**S. Les renseignements (cf. page 10) obtenus montrent :**

**451.** 69,23 % d'entre elles présentent des actions de management selon la définition adoptée du terme, parmi lesquelles 33,33 % montrent de 3 à 6 activités références, 66,66% présentent entre 7 et 9 activités sur 9

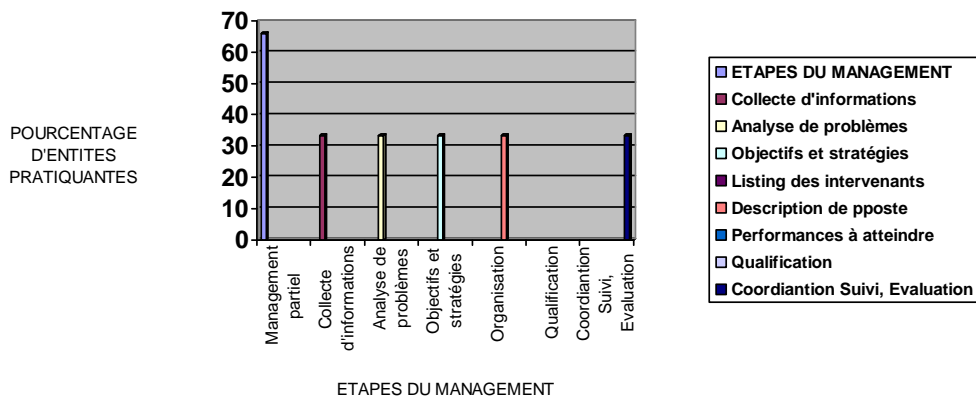


Figure 13: Pratique du management

- 452.** 100% des entités ont désigné leurs responsables de la lutte, 66% d'entre elles les ont qualifiés, et 66% % ont renforcé leur effectif
- 453.** 100% ont un effectif propre à la lutte contre le SIDA,
- a. 44 % ont moins de 6

- b. 44 % entre 7 et 14
- c. 22 % supérieur à 30 avec existence et mention spéciale de 150 animateurs pour les AMIS de l'église anglicane

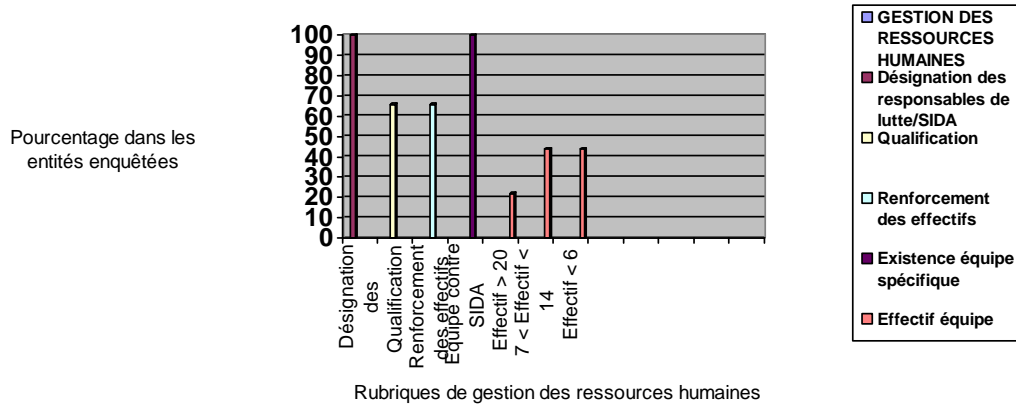


Figure 14: Pratique de Gestion des Ressources humaines (intervention/SIDA)

- 454. 66 % connaissent entre 3 à quatre étapes du management, 11 % connaissent juste en tant que savoir les 5 étapes
- 455. 66% d'entre elles ont cité deux étapes techniques de gestion rationnelle

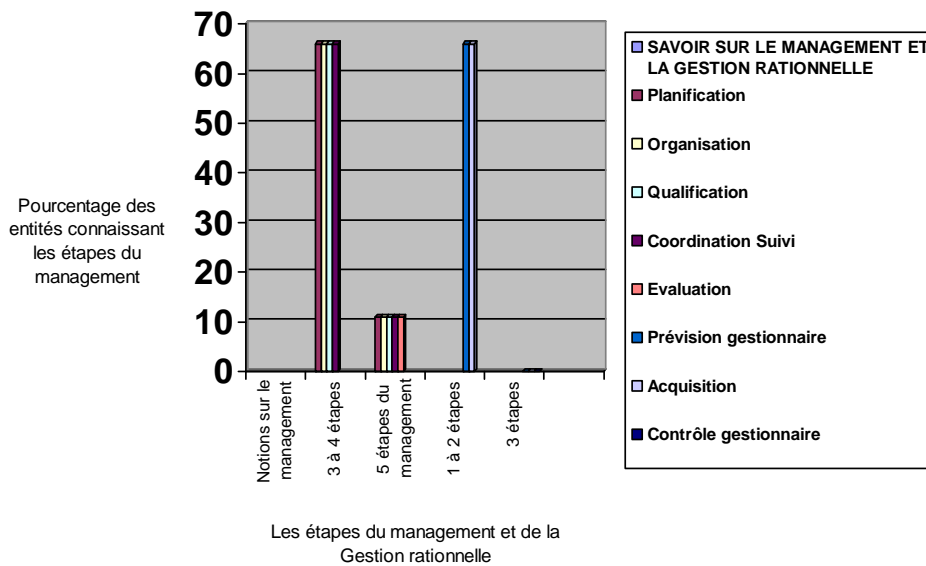
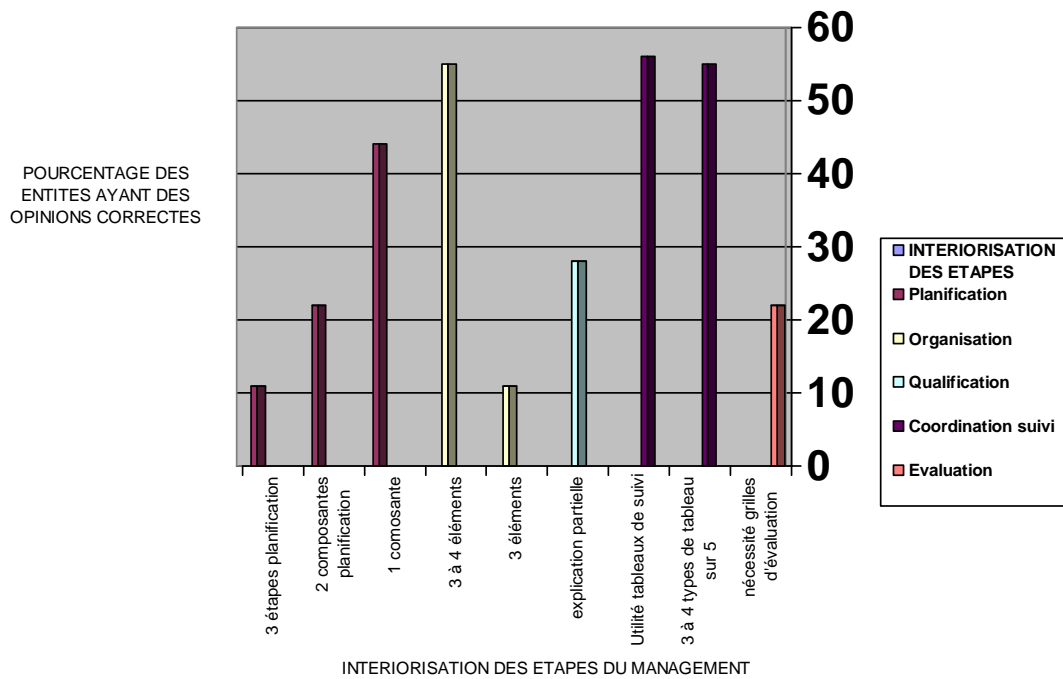


Figure 15 : Savoir sur le management et la Gestion rationnelle

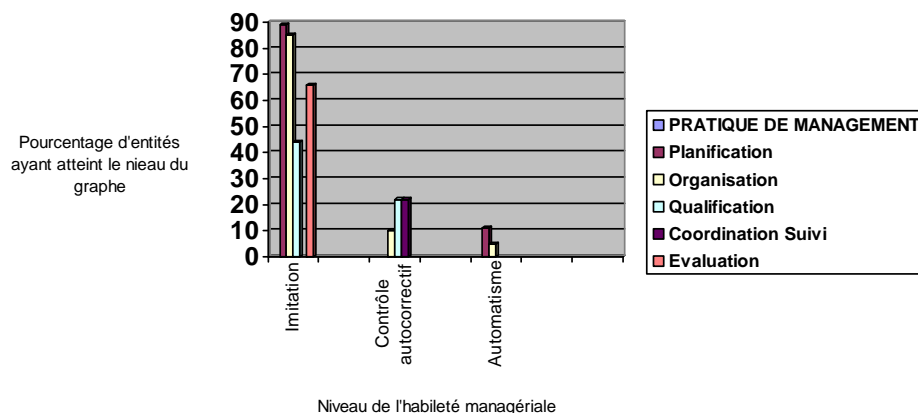
- 456. 11 % expliquent de façon appropriée les 3 étapes de planification et 22 % les expriment selon deux composantes, 44% selon une composante,
- 457. 55 % comprennent l'ensemble des 3 ou 4 éléments de l'organisation, 11% expliquent 3 éléments sauf la description de poste,
- 458. 22 % ont pu expliqué 28 % des notions à comprendre dans la qualification des acteurs
- 459. 56 % pensent à l'utilité des tableaux de suivi, 55% expliquent de façon substantielle entre trois et cinq des types de tableaux de bord à posséder,
- 460. 22 % sont convaincus qu'il faut un véritable système où toutes les entités participent à l'évaluation en s'aidant de grilles, 22% acceptent que tous doivent y

être actifs en suivant ne grille, 11% ne soulignent que la nécessité d'une grille,



**Figure16: Opinions sur les étapes de management**

- 461.** 100% des entités essaient de faire de la planification ; 11% seulement essaient de la réaliser comme un processus, 89 % des entités la présentent au stade d'imitation
- 462.** 88% des entités chrétiennes pratiquent les techniques d'organisation ;
  - 55% font systématiquement l'inventaire des acteurs impliqués sans organigramme opérationnel automatique
- 463.** 44% déterminent des sujets de formation mais sans suite de la procédure :
  - 22% sont au stade de contrôle pour la recherche d'informations sur les connaissances correspondantes aux sujets de formation
- 464.** 11% présentent des habiletés de coordination sur les plans d'action et l'organisation ; 11 % présentent des plans de suivi et évaluation qui sont affichés sur terrain (AMCM, CCLS) 66 % essaient d'évaluer mais de façon incomplète sans indicateurs ni ratios ;
- 465.** 55% essaient d'évaluer par des enquêtes, des fiches d'évaluation, des feed back venant des acteurs sur les forces et les faiblesses, des descentes sur terrain en début et en fin d'actions, d'études des statistiques, de suivi et de témoignage...



**Figure17: Etat des habiletés dans les étapes de Management**

**466.** 88% connaît des procédures de formation de façon classique par l'identification des problèmes, la préparation de la formation, la formation proprement dite' par des experts et l'évaluation

**467.** 66% ont apporté des explications de conviction correcte pour l'ensemble des quatre points de nécessité d'une procédure de formation portant sur la nécessité de posséder des informations éducationnelles, d'exprimer des problèmes éducationnels, de préparer le document de formation pour solutionner les problèmes, d'exprimer des objectifs éducationnels avec les supports adéquats d'appui ; 11 % ont pu bien expliquer le besoin d'avoir de telles procédures de formation ; 33 % n'ont pas apporté de réponses

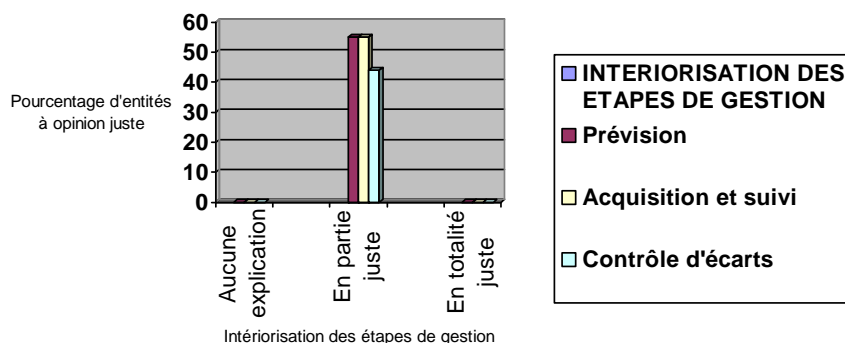
**468.** 11% ont des actions annuelles de re planification sur ces interventions antisida ; 11 % tous les trois ans ; 11 % travaillent en projet ; 77% ne re/planifient pas

**469.** aucune des entités qui re/planifient n'a des actes d'organisation de ces planifications rectificatives

**470.** 55% de ces organisations et églises chrétiennes ont de un à trois points justes dans l'explication de la prévision de gestion

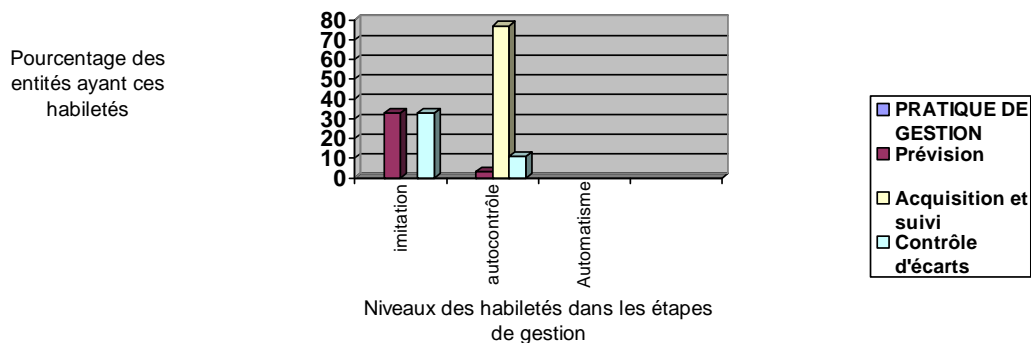
**471.** 55% possèdent des explications en partie juste en matière de mécanisme d'acquisition et de suivi gestionnaire

**472.** 44% des entités ont des opinions en partie juste en termes de contrôle gestionnaire



**Figure18: Les opinions des entités chrétiennes sur les étapes de gestion**

- 473.** 33 % d'entre elles présentent des activités de prévision mais qui comportent des erreurs techniques constatées ; et 3,33 % pratiquent la prévision de gestion en en sautant parfois le suivi des consommations journalières, le cumul de consommation, les graphes de consommations, mais se corrigeant progressivement de façon expérimentielle
- 474.** 77 % au stade de capacité d'autocorrection dans l'acquisition et suivi mais sans tableau de suivi proprement dit
- 475.** 33% ont essayé les contrôles sans le maîtriser et se sont arrêtés au contrôle d'écart ; et 11% se sont précipités sur le réajustement des commandes sans avoir suivi régulièrement les écarts ; 11 % ont pu le pratiquer sans suivre les nouvelles livraisons



**Figure 19: Etat de la pratique des étapes de gestion par les entités chrétiennes**

**T. Points positifs pour les infrastructures sous tendant les actions et les supports logistiques accompagnateurs.**

- 476.** la répartition de la constatation d'enregistrement de la gestion des ressources est :
- 55 à 88 % le réalisent pour l'axe 1,
  - 22 à 44% pour l'axe 2,
  - 11 à 22 % pour l'axe 3,
  - 11 à 66 % pour l'axe 4
  - et 22 à 33% pour l'axe 5
- 477.** la répartition de l'enregistrement de la gestion des ressources humaines est :
- 88 % pour l'axe 1



- 44 % pour l'axe 2
- 33 % pour le 3 et 5
- 66 % pour le 4

**478.** la répartition de l'enregistrement de la gestion des articles de consommation est de:

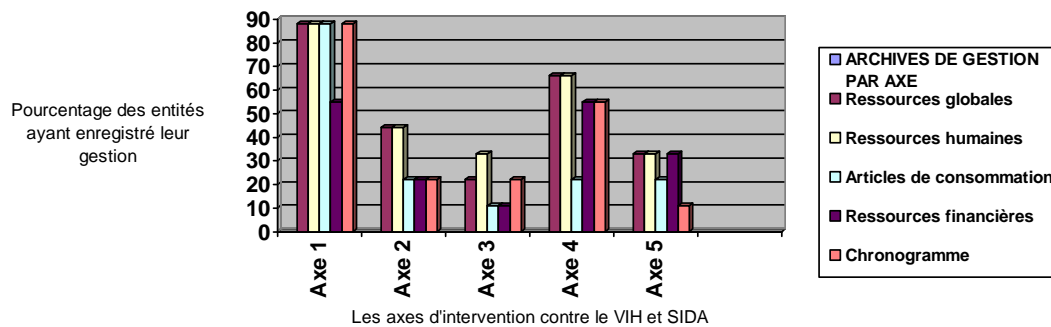
- 88 % pour l'axe 1
- 22 % axe 2, 4 et 5
- 11 % axe 3

**479.** l'enregistrement de la gestion financière se répartit comme suit :

- 55% dans l'axe 1 et 4
- 22% pour chaque axe 2
- 11 % dans l'axe 3
- 33 % dans l'axe 5

**480.** l'enregistrement des calendriers de chaque activité se répartit en

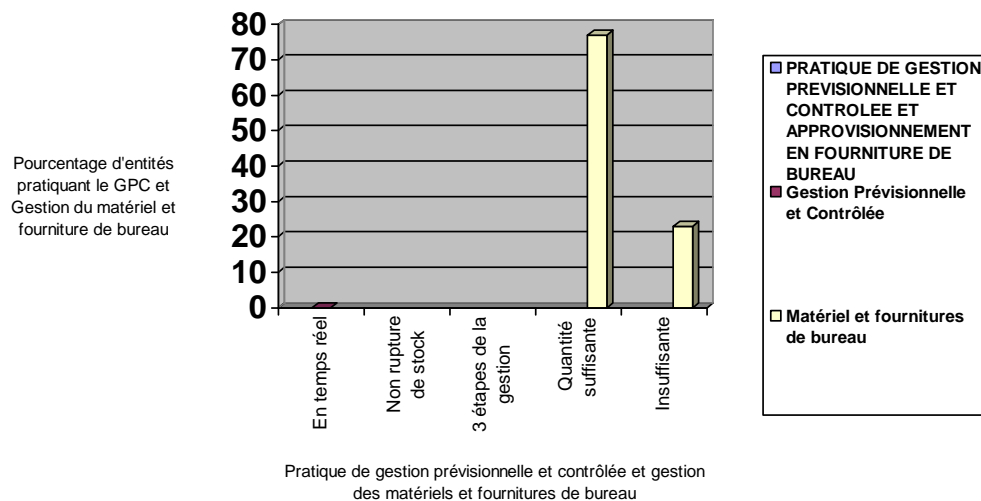
- 88% pour l'axe 1,
- 22 % pour chaque axe 2 et 3
- 55 % pour l'axe 4
- 11 % pour le 5



**Figure 20: Enregistrement de la gestion des ressources dans les axes de lutte contre le VIH et SIDA**

**481.** 100 % des entités ne pratiquent pas la gestion prévisionnelle et contrôlée en temps réel sur les articles de consommation ;

**482.** 77 % des entités ont suffisamment de matériel bureautique et de fournitures de bureau ;



**Figure 21: Etat de la pratique de la GPC et de la Gestion du Matériel et Fourniture de bureau**

**483.** 77% des entités possèdent des immobilisations corporelles à type de terrain, de locaux de travail et de mobiliers de bureau ; 55 % en possèdent un à deux types

484. 44% n'ont pas de matériel roulant ; 55% en possèdent moins de deux ; 11% plus de 6

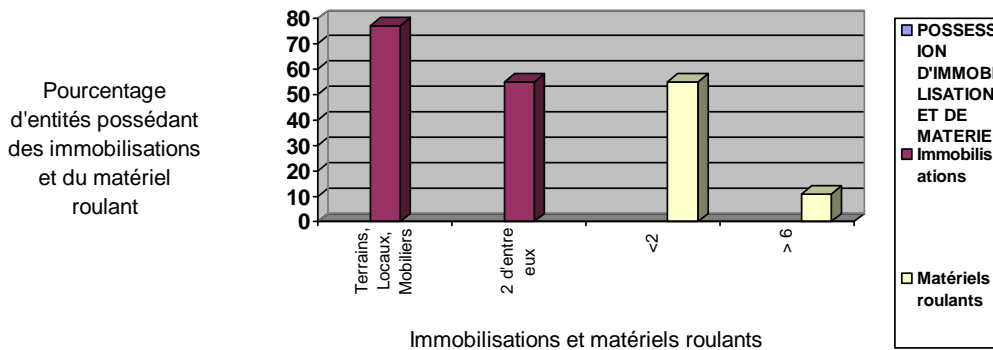


Figure 22: Etat de possession d'immobilisations et de matériels roulants

**U. Points positifs sur les ressources humaines et sur leur qualification technique :**

485. 77 % possèdent des archives sur les qualifications avec 66 % pour l'axe 1, 22% pour l'axe 2, 33% pour l'axe 3, 66% pour l'axe 4 et 11% pour l'axe 5

486. 10,34 % présentent moins de 7 aspects de la formation par l'IEC et 0,86 % entre 7 et 14 aspects

487. 88% connaissent une procédure de formation de façon classique par l'identification des problèmes, la préparation de la formation proprement dite par des experts et l'évaluation

488. 66% ont apporté des explications de conviction correcte pour l'ensemble des quatre points de nécessité d'une procédure de formation portant sur la nécessité de posséder des informations éducationnelles, d'exprimer des problèmes éducationnels, de préparer le document de formation pour solutionner les problèmes, d'exprimer des objectifs éducationnels avec les supports d'appui adéquats; 11 % ont pu bien expliquer le besoin d'avoir de telles procédures de formation

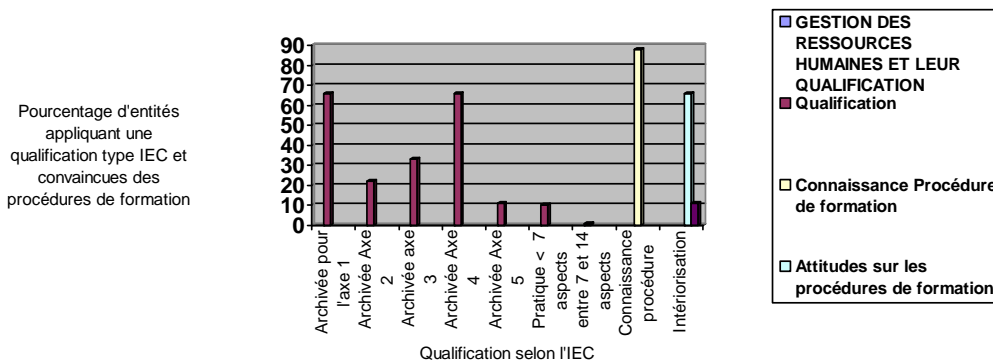


Figure 23: Appréciation de la pratique et des opinions de formation IEC

**V. Points positifs sur le partenariat et le réseautage**

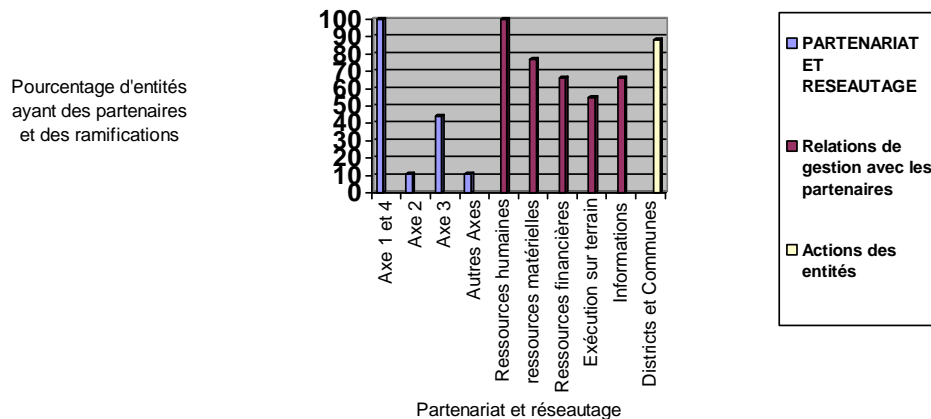
489. 100 % des entités chrétiennes ont des partenaires ; les interventions des partenaires existants portent surtout dans

- 100 % des entités sur l'axe 1 et 4
- 11% chacun sur l'axe 2 et 5
- 44 % sur l'axe 3

490. la répartition des relations de gestion se fait comme suit :

- a. 100% ont des relations de gestion des ressources humaines

- b. 77 % dans la gestion de ressources matérielles
  - c. 66% dans la gestion financière
  - d. 55% dans les exécutions sur terrain
  - e. 66 % dans la gestion des informations
491. 88% des entités enquêtées possèdent une liste des districts ou des communes où elles agissent



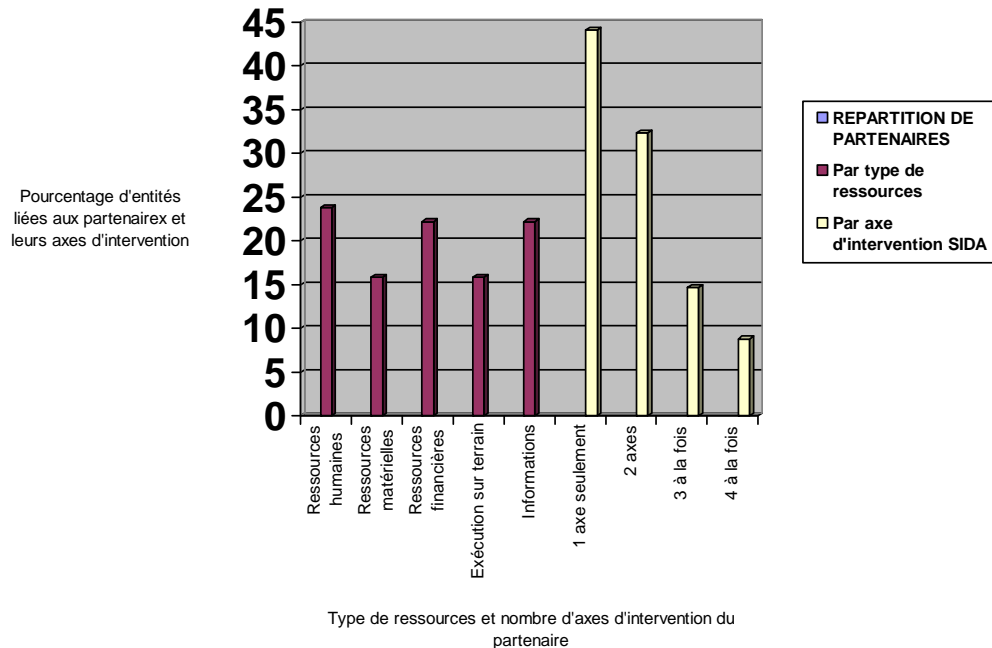
**Figure 24: Importance du partenariat et du réseautage des entités chrétiennes dans la lutte contre le VIH et SIDA**

492. dans la région d'Analamanga le nombre de partenaires est réparti comme suit :

- 15 pour les ressources humaines soit 23,8 %
- 10 pour la gestion des ressources matérielles 15,87 %
- 14 pour la gestion financière 22,22 %
- 10 pour l'exécution sur terrain 15,87 %
- 14 pour la gestion des informations 22,22 %

64 BIS. La répartition d'interventions de gestion des partenaires est la suivante :

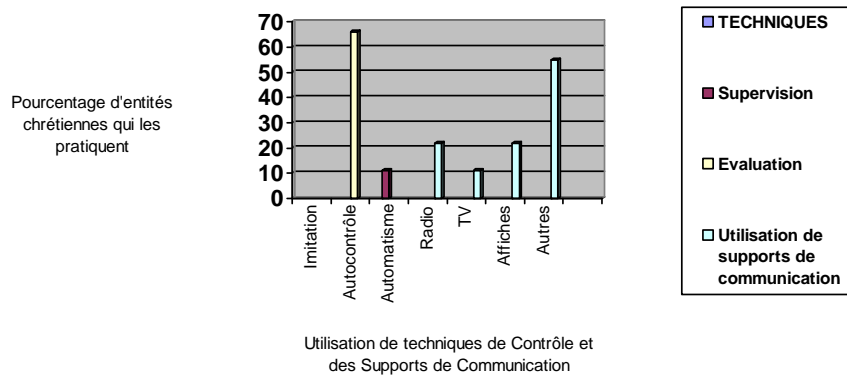
- 15 partenaires interviennent dans un axe seulement, parmi eux se trouvent des groupements dans l'entité même : 44,11 %
- 11 partenaires interviennent dans deux axes à la fois : 32,35 %
- 5 dans 3 axes à la fois : 14,7 %
- 3 dans 4 axes en même temps : 8,82 %



**Figure 25 : Importance des liaisons des partenaires aux entités et leurs axes d'intervention**

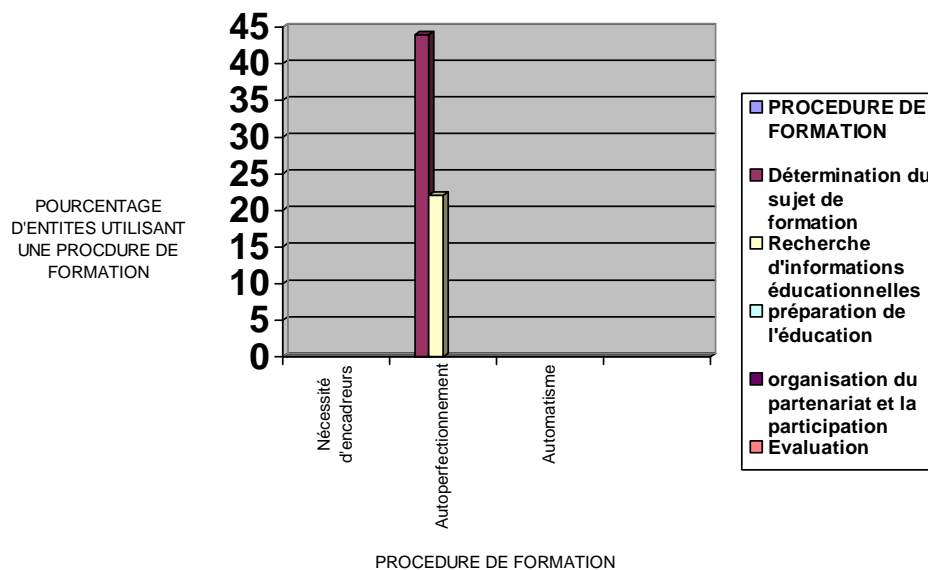
**W. Points positifs sur les systèmes de suivi et d'évaluation, types de canaux de transmission d'éducation, niveau de pratique de formation, système de gestion pratiqué, système d'administration de la comptabilité en terme d'approches ou de modèles.**

493. 11% présentent des habiletés de coordination sur les plans d'action et d'organisation ; 11 % présentent des plans de suivi et évaluation qui sont affichés sur terrain (AMCM, CCLS) ;
494. 22 % ne présentent aucune habileté d'évaluation ; 66 % essaient d'évaluer mais de façon incomplète sans indicateurs ni ratios ;
495. 100 % utilisent un support matériel se répartissant comme suit :
- 22 % utilisent la radio
  - 11% utilisent la télé
  - 22 % utilisent les affiches
  - 55 % d'autres supports



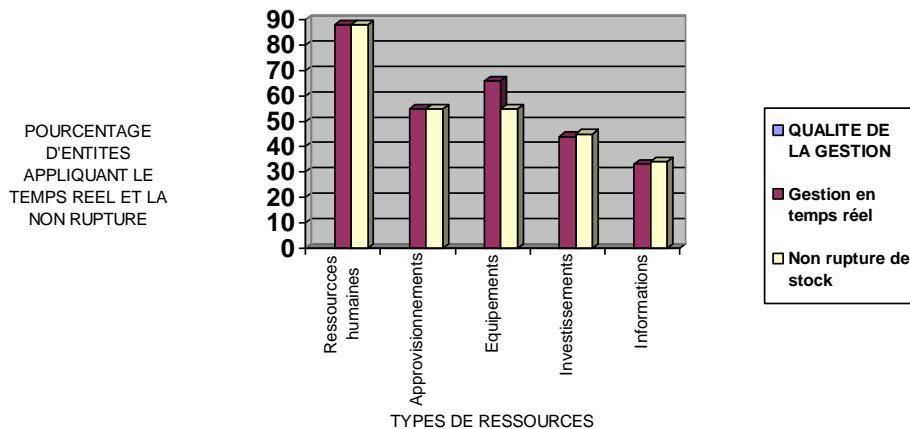
**Figure 26: Pratiques des Techniques de supervision évaluation et des Supports matériels de communication**

496. 44% déterminent des sujets de formation mais sans suite effective de la procédure :
- 44 % présentent des actions de qualification
  - 22% sont au stade de contrôle pour la recherche d'informations sur les connaissances correspondantes aux sujets de formation



**Figure 27: Appréciation de l'application d'une procédure de formation par les entités chrétiennes**

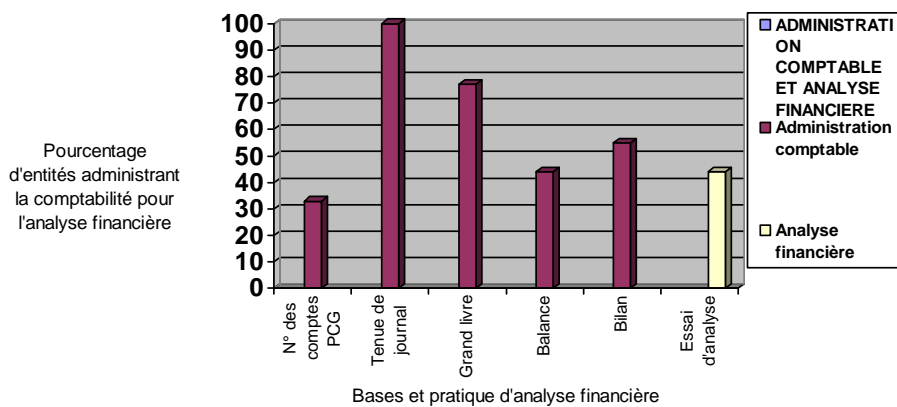
497. des essais d'application de la gestion en temps réel s'observent dans :
- a. 88 % des entités pour la gestion, des ressources humaines
  - b. 55% d'entre elles pour les approvisionnements
  - c. 66% pour les équipements
  - d. 44% pour les investissements
  - e. 33% pour la gestion des informations
498. un automatisme d'application de la non rupture de stock s'observent dans :
- a. 88% des entités pour la gestion des ressources humaines
  - b. 55% pour la gestion des approvisionnements,
499. pas de risques de rupture ou d'insuffisance dans 67% des entités pour la gestion des équipements, 45% pour la gestion des investissements, 34 % pour la gestion des informations



**Figure 28: Importance des entités chrétiennes pratiquant une gestion de qualité**

500. 100% pratiquent les tâches d'administration de la comptabilité, bases d'une analyse financière en fin d'exercice ; l'état de pratique actuel montre que :

- 33 % des entités ont essayé de donner les numéros de compte utilisés
- 100% tiennent le journal
- 77 % ont un grand livre
- 44% établissent une balance
- 55 % présentent un bilan en fin d'exercice
- 44 % essaient de faire une analyse financière

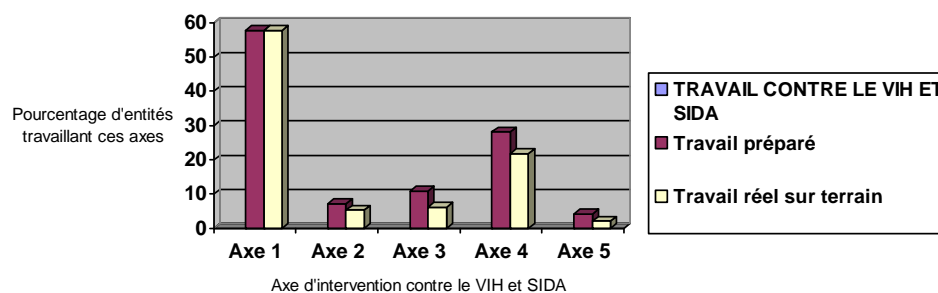


**Figure 29: Etat de l'administration de la comptabilité et de la gestion financière par les entités chrétiennes**

**X. Points positifs sur les décisions de politique et l'utilisation de procédures, les aspects de stigmatisation ou de discrimination, la signification donnée à l'infection VIH SIDA, la considération de la personne affectée par le VIH SIDA, le cas des orphelins du SIDA, les opinions sur les propriétés et la place du sidéen dans la communauté chrétienne, les activités spécifiques offertes aux affectés, les raisons de l'absence de ces activités.**

**501.** Rapports entre choix des thèmes et activités réellement faites dans le district

THEMES	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4	Axe 5
Thèmes effectivement travaillés	57,81%	7,14%	10,93%	28,12	4,16%
Actions réelles vérifiées sur terrain	57,81%	5,35%	6,25%	21,87%	2,08%



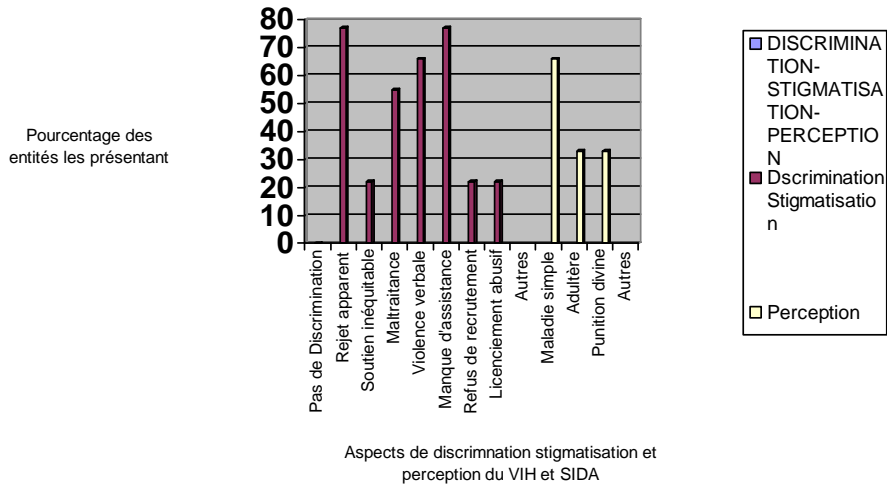
**Figure 30: Appréciation des actions des entités chrétiennes sur les axes de lutte contre le VIH et SIDA**

**502.** 100% des entités ont exprimé d'éventuelles discriminations stigmatisations dont la répartition est :

- Rejet apparent 77 %
- Soutien inéquitable 22 %
- Maltraitance 55 %
- Violence verbale 66 %
- Manque d'assistance 77 %
- Refus de recrutement 22 %
- Licenciement abusif 22 %

**503.** 100% des entités ont exprimé des perceptions comme suit :

- Maladie comme les autres 66%
- Punition de Dieu 33%
- Maladie de l'adultère 33%



**Figure 31: Importance des manifestations discriminatoire et état de la perception des entités chrétiennes sur le VIH et SIDA**

**504.** 100 % estiment qu'elles ont droit au soutien, 33% pensent qu'ils ne doivent pas être révélés séropositifs

**505.** 100 % sont sensibles aux éventuels orphelins du SIDA et pensent aux types de traitement

**506.** 100% des entités ont désigné leurs responsables de la lutte,

**507.** 100% ont un effectif propre à la lutte contre le SIDA,

a. 44 % ont moins de 6

b. 44 % entre 7 et 14

c. 22 % supérieur à 30 avec existence et mention spéciale de 150 animateurs pour les AMIS de l'église anglicane

**508.** 100 % se sont exprimés que les propriétés des SIDEENS doivent rester en leurs mains tout en soulignant que les sidéens dans une église chrétienne ou une association, ce n'est pas à Madagascar qu'on en trouve

**509.** 88 % ont avancé des raisons sur l'absence d'activités spécifiques ; 11 % pensent à des activités comme la prise en charge spirituelle, matérielle, et psychosociale

**84 BIS.** Les raisons mentionnées sur l'absence d'activités antisida sont :

g. Taux de séroprévalence ne paraît pas encore alarmant

h. PVVIH se cachent, n'osent pas se montrer

⇒ Culture malagasy, interdiction indirecte de se montrer

⇒ Peur de rejet comme un lépreux à la malagasy

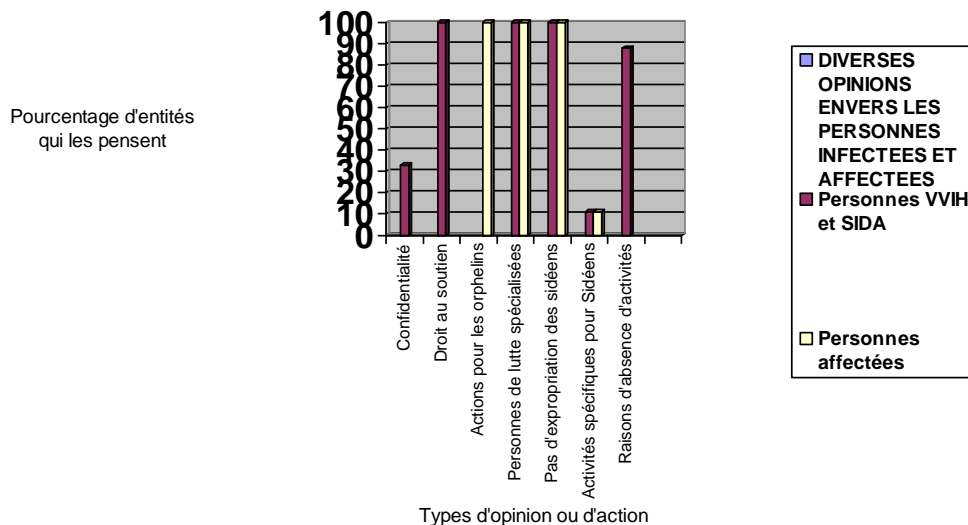
i. Maladie sous entend une culpabilité quelque part

j. Il n'y a pas de cas concrets

k. Les gens ne se sentent pas touchés

l. Manque de conviction de chacun face au SIDA





**Figure 32: Attitudes des entités chrétiennes vis-à-vis des PPVIH et Sidéens et des personnes affectées**

### III.2.4. SUR DES POINTS NON EXIGES PAR LES TDR

#### Y. Points positifs soulevés par bénéficiaires éventuels des interventions vis-à-vis des structures chrétiennes, sur les valeurs des interventions existantes en matière de tracabilité, d'impact

85.11 % des entités ont affirmé qu'il ne devrait pas y avoir de limites car cela entre dans la mission d'évangélisation et d'édification ; 88 % ont mentionné leurs limites résumées ci-dessous :

- n. Manque de moyens matériels, financiers
  - o. Supports limités tout comme leur multiplication
  - p. Manque d'expérience en matière de lutte antisida
  - q. Actions limitées aux zones accessibles
  - r. Présence et prédominance de certains us et coutumes
  - s. Marginalisation de l'église par des points d'éthique devant des traitements antisida
86. 100 % ont soulevé des difficultés du genre :
- a. Accessibilité des zones isolées
  - b. Pas de bailleurs fixes
  - c. Autofinancement difficile
  - d. Lourdeur de procédures administratives exigées par les bailleurs
  - e. Pérennisation et continuité des actions
  - f. Non participation par manque de conviction de la communauté chrétienne
  - g. Irrégularité des rapports d'activités
  - h. Blocage par l'éthique de certaines églises
  - i. Exclusion par rapport à certaines activités dues à leur non conformité aux principes et à l'éthique des églises
  - j. Perception des limites financières
  - k. Prédominance de la spiritualité
    - ⇒ Inacceptabilité de séropositifs chrétiens

I. Barrière de l'intégration du séropositif

97. 50 % des limites concernent les interventions dans l'axe 4 ; 33% ; l'axe 3 et 16,66 % l'axe 2

98. 53,8 % des difficultés portent des interventions de l'axe 4, 23 % sur l'axe 2 et 23 % sur l'axe 3

99. parmi le très peu de bénéficiaires que nous avons pu voir, la fréquence décroissante de l'utilisation des structures de soins est la suivante : TYPE ; Centre médical; Dispensaire; Infirmerie ; Maternité ; prise en charge des orphelins ; prise en charge des PVVIH

100. 88% des entités n'ont pu bénéficier d'appréciation faute d'avoir eu le temps de trouver des personnes affectées, le volume d'informations à Analamanga était trop important

101. parmi les entités où l'on a pu trouver des bénéficiaires :

- i. entités chrétiennes impliquées dans la lutte
- j. structures d'accueil moyennes
- k. les interventions n'ont pas été jugées observables de façon continue
- l. il existe des AntiRétroviraux
- m. il existe des médicaments pour infections opportunistes
- n. accessibilité financière jugée réelle

102. Les actes suivants ont été relevés pour le bénéficiaire

TYPE DE PRESTATION

- Référence vers une autre Structure
- Conseil VIH
- Dépistage VIH
- Soins médicaux
- Prise en charge sociale
- Prise en charge matérielle
- Prise en charge spirituelle
- Plaidoyer IST VIH SIDA
- Sensibilisation IST VIH SIDA
- Formation IST VIH SIDA
- Education sexuelle

103. les bénéficiaires ont reconnu les impacts des églises et associations chrétiennes

104. les bénéficiaires reconnaissent être satisfaits par la présence et l'assistance des églises et des associations chrétiennes dans la lutte

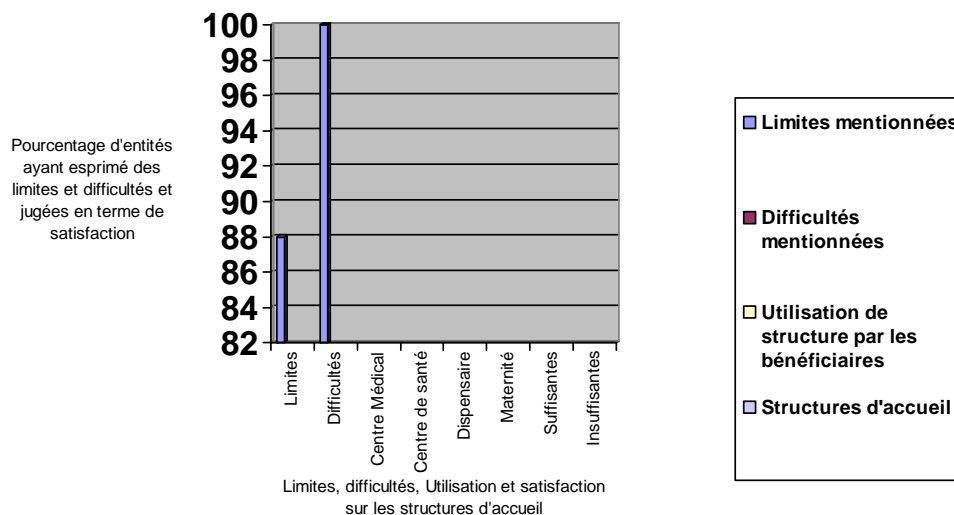


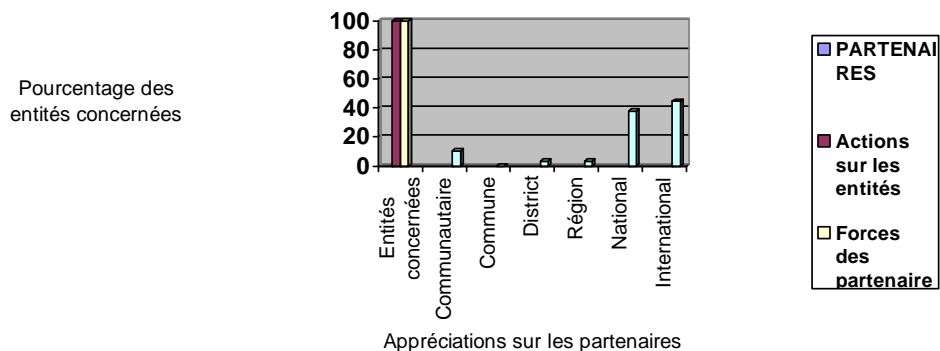
Figure 33: Expressions des limites et difficultés des entités chrétiennes et appréciation de la satisfaction des bénéficiaires

Z. Points positifs sur les partenaires, sur leurs interventions et participation :

105. les niveaux de partenariat sont répartis comme suit :

- Communautaire 10,34% (METM femme ; Jeunesse Adventiste ; ANKOAY ; Dispensaire EEM)
- Commune
- District 3,44% (FJKM ; FLM ; ECAR ; SAF)
- Région 3,44% (FJKM ; FLM ; ECAR ; SAF ; Direction Régionale Santé ; COE)

- National 37,93% (USPG ; PMPS ; FJKM ; FLM ; ECAR ; SAF ; CNLS ; COE ; PLEROC ; INSTAT ; APPRO PNLS)
- International 44,82% (PSI ; Alliance Internationale ; Alliance Biblique Universelle ; GBU Afrique Francophone ; FNUAP ; USAID ; CMS ; CRS ; PC USA ; Santé Net ; CWM ; AGF ; CARE)



**Figure 34: Appréciations des interventions des partenaires par les entités chrétiennes**

### III.3. COMMENTAIRES DES PROBLEMES

Ils seront exposés suivant les trois grandes parties portant sur :

- la traçabilité des actions des églises et des associations chrétiennes
- les ressources disponibles et existantes
- les capacités exprimées et relevées chez les entités et associations chrétiennes

#### III.3.1. LA TRAÇABILITE DES ACTIONS DES EGLISES ET ASSOCIATIONS CHRETIENNES EN MATIERE DE VIH SIDA

##### 1. Insuffisance de l'enregistrement des actions, absence d'archives.

Certaines entités agissent directement sans prendre des mesures pour enregistrer leurs actions. On a même vu des cas où les documents se trouvent dans les chefs lieux de région alors que les districts où l'on mène les actions n'en ont pas. C'est une manifestation d'immaturation et d'absence d'institutionnalisation de la lutte. En effet, les créateurs d'une éventuelle institution ne sont pas précisés. Il existe des ordres venant du chef lieu de région du diocèse ou du synode. Ces deux structures semblent être une courroie de transmission des actions, surtout qu'il existe des réunions périodiques d'informations et de décisions à leur niveau. Mais il ne suffit pas d'avoir quelques points de dossier au niveau de la région. Il faut que les districts et les communes puissent voler de leurs propres ailes, d'autant plus que l'approche appelle une démarche psychosociale pour que tout individu s'approprie les mesures de lutte, et pour que la communauté puisse jouir d'une institution de lutte locale, capable de reconnaître les valeurs nécessaires à cette appropriation. Il

n'y a pas adoption de procédures de coordination supervision au niveau du diocèse, du synode ou de toute structure coordinatrice des autres entités au niveau régional.

Il a été remarqué que le ou les responsables de lutte ne sont pas désignés. Or, de par l'envergure de la lutte dans ces cinq axes, cette lutte ne peut pas se faire ponctuellement. A l'état actuel d'engagement, on risque de jeter de l'argent par la fenêtre si les sièges centraux des entités chrétiennes négocient pour obtenir des financements de diverses sources. En plus, là où des responsables sont désignés, à 92,5 % ils ne sont pas formés. Et la première formation qui manque est la traçabilité des interventions. A mentionner :

- 1- Intervention par thème/ niveau/type
- 2- Quels sont les savoirs faire appliqués dans les thèmes et les axes :
  - prévention
  - prise en charge
  - protection et soutien aux PVVIH
  - coordination/partenariat
  - Surveillance épidémiologique

Le responsable n'est pas convaincu d'enregistrer ce qui a été fait et ce qu'on fait, et c'est une lacune de formation professionnelle. Les indicateurs d'absence d'activités antisida atteignent environ 90 %, preuve d'une perception à très faible précision.

## 2. Faiblesse extrême de l'archivage des gestions de ressources humaines, des articles de consommation, des ressources financières, du temps.

Entre 73,8% et 99,2% des entités chrétiennes enquêtées ne tiennent pas d'archives de gestion en général. La lutte contre le SIDA est la première à en être dépourvue. De plus, il existe des opinions séparant la mission de l'Eglise et la lutte chez certains responsables. Mais la lacune s'explique par l'absence de la culture d'archivage dont la nécessité et l'importance pour le développement des actions et l'amélioration de la gestion, ne sont pas du tout comprises. C'est un minimum de réflexe qu'une tenue de comptabilité des interventions pour en mesurer l'efficacité. Même au niveau des responsables désignés, ce réflexe ne prévaut pas. Il en est ainsi de la gestion des ressources humaines, et cela peut expliquer la quasi absence de renforcement de capacité des responsables de lutte existant. Or, on a remarqué que certaines équipes dépassent un effectif de dix jusqu'à vingt. Une mauvaise répartition de tâches peut en être la base, elle-même due à l'insuffisance de plan d'actions et de description de poste.

L'impact de la faiblesse de la pratique d'archivage est la discontinuité des actions dans le temps. C'est la conséquence de l'absence de traçabilité que ce soit sur les interventions dans les cinq axes ou dans la gestion des ressources.

### **III.3.2. LES RESSOURCES DISPONIBLES ET EXISTANTES**

#### **E. EN MATIERE DE FINANCEMENT**

##### **3. Insuffisance de l'administration de la gestion du financement**

La gestion du financement est l'aboutissement de toutes les autres gestions. Il faut par exemple connaître les besoins en personnes ressources à partir des descriptions de poste, les différents approvisionnements, les investissements obligatoires, avant de les traduire financièrement et de les consolider dans la gestion financière. C'est le côté gestionnaire. Mais la gestion financière appelle, comme toute autre activité, une planification, une organisation, une révision des habiletés des acteurs, une coordination à toute épreuve et une évaluation allant de pair avec le contrôle gestionnaire. Or, tout ceci manque chez 75 % des entités chrétiennes. Il semble que la désignation ne tient pas compte d'un certain profil préalable. Les entités chrétiennes ont pris le train de la lutte en marche, et n'ont pas pu trouver des personnes déjà qualifiées pour. Et même si la formation est possible, on a vu que l'on n'y procède pas systématiquement. Les rares responsables qui disent avoir reçu une formation n'ont pratiquement rien effectué, et parfois demeurent seuls pendant une longue période sans être renforcés en nombre et en capacités. Une gestion financière aux normes ne se sépare jamais d'une comptabilité efficace, les éléments du journal, du grand livre, de la balance et du bilan étant des facteurs de gestion et d'analyse financière pour la prise de décision et le contrôle gestionnaire. Or, ces points présentent une grande faiblesse au cours de l'enquête. Jusqu'à 95% d'entités ne le font pas. Il n'y a donc pas possibilité d'une analyse financière pour une gestion prévisionnelle en temps réel. C'est la formation en gouvernance et en gestion qui n'est pas entamée. Les réponses aux demandes de définition de ces deux notions le prouvent, 100% des entités n'ont pas répondu.

#### 4. Mauvaise répartition de gestion des éventuelles sources de financement

Mais en plus de la gestion financière, c'est la gestion des sources de financement existantes qui est insuffisante. Environ 50 % des entités trouvent des sources de financement, mais ne savent pas harmoniser l'intervention des différents niveaux et échelons depuis la communauté locale, la commune jusqu'au niveau national, voire international. Mais, la non maîtrise des techniques de gestion se répercute sur cette gestion des sources de financement car il faut savoir faire les prévisions nécessaires, en suivre l'acquisition, et contrôler avec une vigilance marquée les différences entre prévisions et réalisations. C'est à ce prix que les décisions tactiques gestionnaires peuvent se prendre. Agir selon un esprit économique, est requis pour mobiliser les ressources déclarées et potentielles dans un territoire donné. Chaque entité agit comme elle le sent à un moment donné, et les réunions diocésaines ou synodales n'apportent rien de plus. C'est l'organisation de la politique de ressources aux niveaux des entités chrétiennes qui est touchée, les entités ne savent pas l'organiser. On peut dire que les entités et associations chrétiennes font une gestion à vue et une gestion à caractère pompier. On ne peut même pas parler d'existence de formation sur le tas.

Pour 48,5 % des entités chrétiennes qui ont trouvé des sources de financement, rappelons que :

- a. 17,9 % vient de la communauté ou des paroissiens
- b. 14,9 % du Programme National de Lutte contre le SIDA ou de leur siège national
- c. 4,4 % provient soit du gouvernement soit de sources internationales
- d. 2,9 % vient soit du district soit de la région

## **F. EQUIPEMENTS, SUPPORTS MATERIELS**

## 5. Extrême faiblesse de l'engagement antisida des structures actuelles d'accueil

Les structures qui existent peuvent être des Centres Médicaux, des Centres de Santé de prévention, des dispensaires ou des maternités. Les bénéficiaires fréquentent surtout le Centre médical à une ampleur de 14 sur 130. Le SIDA n'est pas encore sous forme de sidéens observables et distincts par les maladies qu'ils ont, pour l'ensemble de la population malgache. Les régions ne possèdent que des séropositifs qui circulent et font leur travail sans problèmes de santé apparents. Le stade d'infections opportunistes des sidéens ne s'observe pas encore couramment. Cela pourrait expliquer l'absence d'activités antisida des structures d'accueil. Mais le fond repose sur une insuffisance d'Institutionnalisation dans les régions, les districts et les communes. Il n'y a même pas encore d'Institution Primaire pour la lutte pour 100 % des entités chrétiennes. Il n'existe que des ébauches d'activités selon l'axe 1 pour celles qui en font, mais ce n'est pas une vraie institution au niveau local. C'est une branche d'un lointain siège national ou central. C'est au Siège que se déroulent maintes réunions et conférences, divers types de canaux médiatiques. Mais la périphérie reste à l'écoute passivement, sans pouvoir prendre en mains la création et le développement d'institutions localement. De plus, les responsables ressemblent à des marionnettes, car ils n'ont pas acquis une habitude de planification, de supervision et d'évaluation entre 50 et 90,7 %. Ces responsables ne pratiquent pas à 100% une gestion prévisionnelle et contrôlée. La conséquence en est que les bénéficiaires ne savent pas ce qu'ils peuvent obtenir au niveau de ces structures d'accueil, puisque les stratégies de ces centres en la matière n'existent pas, faute de planification, que ces centres n'ont alors rien à superviser et à évaluer puisqu'ils ne font que recevoir les visites de bénéficiaires poussés par leurs opinions et/ou leurs besoins à un moment donné, presque au hasard. D'ailleurs, au cas où les personnes infectées fréquentent ces centres, elles peuvent se heurter à une insuffisance en matière de gestion des approvisionnements médicamenteux, et de gestion financière dans 87,6 % des cas. Et comme corollaire, ces bénéficiaires ne sont pas du tout motivés à participer. Ils existent dans la nature de la communauté où ils vivent, comme des étrangers qui passent, sans droit de citoyenneté reconnu de façon effective. De toute manière, ils jugent que 93 % des structures d'accueil chrétiennes sont dépourvues de normes d'accueil suffisantes.

Alors, on peut se demander si les structures d'accueil existantes ne doivent elles-mêmes pas être révisées en termes institutionnels d'une part. Et d'autre part, le problème de l'individu et du milieu, que l'individu soit séropositif, sidéen ou non malade appelle une approche d'éducation de masse en matière de VIH/SIDA et de socialisation. Comment donner à l'individu la possibilité de mieux s'acculturer, et comment offrir à la communauté la possibilité de se créer de véritables institutions pérennes et évolutives dans leur développement ?

## **G. RESSOURCES HUMAINES DANS CHAQUE AXE**

### 6. Insuffisance de partenaires dans la lutte

### 7. Opportunisme des partenaires dans les interventions

Les partenaires doivent être considérés comme des personnes ressources internes dans la lutte. Autrement, ils ne feront pas partie intégrante des ressources humaines à gérer. Cette gestion n'est pas actuellement le fort des entités chrétiennes, ce qui expliquerait l'insuffisance de partenaires. Ce sont des ressources à chercher, voire avec qui on doit négocier, ou bien qui l'on

doit qualifier le cas échéant. Ils doivent exister comme facilitateurs recours, techniquement prêts quel que soit l'aspect de leurs interventions. Or, certains d'entre eux ressentent des limites et des difficultés dans leurs spécificités. Le partenariat actuel semble jouer sur l'opportunisme. Il existe un créneau d'action, allons-y. On relève 12,5 % des partenaires dans cet opportunisme avec les limites et les difficultés.

Mais c'est au niveau des entités chrétiennes mêmes que l'on doit situer le problème comme étant une immaturité, voire une incapacité. La négociation est une technique qui s'apprend et s'améliore au fil des jours. La conviction de sa nécessité est la base de son appropriation. Sinon, son absence ou sa non maîtrise, demeurera un facteur limitant l'optimisation des interventions de manière économique. Il faut reconnaître que 78,5 % des entités sont encore des incapables en la matière.

A Madagascar, une tendance centralisatrice des entités ne fait qu'aggraver la situation. C'est une centralisation en matière de décision de gestion en général, financière en particulier. Or, souvent, les partenaires sont plutôt recherchés comme sources de financement. Il y a méfiance et manque de confiance, qui peut se justifier par les problèmes de qualification en gestion insignifiants. Cet aspect de centralisation n'est cependant que la tendance générale dans le pays, le gouvernement l'a pratiqué depuis l'indépendance, et a du mal à s'en défaire, malgré les lois et règlements de décentralisation successifs et actuels. En plus, les dispositions officielles légales et réglementaires pour la contractualisation ne sont pas courantes. La création de partenariat peut se faire alors au gré du vent, et ne favorise pas du tout une socialisation réelle des actions.

#### **8. Insuffisance d'approche systémique dans les communes et districts**

La cité seule connaît ses besoins. La cité est la commune, le district au plus la région qui, au fait, doit jouer un rôle dans la coordination, supervision et l'établissement des dossiers d'actions consolidées. C'est cette cohérence qui manque sur terrain. Pourtant, elle ne peut exister que si le fonctionnement se fait en système et sous système. La décentralisation, on l'a vue, est encore loin, et environ 90 % des entités ne la vivent pas. Et il apparaît que le problème de partenariat s'aggrave, ces derniers n'étant pas considérés à part entière comme dans le système. Beaucoup de travaux de plaidoyer sont encore à réaliser. La principale raison de l'insuffisance d'approche systémique est l'absence d'organisation scientifique du travail. La description de poste n'est pas automatiquement faite. La décentralisation en est entravée, et il manque une mobilisation sociale réelle où la participation de tous, y compris les bénéficiaires, sera effective. En fait, prouvant le caractère procédural du management, c'est la planification elle-même qui n'est pas réalisée, empêchant l'organisation de commencer à partir des stratégies et des opérations.

#### **9. Insuffisance des effectifs de lutte antisida en quantité et en qualité**

« Il n'y a de ressources que d'hommes », et ceci est insuffisant. Des structures d'accueil existent mais leur offre en matière de lutte contre le SIDA n'est pas évidente. Les bénéficiaires recherchent cette offre. Parmi les partenaires figurent des bailleurs de fonds importants. Mais l'immense quantité de ressources financières ne changera rien si la quantité et la qualification des personnes travaillant dans la lutte ne sont pas dans les normes. Ces normes concernent des impératifs de gestion de ressources humaines en rapport avec l'organisation prévisionnelle, et des exigences de droits fondamentaux en termes d'équité et de non discrimination de genre. La

situation qui prévaut a montré de grandes lacunes d'attitude sur le SIDA, et des savoirs faire à l'état d'imitation dont les sources sont le contexte de mondialisation de la lutte, et un flux énorme d'informations venant de la capitale. Ces informations apparaissent plutôt comme des manipulations de communication de masse et non des approches d'éducation de masse. Cette hypothèse de manipulation semble être vérifiée par l'inconscience et la nonchalance quant à la désignation de responsables de lutte, l'état actuel encore au niveau intentionnel ou de l'imagination de faire telle ou telle chose. Alors les décisions centralisées tombent d'un coup et expliquent les interventions ponctuelles, les opportunités « de financement ». Il n'est pas du tout négatif que la femme malagasy soit plutôt une personne ressource interne dans les foyers. Mais à l'état actuel des perceptions sur le SIDA, les femmes au foyer n'ont pas non plus la qualification pour une bonne lutte. Il apparaît que le foyer est loin de se présenter comme un acteur réel alors qu'il est la base des actions. Donc, au sommet, il est représenté par les responsables désignés ou à désigner, et à la base par les femmes dans les foyers ; l'insuffisance d'effectif est encore cruellement ressentie.

#### **H. SUPPORTS DE COMMUNICATION ET MEDICAMENTS,**

La gestion de ces supports et des médicaments contre le SIDA et les affections opportunistes, concerne essentiellement la gestion de stocks. Les trois étapes techniques d'une gestion prévisionnelle ne sont connues par presque aucune des entités. Ce qui explique une insuffisance d'application des techniques de gestion sur les supports de communication et les médicaments. Il y a une attente passive de ce que produit la capitale en matière de supports alors que des adaptations de supports locaux peuvent être envisagées. De même, beaucoup de structures d'accueil et d'entités chrétiennes ne disposent pas encore d'AntiRétroviraux et de médicaments contre les affections opportunistes, la notion de gestion de stock y étant inconnue. La pratique de gestion existante actuellement, est une gestion à vue ne respectant pas la qualité de processus des étapes de gestion. La gestion de la fréquentation des bénéficiaires entre également dans ce cadre.

### **III.3.3. LES CAPACITES EXPRIMEES ET RELEVES CHEZ LES ENTITES ET ASSOCIATIONS CHRETIENNES**

#### **I. CAPACITE MANAGERIALE**

##### **10. Insuffisance de culture managériale**

##### **11. Insuffisance d'application de la bonne gouvernance**

Si l'on part de l'expression populaire gouverner c'est prévoir, on est orienté immédiatement à la première étape du management classique qui est la prévision. Il est tentant de rapprocher « gouverner » de management. Et si l'on se réfère au fait que ceux qui gouvernent font de l'administration, ce n'est qu'une preuve pratique de l'identité des trois termes, gouverner, management, administration. C'est d'ailleurs la référence de notre enquête. Le management étant l'administration, et c'est pratiquer la planification, l'organisation, la qualification du personnel, la coordination supervision et l'évaluation. Or, le constat d'insuffisance est flagrant. Non seulement il y a une ignorance à 93 % de la définition du management que ce soit classique prévision, organisation, commandement, coordination, contrôle ou tel que nous l'avons présenté en référence



de l'enquête. Mais il y a aussi une fausse opinion ou inexistence d'opinion sur la signification des étapes du management, sur la qualité de processus du management aussi bien entre les étapes qu'à l'intérieur de chacune d'elle. Mais par dessus tout, la non maîtrise des habiletés managériales est à 61,5 % avec un risque d'atteindre 96,9 % des entités chrétiennes. C'est le gouvernail que l'on ne peut pas alors tenir. Et toutes les interventions antérieures risquent d'être de la figuration et des gesticulations inefficaces. Un travail de fond qui est la construction du fondement des actions, n'est pas connu, ni compris. C'est une exécution d'activités sans fondation qui est pratiquée.

## **J. CAPACITE GESTIONNAIRE ET COMPTABLE**

### **12. Absence d'application de gestion prévisionnelle et contrôlée et de comptabilité de gestion**

Une confusion des termes management et gestion est sur terrain à l'origine de blocage ou d'insuffisance de performances. Ce sont deux arbres dont les fruits sont différents mais qui sont complémentaires. La gestion des ressources humaines, des articles de consommation, des ressources financières, du temps, des immobilisations, des équipements bureautiques, du matériel roulant en souffre. Les trois étapes techniques d'une gestion prévisionnelle ne sont connues par presque aucune des entités. La compréhension de la différence entre management et gestion précédemment citée n'est pas intériorisée. Ce qui explique une insuffisance d'application des techniques de gestion sur ces types de ressources. Leur gestion devrait intervenir après les étapes de planification et d'organisation, juste après la description des tâches. Or, ces deux étapes font défaut qualitativement à 61,5% des entités au moins, avec un risque d'atteindre 97 %. Ce n'est pas le pain quotidien des entités et associations chrétiennes de planifier et d'organiser avant de gérer les ressources nécessaires aux activités et tâches définies. Et la gestion est donc non seulement insuffisante dans ses étapes de prévision, acquisition mobilisatrice et contrôle, mais également fortement handicapée par sa non administration en terme de planification, organisation, qualification, coordination et évaluation de ces mêmes étapes de gestion prévisionnelle et contrôlée.

Mais en plus, les habiletés comptables ne sont pas observées, depuis les exigences de la tenue d'un journal selon l'imputation rationnelle et la partie double, jusqu'à la réalisation d'une analyse financière aidant les prises de décisions et l'application des comptes d'exploitation prévisionnelle aux besoins de ressources de la lutte antisida.

### **13. Insuffisance de la gestion du personnel affecté à la lutte contre le VIH SIDA**

Les axes de lutte n'attendent qu'une bonne Gestion des Ressources Humaines. Or, cet aspect ne suit pas les normes. On agit comme dans un film au ralenti, tellement la GRH semble ne pas être connue par 68,5% des entités, avec un risque d'atteindre 93,2 % de non initiés. Si le terme leadership individuel est courant et utilisé fréquemment, le problème de gestion des ressources humaines est plutôt celui d'un leadership collectif. IL faut déterminer obligatoirement le champ de conscience collectif en la matière pour voir comment on peut la cultiver et où on doit travailler en premier, le côté opinions attitudes ou le côté savoir faire. Une institutionnalisation de

la solution pour la mettre en place, la maintenir et l'améliorer peut être nécessaire. Tous les points insuffisants comme la recherche et le recrutement, la qualification, les effectifs, les mouvements de complémentarité et autres peuvent alors y être étudiés plus posément. D'ailleurs, les trente sept interventions actuelles dans les cinq axes constituent un champ substantiel de travail lourd.

**K. APTITUDES ET QUALIFICATIONS SELON LES 5 AXES  
DE LUTTE,**

**14. Insuffisance de l'administration de l'éducation de masse sur le SIDA**

**15. Non application de l'IEC en tant que procédure de formation**

Education de masse n'est pas communication de masse. La communication se limite à des insertions d'opinions et de connaissances ne tenant pas compte de l'état actuel ou de l'état de départ de l'autre. Elle minimise ou ne tient pas du compte de son intérêt. Elle est contraire à la face éducationnelle de la démocratie. Ce qui est l'opposé de l'éducation de masse. Cette dernière appelle une approche particulière non seulement respectant l'andragogie mais également le processus de socialisation. Il faudrait que les entités chrétiennes s'entraînent à l'utilisation de l'Information Education Communication ou IEC pour le changement de Comportement de masse, en terme de conduites extériorisées, de comportement interne ou opinions et d'état de conscience. Techniquement cet IEC comporte quatorze étape nécessitant chacune un apprentissage sérieux et une conviction de son caractère procédural, où une faute de procédure entraîne une nullité de l'acte concerné. On peut dire que c'est une notion tout à fait étrangère aux entités chrétiennes car 88,5 à 100% ne le connaissent pas, et ne l'ont jamais pratiquée. Une petite frange de 12 % pensent en savoir plus mais sont encore dans une connaissance très théorique tout au plus.

**16. Inconscience et nonchalance des entités sur la nécessité de lutter contre le VIH SIDA.**

Avoir un taux de prévalence actuelle de 0,5% en 2005 à Madagascar, il y a à la fois un avantage et un inconvénient. De toutes façons, beaucoup de pays dans la région africaine présentaient ce taux il y a dix, quinze ans, mais sont maintenant au-delà de 30 % avec un risque d'atteindre plus de 40 % actuellement. Et le caractère calme, non pressé apparent que l'on donne aux Malagasy ne fait qu'aggraver l'inconscience et la nonchalance. Le séropositif n'a pas de signes particuliers permettant de le reconnaître. Si dans certains pays les services de maladies infectieuses sont occupés par 70 à 80 % de sidéens entrant et sortant et revenant pour leurs maladies, Madagascar ne présente pas ce tableau. La population pense que ce n'est pas pour le pays, mais que c'est quelque chose qui se passe à l'extérieur, et encore. Pourquoi lutter contre quelque chose qu'on ne voit pas ? C'est vraiment le domaine du comportement interne, des opinions. A quoi bon alourdir la pensée des axes de luttes contre un sida « invisible » localement. Or, c'est justement cette attitude qu'il faut travailler, qu'il faut creuser, labourer, et y semer les opinions références par des méthodes appropriées de travail d'opinion, et non seulement des confections de messages à insérer ou à émettre plusieurs fois jusqu'à l'usure.

Il est inouï de constater que 69 à 100 % des entités et associations chrétiennes pratiquent cette insertion de messages. L'approche d'éducation des axes de lutte devra prendre en compte l'urgence de travailler les opinions pour un changement d'opinions véritable. Ce qui est un préalable pour posséder une motivation éclairée dans la conception des stratégies de ces

interventions qui deviennent alors des objectifs intermédiaires à atteindre. Il faut en tout cas bien appliquer les systèmes de coordination, de supervision et d'évaluation continue adéquats. L'approche par IEC des axes de lutte contre le SIDA peut être très avantageuse et devenir un moyen d'apporter une preuve de l'efficacité de la méthode, et de sa praticabilité par les équipes de lutte.

**17. Insuffisance des entités pratiquant l'approche managériale en termes de planification et d'organisation**

**18. Insuffisance des entités pratiquant l'approche gestionnaire rationnelle et l'analyse comptable**

Bien que traitées dans la capacité managériale et la capacité gestionnaire et comptable, la planification, l'organisation, la gestion des ressources matérielles, médicamenteuses et financières, la comptabilité et l'analyse financière, doivent être repris ici, car ils constituent les quatre angles de la fondation de la lutte contre le sida. Prendre soin de les maîtriser assure en cela la cohérence, la pertinence, la logique des activités. D'autant plus que 73 à 96,9 % des responsables sont incapables de les appliquer. Pour le solutionner, les cas à traiter doivent être inclus dans les axes de lutte. Cela permet à la fois de s'exercer dans la réalisation technique des quatre angles, et d'avancer de façon substantielle dans l'acquisition d'opinion stable et rationnelle, motivante, du domaine de l'imagination créatrice et reproductrice à la fois. Puisque c'est plus circonscrit, l'attention des différents apprenants peut être mieux captée et mieux dirigeable.

## **H. RESEAU DE TRAVAIL ET DE COMMUNICATION,**

**19. Insuffisance d'existence de personnes antennes actives communautaires**

L'organisation participative au changement nécessite la présence de leaders d'opinions formateurs dans la communauté elle-même. Ces personnes sont les piliers de l'éducation et de la communication à la fois. Elles appartiennent à la communauté. La communauté est leur milieu. Mais elles existent en tant qu'individu avec leur personnalité, leur possibilité d'acculturation, et de promotion des changements de comportement interne et de conduites nécessaires pour la continuité de la vie communautaire dans une socialisation acceptée et acceptable. Elles peuvent être les piliers des différentes institutionnalisations à réaliser dans la lutte contre le sida. Apparaissant alors comme support de l'éducation communication et des possibilités d'institutionnalisation, elles peuvent recevoir le qualificatif de supports humains, dénomination qui les rapproche des supports matériels encore appelés canaux de transmission. Mais ces personnes ne sont pas seulement des canaux. Elles agissent directement dans les communautés car elles leur appartiennent. Elles peuvent assurer une fois formées la transmission de l'essentiel des différentes interventions dans les cinq axes, et faciliter l'acquisition des comportements internes et des conduites et habiletés convenables pouvant devenir des conduites communautaires, après l'intégration de nouvelles valeurs dans le processus de socialisation.

Leur détection est vitale pour la lutte. Certaines entités essaient déjà de les détecter à 73 %, mais le problème reste cette qualification pour devenir ce Support d'Education Communication et de mécanisme de mise en place d'Institutions à la fois. En effet, il y a en moyenne 85 % d'entités et d'associations chrétiennes où les antennes communautaires existant ou futurs sont incompetentes.

Les médias doivent en même temps être remis à leur place et ne pas se considérer comme le quatrième pouvoir dans un Etat. De toutes les façons à Madagascar, un ou deux journaux au maximum peuvent atteindre toutes les régions et encore de façon différée et non en temps réel.

Une imagination créatrice dans la production de supports matériels locaux appropriés peut sevrer les districts et communes de la dépendance de la capitale dans leur production de supports.

#### 20. Insuffisance d'éducation de masse sur le SIDA

Les apprenants sont les individus et la communauté. Chaque individu a un champ de conscience. Le diagnostic du champ de conscience collectif constitue un préalable à l'existence d'un fondement des actions, fondement dont la valeur sera reconnue par la psychologie populaire. Une insuffisance dans ce sens est un grand facteur limitant de l'institutionnalisation et un freinage de la socialisation de la lutte contre le SIDA. Il a été relevé que 88,5 % des entités chrétiennes ne pensent même pas à cette éducation de masse, et peuvent la confondre avec les messages prêchés au cours des cultes et des messes. Un des points très important dans cette éducation de masse est de prendre la lutte contre le SIDA comme partie à part entière de la mission de l'église et des associations chrétiennes. Les antennes communautaires sont appelées à croître en connaissances, opinions et habiletés, notamment en analyse de problèmes et de problèmes potentiels, de droits fondamentaux liés à la discrimination, dans l'organisation communautaire réaliste et fonctionnelle base et source de changement.

#### 21. Insuffisance de l'approche psychosociale pour le sidéen dans la communauté

#### 22. Absence de réseau d'éducation communication dans la lutte

Ces problèmes sont du domaine des activités d'accompagnement en termes d'habiletés psychosociales, de gestion pour la recherche de financement, d'approche de résolution par les droits fondamentaux, de production de manuels efficaces et suffisants.

Ils se posent chez les individus travaillant actuellement ou dans le futur, chez les entités elles mêmes et dans les relations de partenariat, dans les équipes d'éducation communication, dans les équipes de management et de gestion, dans les équipes dirigeantes des sièges d'églises, de diocèses ou de synode, d'association.

Ils apparaissent tout au long de l'année, actuellement avec une ampleur de 21 à 23 entités sur 130 et 107 à 109 sur 130 dont les attitudes et les conduites sont indéfinies car ne mènent pas encore d'activités antisida.

### **I. METHODES UTILISEES, STRATEGIES ET ORGANISATIONS,**

#### 23. Désir de lutte au stade d'intention

Un verset biblique dit dans Proverbes 13 :16 « tout homme prudent agit avec connaissance, l'insensé fait étalage de folie » et « n'aimez pas seulement en paroles et par la langue, mais aimez par les actes et dans la vérité ». Il y a obligation pour les chrétiens de ne parler que pour réaliser. Ils doivent pour cela ne pas demeurer enfants en termes de connaissances et de

sciences, mais devenir adulte capable de gouverner les axes contre le SIDA. La satisfaction de cette prudence cognitive, dans les opinions et dans les habiletés en même temps, permet de ne plus observer ces déperditions entre les thèmes choisis, traités sur table et réalisés sur terrain, la nette prédominance des actions dans l'axe 1, cette absence de position commune chez les entités de même appartenance en termes de discrimination stigmatisation, cette disparité de perception des chrétiens du SIDA et de ses conséquences individuelles, dans la famille et dans la société. Ce sont des signes de l'état du sable et non du roc, des signes de la nation masse et non de la nation groupe où toutes les entités ont leur place et fonctionnent de façon systémique, se servant les unes les autres, car appartenant à un même corps.

Etant du domaine psychosocial par excellence, l'absence de position commune chez les entités de même appartenance en termes de discrimination/stigmatisation, montre un champ de perception collectif très homogène en moyenne dans 92,5 %, et prouvant par là une communauté de doctrine minimale. Mais de l'autre côté, c'est encore plus psychosocial en terme de disparité des perceptions des chrétiens concernant le SIDA et ses conséquences individuelles, dans la famille et dans la société, le champ collectif de cette disparité variant entre 10 et 88,5 % des entités. La conjugaison des habiletés en approche psychosociale, en analyse des problèmes et en planification, peut représenter le trépied pour transformer les intentions en actes.

24. Insuffisance d'adoption des procédures et modèles de suivi, de marketing social et d'établissement d'état d'avancement

25. insuffisance d'adoption des procédures techniques de qualification des acteurs de lutte

26. insuffisance d'adoption des procédures d'administration gestion comptable

27. Faible traçabilité des interventions antisida des entités chrétiennes

Un autre verset de Proverbes 20 : 18 dit « les projets s'affermissent par le conseil, fais la guerre avec prudence ». Les insuffisances de performances, d'efficacité et d'efficience parsemant l'action de l'homme, peuvent facilement se retrouver chez les entités et associations chrétiennes si ces éléments conseil et prudence ne sont pas conjugués. Toutes les étapes techniques du management, de la gestion et de la comptabilité, ne peuvent se concrétiser et être sciemment utilisées que par équipes. Ces équipes apportent les conseils par expertises de diverses personnes ressources. Or, cet aspect n'existe pratiquement pas chez les entités et associations chrétiennes, les niveaux de Connaissances, Attitudes et Pratiques ou CAP en ces matières étant très faibles voir insignifiants. Les conseils aboutissent à des décisions et des règles à suivre qui appartiennent au cortège de la prudence. Autrement dit, la prudence est incluse dans les différentes « jurisprudences » managériales, gestionnaires, comptables, et dans les procédures de validation d'une démarche, d'une méthode, d'une stratégie. Ce sont donc en fait les diverses procédures lesquelles deviennent impératives, car se hissent au rang des règlements, et toute infraction les concernant est sanctionnée par une non validation, une nullité, une mauvaise performance, une faible productivité et un bas rendement. Il a été cependant constaté que ces insuffisances existent en termes de procédures et modèles de suivi, de marketing social et d'établissement d'état d'avancement, procédures techniques de qualification des acteurs de lutte, procédures de formation, procédures d'administration gestion comptable. Ce qui rend nulle la traçabilité des

interventions chrétiennes antisida. En moyenne on les constate chez 96 % des entités chrétiennes. Toute procédure appelle un stage d'apprentissage respectant le stade de formation des habitudes où les imitations et les contrôles se déroulent et le stade d'acquisition de l'habitude pour un automatisme.

28. insuffisance de mobilisation sociale dans le SIDA
29. Impact de l'utilisation du condom sur les opinions et la conduite sexuelle
30. Limite de production de manuel d'éducation
31. Faiblesse de l'habileté de gestion financière et matérielle
32. Décentralisation embryonnaire de la lutte antisida
33. Résolution de la satisfaction des besoins fondamentaux de conditions de vie et de travail non institutionnalisée
34. Insuffisance de l'approche psychosociale pour le sidéen dans la communauté
35. Absence de réseau d'éducation communication dans la lutte

Ce sont des Expressions d'insuffisance d'habiletés sous diverses formes : habiletés psychosociales, de gestion pour la recherche de financement, d'approche de résolution par les droits fondamentaux, de production de manuels efficaces et suffisants. Le côté psychosocial s'explique par une composante individuelle et une composante du milieu, quelle que soit l'habileté. En effet, le phénomène d'acculturation, le travail d'opinion dans la gestion des financements, la compréhension des besoins et des droits fondamentaux, la production technique de manuel de production relèvent de dispositions internes et d'habiletés individuelles, tandis que l'institutionnalisation, l'éducation pour l'acquisition d'habiletés de gestion, de droits de l'homme, de lieu de production de manuel relèvent de dispositions éminemment sociale donc du milieu et montrent le niveau et la capacité de socialisation de la communauté d'hébergement.

Au-delà de ces insuffisances, il existe des entités chrétiennes dont les attitudes et les conduites sont indéfinies car ne mènent pas encore d'activités antisida, pour diverses raisons. Par ailleurs, la centralisation extrême relevée dans la pratique des Sièges et des Responsables nationaux aggrave l'absence de cohérence dans le système. La conséquence de toutes ces insuffisances s'exprime sous une insuffisance de mobilisation sociale par l'absence d'approche besoins/solutions, et par l'inconscience ou la nonchalance concernant la gravité du SIDA socialement.

## **QUATRIEME PARTIE :**

# **STRATEGIES ET CHRONOGRAMME**

### **IV.1. CLASSEMENT DES STRATEGIES PAR OBJECTIFS**

La différence avec les stratégies correspondant aux problèmes est qu'il n'y a plus de description sommaire de la stratégie et qu'elles ont été présentées pour voir quels objectifs elles vont permettre d'atteindre. C'est donc une présentation de logique par rapport aux objectifs.

#### **IV.1.1. STRATEGIES CONCERNANT LA TRAÇABILITE DES ACTIONS**

##### **1. ADOPTION DE PROCEDURES DE PRODUCTION DE DOCUMENTATION ET D'ARCHIVES**

Il faut acquérir les habitudes pour rendre facile la continuité des actions dans le temps et assurer également leur traçabilité.

Les opérations sont :

- a. Analyse des savoirs sur la production d'archives sur les interventions antisida
- b. Préparation de la formation sur les revues documentaires, les archives
- c. Travail de savoir être sur la planification des activités antisida
- d. Formation sur les habiletés d'organisation en termes de détermination des acteurs, de leurs relations organisationnelles et de description de tâches
- e. Formation des responsables centraux et régionaux en matière de coordination et de supervision appliquées à la lutte antisida
- f. Formation pratique en termes de travaux administratifs au cours du management

#### **IV.1.2. STRATEGIES CONCERNANT LES RESSOURCES EXISTANTES**

##### **A. EN MATIERE DE FINANCEMENT**

##### **2. MANAGEMENT DES SOURCES DE FINANCEMENT**

Les différents niveaux, depuis la communauté jusqu'au niveau international, peuvent contenir des acteurs pouvant agir en termes de finances. Il s'agit de planifier les différentes stratégies de gestion des sources, de les organiser, de qualifier les responsables de mobilisation financière, d'assurer une coordination et une supervision de l'acquisition, et enfin d'évaluer la performance des différentes sources et des entités chrétiennes mobilisatrices.

Les opérations sont alors :

- a. Formation des responsables dans les régions en collecte d'informations des sources de financement réelles et potentielles
- b. Analyse des problèmes correspondants
- c. Détermination des objectifs et des stratégies
- d. Organisation des stratégies de résolution y compris gestionnaires
- e. Formation appliquée en établissement des budgets nécessaires
- f. Application de plan de financement et de tableaux de financement
- g. Formation en analyse financière

## **B. EN MATIERE D'EQUIPEMENTS, SUPPORTS MATERIELS**

### **3. RENFORCEMENT DES STRUCTURES D'ACCUEIL ET DE LEURS CAPACITES MANAGERIALE ET GESTIONNAIRE**

C'est une question de Gestion des Immobilisations et des Investissements et de Gestion des Ressources Humaines.

Il existe des structures minimales dont les normes sont à préciser et à adopter dans la contractualisation.

La Gestion des Ressources Humaines portera essentiellement sur l'investissement intellectuel des cadres et des encadreurs communautaires entrant dans les supports humains de chaque stratégie en termes de processus d'institutionnalisation dans la psychologie sociale, et de planification organisation. C'est la base de la concrétisation d'une éducation de masse performante, et de culture managériale à la base. Cela permet une consolidation réelle de ce qu'on veut planifier, organiser et gérer.

Les opérations sont :

- a. Détermination des structures, des matériels dont la gestion est à inclure dans la contractualisation
- b. Détermination d'un paquet minimum d'investissement intellectuel pour une décentralisation et une consolidation des actions
- c. Désignation des encadreurs des entités et dans les communautés
- d. Formation apprentissage de ces encadreurs en cascade

## **C. EN MATIERE DE RESSOURCES HUMAINES DANS CHAQUE AXE**

### **4. GESTION DES PARTENAIRES PAR DISTRICT ET PAR COMMUNE**

En considérant les partenaires comme des ressources humaines hors entité, il faut appliquer les techniques de Gestion de Ressources Humaines. Ces partenaires sont pleinement acteurs dans le cadre de leurs interventions, et de leurs potentialités. Les responsables des entités chrétiennes doivent être capables de faire des prévisions rationnelles par rapport aux planification et organisation de leurs interventions. Ils doivent aussi assurer l'effectivité des interventions des partenaires en pratiquant le suivi de la mise en place des propositions effectives des partenaires et en contrôlant les écarts des prévisions et des réalisations avec les partenaires.

Les opérations sont :

- a. Analyse des savoirs sur le Partenariat
- b. Formation d'opinions et d'habiletés sur les techniques de négociation
- c. Journées d'études multiples sur la décentralisation
- d. Gestion des ressources humaines appliquée aux partenaires
- e. Exercices d'organisation des réseaux avec les partenaires



## **5. CONSTITUTION EN CORPS DES PARTENAIRES A CHAQUE ECHELON**

Les partenaires peuvent exister réellement car effectuent déjà des actions ou potentiellement car sont encore à réveiller par des plaidoyers ou à constituer.

Il pourrait s'agir jusqu'à institutionnaliser ce corps de partenaire. Cela peut entrer également dans les clauses de la contractualisation.

Les opérations sont :

- a. Relevé des partenaires réels et potentiels par échelon
- b. Exercices de négociations des entités
- c. Elaboration et application des procédures de décentralisation par entité
- d. Formation en droits de l'homme liés à la lutte VIH SIDA

## **6. RECRUTEMENT ET QUALIFICATION DES MEMBRES DE L'EQUIPE ANTISIDA**

Il s'agit de voir par région qui sera responsable de la lutte antisida dans les entités et associations chrétiennes, en considérant la qualification qu'ils doivent avoir, et la façon de travailler dans cette lutte.

Les opérations peuvent être alors :

- a. Réunion de sensibilisation et travail d'opinions par entité
- b. Définition des profils des membres de l'équipe minimum
- c. Mise en place de l'équipe
- d. Formation en esprit d'entreprise appliqué à la lutte antisida

## **D. EN MATIERE DE SUPPORTS DE COMMUNICATION ET MÉDICAMENTS,**

### **7. GESTION DES SUPPORTS ET DES MÉDICAMENTS**

Les outils de communications sont à gérer comme les médicaments pour qu'il y ait facilitation de l'éducation et de la communication d'une part, et pour éviter des ruptures de stocks et vivre une gestion en temps réel pour les médicaments contre le SIDA et les affections opportunistes. Il ne faut pas se limiter aux supports classiques comme les affiches ou les dépliants. La participation de la communauté peut fournir des supports conçus avec et par elle.

Les opérations peuvent être alors :

- a. Recherche de supports de communication adaptés aux régions
- b. Production décentralisée de supports
- c. Gestion des approvisionnements et des stocks de supports et de médicaments

### **IV.1.3. STRATEGIES CONCERNANT LA CAPACITE DE GOUVERNANCE ET DE LEADERSHIP**

#### **E. CAPACITE MANAGERIALE**

##### **8. INITIATION A L'ANALYSE DE STRUCTURE**

Pour pratiquer une bonne gouvernance par le management, il faut que tous les responsables antisida dans les entités chrétiennes et quel que soit leur échelon de travail, maîtrisent l'analyse de structure, pour les entités qui ont déjà commencé la lutte, ou la mise en place systématique de l'administration des institutions, pour celles qui vont commencer.

Les opérations nécessaires sont :

- a. Travail d'opinion sur les différentes étapes du management
- b. Travail d'opinion sur le processus managérial
- c. Exercices d'application d'analyse de structure sur les entités ayant des interventions antisida
- d. Exercices d'application de mise en place des structures managériales

##### **9. FORMATION EN IEC APPLIQUEE A LA LUTTE CONTRE LE SIDA SELON LES 5 AXES**

C'est une qualification de base en méthode d'éducation des adultes par l'Information éducation Communication dont la maîtrise permet de pratiquer une Communication pour le Changement de Comportement. Chaque équipe des différentes entités doit parvenir à l'automatisme dans ces habiletés de qualification. Il faut donc des stages et non pas de simples réunions d'information ou de travail de savoir être.

Les opérations obligatoires sont :

- a. Journée d'études multiples sur les étapes de qualification des acteurs selon l'IEC
- b. Stage de trois mois pour chaque personnel dans les équipes par entité

#### **F. CAPACITE GESTIONNAIRE ET COMPTABLE**

##### **10. QUALIFICATION EN GESTION PREVISIONNELLE ET CONTROLEE DES APPROVISIONNEMENTS ET EN COMPTABILITE**

L'intériorisation de la GPC par les responsables actuels et potentiels dans la lutte dans toutes les entités est également un préalable. C'est ensuite son application à la gestion des ressources matérielles médicamenteuses et financières par axe et par intervention. La multiplicité des détails de gestion exige l'application d'une comptabilité générale à imputation rationnelle stricte jusqu'au vécu d'une analyse financière, base de nouvelles

prévisions et décisions gestionnaires. Pour faire face à toutes les gestions de ressources, tous les responsables ou ceux qui ont pour attribution la gestion, quel que soit leur échelon de travail, doivent maîtriser la technique de gestion prévisionnelle et contrôlée.

Les opérations sont :

- a. Acquisition d'opinions de gestion prévisionnelle et contrôlée commune
- b. Formation pratique sur le Plan Comptable Général 2005
- c. Application d'une tenue de comptabilité au service de la Gestion du matériel, des médicaments et des finances
- d. Travail d'opinion sur les différentes étapes de la gestion prévisionnelle et contrôlée
- e. Travail d'opinion sur le processus gestionnaire
- f. Travail d'opinion sur l'insertion de la gestion après l'organisation des opérations
- g. Exercices d'application des étapes gestionnaires sur les ressources humaines, matérielles, financières, temps, informations, sur la comptabilité, appliqués à la lutte antisida
- h. Exercices d'application de mise en place du processus managérial dans l'administration de la gestion prévisionnelle et contrôlée
- i. Exercices d'archivage des ressources gérées dans les travaux administratifs pour toutes les institutions définies lors de l'institutionnalisation

## **G. APTITUDES ET QUALIFICATIONS SELON LES 5 AXES DE LUTTE,**

### **11. PRISE EN CHARGE DES AXES DE LUTTE CONTRE LE SIDA**

Il s'agit de ne plus agir ponctuellement ou selon des stimulations de media. Cela appelle des Connaissances Attitudes et Pratiques substantielles et opérationnelles aboutissant à des opinions rationnelles et des habiletés pérennes, sinon adaptables aux situations évolutives du VIH SIDA. Le tout doit montrer un automatisme managérial de coordination et supervision, d'évaluation. L'approche peut nécessiter la formation des formateurs régionaux pour assurer une décentralisation

Les opérations comportent donc :

- a. analyse des savoirs dans les axes de lutte contre le SIDA
- b. enquête de niveaux CAP correspondants par région, puis par districts et communes
- c. analyse de problèmes éducationnels Axes de lutte contre le SIDA
- d. fixation des objectifs éducationnels d'opinions et d'habiletés par intervention
- e. mise en place d'un réseau d'éducation et de communication par commune
- f. évaluation continue

### **12. QUALIFICATION EN PLANIFICATION ET ORGANISATION APPLIQUEES A LA LUTTE ANTISIDA**

Elle doit se faire en travaillant d'abord la conviction personnelle des individus et des responsables désignés ou à désigner en matière de lutte contre le SIDA quel que soit le

nombre d'axe où l'entité décide d'intervenir. C'est seulement après que l'apprentissage appliqué de planification et d'organisation doit se faire.

Les opérations sont :

- a. Décision sur les axes antisida à travailler
- b. Planification par intervention
- c. Organisation des opérations dans chaque intervention
- d. Présentation des chronogrammes et consolidation

## **H. RESEAU DE TRAVAIL ET DE COMMUNICATION,**

### **13. INSTITUTIONNALISATION DE RESEAUX D'EDUCATION COMMUNICATION**

Il s'agit de créer des structures avec un but antisida précis en rapport avec les axes de lutte, des objectifs en rapport aux problèmes relevés après l'enquête, les valeurs nécessaires pour que l'appropriation par tous les acteurs y compris les bénéficiaires puissent se faire. Il faut aussi déterminer les dirigeants dans chaque cas. L'étude et la mise en place de lois et règlements pour chaque organisation doivent être réalisées.

Les opérations sont :

- a. Définition des institutions nécessaires
- b. Détermination des travaux administratifs par Institution
- c. Etude des supports matériels par institution
- d. Etude des personnes ressources communautaires correspondants à chaque institution
- e. Planification de l'éducation de masse par institution
- f. Réseau de genre équilibré

## **I. METHODES UTILISEES, STRATEGIES ET ORGANISATIONS,**

### **14. FORMATION SUR L'ANALYSE DE PROBLEMES POTENTIELS ET FORMATION EN MATIERE PSYCHOSOCIALE**

Le but est de donner deux autres outils pour améliorer les performances dans la lutte. Pouvoir préciser d'avance certains problèmes, est fondamental pour le manager et le gestionnaire. On doit trouver les deux aspects chez le responsable de lutte. Maîtriser le côté psychosocial pour améliorer la qualité de la socialisation dans le cadre des structures de lutte et dans les positions et habiletés individuelles est aussi une base de la lutte. Il s'agit d'une formation dans la recherche de ces problèmes potentiels en général d'abord, et appliquée à la lutte anti VIH SIDA ensuite. Il s'agit également d'une formation pour acquérir des habiletés de raisonnement psychosocial appliqué à la lutte.

Les opérations sont contenues dans :

- une première étape, formation des formateurs avec
  - a. Formation analyse de décision et analyse de problèmes
  - b. Formation de base d'opinion en termes de psychologie sociale
  - c. Exercices de raisonnement sur des cas appliqués au SIDA
- Deuxième étape, décentralisation de la formation dans les régions puis dans les districts avec
  - a. Formation analyse de décision et analyse de problèmes
  - g. Formation de base d'opinion en termes de psychologie sociale
  - h. Exercices de raisonnement sur des cas appliqués au SIDA

## **15. CONTRACTUALISATION DE TOUTES LES ENTITES CHRETIENNES SUR L'ADOPTION DES PROCEDURES ET MODELES**

La contractualisation est actuellement une procédure internationalement reconnue utilisée pour bien asseoir les engagements des différentes parties à un programme ou à une lutte donnée. Elle peut être favorablement appliquée pour lutter contre le VIH SIDA à Madagascar. Ce sera le lien officiel reconnu par toutes les entités intervenant y compris la communauté et les foyers ainsi que les partenaires. Puisqu'il s'agit d'un processus, il faut une certaine période pouvant aller jusqu'à deux ans pour le satisfaire, car il doit y avoir appropriation des différentes procédures et étapes par les acteurs.

Les opérations peuvent alors être :

- b. Analyse des savoirs sur la Contractualisation appliquée à la lutte contre le SIDA
- c. Procédures et modèles de marketing social par rapport à la lutte contre le SIDA
- d. Procédures et modèles de coordination supervision
- e. Procédures de qualification des acteurs
- f. Procédures d'administration de la gestion comptable
- g. Stage sur le marketing social, la coordination-supervision, la qualification du personnel, l'administration de la gestion comptable appliqué à la lutte contre le VIH SIDA

## **16. FORMATION SUR L'ORGANISATION COMMUNAUTAIRE**

L'organisation communautaire est une matière spéciale pour résoudre les problèmes communautaires, quel qu'en soit l'aspect, de façon systémique en recueillant systématiquement les besoins qu'ils soient ressentis ou non et en essayant de voir les institution qui peuvent les résoudre par une prise en main non transitoire respectant les valeurs dans la communauté. Ceci permet d'éviter les viols des champs de conscience collectifs, et assurer une participation volontaire de toutes les entités.

Les opérations pour y parvenir sont :

- a.** Apprentissage du recueil et de l'analyse des besoins
- b.** Analyse des problèmes
- c.** Détermination des stratégies de résolution
- d.** Elaboration des indicateurs de suivi
- e.** Organisation par stratégie dans un réseau de lutte
- f.** Ces considérations doivent comprendre les problèmes déjà soulevés comme les conduites sexuelles, les manuels d'éducation, les gestions financières et matérielles, les besoins fondamentaux, les droits fondamentaux reliés aux PVVIH,
- g.** Il faut aussi y inclure les causes probables qui sont en principe déjà traitées dans les autres parties, mais qui demandent une reprise dans le cadre de l'organisation communautaire. Ce sont la formation de la masse en psychologie sociale, en qualification continue, l'appropriation par les communautés chrétiennes de la gestion prévisionnelle et contrôlée, la décentralisation des actions, la cohérence des systèmes de résolutions par rapport aux causes.





























# CONCLUSION :

## CE QU'ON PEUT RETENIR DE L'ENQUETE

Le diagnostic est posé : actuellement, il n'y a pas de réseau chrétien de lutte antisida. Et sa mise en place appelle la considération des résultats exposés dans ce travail.

L'ensemble des entités chrétiennes de lutte antisida à Madagascar ressemble à une créature à grosse tête et à membres très chétifs. Il n'y a pas un système chrétien de lutte. Il n'existe pas de socialisation de la lutte par les entités chrétiennes. Une désarticulation des entités existe.

Nous avons essayé de formuler les problèmes à partir des indicateurs prévus. Les questionnaires sont disponibles en annexes.

Les interventions ne sont pas cohérentes. Chaque entité essaie d'agir d'après des demandes centralisées, mais ne prend pas vraiment en considération celles de la localité, laquelle est plus proche de la population. Les interrelations avec les partenaires, les différences entre les partenaires ne sont pas évidentes.

Si les interventions incluses dans les cinq axes veulent apporter une solution pour les causes de SIDA, l'origine comportementale de l'infection à VIH, les interférences psychosociales rendent difficile une maîtrise réelle des diverses portes d'entrée comme les Infections Sexuellement Transmissibles, les mesures d'asepsie, de contrôles transfusionnels. Aussi bien que ces interventions soient très pertinentes, l'impact réel appelle une mobilisation sociale extrême, et une approche institutionnelle à multiples facettes. Ces interventions apparaissent logiques par rapport à l'infection VIH/SIDA même, notamment l'épidémiologie, la prise en charge des personnes vivant avec le VIH...

Mais il est apparu qu'il y a défaut de justesse des interventions, vues les insuffisances d'approche de planification. La collecte des informations par rubrique d'intervention, la confection d'indicateurs, les questionnaires et les observations à relever dans les enquêtes, l'analyse des problèmes, les objectifs et les stratégies conséquentes, ne sont pas faits selon les normes.

Par ailleurs, toutes ces interventions sont encore dans une autre langue pour la majorité des acteurs, surtout pour l'église et les organisations chrétiennes. De plus, beaucoup d'éléments où les membres de l'équipe doivent être qualifiés ne sont pas dans leur champ de conscience cognitive et perceptive. Il en est ainsi des éléments mêmes du SIDA qui est considéré comme non encore implantés du fait de l'inexistence de signes de maladies sidéennes, mais l'existence d'informations sur d'éventuels séropositifs bien anonymes pour le peuple, et seulement connus par les laboratoires. Il en est ainsi des différentes procédures, managériales, gestionnaires, comptables et celles de qualification.

L'état actuel de perception et de pratique populaire de pertinence et de logique de la lutte est alors un amalgame d'intentions mal éclairées quant à la nature de la lutte, et d'incompétences multiples quant à la méthode de travail qui doit être participative si l'on veut percer dans l'utilisation efficace des cinq axes de lutte. Alors que cette perception et cette pratique populaire ne peuvent y faire face qu'au prix d'une institutionnalisation rationnelle de la lutte, sur un fond d'éducation permanente et appropriée par une réelle éducation de masse administrée.

Pour atteindre les objectifs posés par l'étude, trois grandes catégories de problèmes prévalent :

1. problèmes de traçabilité des interventions sur les cinq axes de lutte, l'archivage étant une technique facilitant les passations, la continuité des actions, le stockage et l'utilisation de différents indicateurs, décisions tactiques, état d'analyse financière pour les futures orientations et décisions.
2. problèmes de Connaissances, Attitudes et Pratiques concernant les axes de lutte contre le VIH/SIDA, c'est le côté technique de la lutte. Une insuffisance dans ce sens n'est pas tolérable. Or, les qualifications en ces termes ont montré des lacunes encore très importantes, dont une des preuves est la quasi-limitation des interventions dans l'axe 1 dans la plupart des entités et associations chrétiennes, sauf pour la Région d'Analamanga, lieu d'implantation de la Capitale Antananarivo.
3. problèmes des activités d'accompagnement : ce sont les plus nombreux car toutes les étapes du management, de la gestion prévisionnelle et contrôlée, de la comptabilité et de l'analyse financière, tout ce que nous avons classé dans le domaine des activités d'appui ou d'accompagnement à la lutte, y sont inclus.

Les stratégies renferment des structures à concevoir et plusieurs formations à poursuivre. Il est primordial de répertorier ces formations. Nous avons recueilli une masse d'informations utiles, masse qui constitue une base de données pour les prochaines actions vers la mise en place d'un réseau chrétien de lutte. Cela appelle un travail de fonds pour retrouver rapidement les informations selon les besoins. Une gestion informatisée de cette base serait un atout.

Le chronogramme proposé montre un plan-programme auquel il faut apporter des détails sous-forme de tableau de travail annuel qui sera plus détaillé.

Il est cependant à souligner que les entités qui mènent déjà des actions présentent des points positifs que nous avons mentionnés avant les commentaires. Ils peuvent devenir des points de réflexion dans l'essai de généralisation future des interventions et après la considération des stratégies proposées dans la présente étude par les différentes organisations responsables.

La rédaction de ce travail a nécessité un travail de l'équipe suivante constituée par :

- Monsieur ANDRIAMANALINA RAZAFINDRAKOTO Nirina Expert Professeur Titulaire en Santé Publique, Expert en Droit Public et en Sciences Politiques, Les Droits Fondamentaux, Expert en Education Communication, Expert en Management, Gestion, Expert en Psychologie Sociale
- Monsieur RANDRIANARISON Claude Norbert Ingénieur Agronome, Ancien Préfet
- Madame RABARISON Lalao Maîtrise en Gestion, Expert en Petites et Moyennes Entreprises
- Monsieur RAZAKAMAMONJY Ludovic Zoarison Maîtrise de Physique Chimie, Expert en textile, Master en Informatique Programmation, Réseautage, banque de données
- Monsieur RAZAFINDRAKOTO ANDRIAMANALINA Fandresena Maîtrise en Economie, DEA d'Economie/Management, Gérant d'entreprise
- Madame RABENIMANANA Nohasoavina Docteur en Médecine, Master en Gestion/Management
- Mademoiselle RAZAFINDRAKOTO Andriamanalina Miorintsoa Etudiante licenciée en Communication et Langues Spécialisées à l'université d'Antananarivo

Rapport définitif revus et terminé le 28 février 2008.

## **ANNEXE I BIBLIOGRAPHIE**

1. P.-M. GIRARD, Ch. KATLAMA, G. PIALOUX : VIH Edition 2004 6ème édition DOIN EDITEURS Groupe liaisons SA Rueil-Malmaison Cedex
2. N. ANDRIAMANALINA RAZAFINDRAKOTO : Outils de Management MinSan OMS décembre 2003
3. C et C. RAULET : Contrôle de Gestion, Gestion prévisionnelle et contrôlée , édit DUNOD 1985
4. N. ANDRIAMANALINA Procédures Techniques pour l'application de l'IEC, microed Antananarivo, 1997
5. N. ANDRIAMANALINA RAZAFINDRAKOTO : Qualification des acteurs les quatorze ateliers Image Appli 2004
6. E. PILLY : Maladies infectieuses et tropicales, Collège des Universitaires et Maladies Infectieuses Tropicales CMIT 2006
7. N. ANDRIAMANALINA RAZAFINDRAKOTO : De la Psychologie à la Psychologie Sociale Image Appli 2005

## ANNEXE II QUESTIONS ET OBSERVATIONS SUR TERRAIN

### REVUE DOCUMENTAIRE

<p><b>Q1. Montrez vos archives sur les axes de lutte de 1 à 5 :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Prévention de la transmission VIH</li> <li>2. Prise en charge médicale et communautaire des personnes Vivant avec le VIH et les personnes affectées</li> <li>3. Protection et soutien aux personnes Vivant avec VIH et personnes affectées</li> <li>4. Coordination/partenariat et mobilisation des ressources</li> <li>5. Surveillance épidémiologique suivi/évaluation et Promotion de la recherche</li> </ol>	<p><b>Q2. Dans vos activités, recevez-vous un financement :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la communauté</li> <li>- du district</li> <li>- de la région</li> <li>- du gouvernement</li> <li>- du Programme National de Lutte contre le SIDA</li> <li>- du Secrétariat exécutif</li> <li>- international</li> </ul>	<p><b>Q3. Quel(s) support(s) d'activité utilisez-vous :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- radio</li> <li>- télé</li> <li>- affiches</li> <li>- autres (préciser)</li> </ul>	<p><b>Q4. Avez-vous un réseau humain d'intervention dans les communautés :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- personnes appartenant à la communauté même</li> <li>- personnes y travaillant seulement</li> </ul>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p><b>Q5. Vérifier si les interventions sont décrites sur papier dans chaque axe de lutte contre le SIDA</b></p> <p>AXE 1 : Prévention de la transmission VIH</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. campagne de sensibilisation</li> <li>2. approvisionnement en condom</li> <li>3. formation à l'école</li> <li>4. plaidoyer de dépistage</li> <li>5. conseil/dépistage</li> <li>6. PTME</li> <li>7. abstinence</li> <li>8. autres</li> </ol> <p>AXE 2 : Prise en charge médicale et communautaire</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>9. soutien spirituel</li> <li>10. collaboration santé /social</li> <li>11. soins à domicile</li> <li>12. visite hôpital</li> <li>13. traitement autres maladies</li> <li>14. traitement Antirétroviraux</li> <li>15. autres</li> </ol> <p>AXE 3 : Protection et soutien aux personnes Vivant avec VIH et personnes affectées</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>16. spirituel</li> <li>17. alimentaire</li> <li>18. matériel</li> <li>19. scolaire</li> <li>20. Activités Génératrices de revenu</li> <li>21. Stigmatisation</li> <li>22. assistance orphelins</li> <li>23. autres</li> </ol> <p>AXE 4 : Coordination/partenariat et mobilisation des ressources</p>	<p><b>Q7. Vérifier si ces actions sont inscrites conformément aux étapes suivantes du management :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- collecte d'informations</li> <li>- analyse des problèmes</li> <li>- objectifs et stratégies</li> <li>- listing des intervenants</li> <li>- description de poste</li> <li>- performances</li> <li>- qualification</li> <li>- coordination - suivi</li> <li>- évaluation</li> </ul>	<p><b>Q8. Vérifier si la gestion des ressources est écrite pour :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- AXE 1</li> <li>- AXE 2</li> <li>- AXE 3</li> <li>- AXE 4</li> <li>- AXE 5</li> </ul>	<p><b>Q9. Vérifier l'inscription sur document de la gestion des ressources des activités dans les cinq axes :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Ressources humaines : <ul style="list-style-type: none"> <li>AXE I 1 2 3 4 5 6 7 8</li> <li>AXE II 9 10 11 12 13 14 15</li> <li>AXE III 16 17 18 19 20 21 22 23</li> <li>AXE IV 24 25 26 27 28 29 30 31</li> <li>AXE V 32 33 34 35 36 37</li> </ul> </li> <li>2. Articles de consommation <ul style="list-style-type: none"> <li>AXE I 1 2 3 4 5 6 7 8</li> <li>AXE II 9 10 11 12 13 14 15</li> <li>AXE III 16 17 18 19 20 21 22 23</li> <li>AXE IV 24 25 26 27 28 29 30 31</li> <li>AXE V 32 33 34 35 36 37</li> </ul> </li> <li>3. Finances <ul style="list-style-type: none"> <li>AXE I 1 2 3 4 5 6 7 8</li> <li>AXE II 9 10 11 12 13 14 15</li> <li>AXE III 16 17 18 19 20 21 22 23</li> <li>AXE IV 24 25 26 27 28 29 30 31</li> <li>AXE V 32 33 34 35 36 37</li> </ul> </li> <li>4. Chronogramme <ul style="list-style-type: none"> <li>AXE I 1 2 3 4 5 6 7 8</li> </ul> </li> </ol>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

24. Réseau 25. coordination 26. gestion 27. partenariat 28. plaidoyer pour les fonds 29. mobilisation fonds 30. formation 31. autres			<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ AXE II 9 10 11 12 13 14 15</li> <li>▪ AXE III 16 17 18 19 20 21 22 23</li> <li>▪ AXE IV 24 25 26 27 28 29 30 31</li> <li>▪ AXE V 32 33 34 35 36 37</li> </ul>
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<b>Q10. Vérifier l'application des étapes de Gestion Prévisionnelle et Contrôlée dans les différentes gestions :</b> 1. <i>Articles de consommation :</i> a) Prévision à partir d'éléments de consommation antérieure b) Tableaux de suivi des commandes (1) et livraison (2), consommation (3), stock (4) c) Calcul continu d'écarts entre Prévision et Réalisation 2. <i>Finances</i> a) Prévision à partir d'éléments de consommation antérieure b) Tableaux de suivi des commandes (1) et livraison (2), consommation (3), stock (4) c) Calcul continu d'écarts entre Prévision et Réalisation	<b>Q11. Relever si les qualifications suivant les activités des cinq axes sont écrites dans les archives :</b> AXE N° de l'intervention avec formation enregistrée I II III IV V	<b>Q12. Relever les étapes IEC écrites appliquées pour la préparation, le déroulement e le suivi des formations :</b>	<b>Q14. Préciser les relations techniques de partenaires effectifs par axe :</b>																																										
		<table border="1"> <tr> <th>Etapes</th> <th>Numéro des Interventions des axes 1 2 3 4</th> </tr> <tr> <td></td> <td>5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37</td> </tr> <tr> <td>Analyse des savoirs</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Indicateurs</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Question - Réponses références Stade de Mesure</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Enquête</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Dépouillement</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Problème</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Priorité</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Tableau des savoirs</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Objectifs éducationnels</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Rédaction de contenu</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Méthodes de formation</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Etude de supports</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Réseau/partnership</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Evaluation</td> <td></td> </tr> </table>	Etapes	Numéro des Interventions des axes 1 2 3 4		5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37	Analyse des savoirs		Indicateurs		Question - Réponses références Stade de Mesure		Enquête		Dépouillement		Problème		Priorité		Tableau des savoirs		Objectifs éducationnels		Rédaction de contenu		Méthodes de formation		Etude de supports		Réseau/partnership		Evaluation		<table border="1"> <thead> <tr> <th>Interven-tions par axe</th> <th>Intitulé des relations techniques</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1 à 8</td> <td></td> </tr> <tr> <td>9 à 15</td> <td></td> </tr> <tr> <td>16 à 23</td> <td></td> </tr> <tr> <td>24 à 31</td> <td></td> </tr> <tr> <td>32 à 37</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Interven-tions par axe	Intitulé des relations techniques	1 à 8		9 à 15		16 à 23		24 à 31	
Etapes	Numéro des Interventions des axes 1 2 3 4																																												
	5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37																																												
Analyse des savoirs																																													
Indicateurs																																													
Question - Réponses références Stade de Mesure																																													
Enquête																																													
Dépouillement																																													
Problème																																													
Priorité																																													
Tableau des savoirs																																													
Objectifs éducationnels																																													
Rédaction de contenu																																													
Méthodes de formation																																													
Etude de supports																																													
Réseau/partnership																																													
Evaluation																																													
Interven-tions par axe	Intitulé des relations techniques																																												
1 à 8																																													
9 à 15																																													
16 à 23																																													
24 à 31																																													
32 à 37																																													

**Q15.**  
**Préciser le domaine des relations de**

**gestion par  
axe :**

- Relation de gestion
- Numéro des interventions par axe 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37
- Gestion des ressources humaines
- Gestion des ressources humaines
- 
- 
- Gestion matérielle
- Gestion matérielle
- 
- Gestion financière
- Gestion financière
- 
- Exécution sur terrain
- Exécution sur terrain
- 
- Informations
- Informations
- 

- 
- 
- 
-



## ENQUETE SUR TERRAIN

<b>Q 16. Avez-vous une liste des districts et communes où vous avez des branches implantées ?</b>	<b>Q17. Quelles actions anti-sida avez-vous dans toutes les branches :</b>	<b>Q18. Qui est le responsable spécialement désigné SIDA chez vous ?</b> Nom et prénoms :  Qualification SIDA (préciser)  Autres responsables Nom et genre	<b>Q19. Combien de personnes travaillent dans l'équipe SIDA ?</b>																																			
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 33%;">Province</th> <th style="width: 33%;">Nom de district</th> <th style="width: 33%;">Nom de communes</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="height: 40px;">Anatananarivo</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td style="height: 40px;">Antsiranana</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td style="height: 40px;">Fianarantsoa</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td style="height: 40px;">Mahajanga</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td style="height: 40px;">Toamasina</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td style="height: 40px;">Toliary</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Province	Nom de district	Nom de communes	Anatananarivo			Antsiranana			Fianarantsoa			Mahajanga			Toamasina			Toliary			<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 50%;">Nom Des Branches</th> <th style="width: 50%;">Numéro des interventions par axe 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="height: 40px;">Anatananarivo</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="height: 40px;">Antsiranana</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="height: 40px;">Fianarantsoa</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="height: 40px;">Mahajanga</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="height: 40px;">Toamasina</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="height: 40px;">Toliary</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Nom Des Branches	Numéro des interventions par axe 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37	Anatananarivo		Antsiranana		Fianarantsoa		Mahajanga		Toamasina		Toliary			
Province	Nom de district	Nom de communes																																				
Anatananarivo																																						
Antsiranana																																						
Fianarantsoa																																						
Mahajanga																																						
Toamasina																																						
Toliary																																						
Nom Des Branches	Numéro des interventions par axe 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37																																					
Anatananarivo																																						
Antsiranana																																						
Fianarantsoa																																						
Mahajanga																																						
Toamasina																																						
Toliary																																						

<p><b>Q20. Quels thèmes d'intervention avez-vous choisi ?</b></p> <p>AXE I 1 2 3 4 5 6 7 8  AXE II 9 10 11 12 13 14 15  AXE III 16 17 18 19 20 21  22 23  AXE IV 24 25 26 27 28 29  30 31  AXE V 32 33 34 35 36 37</p>	<p><b>Q21 Sur quel(s) thème(s) des cinq axes avez-vous effectivement travaillé dans le District ?</b></p> <p>AXE I 1 2 3 4 5 6 7 8  AXE II 9 10 11 12 13 14 15  AXE III 16 17 18 19 20 21  22 23  AXE IV 24 25 26 27 28 29  30 31  AXE V 32 33 34 35 36 37</p>	<p><b>Q22. Dans ce district, de quelles interventions antisida a-t-il vraiment bénéficié ?</b></p> <p>AXE I 1 2 3 4 5 6 7 8  AXE II 9 10 11 12 13 14 15  AXE III 16 17 18 19 20 21  22 23  AXE IV 24 25 26 27 28 29  30 31  AXE V 32 33 34 35 36 37</p>	<p><b>Q23. Quelles sont les étapes du management ?</b></p>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------

<p><b>Q24. Expliquer chacune des étapes du management :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li><i>planification</i> comprend la <b>collecte des informations</b> qui permettra <b>d'avoir des indicateurs</b> facilitant <b>l'énoncé des problèmes</b> dont les <b>causes sont à rechercher</b> afin de pouvoir <b>fixer les objectifs</b> et en déterminer les <b>stratégies correspondantes</b></li> <li><i>organisation</i> est une technique qui permet de préciser <b>qui intervient dans l'action</b>, quelles sont les <b>relations</b> entre les différents acteurs, <b>quelles tâches</b> leur sont attribuées, à quel <b>niveau ces tâches</b> doivent être exécutées</li> <li><i>qualification</i> consiste à recueillir <b>des informations sur l'état des connaissances, attitudes et pratiques</b> d'une personne ou groupe de personnes sur une action donnée à partir <b>d'indicateurs construits de savoir</b>, pour aboutir à des problèmes de connaissance, d'opinion, et d'habiletés qui doivent être <b>traités étiologiquement</b> selon leur cause. Chaque cause doit donc être l'objet d'une précision en matière de savoir à mémoriser, de savoir être à comprendre, de savoir faire à maîtriser, ensemble dont les <b>acquisitions appellent des méthodes</b> de formation spécifiques à chaque type avec <b>l'aide de supports de transmission</b> matériels et surtout de <b>personnes du groupe ou d'une communauté</b> elle-même,</li> </ol>	<p><b>Q25. Observation des tâches suivantes :</b></p>		<p><b>Q26. Quelles sont les étapes d'une gestion rationnelle ?</b></p>	<p><b>Q27. Expliquer chacune des étapes de Gestion Prévisionnelle et Contrôlée :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Prévision se base sur la considération des <b>rythmes de consommation</b> et des <b>cumuls de consommation</b> de la <b>fréquence des commandes</b>, des <b>délais de livraison</b>, et des <b>techniques de calcul</b> selon les quantités fixes ou les périodes fixes</li> <li>Mobilisation ou acquisition des besoins se fait sur un tableau permettant d'enregistrer les <b>prévisions</b>, les</li> </ol>
	<p>Étapes du management</p> <p>Planification</p>	<p>Tâches à vérifier si appliquées</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Recueillir des informations (indicateurs, questionnaires, mesures)</li> <li>Analyser les problèmes (énoncé, spécification, causes)</li> <li>Formuler objectifs et stratégies</li> </ol>		
	<p>Organisation</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Déterminer les acteurs et leurs relations (de travail, fonctionnels, hiérarchiques)</li> <li>Définir leurs tâches</li> <li>Préciser les normes de performances*</li> </ol>		
<p>Qualification</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>Classier les types de savoir</li> <li>Elaborer les indicateurs</li> <li>Préparer les questionnaires et les réponses références</li> <li>Faire un prétest ou une enquête</li> <li>Formuler les problèmes et leurs causes</li> <li>Traiter les causes par les types de savoir nécessaire</li> <li>Fixer les objectifs éducationnels</li> <li>Rédiger le contenu</li> </ol>			

<p>et l'établissement d'une <b>organisation communicative</b> en réseau parfait dont l'existence assure un <b>système d'évaluation continue</b></p> <p>4. <i>coordination et supervision</i> facilitées par <b>divers tableaux de bord</b> dont les <b>organigrammes opérationnels</b> et divers supports de <b>suivi des éléments de planification</b>, de <b>qualification</b>, de <b>gestion</b>, de <b>supervision</b>, d'<b>évaluation</b></p> <p>5. <i>évaluation</i> qui doit être un <b>vrai système</b> renfermant des <b>entités participatives</b>, et diverses <b>grilles d'évaluation</b></p>		<p>15) Préciser les méthodes de formation et les supports</p> <p>16) Etablir le réseau de communication et de partenariat</p> <p>17) Evaluer l'action de formation</p>		<p><b>réalisations en quantités ou en coûts</b>, l'utilisation par la <b>consommation</b> ou les <b>charges</b>, et le <b>stock</b> ou le <b>solde</b>. Elle permet <b>d'éviter les ruptures</b> par des mesures <b>correctives en temps réel</b></p> <p>3. <b>Contrôle d'écarts</b> consistant à calculer les écarts sur <b>matières</b> ou sur <b>coûts</b> à un moment donné et servant de base pour les <b>décisions rectificatives</b></p>
	Coordination et supervision	<p>18) Concevoir les tableaux de bord managérial, organisationnel, qualification, gestion, supervision, évaluation</p>		
	Evaluation	<p>19) Calculer les écarts</p> <p>20) Calculer les indicateurs</p> <p>21) Calculer les ratios</p> <p>22) Préciser l'efficience</p> <p>23) Apprécier l'impact</p>		

<p><b>Q28. Observation des tâches suivantes :</b></p> <table border="1"> <tr> <th>Etapas de la Gestion Prévisionnelle et contrôlée</th> <th>Tâches à vérifier si appliquées</th> </tr> <tr> <td>Faire les Prévisions</td> <td> <p>1. suivre les consommations ou les charges journalières</p> <p>2. calculer les cumuls de consommation mensuels</p> <p>3. tracer les graphes de consommation cumulée</p> </td> </tr> </table>		Etapas de la Gestion Prévisionnelle et contrôlée	Tâches à vérifier si appliquées	Faire les Prévisions	<p>1. suivre les consommations ou les charges journalières</p> <p>2. calculer les cumuls de consommation mensuels</p> <p>3. tracer les graphes de consommation cumulée</p>	<p><b>Q29. Quelles sont les étapes d'une qualification du personnel ?</b></p>	<p><b>Q30. Quelles raisons expliquent qu'il est nécessaire de suivre des procédures techniques pour former les intervenants d'une action ?</b></p> <p>1) il faut d'abord <b>s'informer</b> sur l'état de l'ensemble des <b>connaissances</b> des personnes sur le sujet pour en</p>	<p><b>Q31. Quel est le rythme que vous adoptez pour replanifier vos interventions antisida. Montrez les résumés périodiques des stratégies après chaque planification :</b></p> <table border="1"> <tr> <th>Etapas de planification</th> <th>Numéro des interventions par axe 1 2 3</th> <th>Rythme</th> </tr> <tr> <td></td> <td> <p>4 5 6 7 8 9 10</p> <p>11 12 13 14</p> <p>15 16 17 18</p> <p>19 20 21 22</p> <p>23 24 25 26</p> <p>27 28 29 30</p> <p>31 32 33 34</p> <p>35 36 37</p> </td> <td></td> </tr> <tr> <td>Collecte d'information</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Analyse de problèmes</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Objectifs</td> <td></td> <td></td> </tr> </table>	Etapas de planification	Numéro des interventions par axe 1 2 3	Rythme		<p>4 5 6 7 8 9 10</p> <p>11 12 13 14</p> <p>15 16 17 18</p> <p>19 20 21 22</p> <p>23 24 25 26</p> <p>27 28 29 30</p> <p>31 32 33 34</p> <p>35 36 37</p>		Collecte d'information			Analyse de problèmes			Objectifs		
Etapas de la Gestion Prévisionnelle et contrôlée	Tâches à vérifier si appliquées																						
Faire les Prévisions	<p>1. suivre les consommations ou les charges journalières</p> <p>2. calculer les cumuls de consommation mensuels</p> <p>3. tracer les graphes de consommation cumulée</p>																						
Etapas de planification	Numéro des interventions par axe 1 2 3	Rythme																					
	<p>4 5 6 7 8 9 10</p> <p>11 12 13 14</p> <p>15 16 17 18</p> <p>19 20 21 22</p> <p>23 24 25 26</p> <p>27 28 29 30</p> <p>31 32 33 34</p> <p>35 36 37</p>																						
Collecte d'information																							
Analyse de problèmes																							
Objectifs																							

	<p>4. déterminer les dates de commande et de livraison graphique ment ou de façon comptable</p> <p>5. calculer les quantités à commander</p>		<p><b>situer le niveau, les problèmes</b></p> <p>2) c'est alors logiquement que l'expression <b>des problèmes d'éducation</b> sur le sujet peut se faire jusqu'à en déterminer les <b>causes</b></p> <p>3) l'éducation ne peut véritablement se <b>préparer qu'à partir de ces causes</b> dont seul le traitement en terme de Connaissances, attitudes et Pratiques peut <b>résoudre les insuffisances éducationnelles</b> sur le sujet</p> <p>4) <b>les techniques</b> d'établissement des <b>objectifs éducationnels</b>, de <b>rédaction</b>, de choix de <b>supports</b>, d'organisation pour la <b>communication</b> et la <b>participation</b> ne sont alors <b>que des appuis</b> pour ce traitement</p>	<p>Résumé des nouvelles stratégies</p>
Acquérir	<p>6. élaborer des tableaux de suivi des prévisions, réalisations, consommation ou utilisations, stock ou solde</p> <p>7. enregistrer les éléments au fur et à mesure</p> <p>8. déterminer les stocks et les soldes</p>			
Contrôler	<p>9. calculer les écarts prévision réalisation au moment opportun</p> <p>10. réajuster les commandes ou rechercher d'autres fournisseurs</p> <p>11. suivre les nouvelles livraisons et les stocks rectifiés</p>			

**Q32. Comment organisez-vous les nouvelles stratégies dans les interventions replanifiées**

Etapes d'organisation	Numéro des interventions par axe 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37			
-----------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	--

Liste des intervenants				
Description de poste				
Niveaux de performances				

## MANAGEMENT PRATIQUE

**Q33.**  
**Vérifiez les étapes de planification dans les interventions de chaque axe de lutte**

---

Etapes de planification   
 ro des interven   
 par axe 1 2 3 4   
 8 9 10 11 12 1   
 15 16 17 18 1   
 22 23 24 25 2   
 29 30 31 32 3   
 36 37

Numéro des interventions j   
 1 2 3 4 5 6 7 8   
 11 12 13 14 1   
 18 19 20 21 2   
 25 26 27 28 2   
 32 33 34 35 3

Collecte d'information  
 Collecte d'information   
 Analyse de problèmes   
 Analyse de problèmes   
  
 Objectifs et stratégies   
 Objectifs et stratégies

**Q34. Vérifiez les étapes d'organisation des interventions de chaque axe de lutte**

**Q34. Vérifiez les étapes d'organisation des interventions de chaque axe de lutte**

**Q34. Vérifiez les étapes d'organisation des interventions de chaque axe de lutte**

Etapes d'organisation   
 méro des

interventions par axe  
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10  
11 12 13 14 15 16 17  
18 19 20 21 22 23 24  
25 26 27 28 29 30 31  
32 33 34 35 36 37

Numéro des  
interventions par axe  
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10  
11 12 13 14 15 16 17  
18 19 20 21 22 23 24  
25 26 27 28 29 30 31  
32 33 34 35 36 37

Liste des  
intervenants

Liste des  
intervenants

Description de  
poste

Description de  
poste

Niveaux de  
performances

Niveaux de  
performances

**Q35. Montrez  
comment vous  
appliquez les  
techniques de  
supervision dans  
vos interventions  
par axe**

**Q35. Montrez  
comment vous  
appliquez les  
techniques de  
supervision dans  
vos interventions  
par axe**

**Q35. Montrez  
comment vous  
appliquez les  
techniques de  
supervision dans  
vos interventions  
par axe**

Etapes de  
supervision  Numér  
o des interventions  
par axe 1 2 3 4 5 6 7  
8 9 10 11 12 13 14  
15 16 17 18 19 20 21  
22 23 24 25 26 27 28  
29 30 31 32 33 34 35  
36 37

Numéro des  
interventions par axe  
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10  
11 12 13 14 15 16 17  
18 19 20 21 22 23 24  
25 26 27 28 29 30 31  
32 33 34 35 36 37

Tableaux de bord

de planification

Tableaux de bord de planification

Tableau des relations et chronogramme  Tableaux des tâches

Tableau des relations et chronogramme  Tableaux des tâches

Tableaux des tâches

Tableau de gestion  
Tableau de gestion

Grille de suivi évaluation et supervision

Grille de suivi évaluation et supervision

**Q36. Montrez les systèmes d'évaluation que vous avez mis en place**

**Q36. Montrez les systèmes d'évaluation que vous avez mis en place**

**Q36. Montrez les systèmes d'évaluation que vous avez mis en place**

AXE  SYSTEME

D'évaluation

SYSTEME

D'évaluation

1 à 8

1 à 8

9 à 15

9 à 15

16 à 23

16 à 23

24 à 31

24 à 31

32 à 37

32 à 37

<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
----------------------------------------------------------------------------------	--

**Q 37. Montrez les supports matériels que vous utilisez :**

Types de support  Numéro des interventions par axe 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37

Numéro des interventions par axe 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37

Affiches  
Affiches

Dépliants  
Dépliants

Manuel  
Manuel

CD / DVD  
CD / DVD

Autres  
Autres

**Q38. Montrez les procédures de formation que vous utilisez :**  
**Q38. Montrez les procédures de formation que vous utilisez :**

Procédures de formation  Numéro des interventions par axe 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37

Numéro des interventions par axe 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24



25 26 27 28 29 30 31  
32 33 34 35 36 37

Sujet  
Sujet

Recherche  
d'informations sur  
l'ensemble des  
connaissances de  
l'apprenant

Recherche  
d'informations sur  
l'ensemble des  
connaissances de  
l'apprenant

Préparation de  
l'éducation   
Préparation de  
l'éducation

Organisation pour  
le partenariat et la  
participation   
Organisation pour le  
partenariat et la  
participation

Evaluation  
Evaluation

## GESTION ET CAPACITE DE FINANCEMENT

**Q39. Montrez comment vous pratiquez la gestion des approvisionnements, en matériel, médicaments, dans vos interventions :**

Aspects de la gestion des approvisionnements   
Numéro des interventions par axe  
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10  
11 12 13 14 15 16 17  
18 19 20 21 22 23 24  
25 26 27 28 29 30 31  
32 33 34 35 36 37

Par article  
Par article

Consommation  
passée   
Consommation  
passée

Cumul de  
consommation   
Cumul de  
consommation

Cadence  
Cadence   
  
 Délai  
d'approvisionnement

Délai  
d'approvisionnement

Lot économique  
Lot économique

Quantité ou  
période constante   
Quantité ou période  
constante

**Q40. Montrez comment vous appliquez la gestion du financement :**  
 **Q40. Montrez comment vous appliquez la gestion du financement :**  
**Q40. Montrez comment vous appliquez la gestion du financement :**

Aspects de la gestion financière  Numéro

des interventions par axe 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 <input type="checkbox"/>	
Numéro des interventions par axe 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 <input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/> Précision des ressources humaines <input type="checkbox"/>	
Précision des ressources humaines <input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/> Précision des articles et matériel d'approvisionnement	
<input type="checkbox"/>	
Précision des articles et matériel d'approvisionnement	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/> Equipement Equipement <input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/> Investissement Investissement <input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/> Information Information <input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/> Tableau annuel de financement <input type="checkbox"/>	
Tableau annuel de financement <input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/> Plan pluriannuel Plan pluriannuel <input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <b>Q41. Avez-vous  pu faire une gestion  en temps réel ?  Avez vous eu des  ruptures ou des  insuffisances ?</b>	
<input type="checkbox"/> <b>Q41. Avez-vous  pu faire une gestion  en temps réel ?  Avez vous eu des  ruptures ou des  insuffisances ?</b>	
<b>Q41. Avez-vous pu  faire une gestion en  temps réel ? Avez  vous eu des  ruptures ou des  insuffisances ?</b>	
Ressources <input type="checkbox"/>	

Numéro des interventions par axe  
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10  
11 12 13 14 15 16 17  
18 19 20 21 22 23 24  
25 26 27 28 29 30 31  
32 33 34 35 36 37

Numéro des interventions par axe  
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10  
11 12 13 14 15 16 17  
18 19 20 21 22 23 24  
25 26 27 28 29 30 31  
32 33 34 35 36 37

Ressources humaines  En temps réel   
 Ressources humaines  En temps réel   
 En temps réel

Rupture Rupture

Approvisionnement  En temps réel   
 Approvisionnement  En temps réel   
 En temps réel

Rupture Rupture

Equipement Equipement  En temps réel   
 En temps réel

Rupture Rupture

Investissement Investissement  En temps réel   
 En temps réel

Rupture Rupture

Information Information  En temps réel   
 En temps réel

Rupture Rupture

**Q42. Montrez vos documents d'essai d'analyse financière :**

**Q42. Montrez vos documents d'essai d'analyse financière :**  
**Q42. Montrez vos documents d'essai d'analyse financière :**

Eléments d'analyse  Axe les présentant   
 Axe les présentant   
 Comptabilité selon PCG   
 Comptabilité selon PCG   
  
 Grand livre Grand livre   
  
 Balance Balance   
  
 Bilan Bilan

**Q44. Montrez comment vous faites l'administration de la comptabilité :**

Elément d'administration comptable  Numéro des interventions concernées par axe 1  
 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11  
 12 13 14 15 16 17 18  
 19 20 21 22 23 24 25  
 26 27 28 29 30 31 32  
 33 34 35 36 37   
 Numéro des interventions concernées par axe 1  
 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11  
 12 13 14 15 16 17 18  
 19 20 21 22 23 24 25  
 26 27 28 29 30 31 32  
 33 34 35 36 37   
 Numéro de comptes de bilan et de comptes de gestion utilisés   
 Numéro de comptes de bilan et de comptes de gestion utilisés   
  
 Tenue de journal Tenue de journal   
  
 Tenue de grand

livre <input type="checkbox"/>
Tenue de grand
livre <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Etablissement de
balance <input type="checkbox"/>
Etablissement de
balance <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Bilan en fin
d'exercice <input type="checkbox"/>
Bilan en fin
d'exercice <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Analyse financière
Analyse financière
<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>

**CAPACITES  
INFRASTRU  
CTURELLES  
ET  
COMPTABL  
ES  
CAPACITES  
INFRASTRU  
CTURELLES  
ET  
COMPTABL  
ES**

**Q45. Avez-vous les  
ressources  
suivantes :**

- 1) Terrain
- 2) locaux
- 3) mobiliers  
divers
- 4) matériels  
bureautiqu  
es
- 5) fournitures  
de bureau
- 6) matériel  
roulant :  
nombre et  
état

**Q46. Exprimez ce qui peut exister comme discrimination/stigmatisation vis-à-vis des Personnes Vivant avec VIH et les enfants orphelins du SIDA dans votre structure :**

- 1) rejet apparent
- 2) soutien inéquitable
- 3) maltraitance
- 4) violence verbale
- 5) manque d'assistance
- 6) refus de recrutement
- 7) licenciement abusif
- 8) autres  **Q4**

**7. Quelle perception votre structure a du SIDA ?**

**Q47. Quelle perception votre structure a du SIDA ?**

- 1) maladie comme les autres
- 2) punition de Dieu
- 3) maladie de l'adultère
- 4) autres  **Q48.**

**Selon votre structure une personne affectée par le VIH :**

**Q48. Selon votre structure une personne affectée par le VIH :**

N'a pas droit au soutien  Ne doit pas être révélée positive  Ne peut pas prêcher  Doit être soutenu   
Ne doit pas être révélée positive  Ne peut pas prêcher  Doit être soutenu   
Ne peut pas prêcher  Doit être

soutenu   
 Doit être soutenu

Q49. Selon votre structure, comment doivent être traités les orphelins ?

Q49. Selon votre structure, comment doivent être traités les orphelins ?

### EVALUATION GENRE /SIDA

Q50. Nombre d'hommes et de femmes dans vos interventions :			Q51. Les bénéficiaires du programme de lutte participent en tant qu'entités :			Q52. Votre structure devant un de vos membres sidéen :			Q53. Quelles raisons pouvez-vous donner sur l'absence d'activités pour vos membres sidéens ?
AX E	HOMM E	FEMM E	Participatio n	Homme s	Femme s	Aspect	HOMM E	FEMM E	
1			1) soins des orphelins VIH			1) Enlève-t-elle les maisons et les biens du malade			
2									
3									
4									
5									
6			2) soins des PVVIH			2) a des activités spécifiques : citer			
7									
8									
9									
10									
11			3) soins des familles affectées						
12									
13									
14									
15									
16			4) visites à domicile						
17									
18									
19									
20									
21			5) groupe de parole						
22									
23									
24									
25									
26									
27									
28									
29									
30									
31									
32									
33									
34									
35									
36									
37									

### APPRECIATIONS PROPRES

Q54. Quels points forts avez-vous enregistré	Q55. Quelles limites et difficultés a rencontré votre organisation ?	Q56. Que proposez-vous pour :	
----------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------	-------------------------------	--



<b>dans vos interventions durant les 10 dernières années ?</b>		AXE	LIMITES	DIFFICULTES	Mesures immédiates	Améliorer la réponse à l'épidémie	Rendre mesurables et observables les interventions
		POINTS FORTS					
1 2 3 4 5 6 7 8		9 10 11 12 13 14 15					
9 10 11 12 13 14 15		16 17 18 19 20 21 22 23					
16 17 18 19 20 21 22 23		24 25 26 27 28 29 30 31					
24 25 26 27 28 29 30 31		32 33 34 35 36 37					
32 33 34 35 36 37							

## BENEFICIAIRES

Profession :

<b>Q57. Quelle structure chrétienne socio-sanitaire utilisez-vous ?</b>  1) Centre médical 2) centre de santé de prévention du SIDA 3) dispensaires 4) infirmerie 5) maternité 6) prise en charge des orphelins des VIH 7) prise en charge des PVVIH 8) autres	<b>Q58. Pensez-vous que :</b> Les structures chrétiennes sont impliquées dans la lutte	<b>Q59. De quelles prestations aviez-vous bénéficié ?</b>  1) référence vers une autre structure 2) conseil/VIH 3) dépistage/VIH 4) soins médicaux 5) soins AntiRétroviraux 6) prise en charge sociale 7) prise en charge matérielle 8) prise en charge spirituelle 9) prise en charge scolaire 10) plaidoyer IST/VIH/SIDA 11) sensibilisation IST/VIH/SIDA 12) formation IST/VIH/SIDA 13) éducation sexuelle 14) autres	<b>Q60. Les églises et les organisations chrétiennes ont-elles :</b>  <table border="1"> <tr> <td>Des impacts sur vous</td> <td>Procurent-elles une satisfaction de votre part ? Pourquoi ?</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> </tr> </table>	Des impacts sur vous	Procurent-elles une satisfaction de votre part ? Pourquoi ?		
	Des impacts sur vous			Procurent-elles une satisfaction de votre part ? Pourquoi ?			
	Leurs interventions sont observables et mesurables ?						
	Pourquoi ?						
Les antirétroviraux sont disponibles							
Les structures ont les médicaments essentiels pour les maladies accompagnant le SIDA							
Les médicaments ne sont pas chers							

**Q61. Votre niveau de participation est-elle :**

1. nul
2. faible
3. moyen
4. grand

## PARTENAIRES

Nom ou dénomination :

Année de début de la coopération :

<b>Q62. votre partenariat est au niveau :</b>						<b>Q63. Quelles sont vos forces, et quelles difficultés, limites ou faiblesses avez-vous rencontré ?</b>			
Communa taire	Commun e	Distric t	Régio n	Nationa l	Internationa l	Force s	Difficulté s	Limite s	Faiblesse s

## TABLE DES MATIERES

INTITULE	page
RAPPORT PROVISOIRE : LES EGLISES, LES ASSOCIATIONS CHRETIENNES ET LE VIH SIDA A MADAGASCAR.....	1
Remerciements.....	2
Abréviations .....	3
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>4</b>
<b>PREMIERE PARTIE : METHODOLOGIE .....</b>	<b>7</b>
<b>DEUXIEME PARTIE : RESULTATS DE L'ENQUETE.....</b>	<b>14</b>
II.1. Indicateurs de l'enquête hors Antananarivo, calculés à partir de l'enquête.....	14
II.1.1. Identification des interventions de l'Eglise et des Associations Chrétiennes....	14
II.1.2. Identification et description des ressources existantes.....	16
II.1.3. Evaluation des capacités de l'Eglise et des Associations Chrétiennes.....	17
II.1.4. Evaluation des points non exigés par les TDR.....	23
II.2. Indicateurs dans la Capitale Antananarivo.....	26
II.2.1. Sur l'identification des interventions de l'Eglise et des Associations Chrétiennes.....	26
II.2.2. Sur l'identification et la description des ressources existantes.....	28
II.2.3. Sur l'évaluation des capacités de l'Eglise et des Organisations Chrétiennes.....	29
II.2.4. Sur des points non exigés par les TDR.....	35
II.3. Enoncé des problèmes et des causes probables sur le plan national.....	37
II.3.1. Problèmes dans l'identification des interventions des églises et des associations chrétiennes.....	37
II.3.2. Problèmes dans l'identification des ressources existantes.....	39
II.3.3. Problèmes sur l'évaluation des capacités de l'Eglise et des Organisations Chrétiennes.....	41
II.3.4. Problèmes sur les points non exigés par les TDR.....	47
II.4. Arrangement des problèmes sur le plan national selon les objectifs de l'étude.....	51
II.4.1. Analyse des problèmes concernant la traçabilité des interventions chrétiennes.....	51
II.4.2. Analyse des problèmes concernant les ressources existantes.....	52
II.4.3. Analyse des problèmes concernant la capacité des Eglises et Associations chrétiennes.....	55
<b>TROISIEME PARTIE : COMMENTAIRES-REFLEXIONS.....</b>	<b>62</b>
III.1. POINTS POSITIFS	62
III.1.1. POINTS POSITIFS NATIONAUX HORS ANALAMANGA,	62
III.1.1.1. IDENTIFICATION DES INTERVENTIONS ECRITES DE L'EGLISE ET DES ORGANISATIONS CHRETIENNES CONTRE LE VIH SIDA.....	62

III.1.1.2. POINTS POSITIFS SUR LA DESCRIPTION DES RESSOURCES EXISTANTES .....	66
III.1.1.3. POINTS POSITIFS SUR LES CAPACITES DE L'EGLISE ET DES ORGANISATIONS CHRETIENNES.....	69
III.1.1.4. EVALUATION NON EXIGEE PAR LES TDR.....	79
III.2. POINTS POSITIFS DANS LA CAPITALE.....	83
III.2.1. SUR L'IDENTIFICATION DES INTERVENTIONS DE L'EGLISE ET DES ORGANISATIONS CHRETIENNES CONTRE LE VIH / SIDA.....	83
III.2.2. SUR L'IDENTIFICATION ET LA DESCRIPTION DES RESSOURCES EXISTANTES .....	87
III.2.3. SUR L'EVALUATION DES CAPACITES DE L'EGLISE ET DES ORGANISATIONS CHRETIENNES .....	90
III.2.4. SUR DES POINTS NON EXIGES PAR LES TDR .....	102
III.3. Commentaires.....	
III.1.1. La traçabilité des actions des églises et des Associations chrétiennes.....	104
III.1.2. Les ressources disponibles et existantes.....	105
III.1.3. Les capacités exprimées/relevées chez les entités et organisations chrétiennes.....	108
<b>QUATRIEME PARTIE : STRATEGIES ET CHRONOGRAMME.....</b>	<b>115</b>
IV.1. Classement des stratégies par objectifs de l'étude.....	115
IV.1.1. Stratégies concernant la traçabilité des actions .....	115
IV.1.2. Stratégies concernant les ressources .....	115
IV.1.3. Stratégies concernant la Capacité de gouvernance et de leadership.....	118
IV.2. Chronogramme triennal prévisionnel.....	123
<b>CONCLUSION : QUE PEUT ON RETENIR DE L'ENQUETE.....</b>	<b>133</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>135</b>
ANNEXE I BIBLIOGRAPHIE.....	135
ANNEXES II QUESTIONS ET OBSERVATIONS .....	136
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>145</b>